SUPPLÉMENT SICOB : l'informatique dans la bourrasque (68 pages en couleurs)

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12949 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 16 SEPTEMBRE 1986

Les décisions du gouvernement face à la vague d'attentats

M. Chirac menace de représailles les pays soutenant le terrorisme

- *Visa pour tous les étrangers (CEE et Suisse exceptées).*
- *Participation des militaires à la surveillance des frontières.*
- *Contrôle des entrées dans les lieux et services publics.*

Le conseil des ministres s'est réuni, ce lundi 15 septembre, en raison du départ, dans l'après-midi, de M. Mitterrand pour l'Indonésie. Dimanche, au Grand Jury RTL-« Le Monde », le premier ministre, M. Jacques Chirac a menacé de représailles les pays soutenant les terroristes. Il a également annoncé des mesures destinées à lutter contre le terrorisme et décidées le matin-même au cours d'un conseil se sécurité intérieur. Le président de la République avait été tenu au courant des intentions du gouvernement et les avait approuvées, a indiqué M. Chirac.

Plus de vingt personnes ont été interpellées, lundi matin, dans le cours de l'enquête sur l'attentat au Pub Renault. Quinze compagnies de CRS ont été appelées en renfort à Paris.

VISAS

IL DIT QU'EN FRANCE C'EST DE PLUS EN PLUS DUR DE TRAVAILLER !!

La France avec clés

Si M. Chirac voulait « internationaliser » le problème du terrorisme et, pour commencer, sensibiliser l'opinion étrangère à la vague d'attentats qui frappe actuellement la France, il y aura réussi parfaitement en imposant l'obligation du visa à tout visiteur de notre pays. Même en tenant compte de la dispense accordée aux ressortissants des pays de la Communauté européenne et de la Suisse, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui vont en subir les conséquences chaque jour.

La mesure frappera bien entendu une immense majorité d'innocents touristes et visiteurs, mais elle n'est probablement pas sans efficacité. Si le territoire d'un pays aussi « ciblé » par les terroristes que les Etats-Unis est resté remarquablement épargné par les attentats proche-orientaux ces dernières années, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont loin, mais aussi parce qu'ils exigent de pratiquement tout le monde, même de leurs alliés, un visa d'entrée : comme les voyageurs ont pu le constater, les formalités de débarquement dans leurs aéroports sont longues et compliquées. Aussi bien les poseurs de bombes préfèrent-ils s'en prendre aux installations des Etats-Unis à l'étranger, aux avions et touristes américains en Europe, que porter la guerre outre-Atlantique, comme s'en était vanté le colonel Kadhafi.

Cela dit, la décision de M. Chirac est draconienne et représente, dans notre Europe parcellisée, une immense régression. D'autant qu'elle frappe une série de pays traditionnellement amis, de la Scandinavie à l'Afrique noire en passant par le Canada, le Japon et l'Amérique latine. Elle signifie aussi, comme l'a admis M. Chirac, la « suspension provisoire » de conventions passées avec les pays du Maghreb, notamment avec l'Algérie, que le premier ministre visitait samedi et où M. Pandraud va se rendre dès mardi pour expliquer la nouvelle situation.

Compte tenu de la sympathie que suscite à l'égard de Paris la vague actuelle de « peste noire », compte tenu aussi du caractère provisoire de la mesure, on peut espérer que ces pays ne protesteront pas trop fort et n'appliqueront pas la règle de la réciprocité, très généralement appliquée en pareil cas. Mais la réaction de la Suède, dont le ministre des affaires étrangères a qualifié de « négative » cette entrave à la liberté de mouvement, est d'ores et déjà caractéristique. En France même, le monde du tourisme et des affaires ne sera pas le dernier à faire pression sur les autorités pour obtenir la levée de ces restrictions le plus tôt possible.

En attendant, la décision gouvernementale crée un casse-tête aux services diplomatiques et consulaires français. Sous-équipés en hommes et en moyens, ceux-ci ne parvenaient déjà pas à « écluser » le trafic normal. On se demande comment ils pourront faire face à la masse de demandes, aux milliers de formulaires qui vont se déverser sur eux. Et aussi comment les services de police arriveront à déceler dans cet océan les passeports et individus suspects...

Il est compréhensible dans ces conditions que le gouvernement ait décidé une période transitoire de deux semaines avant l'application complète du nouveau système. On ose espérer qu'il n'aura pas besoin d'aller jusqu'au bout de la terrible logique à laquelle les terroristes l'ont contraint.



La « sale guerre »

par Jean Planchais

M. Chirac est le chef d'un gouvernement en guerre. Une « sale guerre » – y en a-t-il de propres ? – où seuls ou presque les civils « trinquent » et où la peur est l'arme essentielle. La tâche est redoutable.

A Alger, à la fin de 1956 et pendant la première moitié de 1957, des bombes explosèrent dans des bars, des stades, un supermarché et dans des fûts de lampadaires. Des morts par dizaines, des blessés par centaines. Le général Massu, commandant la 10e division parachutiste reçut, le 6 janvier 1957, tous pouvoirs pour maintenir l'ordre. Avec la consigne – verbale – des ministres compétents d'y employer « tous les moyens ».

La bataille d'Alger prit fin en septembre 1957. Elle provoqua indirectement la chute de la IVe République.

Les bombes qui explosent aujourd'hui à Paris n'ont pas le même objet que celles d'Alger. Le terrorisme urbain était une phase d'une guerre d'indépendance. Il était le fait d'une petite minorité, certes, mais baignée dans un peuple qui souvent la soutenait. Il s'agit aujourd'hui d'un chantage sanglant dont le but, pour autant qu'on le distingue, n'est que la libération de quelques criminels.

De la façon dont la lutte fut menée par le gouvernement Guy Mollet, certaines leçons, cependant, restent valables. M. Chirac, qui fut officier en Algérie, ne peut les avoir oubliées.

La première est que c'est en investissant l'armée des pouvoirs de répression, en laissant bafouer la loi, que les gouvernements d'alors ont signé leur propre déchéance. La tentation est forte de confier totalement à ceux qui ont, de par leur mission, l'habitude de la force le soin de l'employer, qu'il s'agisse de militaires ou de policiers. La seconde est que les moyens utilisés se sont pas neutres. Certains, au nom d'une efficacité immédiate et contestable, aboutissent à une corruption à long terme.

Enfin, mesurer le succès au sang répandu en réponse au sang versé par les gens d'en face n'est pas non plus le moyen de vaincre.

(Lire la suite page 3.)

Un défi pour les services secrets

par Jacques Isnard

« Le pire est, peut-être, à venir », dit, des différentes formes de terrorisme qui frappent actuellement la France, un fonctionnaire des services secrets. Et cet officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ajoute : *« Tant que les causes de cette violence subsisteront dans le monde et tant que de telles actions sont conçues pour atteindre un objectif précis, à savoir créer une inquiétude permanente dans les démocraties afin d'obtenir d'elles des concessions, le terrorisme ne disparaîtra pas de la planète. Il croîtra et embellira. »*

Il n'est pas besoin de beaucoup pousser cet homme de renseignement dans ses derniers retranchements pour lui faire avouer que, contrairement à une opinion répandue, il estime, lui, que, jusqu'à présent, les terroristes semblent même savoir « doser » leur menace, comme s'ils obéissaient à des règles qu'ils s'étaient auto-imposées. C'est en cela que *« le pire »* serait encore à venir, car, précise cet officier de la DGSE en se mettant à la place de terroristes, on peut aisément imaginer bien d'autres formes d'action encore plus dramatiques sans en appeler à des techniques d'épouvante comme les menaces chimiques, biologiques ou nucléaires.

Jetée sur la place publique par deux premiers ministres, en septembre 1982 par M. Pierre Mauroy et, il y a quelques jours, par M. Jacques Chirac à l'Institut des hautes études de défense nationale, l'expression *« le terrorisme est un acte de guerre »* n'est peut-être pas la plus adéquate en ce moment-même, compte tenu de ce que les spécialistes pronostiquent si les terroristes devaient, un jour, accélérer ou augmenter leurs pressions. Il n'en demeure pas moins que, pour la seule année dernière, on a déjà dénombré, dans le monde, huit cent douze actes de terrorisme, qui ont fait neuf cent vingt-six victimes, dont vingt-trois Américains.

(Lire la suite page 3.)



LIRE PAGES 3, 4, 5 et 46

– Les déclarations de M. Chirac.
– L'escalade de la fermeté.
– Les réactions politiques.
– Quatorze personnes en attente d'expulsion.
– Le stratagème du terroriste.
– Les missions de la FINUL.

Une semaine après l'attentat manqué contre le général Pinochet

Un dimanche ordinaire à Santiago

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

Un dimanche ordinaire dans la capitale chilienne en état de siège. Sur la place d'Armes, dans le centre-ville, à l'ombre des arbres en fleurs en ce froid début de printemps, la fanfare joue des airs militaires. Au troisième étage d'un immeuble qui borde la place, un tambour martèle énergiquement son instrument. Les carabiniers, dans leurs uniformes vert-de-gris aux plis irréprochables, entament même une samba. Les soldats agitent alors leurs tambourins et amorcent une danse sous le kiosque à musique. A quelques mètres de la place, des vendeurs à la sauvette proposent des portraits de l'ancien président Allende.

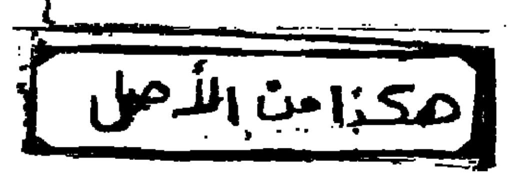
Le calme semble s'être installé dans Santiago. Ni chars ni déploiement de policiers. Même le cortège officiel du général Pinochet, qui se rend comme tous les dimanches à l'église, n'est précédé que d'un motard et de trois ou quatre voitures qui traversent la ville à vive allure. Seuls quelques carabiniers jalonnent le parcours présidentiel. La veille, l'aéroport présentait la même apparence de tranquillité et militaires et douaniers prêtaient bien peu d'attention aux équipes de télévision étrangères et aux journalistes débarquant des avions.

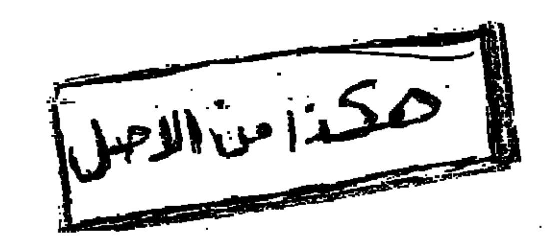
Pourtant, une impression oppressante se dégage d'un tel calme, qui n'est pas due seulement à la fermeture hebdomadaire des magasins et des bureaux. La peur s'est installée à Santiago.

L'un des avocats du vicariat de la Solidarité, M. Luis Toro, en témoigne. Il a failli être enlevé, samedi, par des individus en civil, armés, et il n'a dû son salut qu'à l'apparition opportune de ses voisins grâce à un système d'alerte qu'il avait mis en place. Car le Commando du 11 septembre qui a revendiqué l'assassinat de quatre personnes la semaine dernière, a annoncé qu'il lui restait à accomplir une cinquième exécution pour « équilibrer » la mort des cinq membres de la garde présidentielle qui ont trouvé la mort lors de l'attentat manqué contre le général Pinochet.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(Lire la suite page 9.)





Débats

Des emplois sur le tas

Donner des coups de pouce à des micro-projets fournisseurs d'emplois, en créant des sociétés financières locales « partenaires » organisées en réseau, apparaît à Jean-Philippe Mallet comme une innovation riche de promesses. Alain Trampoglieri voit dans les fonctions nouvelles des maires une ouverture sur un paysage d'entreprises plus actives.

Investir à plusieurs

La mutation économique entraine la destruction de 8 % d'emplois par an. Nous devons en créer 9 %. C'est possible.

par JEAN-PHILIPPE MALLET (*)

MON expérience devant le débat consternant sur les *« petits boulots vus d'en haut »* me fait définitivement dire avec Alfred Sauvy qui l'annonçait ici même (1) que *« la solution viendra d'en bas »*. La mutation économique entraîne la destruction de 8 % par an d'emplois, nous devons donc créer au moins 9 % l'an d'emplois qui répondent à des besoins nouveaux. Cela peut se faire et je ne parle pas en illusionniste. Il existe un outil qui permet d'inverser la spirale : la valorisation des ressources locales.

Directeur financier puis de la recherche à l'Institut de développement industriel (IDI) entre 1974 et 1985, j'ai participé à l'étoffement du tissu PME/PMI par apport de fonds propres. Avec les IDI régionaux, l'Institut a propagé son savoir-faire d'actionnaire dont la prospérité ne dépend que de celle de ses affiliés. Ces IDI régionaux ont permis, avec la réanimation des Bourses de province, d'activer l'épargne locale.

Nous étions, en effet, quelques-uns à nous apercevoir que, sur le terrain, personne ou presque ne s'intéressait à ce qui apparaissait être la principale, voire la seule source d'emplois : l'accompagnement des créateurs d'entreprises. Nous lancions, en 1980, grâce à Robert Leroy des GMF (Groupes maisons familiales), premier cotisant, le réseau France-Initiative sur le thème « Face à la crise, place aux entreprenants ». Dix-huit mois plus tard, nous découvrions qu'il fallait organiser ces entreprenants en partenariat.

France-Initiative a ainsi suscité un mouvement de contributions volontaires en faveur de l'emploi en donnant des « coups de pouce » à des micro-projets porteurs et risqués ne nécessitant qu'une micromise de fonds.

La rentabilité de ce réseau se juge en quelques chiffres. « Eure-Initiative » : moins de 1 million de francs de cagnotte cinquante coups de pouce accompagnés, trois cent cinquante emplois créés au bout de trois ans et 10 millions de TVA encaissés par an... « Vosges Industries du futur » : 1 million de capital et 2 millions d'avance publique, deux cent cinquante emplois... une expérience arrêtée par manque de rentabilité immédiate, selon nos règles du jeu actuelles. Mais que vaut cette rentabilité immédiate quand on *sait qu'un homme*, selon qu'il est exclu ou inséré, coûte ou rapporte en moyenne 150 000 francs l'an ?

Le réseau France-Initiative rassemble *aujourd'hui quelque* soixante-dix plates-formes locales. Il lui aura fallu sept ans pour émerger. Si cette expérience a *démontré* combien le processus d'accompagnement des projets était fécond, elle reste tout à fait insuffisante.

Une réelle inflexion n'est possible qu'en créant de vraies sociétés financières locales, « partenaires », organisées en réseau, et qui mettraient en place les trois maillons qui manquent dans le développement de notre économie et qu'il est urgent de favoriser :

1) la création d'entreprises ; sans entrer dans la litanie des plaintes et des constats, il s'agit d'accompagner et non de rejeter les porteurs de projets d'entreprises, les professionnels tenaces ;

2) la propagation des savoir-faire ;

3) la pérennité des entreprises existantes. S'il existe des mesures telles que la franchise ou le rachat des entreprises par leurs cadres pour valoriser leur pérennité et la propagation de leur savoir-faire, elles sont notoirement insuffisantes et trop brutales. Pour une entreprise qui se crée ou qui existe déjà, il est nécessaire, en effet, de créer autour d'elle une structure d'accompagnement adaptée à son développement. Cette structure ne peut être que géographiquement proche. Pour être un partenaire efficace de valorisation, elle doit participer financièrement aux risques des entreprises et, réciproquement, les entreprises elles-mêmes doivent lui apporter leur participation. A cette action locale doit s'ajouter une approche globale au niveau national, voire européen. La société financière locale autonome, connectée dans un réseau, permet seule cette « valorisation partenariale ».

Dans toute région qui le souhaite, ces sociétés sont conçues pour s'appuyer d'abord sur le tissu existant des PME décidées à assurer leur développement. Elles réunissent également des apporteurs de capitaux. Elles peuvent, dès lors, assurer la création d'un tissu complémentaire, et se chargent d'accompagner avec un soutien de compétences (experts, techniciens, tous hommes de terrain) tous les projets de développement en les ancrant sur les bassins universitaires. Elles ont, bien sûr, vocation à être introduites au « second marché », activant l'épargne de proximité, fabuleux gisement de ressources encore inexploité. La prospérité de ces sociétés dépendant de celle de leurs actionnaires, et réciproquement, elles se valorisent mutuellement.

L'exemple de Compiègne

Cette valorisation interactive des terroirs doit s'inscrire dans ce que j'appelle la légitimité du futur. Je fais notamment référence à l'article 3 des statuts de l'université de technologie de Compiègne qui précise que l'université est *« gérée par projets »*.

Cette même université de Compiègne en créant un nouveau département « Sciences de l'homme et technologie » (l'association féconde entre sciences dures et sciences molles) démontre son professionnalisme dans ces processus d'interactivité. Aussi, il est indispensable à titre d'exemple que soit montée autour d'elle, dans le pays de Compiègne, la première de ces cellules de valorisation locale. Cette société, au capital de départ de quelques millions de francs réunissant université, partenaires investisseurs locaux et nationaux, et PME/PMI voisines, amorçant la fertilisation croisée entre le bassin technologique et le pays qui l'*entoure*.

(*) Cofondateur de France-Initiative, de France-Technologie, et d'HEC-partenaires, administrateur de l'université de technologie de Compiègne. Gérant de Partenaire-projet.

(1) *Le Monde* du 3 septembre 1986.

Les nouveaux maires entrepreneurs

« Les municipalités n'hésitent plus à confier à des sociétés privées des tâches que celles-ci peuvent assurer aussi bien qu'elles et à moindre coût », nous déclare Alain Trampoglieri.

TRENTE-DEUX MILLE visiteurs en 1984, 45 000 en 1985, 70 000 attendus en 1986. Le Salon Mairie-Expo dont la troisième édition sera organisée à Lyon, du 3 au 7 novembre, montre par son succès qu'il répond à un besoin.

Son inventeur, le remuant Alain Tranpoglieri, patron d'une agence de relations publiques et conseiller municipal de Saint-Tropez, explique l'évolution qu'il a constatée dans l'attitude des élus locaux et de leurs fournisseurs.

« Pourquoi Mairie-Expo et en quoi cette manifestation se distingue-t-elle des multiples salons organisés tout au long de l'année ?

— Le Salon veut être le rendez-vous annuel de tous ceux qui participent à la gestion et à l'animation municipale, du maire au garde champêtre. Les 500 000 élus locaux gèrent chaque année un volume d'investissements représentant, en valeur, près de la moitié du budget de l'Etat. L'idée est de leur permettre de rencontrer à date fixe les entreprises qui leur proposent équipements et services et de comparer leurs propositions.

— Depuis trois ans avez-vous noté une évolution des équipements et des services proposés aux collectivités locales ?

— Très nette. Dans la plupart des communes, les investissements essentiels ont été faits, les équipements lourds sont en place. Restent les investissements d'accompagnement et, surtout, les investissements d'entretien. C'est à eux que s'intéressent plusieurs des quatre cents exposants représentés au Salon. Exemple : après l'informatique lourde, l'intérêt se porte sur la micro-informatique. De même on s'attache désormais à tout ce qui peut permettre de réduire le coût de fonctionnement des équipements qui réserve de *mauvaises surprises*. Une zone piétonne coûte cher à installer mais aussi très cher à entretenir.

Sanctions politiques

» Il y a ensuite une très nette poussée des sociétés de service,privées qui proposent de gérer des services municipaux de restauration collective, de transport, d'animations diverses.. Cela correspond à une préoccupation nouvelle de municipalités qui n'hésitent plus à confier à des sociétés privées des tâches que celles-ci peuvent assurer aussi bien qu'elles et à moindre coût.

» On note enfin l'apparition de services municipaux liés au souci d'« aménager » le temps libre des habitants. L'augmentation relative du nombre des retraités ou préretraités accroît la fréquentation des moyens de transports collectifs, des bibliothèques, des jardins publics, des locaux réservés aux associations... Ce sont des nouveaux besoins qu'il faut satisfaire, et pour lesquels des équipements, des formules nouvelles sont proposés.

— La façon dont sont passés les marchés locaux a beaucoup changé au cours des dernières années. Dans quel sens selon vous ?

— Il y a d'abord les conséquences des lois de décentralisation. Aujourd'hui, les maires sont devenus les vrais patrons de leur commune. Et, de ce fait, les décisions sur les équipements locaux sont devenues beaucoup plus difficiles, beaucoup plus sensibles.

» Autrefois, c'était le plus souvent le ou les adjoints techniques qui prenaient la décision d'installer tel ou tel système d'éclairage ou de collecte des ordures, après une consultation rapide des fournisseurs. Aujourd'hui, tout remonte sur le bureau du maire, dans les petites comme dans les grandes communes, car toute décision d'investissement public peut avoir une sanction politique.

» Les habitants sont de plus en plus sensibles à la qualité esthétique des équipements et à la façon dont sont gérées les finances communales. Les maires doivent donc obligatoirement rendre compte des raisons des choix dont leurs électeurs peuvent toujours leur tenir rigueur. Plus d'investissements sans consultation préalable et communication d'accompagnement.

— Cela correspond en somme à une nouvelle définition de la fonction des maires et des élus locaux.

— Tout à fait. Le maire est devenu dans la plupart des cas un véritable chef d'entreprise et le conseil municipal un véritable *conseil d'administration*. A *deux* différences près, qui sont importantes : ils ne sont pas mus par le profit mais par le souci d'obtenir le meilleur emploi des fonds publics, de faire plus avec le même budget. Ils doivent travailler en équipe avec leurs administrés mais aussi avec leurs voisins puisque, aujourd'hui, dans les trois quarts des cas, les décisions d'investissements intéressent plusieurs communes.

» Le maire d'aujourd'hui c'est *donc un entrepreneur mais aussi* un animateur, une sorte d'homme orchestre de la vie municipale. C'est d'ailleurs ce qui rend son mandat si attachant. »

Propos recueillis par
JACQUES-FRANÇOIS SIMON

COURRIER DES LECTEURS

Extraditions déguisées

Ces « expulsions » de réfugiés basques sont, en fait, par un détournement de procédure, des extraditions déguisées. Ainsi, on expulse de façon administrative et non judiciaire des Basques dont on « présume » qu'ils peuvent être ou avoir été des terroristes, dont on « présume » qu'ils sont membres de l'ETA, dont on « présume » qu'ils peuvent troubler la sécurité de la France ; alors que jusqu'ici en France, on présumait l'innocence des gens.

Je m'indigne du fait que les « expulsés » soient livrés à la police espagnole dont Amnesty International a souvent souligné le comportement arbitraire (notamment l'emploi de la torture) dans le cadre des lois d'exception appliquées au Pays basque Sud.

Manifester notre solidarité avec *les réfugiés basques devient chose* urgente. Les défendre contre l'arbitraire, c'est défendre la démocratie en France comme en Espagne.

Pour des chrétiens, une attitude claire de défense des droits de l'homme en la personne des réfugiés n'engage-t-elle pas leur honneur évangélique ?

JACQUES GAILLOT,
évêque d'Evreux.

Le courage des Soviétiques

Surprenant qu'au sujet de Tchernobyl nul n'ait pensé à souligner *que, au moins, les Soviétiques ont* trouvé une masse de gens courageux pour courir de gros risques afin de limiter les dégâts.

On peut se demander s'il s'en trouverait autant dans quelques pays occidentaux...

LUCIEN JÉGU
(Authon-du-Perche).

Tiers-secteur et personnes âgées

Alain Lipietz, plaidant pour la réalisation d'un « tiers-secteur » (*le Monde* du 3 septembre) cite parmi les travaux possibles et « qui ne sont pas faits » l'aide à domicile aux personnes âgées. (...)

Il faut rappeler que le pivot du maintien à domicile des personnes âgées, c'est l'aide ménagère, qui est tout autre chose qu'*une femme* de ménage. (...)

En 1983, 4 065 774 heures d'aide ménagère ont été réalisées dans la seule région des Pays de la Loire, en progression de 50 % sur l'année 1980.

Il est donc totalement erroné de dire que ces travaux d'utilité sociale ne sont pas faits

GILBERT DECLERCQ,
syndicaliste CFDT,
vice-président
de la conférence régionale retraite et personnes âgées des Pays de la Loire.

A toutes les sauces

SOS est un message de détresse, d'origine anglo-saxonne, émis par un ou des croyants en danger de mort : Save Our Souls = Sauvez nos âmes.

Pourquoi laisser galvauder ce signal mis aujourd'hui à toutes les sauces par des associations SOS ceci ou SOS cela ? C'est absurde et indécent.

JEAN MUNIER
(Grenoble).

LU

« SECRET D'ÉTAT », de Pierre Péan

Une descente aux enfers

UNE plongée dans les eaux *profondes et* troubles du secret d'Etat, cette partie immergée de l'iceberg gouvernemental. Tel se présente le livre *Secret d'Etat*, de Pierre Péan, qui a voulu analyser, en dissimulant le moins possible à ses lecteurs ce qu'il appelle *« la France du secret »* et *« les secrets de la France »*. Des institutions. Des mécanismes. Des habitudes. Des fonctions. Des hommes, aussi. Autant de rouages d'une « machinerie » d'Etat.

Tout y passe : le secrétariat général de la défense nationale, les Renseignements généraux, la direction de la surveillance du territoire, la gendarmerie nationale, la direction de la protection et de la sécurité de la défense (l'ex-Sécurité militaire), la direction générale de la sécurité extérieure (qui fit si bien parler d'elle avec l'affaire Greenpeace en 1985). Mais aussi, tous les services, plus mal connus, qui cherchent à protéger les secrets d'autres administrations, civiles ou militaires, qui ont pignon sur rue, comme le commissariat à l'énergie atomique, le ministère des affaires étrangères, les *douanes*, la Banque de France et, même, la direction générale des impôts.

Pierre Péan n'oublie pas le *« sommet » de l'édifice, ce qu'on* pourrait appeler le fin du fin : le secret ultime de l'engagement par le président de la République des armes nucléaires.

C'est en quelque sorte une descente aux enfers, là où le citoyen n'a pas ses entrées personnelles mais, là aussi, où l'on s'occupe pourtant des affaires privées ou professionnelles de ce même citoyen. Souvent, on s'en occupe en son nom, c'est-à-dire au nom d'impératifs dits démocratiques qui obligent les Etats *modernes à s'autoprotéger des* menées internes ou de visées extérieures sans qu'aient été toujours prévus, dans le même temps, des moyens efficaces de sauvegarder les espaces individuels de liberté.

Le mérite de Pierre Péan est, précisément, de montrer que, *malgré l'existence de la Commission* d'accès aux documents administratifs (CADA) ou de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), les citoyens demeurent désarmés face à ce que l'auteur de *Secret d'Etat* considère comme une extension progressive et insidieuse des pratiques gouvernementales de secret à outrance. Les douaniers et les agents du fisc, observe l'auteur, disposent d'un pouvoir d'inquisition sans précédent. Les fiches des Renseignements généraux, pour ne prendre que cet exemple, comportent des erreurs telles qu'elles brisent des carrières ou des *renommées*. L'institution militaire reste, à coup sûr, la forteresse. Enfin, l'informatique a permis des interconnexions insoupçonnables, qui détournent outre-mesure la finalité du secret d'Etat.

Pierre Péan avoue sa déception : il avait cru que la gauche, *en arrivant aux responsabilités en* 1981, changerait, là aussi, la société. Il n'en a rien été, et la « transparence » n'est pas de règle. L'Etat fonctionne selon ses propres lois, qui ne sont pas toujours écrites, avec, parfois, des entorses aux vraies lois et une marge de manœuvre aux limites de ce qui est la légalité.

JACQUES ISNARD.

★ *Secret d'Etat*, par Pierre Péan. Fayard, 366 p., 89 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde
PUBLICITE
SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.



L'attentat des Champs-Élysées et les déclarations de M. Chirac

Un mort, deux blessés graves

Au Pub Renault, sous une table de box...

Quarante-huit heures après l'attentat contre la cafétéria des Quatre Temps au quartier de la Défense, une explosion qui s'est produite, dimanche 14 septembre après-midi, au Pub Renault des Champs-Elysées a provoqué la mort d'un gardien de la paix et blessé grièvement l'un de ses collègues et un maître d'hôtel de l'établissement.

C'est un homme jeune, « basané », « créole » selon certains témoins, qui, après avoir consommé, assis à un petit box du Pub Renault sur les Champs-Elysées, s'est levé. Il a quitté tranquillement l'établissement, peu avant 17 h 30. Personne n'a, à ce moment, réellement prêté attention à lui. Le PJub Renault, comme toujours un dimanche après-midi, était bondé, d'autant que la radio NRJ fêtait la sortie de la nouvelle Renault Super 5 et y organisait une animation.

Sous la table du box, un paquet blanc attire l'attention d'une serveuse. Discrètement, elle alerte le maître d'hôtel : *les consignes de vigilance du premier ministre ont porté leurs fruits.*

Si, depuis l'attentat manqué contre le RER, puis ceux « réussis » de l'Hôtel de Ville et de la Défense, les fausses alertes à la bombe se multiplient, cette fois, la vigilance de la serveuse est justifiée : appelé à la rescousse, le maître d'hôtel alerte deux gardiens de la paix en faction sur les Champs-Elysées. Discrètement – il s'agit de ne pas créer de panique – les trois hommes emportent le paquet suspect. Personne ne s'est rendu compte de ce qui se passait. Par une porte de communication qui relie le Pub et le parking du 41, rue Marbeuf, policiers et maître d'hôtel gagnent le premier sous-sol. Le paquet explose. Près de la rampe qui conduit au deuxième sous-sol, les trois hommes n'ont eu aucune possibilité de se protéger.

Grièvement brûlés, blessés au visage (déchiquetés selon des témoins), les poumons endommagés par le souffle de l'explosion : les gardiens Jean-Louis Breteau et Bertrand Gauthier et l'employé du Pub Jean-Claude Blanger sont dans un état grave. Un cratère a été creusé dans le sol de béton, dont il ne reste plus que l'armature métallique. Aux alentours, les voitures sont détériorées. Le sous-sol est couvert de poussière. En haut, dans le Pub, on a entendu l'explosion et on procède – sans panique – à l'évacuation.

Témoignages flous

Très vite, le préfet de police, M. Jean Paolini, est sur place, ainsi que M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris. Le substitut Laurent Davenas, les commissaires Castano, de la brigade criminelle, Espitalien, de la section antiterroriste, et Bonit, de la police judiciaire, commencent l'enquête. Ils ne disposent que de peu d'éléments : les témoignages concernant le suspect sont flous, l'affluence expliquant l'imprécision des descriptions. On sait seulement qu'il connaissait mal le Pub, car il s'était, semble-t-il, installé à une table réservée aux repas. On sait que la charge explosive était très forte, 2 à 3 kilogrammes vraisemblablement. « *La même puissance qu'à l'Hôtel de Ville et à la Défense* », indique le commandant Vigier, des sapeurs-pompiers de Paris.

Quelques heures après l'explosion, la mort du gardien de la paix Jean-Louis Breteau, vingt-quatre ans, qui avait été hospitalisé dans le coma, était annoncée. Célibataire, affecté dans le huitième arrondissement de Paris, il est le septième membre des forces de l'ordre tué depuis le début de l'année.

Dans le même temps, à Beyrouth, un interlocuteur anonyme revendiquait l'attentat par un coup de téléphone à une agence de presse occidentale, au nom des « Partisans du droit et de la liberté ». L'organisation, qui avait déjà revendiqué les attentats de l'Hôtel de Ville et de la Défense (de même que le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient), n'avance aucune exigence concrète, affirme que ses membres « *continueront à diriger leurs coups contre le gouvernement français oppresseur, jusqu'à ce qu'il change sa politique erronée vis-à-vis des peuples du Proche-Orient* ».

Ag. L.

A la Défense

Le stratagème du terroriste

Comme l'a révélé M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, en se rendant sur les lieux après l'attentat, la police possède aujourd'hui le signalement de l'homme qui, vendredi 12 septembre, vers 12 h 15, a posé la bombe dans la cafétaria du supermarché Casino, au quartier de la Défense.

A cause des appels à la vigilance demandant aux témoins de signaler immédiatement tout paquet suspect, le terroriste a utilisé un stratagème pour déposer sa bombe sans éveiller l'attention. Comme un banal consommateur, il s'est présenté à la cafétaria, a fait la queue avant de prendre un plateau et de choisir ses plats accompagnés d'une boisson gazeuse, puis il est allé s'asseoir à une table où, simulant une maladresse, il a renversé sur sa chemise le contenu de son verre. En grommelant, il s'est alors levé et s'est dirigé vers les toilettes, afin de nettoyer sa chemise. En réalité, l'homme s'est éclipsé en laissant sous la banquette son paquet, auquel personne n'a prêté attention.

Toute la scène a été observée par un témoin qui déjeunait à une table proche. Obligeant, ce dernier a même donné au poseur de bombe une serviette en papier. Puis le témoin a terminé son repas, s'est levé avec son plateau et s'est dirigé vers la sortie. Quelques secondes après, la bombe a explosé.

La description donnée par le témoin fait état d'un homme jeune, âgé de vingt-cinq à trente ans, aux cheveux noirs bouclés, qui pourrait être européen.

A Paris et à Lyon

Quatorze personnes en attente d'expulsion

Un subtil mélange, bien représentatif de la mosaïque proche-orientale : ainsi se présentent les dix personnes que la police est allée chercher, jeudi 11 septembre à l'aube, après l'attentat contre le bureau de poste de l'Hôtel de Ville, et que l'on promet aujourd'hui à l'expulsion. Un « lot » divers par les appartenances politiques, les nationalités, les origines confessionnelles, les liens sociaux et professionnels.

Le ministère de l'intérieur s'est refusé à donner des noms. Il s'agit en fait de MM. Betros Halablian, Feyçal Zein, Hossein Kobeissi, Rashad Diab Ibrahim, Issam Saïd Saad, Robert Bachalani, Walid Charada, Gassen Karoupinan, Wissam Issa. L'identité de la dernière personne n'est pas connue.

A ces premiers noms, il faut ajouter celui de M. Mohammed Tlili, de nationalité tunisienne, qui, avec sa compagne de nationalité marocaine, a été relâché après un premier interrogatoire ; enfin, quatre Libanais sont retenus à Lyon, au fort de Sainte-Foy-lès-Lyon : MM. Hassan Nabaa, Mohamad Salhab, Bajhat Kabalan et Adel Bouassi.

M. Bedros Halablian, trente et un ans, de nationalité libanaise, est marié et père de deux enfants. Il a été condamné en 1984 à trois ans de prison pour avoir aidé les auteurs de l'attentat d'Orly, commis en juillet 1983 par l'ASALA. D'origine arménienne, magasinier de profession, M. Bedros Halablian, loin d'être un terroriste chevronné, semble plutôt avoir été pris dans les mailles de la « solidarité arménienne ». Après l'attentat d'Orly, les enquêteurs avaient trouvé chez lui une valise contenant des armes. Depuis sa récente libération, les autorités refusaient à M. Bedros Halablian la régularisation de son séjour et l'obligeaient à venir quasiment chaque semaine à la préfecture dans l'espoir d'obtenir des papiers. C'est lors d'une de ces visites, le 11 septembre, qu'il a été interpellé. Dépressif, il aurait tenté de se pendre durant sa garde à vue.

DST contre brigade criminelle

M. Robert Bechalani est libanais, journaliste à la revue *Pétrole et gaz arabes*, marié et père de deux enfants. Il a déposé il y a deux ans une demande de naturalisation française et a un frère interne des hôpitaux à Honfleur. M. Issam Saïd Saad, de nationalité libanaise également, serait père de cinq enfants. M. Wissam Issa est médecin, M. Rashad Diab Ibrahim est menuisier. Palestinien de nationalité jordanienne, installé en France depuis quatorze ans, marié à une Marocaine, cadre dans une importante banque et elle-même en France depuis vingt-cinq ans, M. Ibrahim est père de deux enfants, dont un de nationalité française. Il a demandé sa naturalisation en 1982.

Au cours de sa détention, M. Ibrahim, seul semble-t-il dans ce cas, a été frappé par les policiers qui l'interrogeaient. Vendredi 12 septembre, il a été présenté à l'Hôtel-Dieu pour y subir divers examens avant d'être renvoyé au dépôt. Son cas est à l'origine d'un sérieux différend entre la brigade criminelle et la DST. Ce dernier service, en effet, a voulu interroger seul M. Ibrahim, ce que les policiers de la brigade criminelle ont accepté. Lorsque le prisonnier leur a été rendu, les policiers ont constaté que leurs collègues de la DST l'avaient interrogé à la manière forte : M. Ibrahim avait l'œil gauche abîmé et une blessure importante à la bouche.

L'affaire a provoqué un gros émoi au quai des Orfèvres, le parquet et le ministère de l'intérieur ont été avertis.

L'incident souligne la logique qui a guidé le choix des personnes à expulser : toutes sont d'anciens militants, certains proches du PC libanais, d'autres du FPLP. A plusieurs reprises, la police a cherché à les « retourner » pour en faire des indicateurs. Lors de leur interrogatoire jeudi et vendredi derniers, la même proposition, assortie d'une menace d'expulsion, leur a été faite. Avec, pour M. Ibrahim, quelques arguments qui se voulaient plus persuasifs.

G.M. et E.P.

Nouvelles menaces du CSPPA

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) a menacé le gouvernement français de nouvelles représailles, quelques heures après la réunion à Paris du comité de sécurité intérieure.

Dans un communiqué écrit en arabe parvenu, dimanche 14 septembre, à une agence de presse étrangère, le CSPPA a estimé que « *une nouvelle fois, M. Jacques Chirac et ses ministres ont recours à la menace et, une nouvelle fois, le peuple français paiera le prix de leur traîtrise et des mensonges des deux têtes du régime, le premier ministre et le président François Mitterrand* ».

« *Le gouvernement français saura très bientôt que nous ne reculons devant aucune menace* », ajoute le CSPPA, qui a revendiqué à deux reprises, à Beyrouth et à Paris, l'attentat qui a fait un mort et dix-huit blessés lundi dernier dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris.

Le texte rappelle les exigences du CSPPA : la libération immédiate de personnes détenues en France : Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) – condamné à quatre ans de prison à Lyon en juillet, – Anis Naccache, chef du commando qui a tenté d'assassiner à Paris le premier ministre du chah d'Iran, M. Chapour Bakhtiar, – condamné à la réclusion à perpétuité, – Varoujan Garabidjian, chef du commando de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie), impliqué dans un attentat perpétré à l'aéroport de Paris-Orly en juillet 1983 (huit morts et cinquante-quatre blessés).

⁂

Par ailleurs, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) a revendiqué dans un texte parvenu, lundi matin 15 septembre, au siège de l'AFP à Paris, l'attentat de vendredi dernier contre la cafétéria de la Défense.

Dans un texte manuscrit en français, vraisemblablement écrit de la même main que les revendications précédentes, le CSPPA écrit : « *L'attentat à la cafétéria Carino de la Défense ne sera que le troisième de la nouvelle série, si on ne libère pas très vite Abdel Kader Essaadi (Abdallah), Anis Naccache et Varoujan Garbedjian.* » Le CSPPA ajoute : « *On serait bien avisé, d'autre part, d'éviter les déclarations fracassantes et fanfaronnes dont le seul effet sera l'allongement de la liste des victimes... victimes du seul entêtement des dirigeants à ne pas opter pour la voie de la sagesse.* »

Comme les précédentes revendications, le communiqué est signé CSPPA. Les Partisans du droit de la liberté (PDL) avaient déjà revendiqué vendredi, quelques heures après l'explosion de la Défense, la responsabilité de cet attentat.

Un défi pour les services secrets

(Suite de la première page.)

En France, il y a eu, toujours en 1985, trente-sept morts et cent cinquante-cinq blessés pour fait de terrorisme. Encore faut-il s'accorder sur une définition du terrorisme. C'est un concept juridiquement incertain en droit international comme en droit français. L'expression recouvre diverses réalités.

Les Européens et, plus spécialement, les Français en connaissent souvent les multiples facettes. Il y a le terrorisme issu des affaires intérieures d'un Etat ou propre à deux Etats, comme la violence des « extrémismes » politiques ou celle des mouvements séparatistes. Il y a, aussi, le terrorisme révolutionnaire, qui emprunte beaucoup à l'idéologie ou, tout au moins, au « *délire syntaxique* » des pays de l'Est, comme on dit à la DGSE, en visant par ses attentats le dispositif de sécurité de l'OTAN. Enfin, il y a le terrorisme proche-oriental et cette violence de minorités étrangères à la recherche de leur identité nationale jadis bafouée.

En permanence, les services secrets cherchent à démêler l'écheveau selon deux « écoles » qui s'affrontent régulièrement : celle qui a tendance à privilégier la thèse de l'existence d'un « *chef d'orchestre* » clandestin, tirant les ficelles ou soufflant sur le brasier chaque fois que cela sert ses intérêts géopolitiques, et celle qui spécule sur une « *atomisation* » et un entrelacs compliqué ou désordonné de mouvements qui s'entraident sans se fondre.

Les deux « écoles » se rejoignent, cependant, sur certaines considérations. Il existe bien des pays-asiles du terrorisme, qu'il soit d'Etat ou qu'il émane de directions plus ou moins collégiales. Il existe des pays-supports, tels l'Iran, la Libye ou la Syrie, au Proche-Orient, où l'on s'entraîne. Il existe, encore, des pays-filières, qui peuvent fournir les armes en fermant les yeux sur les « trafics » de leurs organisations commerciales, comme certains pays de l'Est. Il existe, enfin, des pays-objectifs, souvent les mêmes, puisque les Etats-Unis, la France, Israël, la Grande-Bretagne et l'Italie sont la cible de plus de la moitié des actes de terrorisme recensés dans le monde non communiste.

Un coup de pied dans la fourmilière

Mais cette géographie-là n'explique pas tout. Car, comme l'exprime un autre officier de la DGSE, la violence, en créant un dénominateur commun entre toutes les formes de terrorisme, devient contagieuse : l'aide logistique se dilue, les groupes s'interpénètrent, les causes ont ce « flou artistique » qui sert de paravent à des revendications émises par des organisations inventées.

« *En envahissant le Liban en 1982*, commente-t-il, *Israël a donné un formidable coup de pied dans la fourmilière du terrorisme proche-oriental et, en perdurant, le conflit irako-iranien n'a rien arrangé. Les centres du terrorisme se sont dispersés, les bandes ont repris une certaine autonomie, qui tend encore aujourd'hui à s'accentuer par rapport à leurs commanditaires. Et comme les filières sont demeurées en place, parce qu'elles bénéficient de la complicité et de l'appui d'Etats ayant pignon sur rue, tandis que les pays-objectifs ne parviennent pas toujours à avoir une appréciation commune de la situation, le danger peut croître.* »

Ce jugement est partagé par un « vieux routier » de la police nationale qui considère que les Européens continueront de payer « *le choix à courte vue* » du gouvernement israélien au Liban en 1982.

Terrorisme documentaire

Que peuvent faire les armées et les services secrets d'un pays démocratique face à des Etats qui considèrent la violence internationale comme un substitut à la diplomatie et face à des groupes terroristes qui espèrent obtenir des résultats disproportionnés par rapport aux moyens utilisés ? Depuis qu'ils se manifestent, les terroristes usent des mêmes techniques ou méthodes.

Le raid américain de Tripoli, en avril dernier, a montré les limites du genre. Il n'a pas extirpé la racine du mal, tout comme le bombardement de la banlieue de Tunis par l'aviation israélienne. Visant des cibles plus ou moins bien localisées ou des personnes innocentes, ces opérations ne sont que des actes de représailles ou des mises en garde. Elles ont un commencement de justification dès lors que les services de renseignement ont pu, au préalable, administrer la preuve que le gouvernement du pays bombardé est à l'origine de la violence terroriste « exportée ». Ce qui fut le cas pour les Etats-Unis, qui réussirent à décoder les interceptions radio de la Libye à Berlin lors de l'attentat contre des soldats américains de la garnison en goguette dans une « boîte ».

Précisément, la priorité des priorités est le recueil de telles informations indubitables. Mais c'est aussi la véritable difficulté, puisqu'il s'agit de rassembler des renseignements opérationnels et fiables sur des terroristes qui vivent dans une complète clandestinité avant de se lancer pour une action brutale et brève. La difficulté vient de l'existence, en France, de plusieurs organismes responsables du même objet et, à l'étranger, d'une insuffisance de coordination entre les réseaux alliés spécialisés.

A la DGSE, où l'on doit apprendre à coopérer avec une Direction de la surveillance du territoire (DST) qui a étendu ses recherches à l'extérieur des frontières, la modestie est de règle.

Longtemps, les services français ont fait dans le « *terrorisme documentaire* », c'est-à-dire le renseignement d'ambiance ou d'hypothèse pour cerner le phénomène. Un travail d'archiviste. Il lui faut passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire obtenir du renseignement opérationnel et pratiquer le contre-terrorisme opérationnel. C'est une posture radicalement différente, qui suppose une DGSE désormais plus active et offensive. En clair, il lui faut ramasser du renseignement fiable et exploitable ponctuellement sur les circuits, souvent complexes et cloisonnés, du terrorisme international : caches, dépôts logistiques, habitudes des terroristes, fiches signalétiques sur les groupes eux-mêmes et sur l'identité des « manipulants », complicités locales, déplacements, sources de financement, etc. Autant de précisions et d'informations qui devront être recueillies sur place, sûres et « recoupées ».

Ce travail relève du procédé classique de l'infiltration, utilisé par tout service de contre-espionnage, des milieux en cause.

Aucune solution-miracle

S'il est relativement aisé de « pénétrer » un service adverse, parce qu'il est structuré à l'image de tous les autres, il est plus difficile d'infiltrer un réseau terroriste, dilué et diffus. C'est là que le bât blesse. « *L'intérêt du service*, dit ce fonctionnaire de la DGSE, *est de disposer d'un complice à l'intérieur. Cet homme est difficile à contrôler. Parce qu'il doit donner des gages à ses amis et parce qu'il ne peut rester spectateur sous peine de leur devenir suspect, le terroriste en question est contraint de faire le coup de feu avec eux. C'est le crédibiliser que d'accepter qu'il joue ainsi contre la France. Mais c'est alors un cas de conscience grave que de devoir lui faire confiance.* »

M. François Le Mouël, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) au ministère de l'intérieur, ne dit pas autre chose sur les difficultés du renseignement en amont.

Dans un rapport confidentiel, qui date de décembre 1985, sur Action directe, M. Le Mouël écrivait : « *Dans le passé, nombre des arrestations dans les rangs d'Action directe avaient leur point de départ dans des renseignements émanant de sources humaines. Depuis plus d'un an, les services spécialisés ne disposent pas de sources humaines suffisamment fiables et surtout bien placées.* »

Ce qui vaut pour le terrorisme interne vaut, évidemment, encore plus pour la violence internationale. « *Les difficultés propres à la recherche et à la neutralisation d'un groupe terroriste ayant acquis à un haut degré de technicité sont telles qu'il n'existe aucune solution-miracle* », conluait encore M. Le Mouël.

Pas davantage, des opérations clandestines ponctuelles du service « action » de la DGSE ne seraient une panacée. Pour la raison que, si le premier ministre, M. Jacques Chirac, souhaite « *faire payer très cher, capital et intérêts, ceux qui manipulent des terroristes* », il n'en demeure pas moins, comme l'a écrit M. George Bush, vice-président des Etats-Unis et animateur d'un groupe de travail restreint sur le terrorisme, que « *les actes terroristes sont si variables, dans leur durée, les lieux et leurs motivations, qu'il est impossible de leur opposer une riposte uniforme* ».

De ce point de vue, la « militarisation » accrue de l'ancien service « action » de la DGSE, après l'affaire Greenpeace, ne va pas dans le sens d'une politique d'interventions plus souterraines, contre le terrorisme, qui exigerait plutôt de vrais « clandestins ».

Les vertus guerrières des « bérets rouges » ne les prédisposent pas nécessairement à manifester la souplesse, l'esprit d'initiative et la ruse que requiert un « coup fourré » dès sa conception et lors de sa concrétisation sur le terrain. Pour faire intervenir les spécialistes de l'« action », tels qu'ils sont aujourd'hui organisés en un régiment constitué de l'armée de terre, à savoir la 11e Régiment parachutiste de choc, il faut pouvoir apporter la preuve *qu'une main* étrangère tire les ficelles des terroristes.

Des précédents, comme l'attentat contre le pape, montrent que, s'il existe de fortes présomptions d'une « manipulation » par les services secrets officiels d'un Etat étranger, le pays-cible (ou victime) n'a pratiquement jamais de preuves palpables à présenter à sa propre justice et à la communauté internationale.

JACQUES ISNARD.

La « sale guerre »

(Suite de la première page.)

Lorsque M. Chirac demande aux Français de renseigner la police, il le fait avec le souci évident d'éviter une épidémie de délation. Les Français, assure-t-on, sont rebelles à cette dernière. L'énorme courrier reçu par la Gestapo pendant l'Occupation montre à tout le moins que les exceptions sont nombreuses.

Lorsqu'il dit que le terroriste arrêté « parlera » à coup sûr, son propos est ambigu. Il existe bien des moyens de « faire parler » un coupable ou un suspect. Une des leçons de la bataille d'Alger est qu'elle a été gagnée bien plus par l'intelligence et la rapidité avec laquelle furent exploités les renseignements sur les filières adverses que par la torture institutionnalisée.

Une centaine de députés viennent de demander le rétablissement de la peine de mort pour les terroristes. Le premier ministre a opportunément coupé court à cette initiative. On voit mal en effet en quoi la crainte de mourir sur l'échafaud détournerait de leur sanglante besogne des fanatiques prêts au martyre. A Alger, deux exécutions capitales avaient précédé l'offensive de la peur. Plus tard, celles des seize condamnés en quinze jours n'eurent aucun effet visible sur l'évolution de la bataille.

La guerre contre le terrorisme n'est pas une guerre en dentelles. Elle exige d'autant plus de rigueur dans le contrôle des exécutants, de respect de la loi et de la morale. La démocratie est le plus fragile des régimes. Si les responsables de l'Etat en venaient à perdre de vue les principes mêmes qui fondent leur autorité, leur combat ne se distinguerait plus de celui de l'adversaire. Rien ne permet, heureusement, de penser qu'ils en soient là.

JEAN PLANCHAIS.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chirac menace de mesures de rétorsion « draconiennes » ceux qui « manipulent les terroristes »

M. Jacques Chirac a annoncé, le dimanche 14 septembre, au « Grand Jury RTL-*le Monde* » les mesures décidées par le Conseil de sécurité – dont la dernière réunion a eu lieu dimanche matin – pour lutter contre le terrorisme. Le premier ministre a énuméré les dispositions à caractère public :

– mise en vigueur des lois Chalandon et Pasqua sur la sécurité et l'entrée et le séjour des étrangers en France, adoptées au cours de l'été par le Parlement ;

– visa obligatoire, pendant six mois, pour l'entrée en France des étrangers originaires de pays autres que ceux de la CEE et de la Suisse ;

– renforcement du contrôle aux frontières par des patrouilles militaires mobilisant, au total, un millier de soldats ;

– participation de militaires à la sécurité des aéroports ;

– intensification des contrôles de la gendarmerie, qui sera renforcée par des militaires ;

– réunion quotidienne des responsables des principaux services de police et des services spéciaux sous la direction du ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud ;

– développement de la coopération internationale en matière de renseignement et d'action ;

– surveillance accru des personnes soupçonnées d'appartenir à la « mouvance » du terrorisme ;

– les responsables de lieux publics privés sont invités à organiser le contrôle des entrées dans ces lieux, des dispositions semblables étant prévues pour les services publics.

Le premier ministre a indiqué que d'autres mesures, à caractère secret, vont être prises. Il a menacé *« ceux qui manipulent les terroristes »* de mesures de rétorsion *« draconiennes »* lorsqu'ils viendront à être identifiés. Il a exclu toute *« mesure de clémence »* en faveur des terroristes emprisonnés en France et dont les auteurs des derniers attentats réclament la libération.

M. Chirac a précisé, d'autre part, que le président de la République avait été tenu informé des mesures prises et qu'il les avait approuvées.

Le premier ministre a indiqué, au sujet de la FINUL, qu'il avait demandé une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Il s'est indigné des conditions techniques de direction de cette force internationale au Liban et a précisé qu'il avait donné au chef du contingent français des instructions visant à assurer la sécurité des soldats français *« en attendant que l'ONU prenne ses responsabilités »*.

Interrogé sur ses relations avec le chef de l'Etat, M. Chirac a déclaré que *« régulièrement »*, le bruit d'une crise prochaine *« court »* et qu'il est *« toujours aussi dépourvu de fondement »*.

M. Jacques Chirac a rappelé, d'abord, les dispositions législatives récemment promulguées en matière de sécurité, notamment les contrôles d'identité généralisés, dont il a demandé aux Français d'accepter la *« contrainte »* avec *« bonne humeur »*. Le premier ministre a souligné, aussi, que ces lois comportent des dispositions en faveur des terroristes « repentis », s'ils permettent à la police d'éviter un attentat ou d'en arrêter les auteurs. *« Il était indispensable,* a affirmé M. Chirac, *de redresser une situation qui, depuis bien des années déjà, s'était caractérisée par une certaine dégradation de nos moyens juridiques de lutte contre ce type d'action. »*

Le premier ministre a annoncé, ensuite, l'établissement du visa obligatoire pour les étrangers entrant en France, à l'exception des ressortissants de la Communauté européenne et de la Suisse. Cette mesure permettra d'éviter, à dit M. Chirac, l'arrivée en France d'étrangers porteurs *« de passeports de complaisance ou de faux passeports »*. Il a précisé que cette mesure *« est prise pour six mois et à titre de dérogation aux règles générales »*, et que les accords existant entre la France et certains pays sur les flux migratoires sont seulement *« suspendus provisoirement »*.

Le contrôle aux frontières sera renforcé par des patrouilles militaires permanentes, la police de l'air et des frontières (PAF) conservant la responsabilité de ce contrôle. *« Plus de mille soldats vont patrouiller, dès demain matin, sur ces différentes frontières »*, a indiqué M. Chirac, après avoir précisé que cette mission sera assurée par la division parachutiste dans les Pyrénées centrales et orientales et par la division alpine dans les Alpes. En outre, plusieurs centaines de militaires vont renforcer la sécurité des points d'entrée en France, notamment des aérodromes.

La gendarmerie, enfin, va développer ses contrôles d'identité à proximité des aéroports et des zones frontalières, *« accentuer très fortement sa mission de renseignement »* et participer *« de façon beaucoup plus active à la surveillance des suspects et de l'environnement des suspects »*. Elle recevra, pour ce faire, le renfort de militaires, de sorte qu'une patrouille de gendarmerie pourra être composée d'un seul gendarme et de un à trois soldats.

La « mouvance » terroriste

M. Chirac a prévu que, désormais, le conseil de sécurité, qui décide des mesures à prendre *« se prolonge par une réunion quotidienne, sous l'autorité de M. Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, des chefs des grands services dont l'action doit être totalement coordonnée »*. Le premier ministre a cité la police nationale, la préfecture de police, la gendarmerie, les services spéciaux, la DGSE, l'état-major de l'armée de terre, les douanes, les affaires criminelles et l'administration pénitentiaire. Il a ajouté que la réunion des préfets, le 17 septembre, au ministère de l'intérieur, lui permettra *de « leur parler (...) de la sécurité et de l'emploi »*.

La coopération internationale, a dit M. Chirac, va être *« considérablement élargie et amplifiée avec tous les pays (...) qui condamnent clairement le terrorisme et qui entendent participer à la prévention et à la lutte contre celui-ci »*. *« Depuis déjà deux mois,* a-t-il indiqué, *nous avons noué avec la plupart de ces services – qu'ils soient européens, américains, africains, au Proche-Orient, asiatiques – un ensemble de liens personnels qui se traduisent par des contacts constants. »* Le premier ministre en attend une efficacité plus grande en matière de renseignements, *« mais aussi en matière d'action »*.

S'agissant des contrôles et expulsions, M. Chirac a déclaré : *« Chacun sait que la police a à l'œil un certain nombre de gens soupçonnés, sans pouvoir être accusés, de faire partie de la « mouvance » des organisations terroristes. Nous avons décidé un considérable renforcement du contrôle et de la surveillance de tous ceux qui participent à la mouvance des organisations terroristes. D'où la série d'arrestations* [opérées] *depuis quelques jours, qui se traduira et qui se traduit par l'expulsion des personnes dont nous considérons que la présence en France constitue un danger pour l'ordre public. (...) Cela se fera avec la plus grande détermination et la plus grande fermeté. »*



Le premier ministre a annoncé, enfin, que le ministre de l'intérieur ou celui de la sécurité, et le ministre du commerce allaient réunir les dirigeants des organisations professionnelles concernées (grandes surfaces, salles de spectacles, etc.) pour les inviter à organiser *« un système permettant de limiter le nombre des entrées, là où le public est important, et de contrôler tous les paquets ou les sacs qui peuvent être introduits »* dans ces lieux. Des dispositions de même nature, permanentes ou temporaires, vont être prises dans les services publics.

D'autres mesures prises, relevant *« de la souveraine appréciation des pouvoir publics »*, ne seront pas divulguées. M. Chirac a appelé les Français à la vigilance et à *« mettre en œuvre »* l'*« accord national profond »* que rencontre la lutte contre le terrorisme. Comme il l'aviat fait la veille à Alger, le chef du gouvernement a mis en garde les responsables du terrorisme. *« Le jour – et il viendra forcément* (...) *– où nous prendrons en flagrant délit un terroriste, il parlera,* a-t-il dit. *Et ceux qui le manipulent doivent bien savoir qu'ils seront l'objet de rétorsions draconiennes, que nous serons sans pitié, quelles que soient les conséquences* (...). *Ceux qui manipulent les terroristes paieront le prix le plus élevé. »*

M. Chirac a précisé que le président de la République avait été tenu informé par lui *« ce matin même, après la réunion du conseil de sécurité »*. Le chef de l'Etat, a ajouté le premier ministre, *« a approuvé les mesures que j'avais arrêtées »*.

L'éventualité du rétablissement de la peine de mort pour les crimes terroristes n'a pas été *« examinée »* par le gouvernement, a indiqué M. Chirac. *« Il est tout à fait certain,* a-t-il dit, *que le terroriste pris, par* [la] *nature* [de son acte] *et par la nature de l'opération généralement préalable à sa capture, court les plus grands risques... Je n'ai pas, pour autant, l'intention de rouvrir, en France, le débat sur la peine de mort. »*

Le premier ministre a indiqué qu'il avait *« longuement évoqué »* le problème des visas avec le président de la République algérienne, M. Chadli Benjedid, qui a *« parfaitement admis »* cette mesure, *« sous la réserve, qu'elle n'implique pas une remise en cause du principe de nos accords (...) et que nous en examinions ensemble les détails d'application »*. C'est la raison pour laquelle M. Pandraud doit se rendre le 16 septembre à Alger.

Un service qui a ma confiance

M. Chirac s'est refusé à préciser la nature des mesures de rétorsion qui seraient prises contre ceux, *« quelle que soit leur origine »*, dont il serait certain qu'ils auraient manipulé des terroristes. *« Il s'agit d'un problème qui relève des services spéciaux et de ceux qui les dirigent »*, a-t-il dit. A ce sujet, le premier ministre a déclaré que la polémique en cours sur l'action de ces services lui *« semble, dans la situation actuelle, inoportune »*. La DGSE, a-t-il ajouté, *« est un service qui a ma confiance, qui a été bien pris en main par son directeur actuel, et je suis tout à fait convaincu de l'efficacité de son action »*.

« Les services spéciaux, a dit M. Chirac, *sont sous l'autorité du ministre de la défense nationale.(...) Il va de soi que, à un certain niveau, telle ou telle décision impliquent une concertation au sein du conseil de sécurité ou entre le ministre de la défense nationale et le premier ministre, et, la situation étant aujourd'hui ce qu'elle est, il est tout à fait évident que le président de la République doit être tenu informé. C'est ce qui se passe. »*

Le premier ministre a assuré que les relations entre les services français et américains *« sont excellentes »* et n'ont pas été affectées par le refus de survol du territoire français lors du raid aérien américain sur Tripoli ni par les réactions de l'opinion publique, aux Etats-Unis, après ce refus. M. Chirac a indiqué qu'il réitérerait ce refus, le cas échéant, aujourd'hui, car il s'agit d'une *« question de principe »*, touchant *« à l'indépendance et à l'intérêt de la politique française »* dans cette région.

M. Chirac a précisé qu'il s'était entretenu des problèmes du terrorisme, entre autres sujets, avec l'ambassadeur d'Union soviétique en France, le 9 septembre. *« Je lui ai indiqué,* a-t-il dit, *mon souhait de voir renforcer les échanges d'informations entre son gouvernement et le nôtre, et, plus généralement, les gouvernements européens. »*

Le premier ministre a assuré, au sujet de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), que *« la justice suivra son cours sans – cela va de soi – que le gouvernement fasse une ingérence quelconque »*. *« Les terroristes,* a-t-il déclaré, *ne doivent attendre du gouvernement français aucune espèce de mesure de clémence, directe ou indirecte, officielle ou officieuse, secrète ou ouverte* (...). *Et plus il y a pression sur l'opinion publique française, plus le gouvernement renforce sa fermeté et sa fermeture à toute espèce de discussion.* (...) *Chaque fois qu'il y a un attentat, ceux qui le revendiquent au nom, par exemple, de la libération d'un des leurs* (...) *aboutissent très exactement au résultat inverse de celui qu'ils cherchent. Plus ils se manifestent et plus la rigueur sera grande vis-à-vis des leurs. »*

Aucun rapport avec les otages

Interrogé sur sa politique par rapport à l'Iran, M. Chirac a dit *« naturel que la France normalise sa situation à l'égard »* de ce pays, *« sans qu'il soit question qu'elle remette en cause les principes de son action »*. Il a assuré que cette normalisation *« n'a strictement aucun rapport avec « la gestion » – délicate, difficile – du problème de nos otages »*.

Le premier ministre a souligné que *« les autorités légitimes libanaises demandent le maintien de la FINUL, pour des raisons de sécurité, au Sud du Liban »* et que, *« à l'exception d'une fraction du mouvement chiite – c'est vrai, celle qui semble la plus proche de l'Iran, tout en n'étant pas obligatoirement aux ordres des autorités iraniennes, – toutes les composantes libanaises (...), notamment les chiites du mouvement Amal de M. Nabi Berri »*, demandent elles aussi ce maintien. Il a précisé que la France n'a *« aucune intention de retirer son contingent de la FINUL »* ni *« d'intervenir auprès de l'ONU pour obtenir le retrait de l'ensemble de la FINUL »*, mais qu'il juge *« tout à fait contestable »* la façon dont cette force est dirigée, politiquement et techniquement.

« Ce matin, a raconté M. Chirac, *j'ai téléphoné au général Pons, commandant du contigent français. Quelle n'a pas été ma stupéfaction d'apprendre que dans les circonstances que nous connaissons, après les accrochages qu'il y a eu, au lendemain de l'accrochage mortel dont le contigent français a été victime, le général commandant en chef de la FINUL, qui est un Finlandais, est parti en permission, il y a deux jours, jusqu'au 2 octobre, tranquillement ! J'ai été stupéfait et outré par un tel comportement, qui relève de l'irresponsabilité, aussi bien au niveau de la personnalité concernée qu'à* [celui] *de ses supérieurs, c'est-à-dire des autorités de l'ONU. J'ai immédiatement pris les contacts nécessaires avec l'ONU pour dire que nous exigions le retour immédiat, à son poste, du général commandant en chef de la FINUL et que nous exigions à nouveau que les moyens de la FINUL soient adaptés à la mission qui est la sienne et, donc, considérablement renforcés, ou, au contraire, que la mission soit modifiée et, donc, diminuée. »*

Le premier ministre a précisé qu'il avait donné au général Pons des *« instructions provisoires pour assurer normalement la sécurité de nos soldats, quelles que soient, par ailleurs, les conséquences que cela peut comporter sur la mission, en attendant que l'ONU prenne ses responsabilités »*, et qu'il avait demandé la convocation immédiate, à nouveau, du Conseil de sécurité. Celui-ci devait se réunir après le retour à New-York du secrétaire général adjoint chargé de la FINUL, actuellement au Proche-Orient.

M. Chirac estime *« difficile de faire un lien entre une évolution politique* [au Liban] *et les réactions des groupes terroristes »*. *« Ce qui est indiscutable,* a-t-il dit, *(...) c'est que nous observons de façon constante que lorsqu'il y a au Proche-Orient des initiatives, l'amorce d'un processus permettant d'améliorer la situation ou de progresser ne serait-ce qu'un peu vers la paix, on assiste toujours à une recrudescence du terrorisme international. »*

S'agissant du contingent français au Liban, M. Chirac estime que, plutôt que sa nationalité, c'est sa mission, *« qui est notamment d'assumer la logistique de la force d'interposition de la FINUL »*, qui, le rendant plus vulnérable à ce genre d'attentats, explique qu'il en ait été la cible.

Les réactions politiques

La gauche approuve la fermeté du gouvernement mais insiste sur le respect de « l'Etat de droit »

Au cas où certains n'auraient pas encore compris que le gouvernement n'éprouve plus aucune hésitation sur la stratégie à opposer aux auteurs des attentats terroristes, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a mis les points sur les « i », samedi 13 septembre, à Amboise (Indre-et-Loire) : *« Le gouvernement n'est pas décidé à contourner l'obstacle et il l'affrontera de face. »* Il s'agit bien, comme le premier ministre l'a personnellement confirmé dimanche soir, de *« retourner le chantage contre les terroristes »*. Et au nombre des moyens retenus par le gouvernement, M. Toubon a explicitement envisagé la possibilité d'« opérations spéciales » : *« Il y a des actions secrètes que la France est en droit, légitimement, de conduire contre le terrorisme qui veut l'abattre. »*

Les mesures annoncées par M. Chirac ne suscitent aucune véritable critique chez les socialistes. Normal, puisque M. François Mitterrand les a approuvées. Ceux-ci insistent toutefois sur la nécessité de veiller à ne pas transgresser dans la riposte aux terroristes les règles de l'Etat de droit. *« Le Parti socialiste a toujours souligné que la question du terrorisme ne devait pas être le prétexte d'une polémique intérieure »*, a ainsi déclaré le porte-parole du PS, M. Jean-Jacques Queyranne. *« Il ne faut pas diviser la communauté nationale au moment où elle doit manifester sa solidarité face à des agressions qui visent à faire pression sur la France. Les citoyens attendent du gouvernement qu'il fasse preuve d'esprit de responsabilité et de fermeté dans l'action tout en respectant l'Etat de droit. »*

Cela dit, la plupart des dirigeants du PS ont réagi en introduisant des nuances dans leurs propos. Devant la comité directeur du parti, M. Lionel Jospin a jugé excessif de parler de *« guerre »*, comme l'a fait M. Chirac : *« La France n'est pas en guerre. Attention à ne pas faire des terroristes des soldats. Nous attendons du gouvernement des actes, pas des discours guerriers. Car la guerre, c'est la restriction de la liberté, la xénophobie, la victoire ou la défaite... »*.

Se refusant à critiquer le gouvernement et ses méthodes *« même si certaines d'entre elles sont loin de recueillir* [son] *approbation »*, M. Pierre Mauroy a fait remarquer, pour sa part : *« Cette attitude de concorde nationale, face à une agression extérieure, je constate que la droite ne l'a jamais eue lorsque nous gouvernions. »*

Selon M. Michel Rocard, *« nous devons nous préparer à vivre avec le terrorisme, tout en luttant contre avec tous les moyens. La fermeté comporte des exigences, notamment la solidarité avec nos voisins, et des risques, celui en particulier d'une recrudescence initiale des attentats avant que l'efficacité ne se fasse sentir »*. *« L'opinion doit mesurer ces risques. Rien ne serait pire que la faiblesse. »*

En revanche, M. Jean-Pierre Chevènement a préféré se taire, *« car la seule réponse au terrorisme,* a-t-il dit, *est le civisme, qui, dans l'état actuel des choses, consiste à en parler le moins possible »*.

Quant à l'ancien ministre socialiste de la défense, M. Charles Hernu, il approuve *« la coordination de tous les services – police, armée, gendarmerie – pour aboutir à une action multinationale »*. Il souligne, au passage, que *« nous assistons à un terrorisme de troisième type : le premier type de terrorisme était patriotique, le second révolutionnaire, et ce terrorisme du troisième type fait pression sur les démocraties pour les déstabiliser et les pénétrer »*.

L'animateur en chef de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Alain Krivine, semble rejoindre, sur ce dernier point, l'analyse de M. Hernu : *« Loin de terroriser l'impérialisme, ces attentats terrorisent la population prise en otage,* affirme-t-il. *Ces actions qui relèvent du banditisme d'Etat sont totalement contradictoires avec le combat international que livrent les révolutionnaires pour l'émancipation des peuples. Elles représentent aussi une aubaine pour le gouvernement qui en profite pour faire passer une politique répressive sans efficacité face aux terroristes, mais particulièrement dangereuse pour tous les étrangers en France et les démocrates français eux-mêmes. »*

L'association SOS-Racisme estime, elle aussi, qu'il est *« absolument incorrect de faire endosser à la lutte antiterroriste ce qui s'apparente plutôt à une remise en cause du droit d'asile, plusieurs de ces étrangers menacés d'expulsion risquant la prison ou la mort pour délit d'opinion dans leur pays d'origine. On sent poindre le temps des amalgames faciles et honteux entre le terrorisme et l'ensemble de la communauté arabe vivant en France »*, ajoute l'organisation de M. Harlem Désir.

A la Fête de *l'Humanité*, le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a dit la même chose en d'autres termes : *« Les attentats criminels servent de prétextes à des campagnes racistes ainsi qu'à des tentatives de limitation des libertés individuelles et d'accroissement des mesures de fichage policier. Pire encore,* a ajouté le chef de file du PCF, *un signe d'égalité est mis de plus en plus fréquemment entre terrorisme et guerre. Cette confusion volontaire est particulièrement dangereuse, car elle vise à légitimer la course aux armements. Elle sert de caution aux actes de guerre commis par Israël et les Etats-Unis, ces raids et ces bombardements qui sèment la mort et la désolation sous prétexte de représailles. »*

Seul M. Le Pen...

Les seules critiques sont venues, en fait, de l'extrême droite. Tandis que M. Jean-Pierre Stirbois regrettait que M. Chirac ait exclu le rétablissement de la peine de mort pour les terroristes, mais se félicitait que *« le premier ministre se range enfin du côté du Front national, qui fut le seul à réclamer à l'Assemblée nationale le rétablissement du visa pour les étrangers »*, M. Jean-Marie Le Pen, lui, ne faisait pas de quartier : *« Ces mesures nouvelles contre le terrorisme n'ont rien de nouveau, elles sont subalternes et médiocres, et il ne faut pas en attendre de résultats importants dans la lutte contre l'imigration. On n'attend pas du premier ministre une déclaration verbeuse, mais une prise de responsabilité à l'échelon du problème ! »*

et les déclarations de M. Chirac

L'escalade de la fermeté

M. Jacques Chirac a dit vrai. Les terroristes, a-t-il expliqué dimanche soir au « Grand Jury RTL-*le Monde* », *« aboutissent très exactement au résultat inverse de celui qu'ils cherchent. Plus ils se manifestent et plus la rigueur sera grande à l'égard des leurs (...). Plus il y a pression sur l'opinion publique française, plus le gouvernement renforce sa fermeté et sa fermeture à toute espèce de discussion quelle qu'elle soit »*.

C'est en effet exactement ce qui s'est passé ces dernières semaines. Face à la folie meurtrière des amis de Georges Ibrahim Abdallah, le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) détenu en France, le gouvernement a opté pour la fermeté après avoir tenté, dans un premier temps, de lever l'hypothèque terroriste par des habiletés judiciaires ou diplomatiques.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Chirac a dissipé les interrogations. Ceux qui, commme MM. Albin Chalandon, garde des sceaux, et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, depuis le début, ont plaidé la fermeté et la cohérence l'ont emporté. Les hésitations qui précédèrent cette mise au clair sont compréhensibles. En quelques semaines, le premier ministre a été pris à contrepied dans la voie qu'il avait choisie pour résoudre deux dossiers proche-orientaux qui gênent la France : le cas Abdallah, l'affaire des otages français au Liban.

Dans le premier, les difficultés sont venues d'un pays allié — les Etats-Unis — et d'un partenaire obligé, M. François Mitterrand. En se portant partie civile brusquement, avec le soutien voilé de l'Elysée, les Etats-Unis ont empêché une issue qui, quoi qu'en dise le gouvernement aujourd'hui, était toute proche en juillet : une réduction de peine pour la condamnation lyonnaise d'Abdallah, un non-lieu pour le dossier instruit à Paris, donc une libération. Dans l'affaire des otages, M. Chirac avait lui-même rencontré discrètement, en août, des dirigeants chiites : un geste — indépendant de la normalisation des relations avec l'Iran — fut fait en leur direction. Le premier ministre attendait en retour de nouvelles libérations. Il en avait même informé l'Elysée. Rien n'est venu, et il attend toujours.

Cette double contrainte a brusquement mis à mal les certitudes de M. Chirac. La preuve est aujourd'hui faite qu'en ces domaines il n'y a pas de solution miracle. En ce sens, au-delà de leur signification conjoncturelle, les mesures annoncées par M. Chirac ont une portée plus générale : elles marquent une révision du traitement politique de la sécurité. Dissuasion et prévention sont les maîtres mots du dispositif annoncé. Certains discuteront le recours aux appelés du contingent pour aider la gendarmerie dans la *« surveillance des suspects »*, mais on préférera souligner que M. Chirac n'a pas cédé à l'affolement démagogique.

Un ton globalement sans excès, où le premier ministre s'est même permis un argument d'ordinaire plus répandu à gauche : les accidents de la route ne font-ils pas plus de morts que les bombes terroristes ?

Cette cohérence nouvelle — fermeté, calme, vigilance — résistera-t-elle aux événements ? M. Chirac *« ne souhaite pas »* avoir à mettre en œuvre une deuxième vague de mesures. Mais la pression terroriste le vise directement : c'est à lui que répondent à chaque fois les amis d'Abdallah, jusqu'à ce nouvel attentat, dimanche, juste avant son intervention et à quelques centaines de mètres des studios de RTL. La réponse est contenue dans trois... incertitudes.

L'une, de politique intérieure, est l'exploitation possible par l'extrême droite du climat actuel : face au Front national, qui séduit des électeurs de la majorité, certains ne seront-ils pas tentés d'imposer au premier ministre une attitude plus répressive ? La seconde inconnue est diplomatique : la France manque cruellement de renseignements sur le réseau terroriste actuellement à l'œuvre et elle attend de partenaires étrangers qu'ils l'aident à déjouer cette menace d'un réseau connaissant fort bien notre pays, lié originellement à la Syrie et composé de chrétiens libanais parlant fort bien notre langue. L'Algérie pourrait, ici, nous apporter une aide efficace : ayant servi d'intermédiaire dans le passé, à la demande de la France, auprès des FARL, elle ne manque pas d'informations. C'est tout le sens de la visite de M. Robert Pandraud, mardi, à Alger, après celle du premier ministre, samedi.

Le troisième doute est une question d'intendance : que fait la police ? Démunie de renseignements en amont, espérant un hypothétique flagrant délit tant les poseurs de bombes prennent de risques, comme l'illustre le scénario reconstitué de l'attentat de la Défense, les responsables du ministère de l'intérieur sont tentés d'agir pour agir, pour prouver qu'ils ne restent pas inactifs. C'est le sens des expulsions d'étrangers décidées — d'autres vont suivre — qui ne « font pas dans le détail ».

Si le premier ministre ne s'affole pas, il faut que la police suive son exemple. Le « tabassage » dont fut victime l'un des expulsés *(lire d'autre part)* est inquiétant. De même que fut maladroite la phrase de M. Chirac assurant que, si un terroriste était arrêté, *« il parlera »* et [qu'il] *« court les plus grands risques »*. Il reste à souhaiter qu'elle ne soit pas entendue comme une incitation aux dérapages. En démocratie, la fin ne justifie pas les moyens.

EDWY PLENEL.

En visite à Alger

Le premier ministre s'est félicité de la collaboration entre les polices française et algérienne

ALGER
de notre correspondant

La presse algérienne n'a pas réagi ce lundi 15 septembre, à l'annonce faite dimanche à Paris par M. Jacques Chirac de rendre obligatoires les visas pour tous les étrangers non membres de la CEE. La nouvelle a été donnée dans les journaux radiodiffusés, sans commentaires. Cependant, rendant compte de la visite, samedi de M. Chirac, *El Moudjahid* rappelle que le premier ministre français a quitté Alger après une visite qui « *sera suivie de décisions attendues prochainement* ». Cette petite phrase laisse penser que les autorités algériennes étaient informées de la décision du chef de gouvernement français qui avait laconiquement rappelé samedi, au cours d'une conférence de presse à Alger qu'un « *accord particulier de libre circulation existe depuis longtemps avec l'Algérie* » avant d'ajouter que, de toute façon, « *aucune initiative ne sera prise de manière unilatérale par la France* ».

Le terrorisme n'a pas été absent des entretiens qu'a eu samedi 13 septembre à Alger M. Chirac. Il a donné au premier ministre l'occasion de « *renouveller aux autorités algériennes* [ses] *sentiments de reconnaissance pour l'aide qu'à maintes reprises elles ont apportée à la France, notamment dans des situations difficiles* ». Le premier ministre s'est montré également satisfait de « *la collaboration qui existe entre nos services pour la prévention des actes de terrorisme* », car « *l'Algérie a sur ce point une position parfaitement claire et sans ambiguïté* ».

M. Jacques Chirac a reçu, à Alger, un accueil particulièrement chaleureux, constrastant singulièrement avec celui réservé à M. Fabius l'année dernière (*le Monde* du 26 juin 1985). Il ne manquait finalement que les drapeaux français dans les rues d'Alger pour considérer que M. Chirac a été accueilli comme un chef d'Etat.

La presse algérienne avait dans les jours précédents, consacré une large place à cette visite, en publiant des interviews du chef du gouvernement français et du ministre de l'intérieur, M. Pasqua, dans *Algérie-Actualités*, et du secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, dans l'hebdomadaire du FLN, *Révolution africaine*. Déçus par les socialistes, dont ils attendaient beaucoup, les Algériens ont ainsi manifesté à M. Chirac qu'ils ne considéraient pas le retour de la droite aux affaires comme un événement négatif pour l'avenir des relations franco-algériennes. Sensible à la qualité de l'accueil qui lui a été fait, M. Chirac a affirmé sa « *joie de rencontrer les dirigeants de ce grand pays ami de la France* ».

« *Ce jour sera un jour ensoleillé* » dans l'histoire des relations des deux pays, a-t-il déclaré au début de sa conférence de presse. En résumant ses entretiens avec le président Chadli, M. Chirac s'est interdit d'utiliser le terme « *contentieux* », préférant parler de « *quelques problèmes en suspens* », qui devraient, selon lui, trouver une solution rapide, puisqu'il a été « *décidé de créer une commission* ad hoc *pour régler l'ensemble de ces problèmes* ». Cette commission, dirigée par un haut fonctionnaire de chacun des ministères des affaires étrangères, rendra compte de ses travaux directement aux deux premiers ministres, en principe dans les trois mois.

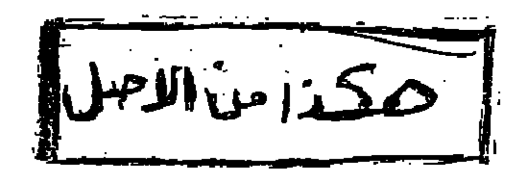
Parmi les compétences de cette commission, le chef du gouvernement français a inscrit la vente des biens et les transferts de fonds pour les pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance ; la liberté de circulation pour les Français d'origine algérienne ; les cimetières français, leur entretien et leur éventuel regroupement, ainsi que la question des enfants de couples mixtes séparés. La commission aura également à connaître des sujets d'ordre économique et financier, tels que les enlèvements de pétrole, les grands contrats ou encore les difficultés rencontrées par les entreprises françaises en Algérie.

Pour faire avancer ces dossiers, une rencontre est prévue entre les ministres des finances, MM. Khelles et Balladur, a annoncé M. Chirac, qui a dit avoir plaidé la cause des constructeurs d'automobiles français auprès des Algériens, toujours à la recherche d'un partenaire pour construire une usine de montage à Tiaret, dans la région des hauts plateaux. Il s'est également fait l'avocat d'Airbus Industrie, qui souhaite vendre des appareils à Air Algérie et a rappelé à ses hôtes que la France était tout à fait disposée à leur fournir des céréales.

A propos de l'immigration, le premier ministre a tenu à souligner que l'ensemble des nouvelles dispositions avait été pris « *après la consultation et la concertation nécessaires avec les autorités des différents pays concernés et notamment ceux avec lesquels la France a des liens particuliers, ne serait-ce qu'en raison de l'importance de leur comunauté sur son territoire* », avant de préciser : « *Aucun de ces pays n'a évoqué une difficulté quelconque avec la mise en œuvre de ces mesures qui, dans la plupart des cas, améliorent des situations qui, parfois, devenaient conflictuelles.* »

Il a ensuite passé en revue les questions internationales qu'il avait abordées avec le président algérien. En premier lieu, le conflit du Sahara occidental, où « *la France peut se comporter comme une amie sincère et fiable des pays concernés* » ; puis les problèmes africains, avec notamment l'Afrique du Sud, le Tchad et le sommet de l'OUA, à propos duquel M. Chirac a déclaré avoir « *apprécié la relation que lui en a faite M. Benjedid Chadli* ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.



Diplomatie

Moscou exploite toujours l'affaire Daniloff

MOSCOU
de notre correspondant

Les Soviétiques cherchent-ils à savoir quel prix les Américains sont prêts à payer pour que le sommet Gorbatchev-Reagan ait bien lieu cette année ? La guerre des nerfs a en tout cas continué pendant le week-end du 13 et 14 septembre. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a notamment formulé de nouvelles accusations contre Nicholas Daniloff, tandis qu'un ancien agent de la CIA réfugié en URSS apparaissait inopinément à la télévision pour dénoncer les activités des services de renseignements américains en URSS.

On pouvait penser qu'après la libération simultanée, sous la garde de leurs ambassadeurs respectifs, de Nicholas Daniloff et du ressortissant soviétique, Guennadi Zakharov, arrêté à New-York, ce serait l'apaisement. Le journaliste américain, peu enclin à la polémique, le souhaitait vivement. Ce n'est pas cette voie qu'a choisie M. Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Ce dernier a convoqué les correspondants occidentaux un samedi après-midi, ce qui n'est pas courant, pour leur exposer ce qu'il estime être des *« preuves irréfutables »* contre le correspondant de *US News and World Report*.

Nicholas Daniloff recueillait des renseignements militaires depuis 1982 et prenait ses ordres auprès du chef de poste de la CIA à Moscou, Murat Natirboff, a-t-il déclaré. M. Natirboff, un conseiller de l'ambassade américaine, a quitté l'URSS il y a deux semaines. Des *« témoins »* identifiés seulement par la première lettre de leur nom, les citoyens soviétiques *« L »* et *« K »* ont affirmé aux enquêteurs que le journaliste américain leur avait demandé des informations sur des installations militaires, le déploiement de certaines unités ainsi que sur les lieux de stockage des déchets radioactifs provenant des centrales nucléaires.

L'emplacement de ces déchets constitue-t-il un secret militaire ? *« Chaque Etat a ses propres règles à ce sujet »*, a répondu le porte-parole. Celui-ci a en fait mêlé des accusations très graves, étayées seulement par le « témoignage » de ces mystérieux citoyens « L » et « K » avec des éléments tirés d'articles rédigés par le journaliste, notamment sur *l'énergie nucléaire*.

M. Guerassimov a encore affirmé que Nicholas Daniloff avait *« reconnu par écrit »* les faits mentionnés. Le journaliste américain s'en est expliqué dimanche au cours d'une conférence de presse. Après lui avoir fait lire l'acte d'accusation, on lui a demandé de signer une courte déclaration par laquelle il *reconnaissait en avoir pris connaissance*, ce à quoi il a consenti.

« Un ancien agent de la CIA vous parle »

Le porte-parole du ministère des *affaires étrangères a enfin* voulu réfuter le récit fait aux Etats-Unis par Alexandre Goldfarb, le fils d'un microbiologiste, David Goldfarb, resté en URSS, et qui était l'ami de Nicholas Daniloff. Alexandre Goldfarb expliquait que le KGB avait tenté en 1984 de faire participer son père à un piège tendu contre le journaliste. Il devait fournir à *ce dernier un paquet contenant* — déjà — des papiers compromettants. David Goldfarb s'y est refusé et n'a pu jusqu'à ce jour obtenir son visa de sortie d'URSS.

M. Guerassimov a fait état d'une déclaration du microbiologiste, recueillie apparemment sur son lit d'hôpital, dans laquelle il reconnaît ses liens d'amitié avec *le journaliste américain*, mais nie quelque peu confusément qu'on lui ait proposé de tendre un traquenard à ce dernier. David Goldfarb indique seulement qu'on l'a en effet interrogé sur ses relations avec Nicholas Daniloff. Il ajoute pudiquement que c'est pour *« d'autres raisons »* que cette affaire qu'il n'a pas été autorisé à quitter l'URSS. Est-ce parce qu'il est juif ?

La prestation télévisée dimanche soir d'Edward Lee Howard, un ancien agent de la CIA *réfugié* en URSS, était également destinée à maintenir la pression à propos de l'affaire Daniloff, même si le nom du journaliste n'a pas été mentionné. Il s'agissait d'une première. Aucun agent de la centrale américaine n'était en effet encore *passé* à l'Est.

Employé au département soviétique de la CIA de 1981 à 1983, Howard, après plusieurs mois d'errance en Europe et en Amérique latine, a obtenu *« l'asile politique »* en URSS le 7 août dernier. Selon les autorités américaines, il avait déjà vendu aux Soviétiques des informations auxquelles il avait accès sur les activités de la CIA en URSS et notamment l'identité de plusieurs agents. Howard ne s'est pas étendu à ce sujet, il a seulement cité le nom de Mme Martha Peterson, vice-consul des Etats-Unis à Moscou, expulsée pour espionnage en 1978. Souriant et grassouillet dans son costume bleu pâle, Howard s'est présenté comme un Américain loyal déçu par l'atmosphère de guerre froide de la CIA, peuplée selon lui d'émigrés russes fanatiques.

« Torture mentale »

Dialoguant avec un présentateur de la télévision, il n'a guère donné d'indications sur la façon dont il avait pu échapper à la surveillance du contre-espionnage américain qui le soupçonnait, et *arriver finalement en URSS*. *« J'étais fatigué de devoir toujours fuir, je voulais vivre en plein jour, sans craindre pour ma sécurité. On ne peut pas se cacher de la CIA toute sa vie »*, a-t-il déclaré avant de remercier en russe *« le peuple et l'Etat soviétiques pour l'aide qu'ils m'ont apportée. »*

Le public soviétique était ainsi invité dimanche soir à soupçonner d'espionnage tous les Américains résidant à Moscou et à pratiquer l'amalgame avec Nicholas Daniloff. Le journaliste américain a tenu à répéter encore une fois qu'il n'était pas un espion et que son arrestation *« avait été soigneusement préparée pour donner aux Soviétiques une monnaie d'échange »* contre Guennadi Zakharov, le citoyen soviétique emprisonné pour espionnage depuis le 23 août à New-York. Nicholas Daniloff continue d'espérer, malgré les nouvelles accusations portées contre lui, que son procès n'aura pas lieu et qu'il pourra rentrer rapidement aux Etats-Unis. Le journaliste américain a décrit les trente heures d'interrogatoire qu'il a subies en treize jours comme une « torture mentale ». Les lumières étaient allumées en permanence dans sa cellule de la prison de Lefortovo. Il s'est adressé ainsi à ses confrères occidentaux : *« Mon arrestation est aussi un acte d'intimidation contre vous. J'espère, je suis sûr, que vous n'y succomberez pas. »*

L'affaire Daniloff va probablement peser sur la conférence qui s'ouvre ce lundi 15 septembre à Jurmala, une station balnéaire sur la Baltique, située à proximité de Riga, la capitale de la Lettonie. Le but de cette rencontre était de faire dialoguer de façon informelle des intellectuels et de hauts responsables soviétiques et américains sur les questions de sécurité et de désarmement. La plupart des invités américains notamment M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense, et Mme Jane Kirkpatrick, ancien ambassadeur auprès de l'ONU, *se sont décommandés pour protester* contre le sort infligé au correspondant d'*US News and World Report*. Le seul responsable américain de haut niveau qui ait maintenu sa participation est M. John Matlock, qui appartient au Conseil national de sécurité. Mais il a fait savoir qu'il parlerait surtout à Jurmala de Nicholas Daniloff...

DOMINIQUE DHOMBRES.

En visite à Washington

M. Pérès veut «contribuer à l'établissement d'une stratégie israélo-américaine face aux Soviétiques»

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Shimon Pérès continue sur sa lancée. Deux jours après la « déclaration d'Alexandrie » et quatre semaines seulement avant de céder son fauteuil de premier ministre au chef de la droite israélienne, M. Itzak Shamir, le dirigeant travailliste souhaite battre le fer pendant qu'il est chaud. Avant de s'envoler pour Washington, où il devait rencontrer M. Ronald Reagan, ce lundi 15 septembre, M. Pérès a fixé l'objectif primordial de son voyage aux Etats-Unis : obtenir le soutien américain à la mise sur pied d'une *« commission préparatoire »* en charge d'étudier les modalités d'une éventuelle conférence internationale de paix au Proche-Orient. *« Je veux* a souligné M. Pérès, *contribuer à l'établissement d'une stratégie israélo-américaine face aux Soviétiques et aux Arabes. »*

L'entreprise n'est pas simple. L'Amérique nourrit traditionnellement de fortes réserves envers toute formule diplomatique susceptible de favoriser le retour du loup soviétique dans la bergerie proche-orientale. L'idée d'une « commission préparatoire » qui a les faveurs de Moscou fut émise il y a deux mois lors de la rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev. Son approbation par MM. Moubarak et Pérès devrait d'autant moins susciter l'enthousiasme à *Washington qu'elle tombe* au moment où l'affaire Daniloff vient d'exhaler quelques relents de guerre froide.

Qu'importe, M. Pérès *défendra* son point de vue auprès d'une administration avec laquelle il dit être en phase. *« A ce que je sache*, déclarait-il dimanche, *les Etats-Unis sont favorables comme nous à une conférence internationale, pourvu qu'elle soit assortie de certaines conditions »*. Il énuméra une nouvelle fois ces solides garde-fous qui rendent si aléatoire la tenue d'une telle conférence. Surtout — ajoute M. Pérès — Israël n'acceptera une participation de l'URSS à une conférence que si les Soviétiques, d'une part, rétablissaient leurs relations diplomatiques avec l'Etat hébreu, d'autre part, assouplissaient de manière tangible leur position quant à l'émigration juive. *« Cela est fort improbable*, convient M. Pérès. *Une conférence internationale n'est donc pas pour demain. Si, dans ces deux domaines, les Russes maintiennent leur politique, nous devrons chercher d'autres options. »*

Contact soviéto-israélien

Pour M. Pérès, la tenue d'une conférence internationale dépend donc du comportement des Soviétiques. *M. Pérès* rencontrera-t-il cette semaine aux Etats-Unis M. Chevardnadze, chef de la diplomatie soviétique, attendu lui aussi en visite officielle à Washington ? Réponse du premier ministre : *« Je n'en ai aucune idée. »* Les ambassadeurs israélien et soviétique à Washington, MM. Rosenne et Doubinine, ont sans doute évoqué cette hypothèse vendre, lors du premier entretien bilatéral depuis le stérile rendez-vous d'Helsinki il y a un mois.

Le Likoud, lui, n'a pas perdu de temps pour réaffirmer son hostilité à toute forme de conférence, contraire, selon lui, aux accords de Camp David et au pacte d'union nationale.

Le Likoud rappelle maintenant son opposition, mais il le fait cependant sans démesure. Après tout, le mot (conférence » ne figure pas dans le communiqué d'Alexandrie, seul texte ayant force de droit. En outre, dans moins d'un mois, M. Shamir aura repris les rênes du pouvoir. Pourquoi donc s'énerver ?

M. Pérès fait un calcul différent. En propageant dans les dernières semaines de son mandat l'idée d'une conférence internationale, il laisse une *« bombe à retardement »* sous le fauteuil de son successeur. En décrétant avec le président égyptien *« 1987, année de la négociation »*, il prend date. M. Shamir ne pourra pas totalement ignorer les engagements de son prédécesseur, surtout si ce dernier, devenu ministre des affaires étrangères, s'emploie, comme il le promet, à tout faire pour les mettre en œuvre à partir d'octobre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Réunion des Douze pour décider des sanctions contre la République sud-africaine

Les ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté économique européenne se réunissent ce lundi 15 septembre, à Bruxelles, pour arrêter la portée et les modalités des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, dont le principe avait été décidé, en juin dernier, à La Haye, lors du sommet des Douze. Ces sanctions qui, conformément aux décisions de La Haye, doivent être prises avant le 21 septembre, pourraient comporter un embargo sur les importations de fer, d'acier, de charbon et de pièces d'or (kruggerands), ainsi que l'interdiction de tout nouvel investissement en Afrique du Sud.

Nations unies

Ouverture de la 41e session de l'Assemblée générale

La 41e session de l'Assemblée générale des Nations unies s'ouvre le mardi 16 septembre à New-York. Indépendamment des questions politiques que les délégués auront à examiner (Nouvelle-Calédonie et adoption de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud), les travaux de la session porteront notamment sur la grave crise financière que traverse actuellement l'Organisation.

Celle-ci est de plus en plus souvent décrite comme étant au bord de la banqueroute, en particulier du fait des très importants arriérés de cotisations qui lui sont dus par des pays membres — de l'ordre de 300 millions de dollars — et des restrictions annoncées par les Etats-Unis dans le versement de leur contribution (actuellement, le quart des quelque 812 millions de dollars qui constituent le budget annuel de l'ONU). Selon le *New York Times*, toutefois, l'administration Reagan chercherait maintenant à obtenir du Congrès qu'il revienne sur ces restrictions, qui s'élevaient à environ 149 millions de dollars.

Comme chaque année, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement prendront part aux travaux de l'Assemblée générale — dont, mercredi 24 septembre, le premier ministre français, M. Chirac. Le président Reagan, Mme Aquino, le roi Juan Carlos, le président mexicain Miguel de La Madrid et le colonel Sassou Nguesso, président congolais de l'OUA, figurent parmi les personnalités attendues, ainsi que plus de 120 ministres des affaires étrangères. — (*AFP, Reuter.*)

En visite aux Etats-Unis

Mme Aquino espère établir une relation de confiance avec M. Reagan

Il est rare qu'une visite officielle présente autant d'enjeux réels et presque immédiat que celle effectuée cette semaine aux Etats-Unis par la présidente des Philippines. Si la chaleur de l'accueil qui lui sera réservé ne fait pas de doute — dans une interview au *Monde*, M. Michael Armacost, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, qualifie ainsi de *« très positifs »* les premiers mois de son gouvernement, — Mme Corazon Aquino doit en effet se ménager, au-delà des amabilités, les soutiens dont son pays et elle-même ont besoin.

WASHINGTON
De notre correspondant

Au lendemain de son arrivée à Washington, elle devait être reçue à la Maison Blanche, où beaucoup de gens considèrent qu'elle fait preuve de trop de faiblesse dans sa volonté de négocier avec la guérilla communiste, dont le développement inquiète les responsables américains. Deux semaines avant sa visite, des fuites anonymes (et officiellement démenties) avaient informé la presse de ces appréhensions qui, pour n'être pas celles de l'ensemble de l'équipe dirigeante, n'en sont pas moins réelles.

Mme Aquino, dont ce sera la *première rencontre avec M. Reagan*, aura donc quelques heures pour convaincre le président que sa volonté de conciliation ne cache aucune mollesse et gagner sa confiance. Si elle échouait, son ministre de la défense, M. Enrile, aurait demain le champ libre pour accentuer à Manille les critiques publiques dont il a commencé de l'assaillir et pour pousser dans le même temps, à Washington, ses arguments et son ambition.

A voir comment M. Armacost défend la logique sous-tendant la démarche de Mme Aquino, la présidente philippine ne devrait pas trouver en M. Reagan un interlocuteur *a priori* hostile. Reste à voir néanmoins comment le courant passera entre ce conservateur californien qui éprouvait une sympathie naturelle pour la famille Marcos et cette grande bourgeoise marquée par l'exil et l'assassinat de son mari et qui aime en l'Amérique la générosité libérale.

Convaincre le Congrès

Mme Aquino devra ensuite suffisamment impressionner le Congrès, auquel elle s'adressera mercredi, pour obtenir un accroissement de l'aide américaine malgré l'austérité imposée par l'obligation de réduire le déficit budgétaire. Troisième objectif : obtenir des crédits de la Banque mondiale et (ce serait presque acquis) du Fonds monétaire international.

Cela fait beaucoup, mais, en attendant de pouvoir dresser un bilan de cette visite, M. Armacost, qui était ambassadeur à Manille jusqu'an 1984 et conserve depuis la haute main sur le dossier philippin, ne regrette pas que l'Amérique ait, en février dernier, poussé M. Marcos à se retirer avant qu'il ne provoque un bain de sang.

Le mérite « décisif » de cette transition, note-t-il, revient d'abord au *« courage avec lequel des dizaines de milliers de civils »* s'étaient interposés devant les troupes envoyées par M. Marcos pour venir à bout de la rébellion de M. Enrile et du général Ramos, qui venaient de passer dans le camp de Mme Aquino. La position américaine, dit-il, a été *« absolument positive »* pour les intérêts nationaux des Etats-Unis. La raison en est que les règles démocratiques constituent une *« part de l'héritage »* laissé aux Philippins par la période coloniale américaine et que *« nous avons donc un intérêt particulier à voir confirmer ces principes, spécialement quand une large majorité des Philippins y aspirent »*.

« Au-delà de cet aspect, poursuit M. Armacost, *nous avions le sentiment qu'une des explications de la croissance de l'insurrection communiste tenait à la perte de crédit des institutions gouvernementales (...). »*

« Que faut-il alors penser des doutes que susciterait à Washington la politique de Mme Aquino vis-à-vis de la guérilla ? »

M. Armacost ne prend même pas la peine de nier l'existence de ces interrogations et répond : *« Je dirai que nous étions inquiets du développement de l'insurrection depuis plusieurs années — avant même l'arrivée de Mme Aquino. Notre préoccupation s'était exprimée de plus en plus publiquement ces dernières années, parce que nous ne sentions pas dans le gouvernement philippin la volonté de faire ce qui nous apparaissait — ainsi qu'à beaucoup de Philippins — nécessaire pour contrecarrer ce développement.*

Une crédibilité restaurée

» Cela demandait à nos yeux une réforme des institutions gouvernementales et du fonctionnement de l'économie et une professionnalisation des forces armées. Pour ce qui est du gouvernement de Mme Aquino, je dirai qu'elle a commencé à agir sur différents fronts d'une manière que je qualifierai de très positive. La restauration de la crédibilité de l'Etat est essentielle à la prise de toute autre mesure pour traiter du problème de l'insurrection. »

« Marcos avait largement hypothéqué la crédibilité de l'Etat, Mme Aquino l'a restaurée », affirme M. Armacost en évoquant l'abolition des monopoles agricoles, la préparation d'une nouvelle Constitution, la nomination de magistrats intègres, les projets de démocratisation des institutions locales et la promotion, surtout, d'officers non plus sur la base de considérations politiques, mais sur celle de leurs mérites.

« Nous pensons également que l'insurrection dans les zones rurales tenait au déclin de l'économie agricole », dit encore le sous-secrétaire d'Etat, pour qui donc *« les moyens de s'attaquer aux problèmes de l'insurrection comprennent des réformes politiques, le démarrage de la croissance économique et le dialogue avec l'opposition »*. C'est la démarche que les Etats-Unis soutiennent également au Salvador, souligne M. Armacost, comme pour brandir un exemple qui n'est plus discuté au sein de l'équipe de M. Reagan.

« Les Etats-Unis sont-ils inquiets des désaccords apparus au sein du gouvernement philippin sur la politique de dialogue avec la guérilla ?

L'expression de ces divergences est *« un signe de démocratie »*, répond M. Armacost, et elles sont *« logiques »* étant donnée la diversité des origines politiques des ministres philippins. Il est cependant *« clair »*, ajoute-t-il, que le gouvernement de Mme Aquino doit *« parvenir à un consensus et développer une stratégie. Je pense que cela est en cours »*.

Pour ce qui est de l'aide économique, le sous-secrétaire d'Etat ne laisse pas voir un grand optimisme, notant seulement que son gouvernement *« tente de mettre de l'ingéniosité à découvrir autant de moyens que possible de fournir une aide, compte tenu des sévères perspectives budgétaires pour 1987 »*. L'enveloppe actuelle ne sera pas réduite, ce qui constitue déjà une exception.

Quant à la durée du séjour de M. Marcos sur le territoire des Etats-Unis, M. Armacost précise que l'ancien dictateur est *« libre de rester ici s'il le choisit et libre de partir. Mais nous ne voulons pas le voir se mêler à la politique philippine »*.

« Les Etats-Unis, enfin, sont-ils inquiets de l'insistance que met Mme Aquino à répéter qu'elle ne décidera quele moment venu d'une éventuelle reconduction du bail des deux importantes bases militaires américaines installées dans son pays ? »

Pour M. Armacost, la réponse à cette quesion est simple. Ces bases servent à tous points de vue les intérêts des deux pays et, si la négociation des termes de la reconduction sera dure, il n'y a pas, sur le fond, d'inquiétudes à avoir.

BERNARD GUETTA.

L'ambassade de Côte-d'Ivoire rouvre à Jérusalem

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Neuf mois après avoir décidé de restaurer ses relations diplomatiques avec Israël, la Côte-d'Ivoire a rouvert son ambassade à Jérusalem le lundi 15 septembre. Le fait que le gouvernement ivoirien ait choisi de réinstaller ses diplomates dans la capitale israélienne en réoccuant la chancellerie abandonnée lors de la rupture de novembre 1973 comble d'aise l'Etat hébreu.

Jusqu'à présent, deux pays d'Amérique centrale seulement, le Costa-Rica et le Salvador, avaient choisi d'être représentés à Jérusalem, reconnaissant ainsi *de facto* à la ville son statut de capitale. Les deux premiers Etats africains ayant renoué avec Israël, le Zaïre, en mai 1982, et le Liberia, en août 1983, diplomatiquement plus prudents, s'installèrent comme presque tout le monde à Tel-Aviv.

L'ambassadeur ivoirien désigné, M. Jean-Pierre Boni, devrait présenter ses lettres de créance à la fin du mois. Diplomate de carrière, M. Boni est le fils du président de la Cour suprême de Côte-d'Ivoire.

J.-P. L.

● **M. Pagniez accrédité comme ambassadeur à Oulan-Bator.** — Nommé ambassadeur de France à Moscou en mai dernier, M. Yves Pagniez a également été accrédité auprès des autorités d'Oulan-Bator, a annoncé le Quai d'Orsay le vendredi 12 septembre. Depuis que la France a fermé son ambassade en Mongolie, en 1984, c'est son ambassadeur à Moscou qui y est accrédité.

[*Le Monde* a publié dans ses éditions du 31 mai la notice biographique de M. Pagniez.]



Il en faudrait beaucoup plus pour arriver à camoufler l'énorme écart de prix entre Victor et [redacted].

Le vendeur le plus habile – et dieu sait si les vendeurs de [redacted] ont besoin de l'être depuis que VICTOR existe – *ne peut* décemment *pas arriver* à cacher l'écart de prix injustifiable entre des matériels comparables.

Comment en effet expliquer qu'en partant des mêmes microprocesseurs, ceux de Intel, des mêmes systèmes d'exploitation, ceux de Microsoft, et en offrant des performances équivalentes, les écarts de prix soient aussi importants ?

Prenons un exemple : le VICTOR PC2, avec microprocesseur 8086 Intel*, système d'exploitation MS-DOS 3.1**, écran graphique de 14 pouces en standard, est proposé à 11.900 F***, pour la version 2 disquettes et 18.900 F pour la version sur disque dur 20 Mo.

VICTOR souhaite bon courage à tous ceux qui oseraient proposer un matériel équivalent, mais beaucoup plus cher, à des utilisateurs à qui l'on ne peut plus, aujourd'hui, raconter n'importe quoi.

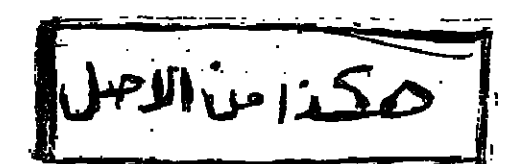
VICTOR Technologies. Tour Horizon 52, quai de Dion Bouton. 92800 Puteaux. Tél. : (1) 47.78.14.50. Lyon : 72.34.12.45. Montpellier : 67.64.71.72. Nantes : 40.89.24.28.



*Marque déposée de Intel Corp. **Marque déposée de Microsoft Corp. ***Prix public H.T. conseillé.

VICTOR

Comme [redacted] moins cher qu'[redacted]



Europe

POLOGNE : après la libération des prisonniers politiques

L'opposition s'interroge sur les intentions du pouvoir

L'effet positif des mesures de clémence sur l'opinion oblige l'opposition à peser soigneusement sa réaction.

GDANSK
de notre envoyé spécial

La surprise passée, la joie des retrouvailles consommée, l'opposition polonaise se concerte et s'interroge. Que faire ? Dimanche 14 septembre, avant de s'entretenir, à l'occasion d'un bien opportun baptême, avec plusieurs dirigeants de Solidarité, dont certains étaient sortis la veille de prison, M. Lech Walesa a donné le ton : *« Il faut d'abord essayer de connaître les intentions du pouvoir. » (...) C'est une situation nouvelle, nous devons réfléchir et ne pas trop parler. »*

A ses côtés, un homme que, malgré son visage poupin et son jeune âge (il a trente-sept ans), M. Walesa considère comme son *« maître en conspiration »*, celui qui lui a tout appris : Bogdan Borusewicz, un ancien du KOR, plus révemment membre jusqu'à son arrestation de la direction clandestine de Solidarité. Un militant résolu s'il en est, ce qui ne l'a pas empêché de pleurer d'émotion au cours de la messe destinée à saluer le retour des prisonniers. Les chants, la ferveur inusable, des applaudissements à tout rompre, tout le monde y est habitué en Pologne, certains même s'en lassent. Pour lui, l'ancien prisonnier, l'ancien proscrit, c'est tout de même quelque chose.

Que faire donc ? En décidant soudainement la libération de tous les prisonniers et en passant à l'acte dans les quarante-huit heures, le pouvoir a pour une fois réussi un coup spectaculaire, en prenant soin notamment de libérer d'abord le prisonnier le plus connu, celui que la police politique avait mis plus de quatre ans à débusquer, Zbigniew Bujak.

Ebloui par sa propre magnanimité, le pouvoir poourrait bien s'en tenir là. N'est-il pas plus fort que jamais ? L'expérience des précédentes amnisties ne laisse d'ailleurs rien présager d'autre, pas plus que les premiers commentaires de la presse officielle. Ils affirment avec aplomb qu'après la libération des prisonniers *« on peut considérer que l'entente nationale est réalisée »*...

Un impact positif

C'est bien aussi ce que semblait vouloir dire le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, dans une longue interview publiée vendredi par tous les journaux. Certes, insistait le ministre, *« nous souhaitons que la Pologne reste un pays sans prisonniers politiques »* (1), mais pour cela c'est à l'autre partie de jouer. Il faut que tous ceux qui ont été libérés ou ont fait l'objet de mises en garde bien senties profitent de la chance qui leur est offerte, renoncent à toute activité illégale, rentrent dans le rang. Cela dit, le général Kiszczak ne se fait pas trop d'illusions : il considère que nombre des dirigeants qu'il vient de faire relâcher resteront des adversaires irréductibles du système. D'ailleurs, il ne les considère pas *« comme des partenaires de l'entente nationale »*. De même, le ministre de l'intérieur ne croit pas que l'opposition clandestine disparaisse complètement. Et il annonce que les services de sécurité continueront à la combattre *« comme par le passé »*. En fait, semble vouloir dire le ministre, le comportement des opposants déclarés ne nous fait ni chaud ni froid. Leurs tentatives sont vouées à l'échec et nos « organes » veillent.

En revanche, le pouvoir semble beaucoup espérer de l'impact positif produit dans l'opinion par le « geste » consenti. Un pari qui peut sembler logique. Les dirigeants apparaissant comme un peu moins antipathiques, l'opposition pourrait perdre de son crédit, de son soutien tacite dans la population. Suffirait-il donc de libérer des gens qu'on a fait enfermer pour devenir populaire ?

Le général Kiszczak compte aussi et surtout sur le *« réalisme »* de l'Eglise. D'abord, il attend une *« réaction officielle »* à une décision que l'épiscopat avait appelée de ses vœux. Mais il pose des exigences plus précises, met en demeure l'épiscopat de faire en sorte que certaines églises cessent de servir d'asile à des activités politiques. Il en cite trois, à Varsovie, Gdansk et Nowa-Huta, qui sont de fait de véritables oasis pour les sympathisants de Solidarité. C'est là, explique le général Kiszczak, une condition essentielle pour que les prisons ne se repeuplent pas. Ces propos peuvent donc très bien s'interpréter d'un point de vue purement policier. Il n'y aura plus de répression si tout rentre dans l'ordre. Pourtant, le ton est moins menaçant que d'habitude. Et, tout en excluant *« toute passivité, toute tolérance à l'égard d'activités dirigées contre la sécurité de l'Etat »*, le ministre souligne que les autorités envisagent de nouvelles méthodes préventives qui évitent de recourir à la répression pénale. Cela signifie-t-il que le pouvoir, tout en affirmant le contraire, serait prêt, pour éviter de s'encombrer à nouveau de prisonniers politiques, à fermer à demi les yeux sur certaines activités à condition qu'elles restent marginales ?

On n'en est pas là. Mais dès maintenant l'effet très positif des mesures de libération contraint l'opposition à peser très soigneusement sa réaction. D'autant que l'Occident, cette fois, ne devrait pas tarder à trouver des vertus nouvelles à un général Jaruzelski que jusque-là on ne fréquentait qu'avec réticence. Déjà le voyage qu'il espère faire en Italie et surtout au Vatican, avant la fin de l'année, se présente sous de bien meilleurs auspices. Ce sera là, pour le chef du parti, l'occasion de présenter au pape une invitation formelle à se rendre en Pologne en juin prochain. Les conversations doivent commencer incessamment entre représentants du pouvoir et de l'épiscopat pour mettre au point le programme de la visite, qui, Jean-Paul II y tient beaucoup, comporte une étape à Gdansk.

En ce qui concerne le « conseil consultatif » que le général Jaruzelski souhaite mettre rapidement sur pied, qui pourrait comporter des personnalités proches de Solidarité, l'Eglise a répondu que, conformément à son attitude traditionnelle, elle ne souhaitait pas s'engager directement dans ce genre d'institution. En viendra-t-on donc à des conversations directes à ce sujet entre représentants du pouvoir et de l'opposition ? Des contacts discrets avaient été pris au mois d'avril dernier, mais bien avant que ce projet de conseil soit formulé par le pouvoir. Avec la libération des prisonniers politiques, les conditions pour une reprise du dialogue sont évidemment beaucoup plus favorables. Car, pour la première fois depuis deux ans au moins, la situation en Pologne a cessé d'être complètement bloquée.

JAN KRAUZE.

(1) Les avocats de l'opposition estiment qu'il reste en réalité quelques dizaines de prisonniers politiques, considérés par le pouvoir comme des droits communs.

GRANDE-BRETAGNE : le congrès du Parti social-démocrate

M. David Owen favorable à une coopération européenne en matière de défense

HARROGATE
de notre envoyé spécial

La saison des congrès politiques en Grande-Bretagne est placée sous le signe de l'unité. La centrale syndicale, le TUC, avait déjà montré, voici deux semaines, que le temps était venu de resserrer les rangs. C'est maintenant aux partis politiques de s'employer à faire oublier leurs querelles intestines à l'occasion de leurs assemblées annuelles, qui pourraient être les dernières avant des élections.

A l'ouverture des assises du Parti social-démocrate (SDP) M. David Owen avait déclaré, le samedi 13 septembre, qu'il fallait *« se tenir prêt »*, Mme Thatcher pouvant fort bien provoquer un scrutin dès le printemps ou l'automne 1987. Dans cette perspective, la tâche des sociaux-démocrates est double : gommer leurs propres dissensions, mais aussi éviter des désaccords flagrants avec les libéraux, leurs partenaires au sein de l'Alliance, ce mouvement centriste qui se veut toujours une « troisième force » capable d'arbitrer une confrontation indécise entre conservateurs et travaillistes.

Une « dissuasion minimum »

La principale et grave divergence entre le SDP et le Parti libéral porte sur la politique de défense. Jusqu'à présent, la position de beaucoup de libéraux était assez proche de celle des travaillistes, c'est-à-dire favorable à la suppression à terme de la force de dissuasion nucléaire britannique, dont la plupart des sociaux-démocrates souhaitent le maintien. Au début de l'été, une commission conjointe des deux partis est parvenue à établir un compromis précaire consistant essentiellement à repousser à plus tard une décision, en espérant que, entre-temps, les négociations entre Américains et Soviétiques auront progressé. Mais aussitôt M. Owen, fervent partisan de la dissuasion, avait dénoncé cet arrangement en déclarant qu'il était impossible d'attendre davantage, car les missiles américains Polaris qui équipent encore les sous-marins de la force stratégique britannique seront bientôt dépassés.

M. Owen récuse le coûteux programme du gouvernement : le remplacement des Polaris, au cours des années 90, par d'autres missiles américains nettement plus performants. Il préconise une coopération européenne – avec la France, particulièrement – pour la construction de nouveaux engins, par exemple des missiles de croisière. L'attitude du chef de file du SDP a provoqué un tollé tant chez les libéraux que parmi certains de ses partisans. Rappelé à l'ordre par d'autres dirigeants du parti, il avait accepté, avant le congrès, de se montrer plus conciliant. Dimanche, les délégués du SDP, tout en réaffirmant leur volonté de maintenir la force nucléaire, ont adopté une motion qui reprend les termes du compromis avec les libéraux. Pour calmer le jeu, M. Owen s'est contenté de parler d'une *« dissuasion minimum »*. Toutefois, il est revenu à la charge avec sa proposition européenne. M. Owen estime pouvoir persister dans son idée, car il lui semble que M. David Steel, leader du Parti libéral, vient de faire un pas important dans sa direction.

Le 4 septembre, les deux hommes se sont rendus à Paris où ils ont rencontré le président de la République, le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement, de la majorité et de l'opposition. Selon l'entourage de M. Owen, les dirigeants français se sont montrés *« moins isolationnistes »* qu'autrefois au sujet de la dissuasion nucléaire et *« attentifs »* aux suggestions du leader du SDP. Du côté français, on aurait au moins admis qu'il était possible de « coordonner » les périodes d'immobilisation des sous-marins stratégiques français et britanniques afin de conserver en permanence en opération une force suffisante sans pour autant augmenter les flottes des deux pays.

Reste à savoir si M. Steel – qui devait s'adresser lundi aux congressistes du SDP – et l'assemblée annuelle du Parti libéral, la semaine prochaine, confirmeront ce rapprochement.

FRANCIS CORNU.

Proche-Orient

La guerre Iran-Irak

• Un pétrolier français touché dans le Golfe
• Obsèques nationales à Bagdad pour les victimes du missile iranien

Un super-pétrolier français, le *Brissac*, de la compagnie BP, a été attaqué samedi 13 septembre au sud du Golfe par un ou des avions non identifiés et touché par deux roquettes qui n'ont pas explosé. Le *Brissac* a été attaqué peu après avoir traversé le détroit d'Ormuz et alors qu'il se dirigeait à vide vers le port koweïtien de Mina Al-Ahmadi, au nord du Golfe.

***Contacté par radio-téléphone, le Brissac, qui* se trouvait dimanche après-midi au large de Dubai (Emirats arabes unis), a confirmé que le bâtiment avait été touché. L'opérateur radio s'est borné à indiquer qu'il n'y avait pas eu de victimes ou de blessés à bord. Selon les sources maritimes de Dubai, le fait que le *Brissac* ait été attaqué au *sud du Golfe et qu'il ait été touché* par des roquettes et non par des missiles laisse penser que l'attaque a été menée par l'aviation iranienne. – *(AFP)*.**

BAGDAD
de notre envoyé spécial

Les victimes du missile iranien de vendredi ont eu droit à de grandioses obsèques nationales. Plus de cent mille personnes ont suivi, samedi, le cortège de deuil qui partit de la mosquée d'Alouiya, emprunta l'avenue Saadoune aux accents de la *Marche funèbre* de Chopin, avant de se disperser place de la Libération, au cœur même de Bagdad.

L'événement mérite d'être signalé dans la mesure où, au cours de la première « guerre des villes », entre mars et juillet 1985, Les victimes des précédentes fusées iraniennes avaient été enterrées dans la plus grande discrétion, vraisemblablement pour ne pas affoler la population. Cette fois-ci, elle a été instamment « encouragée » à être présente aux obsèques, qui se sont déroulées dans une ville pratiquement paralysée par les mesures prises en vue d'assurer un maximum de publicité à la cérémonie. Canalisés par les sections de quartier du parti Baas et de l'Armée populaire, sa milice armée, les manifestants avaient été conduits tôt dans la matinée sur les lieux du drame à bord des autobus de l'armée et avaient dû parfois attendre plusieurs heures avant que le convoi funèbre ne s'ébranle vers 10 heures.

En tête du long cortège, suivant des voitures qui portaient les cercueils croulant sous les couronnes de fleurs, marchaient, auprès des survivants effondrés, trois dignitaires du régime représentant le commandement régional du parti Baas, l'une des plus hautes instances politiques du pays. Les nombreux étendards et banderoles portés par les différentes sections réclamaient *« Vengance, vengeance et toujours vengeance »*, un slogan repris en chœur par les manifestants, qui répétaient à la suite des « meneurs de groupes » : *« Aujourd'hui, nous enterrons nos morts, demain nous les vengerons »*, tout en injuriant copieusement *« Khomeiny le charlatan et les sanglants bouchers de Téhéran »*.

Recueillement et politique

Rapidement, le recueillement qui avait marqué les premières minutes de la manifestation cédait la place à une joyeuse et exubérante manifestation politique à la gloire du Baas irakien et du président Saddam Hussein, dont le nom, cent mille fois acclamé, démontrait que le chef de l'Etat détient toujours l'essentiel du pouvoir en Irak. Il vient d'ailleurs de présider une réunion du conseil du commandement de la révolution groupant la plupart des chefs politiques et militaires du pays dans le but de décider des mesures à prendre.

Les dirigeants irakiens se trouvent placés devant un dilemme redoutable. S'ils répondent favorablement aux demandes des manifestants, qu'ils ont d'ailleurs en partie suscitées eux-mêmes, et bombardent Téhéran, ils font le jeu des dirigeants iraniens qui ne semblent nullement craindre une réédition de la « guerre des villes ». En revanche, s'ils demeurent passifs, ils perdent la face.

Les Irakiens réfléchiront plus d'une fois avant de s'engager dans la voie semée d'embûches de la « guerre des villes ». L'année dernière, celle-ci avait été très mal accueillie par la population, déjà profondément traumatisée par six années d'une guerre fort coûteuse en vies humaines – et c'étaient les dirigeants de Bagdad qui avaient fait les premiers pas pour conclure la trêve qui devait mettre fin, en juillet, à cette forme de guerre.

Les dirigeants baassiste semblent surtout vouloir s'adresser à l'opinion publique internationale qu'ils souhaitent convaincre de leur sincère désir de paix. C'est ainsi que les diplomates étrangers en poste à Bagdad ont été amenés vendredi soir sur les lieux de l'explosion pour voir l'étendue des dégâts et constater que, contrairement aux déclarations de Téhéran qui laissaient entendre que l'objectif visé était un centre de renseignement irakien, les seules victimes du missile étaient des civils qui sont manifestement dépassés par une guerre de plus en plus cruelle, dont nul ne voit la fin.

JEAN GUEYRAS.

(1) Les nombre des morts s'élèvant maintenant à vingt-quatre, au lieu des vingt et une précédemment annoncés.

RFA : voiture piégée à Munich

Les « illégaux » de la Fraction armée rouge multiplient les attentats

BONN
de notre correspondant

Un attentat à la voiture piégée a gravement endommagé, dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 septembre, à Munich, un immeuble abritant les services de l'environnement du gouvernement de Bavière ainsi que des locaux du Consortium international Panavia, qui construit l'avion de combat Tornado. Il n'y a pas eu de blessés.

Une voiture piégée avait explosé, il y a une semaine à Cologne, contre le siège du Bundesverfassungschutz (l'équivalent de la DST et des renseignements généraux). En attendant une revendication, la police attribuait une nouvelle fois l'attentat au groupe des « militants illégaux » de la Fraction armée rouge (RAF). Ce groupe, apparu avec le début de l'offensive lancée par la RAF fin 1984, a signé treize attentats du même genre depuis le mois de janvier 1985. Il s'en est pris essentiellement jusqu'ici à des cibles ayant un rapport avec la défense.

Les experts ouest-allemands de la lutte contre le terrorisme estiment que ces « militants illégaux » travaillent main dans la main avec les commandos de la RAF, le noyau dur de l'organisation, qui a signé, ces derniers mois, les meurtres du président de la firme MTU (moteurs d'avion), Ernst Zimmermann, et l'un des dirigeants du groupe Siemens, Karlheinz Beckurts, le 9 juillet 1986. Deux d'entre eux, Luitgard Hornstein et Christian Kluth, avaient été arrêtés en août dernier dans un café de Russelsheim, près de Francfort, en compagnie de Eva Haule-Frimpong, suspectée d'avoir joué un rôle dans l'assassinat de Karlheinz Beckurts.

L'apparition de ces « militants illégaux », qui signent leurs actions au nom d'« unités combattantes », correspond à une nouvelle organisation du terrorisme ouest-allemand, qui comprenait seulement au cours des années précédentes le noyau dur de la RAF (une vingtaine de terroristes) et un réseau de sympathisants vivant en toute légalité. Ce nouvel échelon, qui permet au noyau dur de se consacrer aux attentats de plus grande envergure, a considérablement compliqué le travail de la police. Celle-ci savait approximativement jusqu'ici à qui elle avait affaire, or elle ignore le nombre de ces « militants », marginaux, qui, à l'instar des Cellules révolutionnaires, vivent la plupart du temps, dans la légalité entre deux attentats.

H. de B.

IRLANDE DU NORD

L'IRA revendique l'assassinat du chef d'un groupe paramilitaire protestant

Belfast *(AFP)*. – L'Armée *républicaine irlandaise* (IRA) a revendiqué le meurtre, dimanche 14 septembre à Belfast, de *John Bingham* (trente-trois ans), dirigeant d'une formation paramilitaire protestante, la *Force des volontaires de l'Ulster*.

John Bingham, marié et père de deux enfants, était le bras droit de M. George Seawright, l'un des hommes politiques les plus extrémistes de la communauté protestante. M. Seawright, ancien député du Parti démocrate unioniste du pasteur Ian Paisley, avait été exclu de cette organisation pour ses propos particulièrement enflammés contre la *communauté catholique. Il avait* proposé notamment de *« brûler vifs »* les prêtres qui soutiendraient l'IRA.

M. Seawright a affirmé dimanche qu'il prendrait *« sa revanche »*. Selon l'IRA, John Bingham avait organisé une série d'assassinats de catholiques.

La police a annoncé l'arrestation de deux personnes. Elle a également fait état de la mort d'un membre présumé de l'IRA lors de l'attaque d'une patrouille de police, dimanche, à Belfast.

AUTRICHE

La coalition socialo-libérale menacée d'éclatement

VIENNE
de notre correspondante

Une crise s'est ouverte, le samedi 13 septembre, dans la coalition entre socialistes et libéraux qui gouverne l'Autriche depuis 1983 à la suite de l'élection de M. Joerg Haider à la tête du petit Parti libéral (FPOe). Ce choix a certes mis un *terme* au conflit qui depuis des années opposait le nouveau président à son prédécesseur, M. Norbert Steger, chef du Parti libéral depuis 1980. D'autant que les résultats sont clairs : *57,7 %* des délégués se sont prononcés pour M. Haider, contre 39,2 % pour M. Steger. Mais, contrairement à M. Steger, qui représentait l'aile libérale du FPOe, le nouveau président, qui dirigeait jusqu'à présent la section de Carinthie, est le porte-parole du camp nationaliste de droite au sein du parti, ce qui pose quelques problèmes de coexistence avec les socialistes. Il n'est pas exclu que ces derniers préfèrent mettre un terme à leur alliance avec le FPOe.

Une rupture de la coalition entraînerait cependant des élections anticipées au mois de novembre. Ce que nombre de socialistes redoutent et que l'opposition conservatrice réclame depuis l'élection de M. Waldheim à la présidence de la République, en juin dernier. Le PS est en perte de vitesse (deux points de moins que l'opposition conservatrice dans les sondages), et menacé d'avoir à payer le récent licenciement de 10 000 ouvriers du secteur nationalisé.

En tout cas, le maintien de la coalition avec un parti de plus en plus orienté à droite pourrait détourner du Parti socialiste beaucoup de ses électeurs traditionnels. *Le chancelier* Vranitsky, qui a succédé en juin à M. Sinowatz, démissionnaire après l'élection de M. Waldheim, ne s'est pas encore prononcé. M. Haider, lui, a déclaré respecter le pacte de coalition, valable en principe jusqu'aux élections d'avril 1987. Quant à M. Norbert Steger, il n'a nullement l'intention de démissionner de ses fonctions de vice-chancelier et de ministre du commerce. L'avenir de la coalition dépendra donc des exigences que pourrait éventuellement formuler M. Haider et de l'attitude du groupe parlementaire libéral.

WALTRAUD BARYLI.

Amériques

EL SALVADOR

Echec des discussions entre le gouvernement et la guérilla

Panama *(AFP)*. – La guérilla salvadorienne a écarté, dimanche 14 septembre, toute possibilité de participer à la troisième réunion de dialogue national avec le gouvernement, prévue le 19 septembre dans la petite ville de Sesori, dans l'est du pays.

A la suite de trois jours de dures discussions avec des représentants du gouvernement salvadorien, à Panama, les délégués du Front Farabundo Marti de libération nationale et du Front révolutionnaire démocratique ont justifié leur refus de se rendre à Sesori en indiquant que la vie des chefs de la guérilla y serait menacée, les autorités ayant rejeté la proposition de démilitariser la zone.

Les délégués des deux Fronts de la guérilla ont toutefois déclaré qu'ils entendaient poursuivre le dialogue sur les conditions d'une pacification au Salvador et se sont déclarés prêts à une nouvelle réunion dans les dix jours avec des émissaires du gouvernement pour fixer une autre date et un autre lieu de rencontre que Sesori.

Le président Duarte a, pour sa part, annoncé dimanche qu'il se rendra de toute façon, vendredi, à Sesori, où une messe pour la paix sera célébrée, afin de montrer clairement sa volonté d'ouverture.

Pékin accorde 20 millions de dollars d'aide au Nicaragua

PÉKIN
de notre correspondant

Les Chinois avaient déroulé le tapis rouge pour accueillir M. Daniel Ortega, au lendemain de la conférence des pays non alignés. Pékin ne cache pas en effet son soutien – essentiellement verbal – face à l'« hégémonie » de la superpuissance américaine et à son «agression» contre le Nicaragua. Même si ce dernier a attendu décembre 1985 pour rompre avec Taiwan et établir des relations diplomatiques avec la Chine.

Pékin, *qui avait déjà accordé* une aide de 10 millions de dollars au Nicaragua, va fournir un nouveau crédit, à taux préférentiel, de 20 millions de dollars pour financer des fournitures *« de produits alimentaires, d'objets de consommation, d'outils agricoles et d'autres produits »*, a précisé M. Ortega, au cours d'une conférence de presse le dimanche 14 septembre. Peu loquace, il s'est refusé à confirmer ou à démentir que ces *« autres produits »* puissent être des armes. Il semble peu probable que Pékin ait l'intention de fournir une aide militaire à Managua, mais M. Ortega a préféré maintenir le doute.

La Chine critique sévèrement la politique reaganienne en Amérique centrale, et les Etats-Unis semblent lui en tenir grief, au point que certains ici parlent du Nicaragua comme «second obstacle» entre Pékin et Washington, après la question de Taiwan. Elle établit un parallèle entre le *« chauvinisme de grande puissance »* américain en Amérique centrale et ceux de l'URSS en Afghanistan, du Vietnam au Cambodge ou de Cuba. Mais c'est là que le bât blesse entre Chinois et sandinistes. Ces derniers *sont favorables à un non-alignement* prosoviétique, alors que Pékin a implicitement critiqué la récente conférence des non-alignés pour avoir plus souvent dénoncé les Américains que le Kremlin. Managua a jadis critiqué publiquement l'agression chinoise contre le Vietnam. Si M. Ortega s'est refusé à préciser quelles étaient les divergences entre les deux pays, il en a confirmé l'existence. Quant à l'aide chinoise, elle est minime, surtout si on la compare aux 9 millions de dollars que Taiwan avait donnés à Managua...

P. de B.

CHILI

Un dimanche ordinaire à Santiago

(Suite de la première page.)

Cette sinistre réalité oblige beaucoup d'opposants à une méfiance accrue. Le dirigeant de l'un des partis socialistes, M. Ricardo Nunez, a quitté son domicile après la proclamation de l'Etat de siège. Imité par d'autres opposants, depuis, il change régulièrement de résidence. *« Même si nous avons l'habitude des situations dramatiques*, dit-il, *il est certain que la découverte – vraie ou fausse – de caches d'armes et l'attentat – réel ou manipulé – contre le général Pinochet ont modifié durablement la situation »*.

De fait, les circonstances troubles de cet attentat ne passionnent guère les opposants. Les voitures endommagées sont exposées place de la Constitution, et le journal progouvernemental *Mercurio* détaille les bienfaits du blindage du véhicule présidentiel et son coût. Reste que les rondes des commandos de civils qui parcourent la ville avant et après le couvre-feu inquiètent toujours plus les opposants. S'agit-il d'une répression féroce, mais intelligemment sélective ? Dans une interview qu'il a accordée dimanche au journal *la Tercera de la Hora*, M. Francisco Javier Cuadra, secrétaire général du gouvernement, explique, à propos des assassinats de ces derniers jours, qu' *« il n'est pas juste de parler des droits de l'homme pour ces morts, mais nous pouvons en parler à propos de l'attentat contre le chef de l'Etat »*. Et il donne son sentiment sur ces meurtres : *« Nous avons l'impression qu'il s'agit d'une purge entre marxistes... »* Au sujet des trois prêtres français expulsés vendredi, il dit simplement qu' *« ils sont partis car leurs permis de séjour prenaient fin »*. Sans préciser si cette même raison peut être avancée pour les deux prêtres américains, MM. Thomas Henehan Devry et Terence Cambias Gaffney, auxquels le gouvernement chilien a accordé quinze jours pour quitter le pays « volontairement ».

Le Te Deum contesté

Dans le quartier populaire de la Victoria, où le Père Dubois officiait, on retrouve cependant un fragile espace de liberté. Les inscriptions fleurissent : *« Ne pleure pas sur Pierre, Jaime et Daniel* (les prénoms des prêtres expulsés), *mais lutte pour eux. »* Et dans les petites rues de terre bordées de quelques arbres, que surplombe la cordillère enneigée, les inscriptions hostiles au général Pinochet pullulent. Comme les caricatures ou les paraboles : *« Si nous devons choisir entre le pain et la liberté, choisissons la liberté, et luttons ensuite pour le pain. »* Là encore, aucune présence policière ou militaire n'est aujourd'hui visible, même si des rondes régulières tentent d'effacer les slogans qui réapparaissent aussitôt.

L'affiche du vicariat de la zone sud, qui représente les trois prêtres avec cette citation biblique *« Ils veulent me tuer parce que je dis la vérité »*, est aussi placardée sur la petite église en bois de la Victoria où, sur un autre mur, un mot d'ordre est inscrit en gros caractères : *« Nous ne voulons pas de* Te Deum. » Référence à la cérémonie traditionnelle qui doit avoir lieu jeudi, jour anniversaire de l'indépendance. L'évêque de Concepcion, une *ville située à environ deux cents kilomètres* au sud de la capitale, a déjà annoncé qu'il ne célébrerait pas cette messe considérée comme un acte d'allégeance au chef de l'Etat. Dans une lettre, publiée par le journal local *El Sur*, Mgr Santos donne les raisons d'une telle décision : les multiples atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans l'enceinte même de sa cathédrale – il en énumère la liste, – ou encore, récemment, *« l'abattage à la tronçonneuse de la grande croix de bois devant la cathédrale, sans que la sécurité publique, distante de quelques mètres, n'ait jugé nécessaire d'intervenir »*.

Le cardinal de Santiago, Mgr Fresno, a, semble-t-il, choisi, lui, d'invoquer des problèmes de santé pour ne pas participer à cette célébration. L'Eglise, après l'expulsion des trois prêtres français, se trouve ainsi confrontée à un choix entre la protestation et une soumission feutrée au régime. Samedi, une réunion de la hiérarchie catholique s'est tenue, de manière assez discrète. L'évêque auxiliaire de Santiago, Mgr Hourton, a souligné que *« ce gouvernement est en guerre contre le peuple, et donc contre l'Eglise »*. Une sorte d'avertissement ponctué de remarques sur les espaces réels de liberté qui existent dans la société chilienne. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé samedi que le journal *Hoy*, de tendance démocrate-chrétienne, était autorisé à reparaître dès ce lundi, et, dans certains milieux d'opposants, on estimait possible la prochaine libération du dirigeant socialiste M. Ricardo Lagos, emprisonné à la suite de l'état de siège.

Ainsi va un dimanche ordinaire à Santiago, sous un régime qu'une observateur assidu de la réalité chilienne appelle *« une dictature en peau de léopard »*.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Asie

CORÉE DU SUD : cinq morts, seize blessés graves

La police met en cause la Corée du Nord dans l'explosion d'une bombe à l'aéroport de Séoul

TOKYO
de notre correspondant

L'atmosphère d'euphorie nationale que les autorités de Corée du Sud *s'efforçaient de faire régner* ces derniers jours à Séoul – qui s'apprête à recevoir, le samedi 20 septembre, les Jeux asiatiques – a été brisée, dimanche 14 septembre dans l'après-midi, par l'explosion d'une bombe à l'aéroport international de Kimpo. L'engin, placé dans une poubelle près de l'une des portes du hall d'arrivée, a explosé au moment où celui-ci était bondé de membres des délégations et de personnalités officielles venus accueillir des athlètes, causant la mort de cinq personnes et en blessant grièvement seize autres.

Le comité d'organisation des Jeux asiatiques a publié, ce lundi matin, un communiqué affirmant que cet attentat n'affecterait pas le déroulement normal des Jeux et que la sécurité des délégations serait pleinement assurée.

Selon la police, la bombe était un engin sophistiqué, commandé par un déclenchement électrique, et elle ne peut avoir *été* placée que par des spécialistes. La méthode employée et la puissance de la bombe indiqueraient, estime la police, que la Corée du Nord ou des *« éléments impurs à sa solde »* ont été à l'origine de cet attentat.

A l'appui de sa thèse, la police établit des parallèles avec les attentats survenus en 1983 : celui contre le centre culturel américain de Taegu (un mort et quatre blessés) et surtout celui de Rangoon, en octobre de la même année, qui causa la mort de dix-sept personnalités politiques sud-coréennes dont quatre ministres. Tout donne à penser, en ce qui concerne ce dernier attentat, que Pyongyang n'y était pas étranger.

Le ministre coréen de l'intérieur avait déclaré le 12 septembre que la Corée du Nord entraînait une cinquantaine de terroristes au Japon avec la complicité de l'association pro-Pyongyang de Coréens résidant sur l'archipel.

Depuis les manœuvres militaires américano-sud-coréennes de janvier dernier, le dialogue entre Pyongyang et Séoul (qui avait lieu au niveau des Croix-Rouges, des délégations parlementaires et économiques) est interrompu. Il ne se poursuit qu'en ce qui concerne l'organisation des Jeux olympiques de 1988 à Séoul. Loin de diminuer, la tension entre les deux Corées s'est aggravée ces dernières semaines, suscitant une inquiétude croissante au Sud, partagée, semble-t-il, par les Etats-Unis.

La Corée du Nord a annoncé au début de septembre de manière fracassante qu'elle ne participerait pas aux Jeux asiatiques (ce qui, en soi, ne constituait pas une surprise), affirmant qu'ils contribuaient à *« perpétuer la division de la péninsule »*. L'insuccès de l'offensive diplomatique nordiste en vue du boycottage des Jeux asiatiques, conjugué à l'affaiblissement de sa position au sein du Mouvement des non-alignés qui vient de se réunir à Harare, a-t-il incité Pyongyang à troubler plus radicalement la tenue des Asiad par un attentat ? Pour *l'instant, on en est encore au stade* des conjectures : aucun élément concret n'étaye la thèse sud-coréenne et personne n'a encore revendiqué l'attentat.

Sur le plan diplomatique, cet attentat place, en tout cas, la Chine, alliée de la Corée du Nord, dans une position délicate. Elle est en effet présente à Séoul avec une importante délégation (391 athlètes et 125 personnalités qui les accompagnent). C'est le seul pays socialiste d'Asie à participer aux Asiad (le Vietnam a refusé, comme l'Afghanistan, la Birmanie, le Laos et la *Mongolie*). *Pour la première fois* depuis 1949, le nom de République populaire de Chine sera officiellemnt employé à Séoul et, au cours de la semaine dernière, des avions chinois sont arrivés directement de Pékin (sans transit par Hongkong) transportant la délégation chinoise. Un regain de tension entre Pyongyang et Séoul au moment des Jeux asiatiques embarrasserait Pékin : sa *présence à Séoul lui interdisant de* prendre position en faveur du Nord, ce que ne manquerait pas de faire les Soviétiques.

Les autorités sud-coréennes semblent s'en tenir pour l'instant à l'attitude calme déjà manifestée en 1983 à la suite de l'attentat de Rangoon (bien qu'alors certains généraux aient été prêts à *« donner une leçon à Pyongyang »)*. L'attentat de dimanche n'en préoccupe pas moins les dirigeants de la Corée du Sud, qui entendaient démontrer à l'opinion internationale leur capacité à assurer la sécurité à l'occasion d'un grand événement international à Séoul en vue des Jeux olympiques de 1988.

Il avait été pris des mesures policières exceptionnelles, qui ne pouvaient que frapper l'arrivant dès sa *descente d'avion : Kimpo semblait la* semaine dernière l'aéroport d'une ville en état de siège, gardé par des cordons de policiers en armes. Huit mille nouvelles recrues ont été mobilisées pour former une « brigade olympique » dont deux mille ont été spécialement entraînées aux opérations antiterroristes.

PHILIPPE PONS.

PAKISTAN

Le vice-consul irakien à Karachi est tué dans un attentat

Islamabad *(AFP)*. – Le vice-consul irakien à Karachi, M. Mehear Abdus Salam, a été tué le dimanche 14 septembre par l'explosion de sa voiture, qui avait été piégée, alors qu'il venait de quitter son domicile pour se rendre à son travail. Un passant a été grièvement blessé.

L'ambassade d'Irak à Islamabad a accusé aussitôt *« le régime iranien d'être entièrement responsable de ce crime »*.

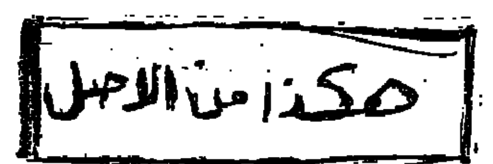
Il y a quatre mois, à Karachi également, une bombe fixée sous la voiture d'un autre diplomate irakien s'en était détachée et avait explosé sans faire de victime.

Il y a plus de trois ans, le consulat irakien avait été attaqué et deux gardes avaient été blessés.

En mai dernier, l'explosion de plusieurs bombes avait fait un mort et six blessés dans les locaux des lignes aériennes saoudiennes, toujours à Karachi.

L'attentat de dimanche a eu lieu neuf jours après la prise d'otages à bord du Boeing de la PanAm, qui s'est soldée par la mort de vingt et une personnes et a fait plus de cent blessés. Le principal suspect arrêté dans l'enquête sur ce massacre, M. Suleiman Taraki, est, selon la police, citoyen libyen, alors qu'on avait d'abord cru que son passeport libyen était faux (*le Monde* du 15 septembre). Il est né en 1955 à Al-Zawiyah, village proche de Tripoli. L'ambassadeur libyen à Islamabad avait affirmé vendredi ne pas le connaître et protesté contre l'implication de son pays.

Trois étudiants palestiniens ont été gardés à vue vingt-quatre heures à Islamabad en liaison avec l'affaire du détournement, selon des sources policières. Ils ont été priés de rester à la disposition des enquêteurs.



Politique

Le comité directeur du Parti socialiste

Les travaux du comité directeur du PS, le samedi 13 septembre à Paris, ont été dominés par le débat en cours sur le comportement du PS dans l'opposition. Les analyses de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui a nié l'existence d'un *« malaise »* et s'est prononcé pour une opposition *« résolue mais ouverte »*, ont été contestées par MM. Pierre Mauroy et Jack Lang, auxquels s'est joint M. Jean Poperen, numéro deux du PS.

M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas pris part à ce débat, mais a contesté certaines des orientations du PS en matière d'emploi. M. Laurent Fabius n'est pas intervenu. M. Michel Rocard était absent.

La solitude de M. Jospin

« Je n'ai pas d'états d'âme, pas de problèmes d'identité, pas d'embarras à m'exprimer de façon critique par rapport au gouvernement, de façon constructive par rapport à l'opinion (...). Soyez dans le même état d'esprit (...). Si certains ont des migraines, qu'ils délacent leur corset et qu'ils aillent sur le terrain. » Le premier secrétaire du PS persiste et signe. Il ne se départira pas de l'attitude qu'il a adoptée depuis que M. Mauroy, le premier, s'est plaint du *« silence »* du parti. Il s'agit là, selon lui, d'un faux débat, aggravé d'attaques injustifiées contre sa personne.

A l'évidence, M. Jospin, en nouveau docteur Coué, en « rajoute » un peu. Pas de crise d'identité ? Pourtant, Mme Marie-Noëlle Lienemann révélera devant le « parlement » du PS que, lors d'un récent bureau exécutif, le premier secrétaire a reconnu lui-même que les socialistes ont abordé les élections de 1986 à court d'idées, ou que les idées qui prolongeaient leur pratique gouvernementale auraient été difficilement acceptables par leur électorat...

Quant au débat sur le comportement du PS dans l'opposition, M. Jospin confirme qu'il est bel et bien ouvert, en réaffirmant une position qui, visiblement, ne fait pas l'unanimité dans le parti : pour lui, la tonalité du PS doit être *« critique, offensive mais ouverte »*, car les socialistes ne doivent ni donner l'impression qu'ils sont dans l'opposition pour dix ans ni oublier qu'ils conservent à l'Elysée un *« élément de pouvoir »*. C'est très précisément cette définition qui fait problème et pousse MM. Mauroy, Poperen et Lang à répondre que le PS doit avoir *« les deux pieds »* dans l'opposition, selon la formule de l'ancien premier ministre et qu'il ne doit, *« ni se taire ni se terrer »*, comme l'a dit M. Poperen.

Dès lors, il s'agit bien, vis-à-vis de l'opinion, de deux démarches différentes. De la définition donnée par M. Jospin, il résulte que le PS doit jouer *« un air de flûte »*, comme le résume M. Jean Queyranne, porte-parole du PS, alors que MM. Mauroy, Poperen et Lang préfèrent la *« grosse caisse »*. Encore convient-il de nuancer. M. Poperen est le premier à reconnaître que *« tous les secteurs »* de l'opinion n'évoluent pas au même rythme et qu'il importe, en conséquence, d'être *« audacieux et prudent »*. M. Lang précise de son côté que le PS ne doit pas *« retourner à 1979 et à 1981, c'est-à-dire à une opposition idéologique bornée »*. Quant à M. Mauroy, il invite à mener la bataille idéologique, mais pour une *« social-démocratie à la française »*.

Les deux démarches, néanmoins, ont leur propre justification, et peuvent se discuter à l'infini. La droite a eu recours, avec succès, à la « grosse caisse » pour gagner en 1986. Mais la situation, comme le reconnaît M. Poperen, est aujourd'hui infiniment plus *« subtile »*. Et le choix de l'une ou l'autre attitude est forcément lié, quoi qu'en dise M. Jospin, aux relations du PS avec le président de la République.

La cohabitation à deux vitesses

Pour son premier secrétaire, le PS ne peut oublier *l'« élément de pouvoir »* qu'il conserve à l'Elysée. Pour MM. Mauroy, Lang, Poperen et sans doute pour d'autres, le PS doit, au contraire, occuper pleinement le créneau de la gauche — sans se soucier de « calibrer » son comportement à la mesure de la cohabitation. Les défenseurs de cette ligne jugent, au demeurant, qu'en agissant ainsi le PS ne gênerait en aucune manière le président. Ces deux logiques sont liées à deux analyses constitutionnelles différentes. MM. Mauroy et Lang (M. Poperen n'est pas sur la même longueur d'onde) se retrouvent pour souhaiter, qu'à l'avenir, le président de la République française limite son intervention aux grands arbitrages.

Dans cette conception, le PS doit mener sa vie propre et autonome. M. Bernard Roman, premier secrétaire mauroyiste de la fédération du Nord, juge *« inéluctable »* le constat selon lequel *« les routes du président de la République et du PS ne sont pas éternellement parallèles »*. M. Lang, de son côté, imagine très bien que le PS exprime publiquement, à l'occasion, un désaccord avec le président de la République. Pour l'ancien ministre de la culture, les électeurs, en votant pour M. Mitterrand en 1988, devraient avoir le sentiment, non de le réélire, mais, a dit M. Lang dans les couloirs du comité directeur, de *« prolonger le mandat du nouveau président né le 16 mars »*. Il s'agit là d'une vision extrême, cohérente avec l'idée très consensuelle que se fait l'ancien ministre de la culture de la vie politique après 1988 (*le Monde* du 9 septembre).

A l'opposé de cette vision se situe sans doute celle de M. Jospin. Au moment de la démission de M. Rocard du gouvernement, le premier secrétaire du PS avait envisagé, dans un article du *Monde* (daté 10 avril 1985), la suppression du poste de premier ministre, qui, *ipso facto*, renforcerait les pouvoirs du président. M. Jospin, par ailleurs, avait annoncé, très rapidement après le 16 mars, que les socialistes ne feraient rien pour accélérer les échéances. Au moment de l'épisode du 14 juillet (non-signature par M. Mitterrand de l'ordonnance sur la privatisation), le premier secrétaire du PS avait témoigné, une nouvelle fois, d'un tel état d'esprit, en affirmant qu'il s'agissait non d'un accroc dans la cohabitation, mais du fonctionnement normal de celle-ci.

Si M. Jospin veut éviter qu'une crise majeure entre le président et le premier ministre n'éclate avant 1988, il est donc normal qu'il se préoccupe d'éviter tout risque de dérapage. A l'inverse, ses contradicteurs, M. Poperen notamment, n'ont jamais caché que la cohabitation est pour eux une parenthèse qu'ils souhaitent fermer le plus tôt possible. La position de M. Poperen, qui se retrouve sur la ligne Lang-Mauroy sans partager leurs analyses institutionnelles, tout comme l'alliance « objective », quelque peu insolite, et sans doute très temporaire, entre l'ancien chef du gouvernement et son ancien ministre de la culture, témoigne du *« brouillard »*, selon l'image d'un dirigeant rocardien, dans lequel évoluent péniblement les socialistes.

Peut-être est-ce l'une des raisons pour lesquelles, en dehors des protagonistes directs du débat, les grands dirigeants du PS semblent, pour la plupart, tentés de se réfugier, au moins provisoirement, dans une attitude à la Ponce Pilate. M. Chevènement a affirmé qu'il *« ne comprend pas »* l'opposition entre MM. Jospin et Mauroy. Mais ceux de ses amis qui se sont exprimés, avant le comité directeur, sur le sujet, montrent qu'ils ne sont pas insensibles aux critiques formulées par M. Mauroy (quoi qu'ils pensent par ailleurs, du positionnement de l'ancien premier ministre). Au demeurant, l'affirmation du parti, son expression autonome, sont, depuis 1981, l'un des chevaux de bataille de l'ex-CERES.

Un signe

M. Fabius n'est pas intervenu au comité directeur. Il a exprimé, dans une interview à *Paris-Match*, sa volonté de ne pas participer à cette nouvelle « guerre des chefs » et présenté, dans les colonnes de cet hebdomadaire, une position nuancée, qui semble plus proche de celle de M. Jospin que de celle de M. Mauroy. Mais M. Lang est proche de lui, et la tonalité dominante du récent séminaire d'*Espaces 89*, où se retrouvent ses amis, était critique vis-à-vis du PS.

M. Rocard, enfin, s'est tenu ostensiblement à l'écart de ce débat : il n'est même pas apparu au comité directeur. M. Robert Chapuis, l'un de ses proches, s'est borné à demander que le PS ne cède pas de nouveau au jeu des positionnements internes et se situe par rapport à ses « valeurs ». M. Bérégovoy, qui ne s'est pas exprimé au comité directeur, juge, pour sa part, que le PS doit se préoccuper, avant tout, de rassembler.

Au total, pour le moment, M. Jospin n'a reçu aucun soutien public émanant d'un dirigeant important. Si M. Mitterrand adressait à M. Jospin un signe public et clairement intelligible de soutien, il est probable que tout le monde rentrerait dans le rang. Mais nul ne sait si ce signe viendra. Dans ces conditions, le résultat des élections législatives partielles de Haute-Garonne apparaît, un peu plus chaque jour, devoir être décisif. Un bon résultat peut mettre fin à tout débat. Un mauvais score de M. Jospin peut au contraire l'amplifier et aller, à l'extrême, jusqu'à une mise en cause de sa légitimité : le premier secrétaire lui-même serait très atteint par la perte du quatrième siège de député acquis par les socialistes en mars.

M. Jospin, qui était intervenu dès l'ouverture du comité directeur, a quitté cette instance, comme prévu, sans prendre la parole de nouveau, en affirant que rien de ce qu'il avait entendu ne l'incitait à intervenir de nouveau. Même si MM. Mauroy, Lang ou Poperen sont loin de représenter, à eux seuls, la majorité du Parti. Il a ainsi laissé, sans réagir, quelques poids lourds — ou poids moyens-socialistes, le contredire ouvertement.

On savait, ainsi, que M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a souvent des divergenges d'analyse avec le premier secrétaire. M. Poperen en a donné samedi la confirmation la plus nette. Il est même le premier dirigeant socialiste à exprimer en public (le huis-clos du comité directeur est très largement une fiction) une critique que d'autres dirigeants expriment habituellement en privé sur la manque de collégialité réelle dans la direction du parti.

Pour réussir son après-16 mars, M. Jospin avait, notamment, deux atouts importants : il pouvait concurrencer M. Rocard sur le terrain de la modernisation du parti. Il avait préservé, contre vents et marées, la cohésion du PS. La modernisation a été enterrée, du moins l'espace d'un week-end, pour cause de combat politique plus urgent. Pas plus après le comité directeur qu'avant, les dirigeants socialistes ne donnent vraiment le spectacle de la cohésion. Le tout à moins de deux semaines d'une épreuve de vérité électorale.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Le retour de M. Chevènement

Au lendemain du 16 mars, M. Jean-Pierre Chevènement n'avait pas souhaité réintégrer le bureau exécutif du PS, qu'il avait quitté en devenant ministre. Le fondateur de Socialisme et République (ex-CERES) accepte maintenant de rejoindre l'instance dirigeante du PS, à l'occasion du départ — pour raisons personnelles (1) — de M. Jean Natiez, membre de son courant.

M. Chevènement va donc, probablement, s'impliquer davantage dans la vie du parti. Comme on pouvait s'y attendre, il a, dès le comité directeur du 13 septembre, ouvert le débat qu'auront, sur l'emploi, les socialistes, lors de leur convention nationale des 13 et 14 décembre. Cette ouverture s'est faite en fanfare, avec une liste de propositions, et surtout la mise en cause de deux orientations qui font partie de la doctrine socialiste et qui figurent dans des textes que le CERES a votés : le partage du travail et l'institution d'un revenu minimum garanti indépendant du travail, dont il a évoqué le coût élevé. M. Chevènement a estimé, selon M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, qu'il vaudrait mieux *« faire appel aux valeurs de l'effort et de l'imagination plutôt que de proposer le partage du travail ou le revenu minimum »*.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ex-néorocardienne, a été la première à lui répondre. Elle lui a reproché de reprendre une argumentation des partisans du libéralisme économique en opposant la solidarité aux éléments dynamisants de l'économie.

(1) M. Natiez, membre adjoint du secrétariat national chargé des élections, sera remplacé à ce poste par M. Christian Bataille, membre du même courant.

PROPOS ET DÉBATS

M. Doubin : valises

« Chacun dans la gauche doit porter ses valises », a déclaré M. François Doubin, pour expliquer son opposition à tout accord national entre le Parti socialiste et le MRG dont il est le président. M. Doubin, qui s'exprimait au micro de Radio-France-Fréquence-Nord, le samedi 13 septembre, a également précisé qu'il n'a pas engagé de pourparlers avec M. André Rossinot, président du Parti radical : *« Les valoisiens votent pour Chirac, et moi je vote pour Mitterrand »*, a-t-il affirmé avant d'indiquer que, retenu en province, il ne dînerait pas mercredi avec M. Rossinot, invité du club radical Edouard-Herriot.

M. Monory : optimisme

Interrogé sur le mode de désignation par l'UDF de son candidat à l'élection présidentielle, M. Monory s'est montré au « Club de la presse » d'Europe 1, du dimanche 14 septembre, extrêmement serein. *« La priorité, a-t-il déclaré, c'est qu'il n'y ait pas un président de gauche. Il faut donc être solidaire du gouvernement pour qu'il réussisse. Avant chaque échéance électorale, on a l'impression que l'UDF ne s'en sortira pas, mais quand l'échéance arrive, les problèmes s'aplanissent. Ce ne sont pas les partis qui présentent les candidats, mais les candidats qui se présentent, ensuite l'UDF dira qui elle veut soutenir. »*

M. Le Pen : menaces

Confirmant que son groupe est disposé, le cas échéant, à voter à l'Assemblée nationale avec les socialistes contre la réforme électorale, le président du Front national a adressé, le samedi 13 septembre, cette mise en garde au gouvernement : *« En privant mes 2 700 000 électeurs de représentation à l'Assemblée nationale, le ministre de l'intérieur, M. Pasqua, ouvre la voie à la tentation objective de la violence de mes électeurs. Il faut que nous ayons la possibilité d'être représentés. A défaut, de méthodes légales, ce sont les méthodes extrémistes qui se trouvent légitimées : c'est objectivement évident. »*

Quatre élections cantonales partielles...

Mobilisation plus forte à droite qu'à gauche

Les trois seconds tours de cantonales partielles organisés le dimanche 14 septembre devaient permettre de tester la capacité pour la gauche de transformer les gains acquis au premier tour. Dans deux cas, elle a échoué du fait d'une mobilisation de l'électorat plus forte à droite qu'à gauche : alors qu'au premier tour, la gauche totalisait 50,69 % des voix en Corrèze, le candidat socialiste, bien qu'il gagne 82 suffrages sur l'addition des voix de gauche du 7 septembre, n'obtient que 49,11 % au second tour ; de même, en Dordogne, le représentant du PC, qui partait avec un potentiel de 51,25 %, n'en recueille que 46,98 % au second tour. Il gagne certes 27 suffrages par rapport au total gauche du premier tour, mais son adversaire RPR en gagne, lui... 642.

Dans l'Allier, bien que la gauche ait recueilli 57,64 % des voix au premier tour, le candidat communiste, qui est élu, n'obtient que 54,10 % des suffrages au second tour. Comme dans les deux cas précédents, il fait mieux que le total des voix de gauche du premier tour puisque 318 bulletins supplémentaires se sont portés sur son nom.

Si le RPR conserve donc ses sièges en Corrèze et en Dordogne, en revanche, il perd celui acquis dans l'Allier au profit du Parti communiste.

ALLIER : canton de Cusset-Nord (2e tour).

Inscr., 9 635 ; vot., 5 833 ; suffr. expr., 5 571. MM. René Bardet (PC), adj. au maire de Cusset, 3 014, *ÉLU* ; Jean-François Hamaide (RPR), 2 557.

[Avec 54,10 % des suffrages, M. Bardet retrouve le siège qu'il avait perdu en mars 1985 au profit de M. Hamaide. Mais le Conseil d'Etat avait annulé ce scrutin, en raison d'erreurs lors de la répartition des bureaux de vote rattachés aux nouveaux cantons de Cusset-Nord et de Cusset-Sud. Grâce à un bon report des voix socialistes, M. Bardet n'a pas été inquiété pour reconquérir son siège, même si la plus forte mobilisation électorale, ce dimanche (60,53 % contre 50,02 % au premier tour), a essentiellement bénéficié au candidat de la majorité. En effet, à l'issue du premier tour, 41,56 % des suffrages étaient favorables à la droite (contre 57,64 % à la gauche) alors que le deuxième tour crédite M. Hamaide de 45,89 %.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 9 629 ; vot., 4 817 ; suffr. expr., 4 677. MM. Bardet, 1 823 ; Hamaide, 1 757 ; Roger Pol (PS), adj. au maire de Cusset, 873 ; Dominique Bruley (FN), 187 ; Albert Beaughon (div.), 37.]

CORRÈZE : canton de Malemort-sur-Corrèze (2e tour).

Inscr., 8 347 ; vot., 6 437 ; suffr. expr., 6 218. MM. Daniel Bourzat (RPR), 3 164 voix *ÉLU* ; *Jean Le Panse (PS), 3 054.*

[Avec 50,88 % des suffrages, M. Daniel Bourzat retrouve ainsi le siège qu'il avait dû remettre en jeu après l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1985. Le candidat RPR avait alors été proclamé élu au bénéfice de l'âge, après avoir recueilli le même nombre de voix que son adversaire. Le succès de M. Bourzat est essentiellement dû à la plus grande participation des électeurs au deuxième tour (77,11 % contre 72,35 % au premier tour). Avec 3 054 suffrages (49,11 %), M. Le Panse a bénéficié d'un bon report des voix qui s'étaient portées sur le candidat communiste au premier tour. Report qui n'a finalement pas suffi au Parti socialiste pour récupérer ce siège, perdu en mars 1985.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 8 348 ; vot., 6 040 ; suffr. expr., 5 862. MM. Bourzat, 2 890 ; Le Panse, 2 385 ; André Pamboutzoglou (PC), 587.]

DORDOGNE : canton de Périgueux Nord-Est (2e tour).

Inscr., 11 794 ; vot., 7 739 ; suffr. expr., 7 402. MM. Michel Lopez (RPR), 3 924 voix, *ÉLU* ; Francis Colbac (PC), 3 478.

[La victoire de M. Lopez, candidat d'union de la majorité, avec 53,01 % des voix, est due à une plus grande mobilisation électorale au deuxième tour (65,61 % des inscrits contre 58,95 % au premier tour). Organisée à la suite du décès de Pierre-Jacques Lachaud (RPR), en juin dernier, cette élection partielle aurait pu permettre à M. Colbac de retrouver le siège qu'il avait perdu en mars 1985. Avec 51,25 % des suffrages favorables à la gauche à l'issue du premier tour, le candidat communiste était bien placé pour aborder le deuxième. Mais, en dépit du bon report des voix socialistes, cela ne lui a pas suffi pour l'emporter, même si, avec 46,98 %, il gagne plus de deux points par rapport au deuxième tour du renouvellement de 1985 où il avait recueilli 44,62 % des voix.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 11 791 ; vot., 6 951 ; suffr. expr., 6 733. MM. Lopez, 3 282 ; Colbac, 2 032 ; André Bessandou (PS), 1 419.]

MEUSE : canton de Montfaucon (1er tour).

Insc., 1935 ; vot., 1 518 ; suffr. expr., 1 487. MM. Denis Cordonnier (RPR), 581 voix ; André Trouslard (sout. PS), 275 ; André Dormois (div.), 232 ; Gilbert Delandre (div. d.), 208 ; Maurice Bernier (div. d.), 134 ; Philippe Sauvagnac (FN), 43 ; Pierre Feuvrier (PC), 14. *Il y a ballottage.*

[Sept candidats se disputaient la succession au conseil général d'André Beauguitte (UDF-PR), ancien député, décédé en juin dernier. Lors du renouvellement de mars 1985, André Beauguitte avait été réélu au second tour avec 678 voix contre 461 à M. Gilbert Delandre (div. d.) et 382 à M. Marcel Masson (div. d.) sur 1 521 suffrages exprimés, 1 598 votants et 1 953 inscrits.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 1 953 ; vot., 1 642 ; suffr. expr., 1 596. MM. Masson, 288 voix ; Delandre, 286 ; Pierre Fréminet (div. d.), 255 ; Beauguitte, 122 ; Jean-Pierre Boullier (PS), 96 ; Pierre Feuvrier (PC), 26 ; Christian Reneux (div. d.), 23.]

...et une municipale

SEINE-ET-MARNE : La Rochette (1er tour).

Inscr., 2166 ; vot., 1061 ; suffr. expr., 1039. MM. Pierre Hugon (div. d.), 739 voix, ELU ; Bernard Chabrolle (PS), 237 ; Maurice Houy (PC), 63.

[M. Pierre Hugon, candidat de l'équipe municipale en place, a remporté cette élection partielle, destinée à pourvoir le siège de René Tabourot, maire de La Rochette depuis 1965 et conseiller général de Melun-Sud depuis 1979, décédé le 16 août dernier.

L'élection du nouveau maire doit avoir lieu le 18 septembre prochain.]

Les campagnes du PS

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, a présenté, lors du comité directeur du samedi 13 septembre, un rapport sur l'ouverture et la modernisation du parti. Le groupe de travail sur la réécriture de la déclaration de principes du PS est officiellement mis en place. Ses conclusions seront soumises au prochain congrès du parti. Un bureau national des adhésions est créé. Une journée d'accueil des sympathisants sera organisée le 4 octobre.

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national chargé du secteur public, a annoncé la tenue, au début de l'année 1987, d'« états généraux du service public ».

M. Michel Pezet, membre du secrétariat national chargé de la communication, a présenté la campagne de rentrée du PS, qui s'intitule « la droite se plante ». Cette campagne sera organisée en trois phases, qui visent à montrer successivement que le PS est la force principale de la gauche ; l'échec du gouvernement ; que le PS est une force d'alternance.

M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises et de l'emploi, a présenté un rapport préparatoire au comité directeur et à la convention nationale qui se tiendront sur l'emploi d'ici à la fin de l'année.

Politique

La fête de « l'Humanité »

La critique des socialistes passe au second plan

La traditionnelle fête de *l'Humanité* s'est déroulée, samedi 13 et dimanche 14 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Selon les organisateurs, *« 608 950 vignettes »* d'entrée ont été vendues, *« un chiffre en progression de 34 000 en deux ans »*, de 16 000 par rapport à l'an dernier et en régression de 16 000 par rapport à l'année faste 1983. L'événement politique interne, banalisé par la direction, a été la présence acceptée de contestataires dans « la fête » (lire ci-contre) au cours de laquelle M. André Lajoinie a prononcé, dimanche, le discours de rentrée, une semaine après le passage de M. Marchais au « Club de la presse » d'Europe 1.

Avant que le chanteur Jacques Higelin ne prenne possession de la grande scène centrale et ne fasse « un tabac », comme le chanteur nigérian Fela, la veille, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale s'est d'abord tourné vers les pays frères, la population d'Afrique du Sud pour saluer Nelson Mandela, héros incontesté de cette fête, et les Nicaraguayens pour dire aux Américains : *« Bas les pattes devant ce peuple libre. »* Alors que, sur la scène, quelque deux cents salariés *« victimes de la répression antisyndicale »* étaient présents aux côtés de la quasi-totalité des cent quarante-deux membres du comité central, M. Lajoinie a ensuite abordé les questions de politique française.

Attaquant avec moins d'insistance que ces derniers mois le président de la République et le PS, il a toutefois souligné : *« Le premier ministre, Jacques Chirac, qui se vante de disposer de plus de moyens avec l'actuel président de la République qu'il en avait avec Giscard d'Estaing, met en œuvre, sans entrave, une brutale politique réactionnaire. »* Dénonçant la politique conduite par la droite depuis mars en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de politique industrielle, il a réaffirmé qu'*« on peut faire autrement ! »*

M. Lajoinie a fait siffler le nom du ministre de l'intérieur dont le *découpage électoral tend à « avantager grossièrement les formations de droite et réduire par tous les moyens la représentation communiste »*. Il a assuré l'auditoire que l'électorat communiste ne tolérera pas *« de telles violations du suffrage universel »* et pourrait *« le moment venu, faire se retourner contre leurs auteurs ces graves atteintes à la démocratie. »*

Enfin, M. Lajoinie a lancé un vibrant appel au rassemblement à *« tous ceux qui sont frappés par cette politique rétrograde, quel qu'ait été leur vote : communistes, socialistes, s'étant abstenus, ou même ceux qui se sont laissé abuser par la droite »*. Et le président du groupe des députés communistes, candidat potentiel à l'Elysée, a « sauté » le passage de son discours, distribué à la presse, qui faisait référence au *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »* mis en valeur au vingt-cinquième congrès. Improbable oubli qui fait penser à un message unitaire... de gauche.

« Rien d'intéressant! »

« T'as pas ton autre bouquin ? » Michel Cardoze regarde son interlocutrice avec étonnement. De quel livre peut-elle bien parler ? Elle insiste pour avoir *« J'irai cracher dans la soupe »*. Petite provocation ou manifestation d'aigreur ?

Auteur d'un *Nouveau voyage à l'intérieur du PCF* (Fayard), le journaliste communiste « rénovateur », signataire de l'« appel des 3000 » pour un congrès extraordinaire n'a subi les reproches acides que de trois ou quatre personnes en deux jours. Présent au «village des livres» de la fête de *l'Huma* — comme les promoteurs du mensuel de réflexion *M*, — il a au contraire remporté un succès de librairie. Derrière, Gunter Walraff, auteur de *Tête de Turc*, il a écoulé les cinq cents ouvrages qu'il avait apportés à la fête. Gilbert Wasserman, rédacteur en chef de *M*, était lui aussi en rupture de stock.

Du livre de Michel Cardoze, M. Georges Marchais a déclaré, samedi 13 septembre sur TF 1, en direct de La Courneuve : *« Là-dedans, il n'y a rien d'intéressant ! »* A propos de la revue *M*, il a confié, toujours à Yves Mourousi : *« Je ne la connais pas bien... Je ne sais même pas quels sont les gens qui y participent. Je crois qu'elle est dirigée par Lefebvre, avec qui j'ai déjeuné récemment. »* Le secrétaire général du PCF a minimisé, autant que faire se pouvait, cette présence des contestataires, niant qu'il pouvait s'agir d'une « ouverture ». Les acheteurs du village des livres n'avait pas l'air de penser la même chose.

O. B.

● **Seine-Saint-Denis.** — Le commissaire de la République en Seine-Saint-Denis, M. Raymond-François Le Bris, a déposé, le vendredi 12 septembre, un recours devant le tribunal administratif contre le référendum que le maire communiste de Saint-Denis, M. Marcellin Berthelot a décidé d'organiser dans sa ville, du 16 au 22 septembre, à propos du découpage électoral (*le Monde* du 11 septembre). M. Le Bris estime que la loi ne permet pas l'organisation de telles consultations, et que la loi du 11 juillet 1986 autorisant le gouvernement à délimiter les nouvelles circonscriptions par ordonnance *« ne permet pas de maintenir Saint-Denis en une circonscription unique »*. Point contesté par M. Berthelot, qui considère que sa ville doit former une circonscription à elle seule *« une et indivisible »* et non être divisée en deux circonscriptions comme le prévoit le projet de M. Pasqua, ministre de l'intérieur.

La préparation des élections sénatoriales

Yvelines : la division de la majorité se confirme

Pour répondre à la division de l'UDF (*le Monde* du 11 septembre) qui sème le doute chez les grands électeurs dans les Yvelines, le RPR leur a lancé, le samedi 13 septembre à Poissy, à quinze jours du scrutin sénatorial, un appel au *« vote utile »*. M. Michel Péricard, député et maire de Saint-Germain-en-Laye, qui croyait encore pouvoir annoncer la constitution *in extremis* d'une liste unique de la majorité (le Parti républicain ayant accepté d'y faire figurer, en dernière position, M. Pierre-Alexandre Bourson), était fort marri de constater qu'une telle liste avait été repoussée par les représentants du CDS appelés à y figurer.

« Le PR acceptant la cinquième place, cela levait tous les obstacles », pensait M. Péricard. *« C'était oublier le grand commandeur sur le retour »*, a-t-il affirmé, en citant nommément M. Edouard Bonnefous (CDS), sénateur sortant, qui s'était retiré au profit de son dauphin, M. André Damien (CDS), maire de Versailles. *« Je regrette qu'un homme aussi éminent ne soit plus aujourd'hui en mesure de jouer qu'un rôle négatif dans ce département, en interdisant à M. Damien d'accepter la liste unique »*, a-t-il ajouté.

Estimant que le RPR avait fait preuve de *« beaucoup de patience »* et qu'il s'était battu de manière *« exemplaire »* pour *« sauver le quatrième siège de la majorité, qui serait revenu à l'UDF sur cette liste unique »*, M. Péricard a prédit que ce siège se jouera entre le Parti communiste et le RPR. D'où l'appel pressant au « vote utile » qu'il a lancé devant les membres de l'Association nationale des élus locaux, adhérents RPR et sympathisants (ANELARS) réunis à Poissy. Cet appel était repris par M. Alain Jonemann (PR), vice-président du conseil général, maire du Vésinet et ex-partenaire de M. Louis de Catuelan (CDS), avant que ce dernier ne fusionne sa liste avec celle du maire de Versailles.

L'importance de ce siège, en balance entre le RPR, l'UDF, le PCF et le PS, est d'autant plus grande que si la division de l'UDF devait profiter au parti de M. Georges Marchais, ce dernir pourrait, selon M. Roger Romani, président du groupe RPR du Sénat, obtenir un quinzième sénateur et conserver, ainsi, son groupe au Palais du Luxembourg.

Quelques heures après la conférence de presse du RPR, le Parti républicain donnait, à son tour, une conférence, au Chesnay, pour continuer à défendre l'idée d'une liste d'union de la majorité ainsi composée : MM. Marc Lauriol (RPR), Louis de Catuelan (UDF-CDS), sénateur sortant, Gérard Larcher (RPR), André Damien (UDF-CDS) et Pierre-Alexandre Bourson (UDF-PR). *« L'idée que nous avons de la dignité nous impose cette solution, qui pouvait aplanir toutes les querelles et satisfaire les grands électeurs yvelinois. Je regrette que, à cette munute, certains ne s'en soient pas rendu compte, et j'en ressens une profonde tristesse »*, affirmait M. Gérard Rebreyend, membre du bureau national du PR et président de la fédération des Yvelines.

« On peut avoir des ambitions personnelles, mais pas au point de faire la politique du pire. Les personnes qui refusent cette proposition, que nous avons faite inlassablement, roulent pour la gauche », ajoutait-il, avant d'interdire à un membre de son parti ayant *« cédé à l'appel des sirènes »* (M. Michel Dobremelle, conseiller général, maire de Saint - Arnoult - en - Yvelines) de figurer sur la liste Catuelan-Damien.

Pour le PR, comme pour le RPR, la liste d'union permettrait d'assurer quatre sièges à la majorité, alors que, avec des listes séparées, le cinquième siège se jouera — là, les analyses sont différentes — entre M. Jean Béranger (MGR), sénateur sortant, maire de Marly-le-Roi, numéro deux sur la liste du PS, M. Bernard Hugo (PC), sénateur sortant, maire de Trappes, et M. Pierre-Alexandre Bourson (PR), maire de Carrières-sur-Seine. *« En cas de liste unique, M. Damien, en quatrième position,* gagnerait le « jack-pot », *alors que, maintenant, il est sûr d'être battu »*, concluait M. Rebreyent, en annonçant le maintien de la liste PR conduite par M. Bourson, mais dont la composition définitive n'est pas encore arrêtée.

ALEX LEROUX.

● **Pieds-noirs à Matignon.** — Les deux principaux dirigeants du mouvement du RECOURS, MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, se sont entretenus le 12 septembre, à l'hôtel Matignon, avec M. Jacques Chirac, à la veille de la visite du premier ministre à Alger, de la situation des pieds-noirs restés en Algérie. Une nouvelle rencontre est prévue au retour du chef du gouvernement, qui souhaite que le secrétaire d'Etat aux rapatriés puisse prochainement se rendre sur place. *« Le premier ministre ne devra pas oublier que l'Algérie indépendante est restée imperturbablement fermée aux problèmes posés par la décolonisation à une certaine catégorie de ses enfants : les pieds-noirs et les Français musulmans, comme si elle les avait à jamais reniés »*, a notamment déclaré M. Roseau.

● **Nomination au secrétariat d'Etat à la défense.** — M. Xavier de La Gorce a été nommé directeur de cabinet de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

[Né le 6 janvier 1946 à Brive-la-Gaillarde (Corrèze) et ancien commissaire de la marine nationale, M. Xavier de La Gorce est entré dans la «préfectorale» en 1979. Après avoir occupé plusieurs postes de sous-préfet dans l'Ariège, le Morbihan et le Nord, il est en 1984 directeur de la communication aux Charbonnages de France, puis affecté à la mission «Travaux d'utilité collective» au ministère du travail et de l'emploi. Depuis avril dernier, il était chargé de mission auprès de M. Jean Cluzel, directeur du cabinet civil et militaire de M. André Giraud.]

Société

MÉDECINE

A l'hôpital Beaujon de Clichy

Un médecin anesthésiste est accusé d'avoir empoisonné une malade

Le docteur Tissier, un médecin anesthésiste exerçant dans le service de chirurgie thoracique et vasculaire de l'hôpital Beaujon de Clichy a été inculpé, vendredi 12 septembre, d'homicide volontaire. Ce médecin, une femme dont l'identité n'a pas été révélée, est accusé d'avoir tué, le 18 août dernier, une malade de l'hôpital en injectant dans sa tubulure de perfusion un produit dérivé du curare et d'avoir tenté de tuer deux autres malades par le même procédé. Cette anesthésiste, qui avait été interpellée le 11 septembre par la brigade criminelle, souffrait, semble-t-il de troubles psychiques.

Agée de trente-deux ans ans, elle avait été recrutée par l'Assistance publique, le 1er juin dernier. Comme tout praticien hospitalier – son diplôme obtenu dans une faculté de province date de janvier ou février 1986, – elle avait subi trois types d'examens (cardiologique, aptitude mentale, test antituberculeux) au moment de l'obtention de son diplôme. Aucune anomalie n'avait, semble-t-il, été décelée. Et selon des témoignages concordants, avant ce 18 août, date à laquelle une infirmière devait retrouver une patiente de quatre vingt-douze ans, Mme Pelletier, décédée de manière tout à fait inexplicable, personne n'avait noté chez cette anesthésiste un comportement anormal.

Se taire et dénoncer

Cette affaire, rarissime au demeurant, pose une nouvelle fois le problème du dépistage des troubles mentaux parmi les membres du personnel médical. « *Pendant quinze ans*, explique le professeur Raymond Villey, président du conseil national de l'ordre des médecins, *nous n'avons cessé de réclamer la mise en place de dispositions permettant de prévenir ce genre d'affaire. La dernière loi de réforme des études médicales prévoit la mise en place d'un examen médical que devra subir tout étudiant en médecine à la fin du deuxième cycle.* »

Pour ce qui concerne les médecins installés, le dépistage d'un trouble mental par lui-même ou par un tiers impose la convocation de trois experts psychiatriques – l'un nommé par le conseil de l'ordre, l'autre par le médecin lui-même et le troisième par les deux conjointement. De leur décision, dépendra une éventuelle interdiction, temporaire ou non, d'exercer, notifiée par l'ordre. « *Ce système*, explique le professeur Villey, *présente l'inconvénient de sa lenteur. C'est pourquoi nous demandons depuis plusieurs années, sans succès jusqu'à présent, l'instauration d'une procédure d'urgence, qui permettrait au préfet, sous la responsabilité du président du conseil de l'ordre, de surseoir à l'exercice d'un médecin.* » Ce qui, reconnaît M. Villey, pose un énorme problème de responsabilité et n'irait pas sans risque d'erreur. Jusqu'à présent, les psychiatres se sont toujours opposés à un tel système, considérant qu'il les forcerait à dénoncer leurs propres malades-médecins, alors qu'ils sont tenus au secret médical.

L'Assistance publique de Paris a décidé de porter plainte contre X préférant en cela ne pas avoir à se constituer partie civile contre un de ses propres médecins. Quant au maire de Clichy, M. Gilles Catoire, il a, en sa qualité de membre du conseil de surveillance de l'hôpital Beaujon, décidé de se constituer partie civile.

F. N.

CORRESPONDANCE

Le traitement de la migraine

A la suite de la publication d'un article consacré au traitement de la migraine (le Monde *du 5 septembre*), *nous avons reçu au titre du droit de réponse la lettre suivante du docteur Marc Schwob :*

Le flunarizine a fait l'objet de nombreuses publications en tant qu'antimigraineux (et non antivertigineux) qui ont notamment été publiées lors du 2e congrès international sur la migraine, de Copenhague, de juin 1985 : américaine (Diamond), italienne (Dr Savi), suédoise (Olensen), française (Montastruc).

Ces études, portant sur près de six cents patients, faites à l'instar des laboratoires Janssen, étaient toutes favorables à l'action de la flunarizine dans la migraine. Il faut noter que si les laboratoires Janssen n'effectuent actuellement aucune étude sur la flunarizine comme antimigraineux, ce n'était pas la cas l'an passé où ils ont fait mener une telle étude par le département de neurologie du CHU Purpan à Toulouse (Dr Montastruc et Rascol).

Enfin, la flunarizine est actuellement déjà commercialisés comme antimigraineux dans trois pays européens. C'est donc cet avis de médecin et de thérapeute que j'ai donné lorsqu'un journaliste m'a interrogé sur cette molécule en regrettant, par ailleurs, que les laboratoires Janssen n'investissent pas plus dans la recherche dans notre pays aux dépens des malades migraineux.

Je finirai, pour conclure, que l'amalgame que fait votre collaborateur – qui ne m'a aucunement contacté avant d'écrire son article – entre une revue de vulgarisation médicale et mes propos est regrettable, amalgame que j'estime injurieux et que je récuse totalement.

[Le laboratoire Janssen-France, fabricant du produit, estime que cette molécule n'a en aucune manière fait la preuve d'une véritable efficacité dans le traitement de la migraine. D'autre part, aucune autorisation de mise sur le marché n'a été, en France, accordée pour cette indication. Rien, en d'autres termes, ne permet actuellement de justifier la prescription de la flunarizine dans le traitement préventif de cette affection. – J.-Y. N.]

PRÉCISION. – Dans l'article concernant le départ du docteur Jean-Martin Cohen-Solal de la direction du Comité français d'éducation pour la santé (*le Monde* du 13 septembre), un passage aurait pu laisser entendre que la décision de mettre fin aux fonctions du docteur Cohen-Solal avait été prise à la suite du dernier rapport de la Cour des comptes. D'après nos informations, ce départ ne semble nullement lié à la publication de ce rapport, qui portait surtout sur la période antérieure au mandat du docteur Cohen-Solal.

Chiens sans cimetière

On a vu un vieil homme briser les carreaux de la loge d'entrée : la colère a saisi, samedi 13 septembre, les manifestants – des personnes âgées pour la plupart – qui protestaient contre la fermeture du cimetière des animaux à Asnières (Hauts-de-Seine).

Créé en 1899, plus connu sous le nom de « cimetière pour chiens », cet enclos planté de marronniers, abrite 2 700 tombes de chiens, de chats, de lapins, de chevaux et de singes, entre le pont de Clichy et le bord de la Seine. C'est une propriété privée, et le propriétaire, M. Duportal, s'estime dans l'incapacité de verser les 5 millions de francs nécessaires à la réfection des berges. Il accuse la mairie d'Asnières de se désintéresser du problème et a demandé aux concessionnaires de faire exhumer leurs bêtes.

Par la voix d'un adjoint, M. Cormic, la municipalité récuse les propos du propriétaire. Le cimetière qui mériterait, dit-il, d'être classé monument historique, devrait pouvoir être rentabilisé.

Les cinq cents manifestants de samedi ont décidé, avec l'aide de la Société protectrice des animaux et de la municipalité, de créer une association pour empêcher la disparition du cimetière. Après avoir mené une dure vie, Barry, le saint-bernard qui « *sauva la vie de quarante personnes et mourut pour la quarante et unième* », et ses congénères, Rintintin, vedette de cinéma, et d'autres « cœurs fidèles » anonymes, reposeront peut-être en paix...

ÉDUCATION

Aménagement des rythmes scolaires et catéchisme

L'épiscopat défend le mercredi

M. René Monory a réaffirmé dimanche 14 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1 sa volonté de réformer les rythmes scolaires. Dès la rentrée prochaine, l'année scolaire devrait être remodelée : elle commencera un peu plus tard – pas avant le 8 septembre – et ne s'achèvera pas avant la fin juin, car les examens seront repoussés, « *quitte à les corriger en juillet* », a précisé le ministre. M. Monory souhaite aussi raccourcir la durée des vacances intermédiaires – Toussaint, Noël, Printemps, Pâques – et alléger la journée scolaire pour faire davantage place aux activités culturelles et sportives.

Le ministre de l'éducation nationale a confirmé qu'il était peu favorable au report des cours du samedi matin au mercredi matin dans le primaire.

Près d'un enfant sur deux scolarisés dans le primaire suit la catéchèse. Malgré les apaisements donnés par le ministre, le point noir de cette rentrée demeure, pour l'épiscopat, la menace de la semaine continue.

Mgr Pierre Plateau, président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, et le Père Stanislas Lalanne, directeur du Centre national de l'enseignement religieux, ont rappelé, le vendredi 12 septembre, que le transfert sur le mercredi matin des classes du samedi matin risquait de désorganiser les horaires disponibles pour l'éducation religieuse. Ils ne sont pas hostiles à la libération complète du week-end, mais s'appuient sur le témoignage de médecins et d'éducateurs pour plaider l'intérêt de l'enfant.

Leur inquiétude vient d'une note adressée, le 26 juin dernier, aux recteurs et inspecteurs d'académie par le directeur de cabinet de M. Monory : le principe d'un report des cours du samedi au mercredi est admis. Il est seulement demandé à l'inspecteur d'académie d'« *éviter de donner suite à des demandes d'aménagement qui ne rencontreraient pas l'accord d'une très large majorité des instituteurs de l'école ou celui des autorités religieuses* ».

Aux yeux des responsables de la catéchèse, cette dernière précaution ne suffit pas. Pour eux, la brèche est ouverte, et ils craignent que la réforme des rythmes scolaires, que M. Monory devrait détailler à la mi-novembre, ne porte atteinte à ce qui, pour l'épiscopat, constitue une liberté fondamentale. Depuis les lois éducatives de 1882, le principe d'un jour sans classe, en plus du dimanche, est garanti par l'État et mis à la disposition des familles pour l'instruction religieuse de leurs enfants.

A ceux qui jugent que l'école catholique devrait d'abord « nettoyer devant sa porte », les responsables de l'enseignement religieux répondent que 617 établissements catholiques seulement, sur 9 628, soit 6,5 %, pratiquent la semaine continue. Secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Guiberteau vient d'ailleurs de demander à ses directeurs diocésains de geler toute initiative en ce domaine.

Dans un sondage de la SOFRES, publié dans l'hebdomadaire *Pèlerin magazine* du 12 septembre, 79 % des Français estiment que l'enfant a des « *droits spirituels* » dont la société doit tenir compte, et 51 % qu'une véritable éducation, en matière d'éveil religieux, est nécessaire pour aider l'enfant à construire sa personnalité.

La catéchèse est assurée, en France, par cent cinquante mille personnes – des clercs et surtout des laïcs – dans le primaire, et soixante-dix mille dans les collèges. Des numéros spéciaux de *Point de repère* et de *la Foi aujourd'hui* constituent les meilleurs guides de cette rentrée 1986 (1).

En revanche, la publication par le mensuel *Fêtes et saisons* (2) d'un petit catéchisme, comme autrefois sous forme de questions-réponses, pourrait rouvrir la polémique sur les méthodes catéchétiques. Cette pédagogie risque, pour les responsables de l'enseignement religieux, de n'être qu'une « *solution de facilité* ». La cathéchèse, disent-ils en substance, ne se réduit pas à la transmission automatique d'un savoir. Elle suppose un apprentissage, par des méthodes progressives et variées, de la vie chrétienne.

HENRI TINCQ.

(1) Ces deux revues, pour les parents et les catéchistes, sont disponibles au 3, rue Bayard, 75008 Paris.

(2) *Fêtes et saisons* : Procure-diffusion, 52, rue Servan, 75011 Paris.

● **Un lycée détruit par un incendie à Lille.** – Le lycée privé Ozanam à Lille restera fermé jusqu'à mercredi 17 septembre à la suite de l'incendie qui a détruit une partie importante de ses bâtiments dans la nuit de samedi à dimanche. Il n'y a pas eu de vicimes, mais de nombreuses salles de classe, la bibliothèque et le dortoir de l'établissement – vide pendant le week-end – ont été ravagés par les flammes. Aucun indice ne permet encore de déterminer l'origine de cet incendie.

RELIGIONS

Un nouveau supérieur général pour les missionnaires OMI

Le Père Marcellio Zago a été élu, le 13 septembre, supérieur général des Oblats de Marie Immaculée par le chapitre de l'ordre réuni à Rome. Les OMI sont un ordre missionnaire qui compte cinq mille cinq cents religieux présents dans quatre-vingt pays. Actuellement secrétaire du Secrétariat romain pour les non-croyants, le Père Zago, un Italien de cinquante-quatre ans, a passé quinze ans dans l'Asie du Sud-Est, spécialement au Laos.

CATASTROPHES

Séisme en Grèce : 17 morts, 300 blessés

Un tremblement de terre de magnitude 6,2 s'est produit le 12 septembre à 20 h 42 (19 h 42, heure de Paris) dans le sud de la Grèce. Le port de Kalamata (40 000 habitants) et plusieurs villages voisins ont été particulièrement touchés : on y a déjà dénombré dix-sept morts, une douzaine de disparus et plus de trois cents blessés. Des sauveteurs français, envoyés spécialement pour participer aux secours, ont dégagé vivant, dans la soirée du 14 septembre, près de vingt-quatre heures après le séisme, un bébé de dix jours.

GRÈCE – MER EGÉE – ATHÈNES – KALAMATA – Sparte – MER IONIENNE

Après la secousse principale, la terre a tremblé à plusieurs reprises. Certes, ces « répliques » sont normales après un violent séisme, mais elles contribuent à maintenir la population dans un état d'angoisse permanent.

A Kalamata, on estime que 80 % des immeubles de la ville ont été endommagés par les secousses. Plusieurs milliers de tentes ont été distribuées aux sinistrés.

Par rapport aux dommages, le nombre de victimes est relativement faible. Cela s'explique par le fait qu'une partie de la population de Kalamata était sur le port – dehors donc – pour assister à l'inauguration d'un nouveau ferry-boat. (*AFP, Reuter*).

ENVIRONNEMENT

« Chaîne humaine » de protestation contre Cattenom

Quelque cinq mille opposants au démarrage de la centrale nucléaire de Cattenom ont formé, dimanche 14 septembre, « *une chaîne humaine internationale* » sur plus de 7 kilomètres entre les villes frontalières d'Apach (Moselle), Perl (RFA) et Schengen (Luxembourg). A l'appel du Comité international contre Cattenom, la manifestation pacifique, à laquelle participaient en majorité des Allemands de l'Ouest, mais aussi des Luxembourgeois et des Français, a commencé vers 15 heures et s'est terminée une heure plus tard, sans incident.

Le ministre sarrois de l'environnement, M. Jo Leinen, et le député vert luxembourgeois, M. Jean Huss, se sont déplacés pour soutenir cette manifestation. Ce dernier a précisé qu'il comptait désormais « *varier les actions* (contre Cattenom) *sur les plans politique et juridique* ». « *Le Luxembourg et la Sarre*, a-t-il ajouté, *sont prêts à boycotter le courant de Cattenom.* »

● **Nucléaire : manque d'eau à la centrale de Braud.** – Conséquence de la sécheresse de cet été, la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis (Gironde) a vu tomber au-dessous du minimum nécessaire son alimentation en eau de bonne qualité. Celle-ci vient normalement d'une petite rivière, l'Isle, qui charrie depuis quelques jours une eau trop boueuse pour être utilisable. Une première réserve est constituée par la nappe phréatique, mais celle-ci est actuellement très basse. Il a donc fallu recourir à la deuxième réserve, un étang de 80 000 mètres cubes situé à 600 mètres de la centrale.

L'eau qui manque est celle qui permet normalement de maintenir le plein des circuits de refroidissement, qui fonctionnent en boucle. Le refroidissement ultime est assuré par la Gironde, sur la rive de laquelle sont installés les quatre réacteurs de la centrale.

● **ERRATUM.** – Le CNRS a proposé deux cent quatre-vingt-cinq contrats temporaires à de jeunes chercheurs, et non trois cent quatre-vingt-cinq, comme cela a été écrit dans *le Monde* daté 14-15 septembre.

JUSTICE

● **Neuvième expulsion d'un militant basque espagnol.** – Un militant basque espagnol, José Antonio Guinéa Lana, dit « Andoni », âgé de trente ans, a été expulsé vendredi 12 septembre à midi, vers l'Espagne, selon la procédure d'« urgence absolue ».

Arrêté vendredi vers 10 heures par la police de l'air et des frontières (PAF) à Saint-Jean-de-Luz, « Andoni » a été remis deux heures plus tard à la police espagnole au poste frontalière d'Hendaye.

« Andoni », qui réside en France depuis 1982, ne bénéficiait pas du statut de réfugié politique de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), mais il avait toutefois obtenu à plusieurs reprises des titres de séjour provisoire. « Andoni » est le neuvième Basque espagnol expulsé selon la procédure d'« urgence absolue » depuis le 19 juillet.

Aux Etats-Unis

M. et Mme Reagan appellent à une « Amérique libérée de la drogue »

WASHINGTON
de notre correspondant

Plus des deux tiers des Américains seraient favorables, à en croire un sondage publié lundi 15 septembre par *Time*, à l'organisation de tests antidrogues sur leurs lieux de travail, et 51 % d'entre eux seraient même prêts à s'y soumettre. Ces pourcentages devraient donner une importance plus grande encore au thème de la lutte antidrogue dans la campagne en cours pour les élections parlementaires du 4 novembre prochain. Depuis plusieurs semaines, les candidats, tant démocrates que républicains, rivalisent d'ardeur pour proposer des mesures répressives ou préventives contre ce fléau, et la Chambre a déjà adopté jeudi dernier un projet de loi prévoyant en particulier la mobilisation de l'armée aux frontières du pays.

En contrepoint de cette agitation, M. et Mme Reagan ont semblé, quant à eux, calmes et simplement convaincus de la nécessité de leur démarche, lorsqu'ils sont apparus, dans la soirée de dimanche, sur les écrans de télévision pour appeler à une « *croisade nationale* » pour une « *Amérique libérée de la drogue* ». Le couple présidentiel avait pris place sur un canapé du salon privé de la Maison Blanche. Nancy était en tailleur rouge, Ronald en blazer bleu marine. Au dernier plan, tandis que la caméra s'éloignait, il a saisi la main de sa femme avec un air de dignité accablée qui a dû fendre plus d'un cœur. C'est que, pour être président et bon professionnel, on n'en pense pas moins aux élections, et cet appel « *de parents à parents* » réussissait presque à le faire oublier.

C'est ce lundi que les détails de la croisade présidentielle devraient être dévoilés. Elle comportera notamment l'organisation de tests pour plus d'un million de fonctionnaires fédéraux.

B. G.

FAITS DIVERS

A Lyon

Trois jeunes Noirs blessés par trois inconnus armés

LYON
De notre bureau régional

Trois jeunes danseurs noirs – dont l'identité n'a pas été révélée – ont été blessés à la suite d'une fusillade qui a eu pour cadre, dimanche 14 septembre, à 2 h 30 du matin, une salle de loisirs de la gare de la Part-Dieu. Trois hommes, armés de fusils à pompe, ont fait irruption à l'entrée d'une soirée « reggae » avant de faire feu à plusieurs reprises en direction des danseurs. Des impacts de plomb ont été retrouvés sur les lieux par les policiers.

Les trois agresseurs, attendus par un complice, ont pris la fuite à bord d'un véhicule. Les recherches n'ont pas permis leur interception immédiate. Selon les enquêteurs, cette affaire pourrait être liée à la question des contrôles – privés – établis à l'entrée par les organisateurs de la soirée. Les tireurs pourraient être des clients mécontents d'avoir été refoulés.

● **Six attentats à l'explosif à Ajaccio.** – Six attentats à l'explosif ont été commis à Ajaccio pendant la nuit du dimanche 14 au lundi 15 septembre. Ces attentats, qui n'ont pas été revendiqués, visaient entre autres deux bijouteries et une agence du Crédit lyonnais située à 200 mètres de la préfecture de région. Depuis le début de l'année, 238 attentats à l'explosif ont été commis en Corse. Leur nombre est en légère régression par rapport à ceux qui avaient été perpétrés durant la même période de l'année précédente.

FESTIVAL DE DEAUVILLE

« Ratboy », de Sondra Locke

Un cadeau inespéré

A Deauville, au milieu des comédies aseptisées, un film différent s'est glissé. Puisse-t-on voir bientôt en France les aventures poignantes de l'enfant rat.

Le Festival du film américain de Deauville est un agréable marathon d'avant-premières balnéaires. On y a vu cette année un fort contingent de comédies qui seront presque toutes à l'affiche prochainement. Ces comédies ne manquaient ni de stars ni de brio, mais singulièrement de saveur. Stérilisées comme des mirabelles en bocal, ressemblant de plus en plus à des vidéo-clips géants, elles offraient du rire en conserve pour l'automne qui vient.

Et soudain, cadeau inespéré, entre un *Clochard de Beverly Hills* et *Deux Flics à Chicago* s'est glissé un film sans étiquette, présenté un peu à la sauvette, dont on espère très fort qu'il sera vite distribué en France : *Ratboy*, joué et réalisé par Sondra Locke. Le héros de l'histoire est un enfant rat capturé dans une décharge publique par des clochards, puis racheté par Nikki, une étalagiste au chômage.

Cette Nikki se fait passer pour journaliste afin de tirer profit de sa découverte qui, d'une petite voix sifflante et douloureuse, dit se prénommer Eugène. La sauvage créature se prend bientôt d'une affection poignante pour sa ravisseuse, qui continue de tout louper avec une énergie pathétique : sa propre ascension sociale et l'intégration d'Eugène.

Loin du didactisme esthétisant d'*Elephant Man*, loin de l'affectivité moralisante d'*E.T.*, plus proche de ce chef-d'œuvre qu'est *Freaks*, *Ratboy* évite le piège bien-pensant de la compassion. Avec une maîtrise impressionnante, pour sa première réalisation, Sondra Locke a mis en scène un conte sans fées, cruel et doux, où la part « monstrueuse » de chacun est révélée, où aucun jugement n'est émis. Il ne s'agit pas d'« aimer » *Ratboy*, qui n'est pas toujours aimable. Chacun est comme il peut, ni meilleur ni pire, chacun vit d'espérances déçues et de rêves inassouvis. A Hollywood.

Car c'est là que le film de Sondra Locke décolle de la fable touchante pour devenir d'une savoureuse amertume et d'une vérité, à proprement parler, blessante. Lorsqu'il montre une Los Angeles inconnue, urbaine et nocturne, avec ses « parties » minables et ses conférences de presse pourries.

« J'adore les contradictions »

Sondra Locke, qui débuta, il y a près de vingt ans dans *Le cœur est un chasseur solitaire*, puis devint la compagne de Clint Eastwood et son interprète *(Bronco Billy, Sudden Impact*, etc.), est là, dans le bar de l'hôtel Royal à Deauville, apparemment fragile, d'une blondeur trompeuse. Elle dit : *« Moi à Hollywood, c'est Ratboy au pays des merveilles. »* C'est ce pays-là, où il pleut quoi qu'on en pense, où on a le devoir de plaire pour survivre, que Sondra Locke a choisi de montrer. Parce que, n'est-ce pas, elle le connaît.

« Je suis née dans une toute petite ville du Tennessee, dit-elle. *Famille moyenne, moins que moyenne, papa était dans les affaires et réussissait modérément. Je me suis très vite échappée en allant au cinéma, à travers les films. Et très vite, j'ai voulu devenir actrice, c'était la seule contribution féminine que je voyais au générique. Mes idoles, à l'époque, étaient Ingrid Bergman et Vivien Leigh.*



» J'ai eu une chance inouïe, débuter avec Le cœur est un chasseur solitaire. *C'était une malchance aussi, comment trouver après ça un rôle aussi magnifique ? Malgré les très beaux personnages que Clint (Eastwood) m'a offerts – le film de lui que je préfère est* Bronco Billy *– je me suis mise à souffrir de la maladie hollywoodienne la plus répandue : la frustration. A Hollywood, on a si peu de contrôle sur son destin, on attend. Lorsqu'on joue, on attend avant les scènes, entre les scènes. Quand on ne joue pas, c'est pire, on attend que quelqu'un vous veuille...*

» C'est pour cesser d'attendre que j'ai décidé de passer de l'autre côté. Mes cours de mise en scène, je les ai pris sur les plateaux. Je me suis trouvée dans une très bonne situation d'observation en travaillant avec Clint. Je me suis donc mise à lire des piles de scénarios, j'ai pris comme principe de lire tous les scripts que personne ne semblait vouloir lire. Et je suis tombée sur Ratboy.

» Ça a été le choc que j'espérais. Je l'ai pas mal réécrit, j'y ai ajouté des éléments très personnels, à l'origine, ça se passait à New-York, j'ai transporté l'histoire à Hollywood... Premier coup de veine : Ratboy *appartenait depuis des années à la Warner, le fait qu'une* major company *ait déjà investi de l'argent dans un projet l'encourage à continuer... J'aurai pu évidemment choisir un matériau de base moins excentrique, plus commercial, mais je crois vraiment que faire ce qu'on aime est la moindre des honnêtetés.*

» Etre à la fois actrice et réalisatrice – j'ai été aidée par l'équipe technique habituelle de Clint – n'a pas représenté un handicap supplémentaire, plutôt un avantage, j'étais tellement immergée dans le travail, que je n'avais pas le temps de m'apercevoir que je me trompais...

» C'est une femme, une danseuse chorégraphe, Sharon Baird, qui joue Ratboy. *Il fallait quelqu'un de très frêle, très agile et en même temps très costaud, capable de supporter cinq heures de maquillage par jour.*

» Le fait que la première mondiale de Ratboy *ait eu lieu à Deauville n'est pas un hasard... C'est vrai que c'est un film plutôt difficile à définir en matière de promotion. Vous me dites qu'il est pessimiste mais pas déprimant, c'est ce que j'ai voulu, mais ça ne suffit pas à en déterminer le genre. En fait, lorsqu'on essaie de classer* Ratboy, *on dit que ce pourrait être un film européen ! J'ai d'ailleurs toujours été identifiée comme actrice « de sensibilité européenne », peut-être parce que je préfère les sentiers aux autoroutes et que j'adore les contradictions, les choses à la fois belles et laides, tristes et heureuses...*

» Dans Ratboy, *j'ai pris le pari de filmer Los Angeles, où j'habite, et que j'aime, encore une contradiction... J'y ai toujours été un « outsider » en ce qui concerne la vie sociale, les « parties », etc. Mais la ville me fascine, ou plutôt l'ensemble de petites villes qui la composent. Très dur de la saisir, de la comprendre, on s'y risque rarement dans les films.*

» La chanteuse des rues sous la pluie, lorsque Ratboy *est abandonné et attend, c'est une scène qui évoque la solitude dans la ville, et c'est une image qui me hante depuis toujours... Autre thème récurrent dans* Ratboy, *autre symbole hollywoodien, le projecteur. Les projecteurs du début, ceux des chasseurs de rat, les projecteurs de l'hélicoptère qui poursuit Ratboy, les projecteurs du théâtre où se déroule la conférence de presse. A Hollywood, on lutte toujours pour être dans la lumière. »*

Propos recueillis par DANIÈLE HEYMANN.

CINÉMA

« Otello », de Franco Zeffirelli

Malgré les bruits parasites

Pour son second film-opéra, le metteur en scène italien a pris plus de risques que pour la Traviata. *Et, d'une certaine façon, il a gagné.*

Etonnant, cet *Otello*. Convaincant, en un sens. Le premier film-opéra dont on sort remué. Avec l'envie d'y retourner. Comme le soulignait ici Michel Braudeau après la présentation à Cannes, l'essentiel du drame de Shakespeare est sauvé : sa grandeur abrupte ; sa brutalité. Et les violences que Zeffirelli fait subir à Verdi (coupe un peu partout et pas seulement de l'Air du saule, ajout de ballet, le premier ayant été composé par Verdi lui-même pour une représentation parisienne) prouvent au moins une chose : qu'il a préféré aux conventions lyriques celles, cinématographiques, du grand film d'aventure hollywoodien.

Les décors ne sont donc pas des boîtes fermées, comme dans *la Traviata*. La couleur historique n'est pas seulement donnée par les costumes mais par l'atmosphère des lieux (on n'évite pas, hélas, les éternels figurants maniant mollement l'épée dans la salle d'armes). Les extérieurs n'ont pas l'air photographiés pour *Maisons et Jardins*. Un certain cachet, à la fois maritime et guerrier, fait presque songer au *Cid* d'Antony Mann (le château de Barletta, dans les Pouilles, et la forteresse d'Heraklion, en Crète, valent largement, par leur beauté, la presqu'île de Peniscola). Surtout, les personnages semblent emportés par de vrais accès de cruauté, de désespoir, de folie meurtrière. On raconte même qu'Iago n'a réchappé du second acte qu'avec un bras cassé...

Il n'a pourtant jamais été aussi évident qu'il est difficile de faire du bon cinéma avec du bon opéra. Les aberrations de la bande-son sautent à l'oreille pour le prouver. Enregistrés au préalable à la Scala de Milan, les voix et l'orchestre (1) défilent imperturbablement sous le play-back : les bruits d'ambiance – chocs de pas sur les pavés, pépiements d'oiseau, léger ressac – les fausses réverbérations qui viennent parfois brutalement se superposer « en situation » sont donc ressentis comme de véritables corps étrangers (pour ne rien dire des *flash-back* où l'on voit Otello *chanter* ce que raconte sa voix *off*). Et sont ainsi, par maladresse, franchies les limites de notre crédibilité. Car de deux choses l'une : ou ambiance il y a, et elle ne s'interrompt jamais. Ou le son, tout le son, est contenu dans l'opéra.

ANNE REY.

(1) Magnifique interprétation de Placido Domingo (Otello), Katia Ricciarelli (Desdémone), Justino Diaz (Iago), l'orchestre et les chœurs de la Scala sont placés sous le direction de Lorin Maazel. Enregistrement Pathé Marconi.

L'ange du bizarre

Pour leur dernier week-end, les écrans du Festival de Deauville se sont peuplés de créatures étranges : « cajuns » jeteurs de sorts, et « aliens », ces terrifiantes bêtes de l'espace imaginées par le metteur en scène James Cameron, présent sur les « planches » en chair et en os.

Sur le dernier week-end à Deauville ont traîné les couleurs de l'étrange, à travers deux films aussi indépendants que fauchés, aussi fauchés que personnels : *Sleepwalk*, de Sara Driver, et *Blizaire le cajun*, de Glen Pitre, déjà présenté à Cannes, mais peu importe. Tout le monde n'y était pas et même si on est passé de la Croisette aux « planches », c'est un vrai plaisir de retrouver les rues somnambules de New-York pour la balade, jalonnée de rencontres où les enfants, les chiens, les gens suivent des rails qui vont à l'intérieur d'un manuscrit chinois très ancien, dont l'histoire, à mesure qu'elle se revèle, déforme et décale les décors familiers.

Blizaire le cajun, guérisseur, est lui aussi un personnage de conte. Son histoire s'achève en farce picaresque mais elle est très rude. C'est celle des Acadiens à la fin du siècle dernier en Louisiane. Avec leur musique acide, leur langage bâtard, ils sont pour les fermiers américains l'équivalent de nos gitans, tout aussi misérables, voleurs de bétail, jeteurs de sort. Ils exercent la même fascination trouble que cette terre de Louisiane qui se perd dans les bayous, dont l'eau verte et visqueuse recèle des monstres bien plus épouvantables que les alligators. Des monstres invisibles, pires que des créatures somptueusement atroces qui, dans la station du Cosmos, s'emparent des humains et les absorbent : Aliens.

Aliens, deuxième épisode, clou du festival, y retrouve l'héroïne du premier épisode, Sigourney Weaver. Elle est arrivée à Deauville, parle français, dit qu'elle s'est bien amusée, a joué les Rambo, a lutté contre la bête proliférante imaginée par le metteur en scène James Cameron *(Terminator)*.

Il est là, lui aussi, très grand, la barbe blonde, le regard doux. Il s'intéresse, quand on lui demande si les Aliens, les étrangers, ce ne serait pas les humains. Après tout, c'est eux qui envahissent les espaces planétaires. Manifestement, James Cameron aime ses monstres surréalistes. Il leur a donné, il est dessinateur, la beauté d'un arbre qui serait un dragon. Il a adjoint à l'équipage terrien – un commando de têtes brûlées – un androïde bienfaisant au visage tourmenté de héros dostoïewskien, l'opposé du Terminator qui était programmé pour tuer. James Cameron dit avoir peur *« des gens qui se programment eux-mêmes au point de devenir des robots, qu'ils soient hommes d'affaires, de gouvernement ou terroristes. J'ai lu dans l'affaire de la prise d'otages à Karachi que les terroristes se sont conduits normalement, et puis il ont décidé que le moment était venu de tuer, et ils ont tué. Je ce crois pas qu'ils aient éprouvé le moindre doute, sinon ils n'auraient pas pu. Ils se sont eux-mêmes programmés pour tuer ».* Est-ce qu'il aurait envie de réaliser un film sur Franken- stein ? *« Sur l'histoire elle-même, non. Elle a déjà trop servi. Sur le rêve de créer l'homme parfait, oui, si j'en avais l'occasion. Et ce serait pour dire que le rêve est non seulement irréalisable mais inconcevable. »*

COLETTE GODARD.





Culture

VARIÉTÉS

Rentrée en sourdine

Les soucis du métier

Faillite et pertes sèches : la production de spectacles et de disques de variétés est devenue une profession à hauts risques.

Ce début de saison est marqué par la rentrée des humoristes avec Francis Perrin au Gymnase (25 septembre), Pierre Desproges au théâtre du musée Grévin (1er octobre) et Thierry Le Luron au Palais des congrès (29 octobre). La disparition de Coluche laisse un grand vide dans la programmation au Zénith où le comédien devait effectuer son retour sur scène. Quelques concerts (Judas Priest, Saxon, Stranglers, Nina Hagen) complètent ainsi une bonne affiche rock pour ce dernier trimestre, avec notamment ZZ Top au Palais des *sports* (29 et 30 septembre), Jackson Browne à l'Olympia (les 10 et 11 octobre) et Elvis Costello, toujours à l'Olympia (les 8 et 9 novembre). Contrairement aux deux dernières années, et exception faite de *la Valise en carton*, montée au Casino de Paris par Jean-Claude Camus, l'habituel producteur de Johnny Hallyday, aucune grosse machinerie n'est à signaler. Les chanteurs et groupes (Francis Lalanne et Michel Sardou au Palais des congrès, Catherine Lara et Etienne Daho à l'Olympia, Bernard Lavilliers dans la Grande Halle de La Villette) se succèderont sans guère de sophistication.

Le gigantisme et l'escalade financière des saisons précédentes ont fait une victime : Albert Koski, dont la société KCP (Koski Concerts Production) avait introduit en France l'efficacité anglo-saxonne avec les spectacles rock de la porte de Pantin (Rolling Stones, Roxy Music, Bob Dylan, Bob Marley), les concerts-événements de l'hippodrome d'Auteuil (David Bowie, Simon and Garfunkel) et de La Courneuve (Bruce Springsteen). Une forte baisse des concerts rock dans l'Hexagone (cent, soit trois fois moins que par le passé) due à la concurrence d'autres organisateurs et à la diffusion massive des vidéo-clips, avait poussé Koski vers la production non seulement des spectacles de Jacques Higelin (dont il s'occupait depuis déjà dix ans) mais aussi de ceux de Barbara-Depardieu *(Lily Passion)*, Jean Guidoni *(Chiens)* et Philippe Chatel *(Emilie Jolie)*. La folie de Bercy, où Higelin affirmait superbement le droit à l'extravagance et au délire, s'est soldée par une perte sèche de 5 millions de francs. Trop de représentations — vingt-trois alors que Julien Clerc n'en n'avait donné que onze dans un lieu de quinze mille places, — album sorti trop tard et promotion insuffisamment ajustée : *Chiens* de Guidoni, au Cirque d'hiver, a été un fiasco, et *Emilie Jolie*, comédie musicale pour enfants, n'a pas rapporté de bénéfices. Un retard de paiement de la TVA (5 millions de francs) sur les concerts des quatre dernières années a précipité la faillite.

Le métier de producteur s'apparente à celui d'acrobate. Pour que l'ensemble de la profession ne se retrouve pas un jour les quatre fers en l'air, il a été créé, à la suite de la loi Lang du 3 juillet 1985, une Association pour le soutien de la chanson, des variétés et du jazz, dont l'objet est de développer la production par le jeu des avances sur recettes (comme au cinéma), de favoriser la modernisation des théâtres existants et de participer à la conception et à la création de nouveaux lieux. Depuis la Libération, en dehors des maisons de la culture, des palais des congrès et des chapiteaux améliorés, aucune salle adaptée aux besoins modernes (capacité, acoustique, lumière) n'a été construite. Des villes comme Lyon et Marseille ne peuvent recevoir ni les grandes machineries ni les comédies *musicales*.

Présidé par Roland Hubert, nourri par la cotisation de ses membres et le produit de la taxe parafiscale sur les concerts et spectacles de variétés de rock et de jazz, ce nouveau fonds de soutien devrait aussi contribuer à la formation. A Paris même, outre une subvention accordée à l'Olympia et la volonté de sauver Bobino nouvelle formule (huit cent cinquante places), apparemment promis à devenir une salle de réunions pour grand hôtel, le fonds de soutien viendrait relancer des théâtres comme le Dejazet et l'Européen, celui-ci fermé depuis plus de dix ans.

Le son est désormais inséparable de l'image. Onze vidéo-clips ont été commandés par Phonogram en 1985, vingt en 1986. Il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance des médias et du marketing pour qu'un artiste puisse faire une percée significative. « *Les chanteurs et les groupes débutants qui viennent nous voir cette année*, dit Jean-Paul Commun, directeur général de Phonogram, *amènent avec eux une maquette, un scénario de vidéo-clip et des idées de promotion. Ils savent où ils veulent aller et avec quelle image.* »

Avec le phénomène de concentration autour de quelques artistes, les firmes phonographiques investissent de l'argent et de l'énergie sur un nombre plus limité de chanteurs et de groupes : trente 45 tours ont été publiés par Phonogram en vue de la rentrée *1981*, il y en a quinze *seulement* aujourd'hui. Produits, moins nombreux mais plus fignolés — le prix moyen d'un album est de 500 000 francs, avec des poussées à plus de 1 million pour Renaud, dont la vente dépasse le million d'exemplaires, à plus de 2 millions pour le dernier Higelin, dont le chiffre de vente est de 250 000 F, — ils sont mieux traités à la promotion.

Une tête d'affiche prépare un album pendant environ un trimestre, l'enregistre en un mois, tourne un clip et participe au service après-vente (radios, télévisions, presse écrite) six *mois avant le passage au Zénith*, à Bercy, au Palais des sports ou à l'Olympia. Un 45 tours facilite la promotion. Ensuite, le chanteur entre dans la répétition de son spectacle, noue un premier et court dialogue avec le public des régions, assure sa rentrée parisienne, par exemple en octobre, et part aussitôt après dans une tournée qui le mène jusqu'au printemps et s'achève généralement à Bruxelles ou à *Genève*. *Vient alors le* retrait obligatoire du marché durant six à neuf mois. Entre les deux albums, deux ans se seront écoulés. Financièrement et fiscalement, pas de problème : la répartition des droits d'auteur SACEM de l'album, du spectacle, des passages radio et télévision, des diffusions dans les juke-boxes, les discothèques et les bals, est échelonnée dans le temps et constitue une garantie d'étalement des revenus en dehors des cachets et des royalties. Rappelons que soixante auteurs et compositeurs perçoivent plus de 1 million de francs de droits SACEM *par an, et qu'une demi-douzaine* touchent plus de trois millions.

Les utilisateurs de phonogrammes ont pris l'habitude depuis longtemps de payer le « droit d'auteur » mais pas les droits d'interprètes. La loi Lang a mis fin à cette anomalie qui aboutissait à ce que tout passage d'un chanteur à la radio fût considéré comme une promotion. La Société pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes (*ADAMI*) s'occupe activement de la mise en application de la loi du 3 juillet 1985. « *Car*, dit-elle, *si l'audiovisuel est en plein essor, la profession d'artiste du spectacle est en pleine régression. En dix ans, les artistes ont perdu un tiers de leurs effectifs. Et le revenu moyen des rescapés est en baisse constante.* »

CLAUDE FLÉOUTER.

OPÉRA

Une œuvre de Peter Maxwell Davies

Les enfants de Cendrillon

L'Opéra de Paris renouvelle, salle Favart, l'expérience qu'il avait tenté en juin dernier : présenter un opéra pour les enfants. Après le Petit Ramoneur, *de Benjamin Britten, voici la* Cendrillon *de Peter Maxwell Davies.*

En juin 1984, à la demande des Jeunesses musicales de France, l'Opéra de Paris avait présenté, salle Favart, un spectacle pour enfants : *le Petit Ramoneur* de Benjamin Britten; le succès des représentations, malgré la qualité médiocre de l'interprétation musicale, a amené l'Opéra *et les Jeunesses Musicales* à signer une convention selon laquelle un spectacle pour enfants serait réalisé chaque année en coproduction. Le choix s'est porté cette fois sur *Cendrillon* du compositeur britannique Peter Maxwell Davies (né en 1934), dont on connaît mieux en France les œuvres « sérieuses ».

Créé à Orkney en 1980, *Cendrillon* est une adaptation assez fidèle du conte de Perrault, à ceci près que l'héroïne est ici une jeune fille au pair. Les rôles des méchantes sœurs peuvent être tenus par des adolescents, précise l'auteur; c'est la solution qui a été retenue. Ainsi la pauvre Cendrillon est-elle en butte aux persécutions de trois loubards travestis qui n'ont d'yeux, disent-ils, que pour les militaires, les marins et les aviateurs... Ils les *épouseront* d'ailleurs à la fin, mais ce seront trois adorables garçonnets.

Quand on a vu leur mère : hauts talons, bas noirs et minijupe en léopard, Vénus en fourrure rousse à qui ne manque que la cravache, on comprend mieux la déviance des enfants. Tout cela est en prise direct sur le vécu au niveau du fantasme, comme disent aujourd'hui les gens sérieux, *mais c'est une comédie pour enfants*, et, visiblement, ils s'amusent sans arrière-pensée. Quelques réflexions saisies au vol indiquent une réelle identification aux héros, et comme ils écoutent avec attention une musique faite pour plaire, dans le plus pur style de la comédie musicale de qualité, on doit conclure à la réussite de l'entreprise.

La mise en scène de Richard Caceres est réglée avec une précision mathématique, comme un spectacle de Broadway; le décor de Claude Maury est assez ingénieux pour permettre d'instructifs changements à vue; enfin, les costumes contribuent au merveilleux de l'histoire. A l'exception de l'orchestre, dont les membres viennent du conservatoire du dixième arrondissement, nulle mention n'est faite dans le programme de l'origine des chanteurs, enfants ou adolescents. Ce qu'ils font exige cependant des dons et une formation quasi professionnelle.

L'adaptation française ne manque ni d'esprit ni de mordant ; elle contient ce qu'il faut d'allusions à l'actualité et aux symboles du jour (Tati, Darty, Tapie) pour faire mouche à tous coups. Il est malheureusement regrettable que son auteur, François Sauvageot, n'ait pas collaboré avec un musicien ou un chef de chant connaissant les principes élémentaires de la prosodie, car lorsque les mots sont mal disposés sous la mélodie, ils gênent l'émission vocale et nuisent à la compréhension. Ce défaut est surtout sensible dans les rôles du Prince Charmant et de Cendrillon, mais peut-être y a-t-il là une volonté délibérée, car la différence entre l'opéra, genre élevé, et la chansonnette, c'est qu'on a beaucoup plus de mal à comprendre les paroles.

GÉRARD CONDÉ.

★ Dernières représentations : le 16 septembre, à 15 heures et 19 h 30 ; le 17, à 10 heures et 15 heures.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Communication

Accord entre Canal Plus et UIP-Pay-TV

Reconnaissance du succès de la chaîne à péage française

« *Canal Plus, plaisir du cinéma.* » La justesse de formule, lancée il y a un an par la chaîne payante ne se dément pas. Les abonnés vont goûter à la joie de découvrir ou de revoir un joli répertoire de films, parmi lesquels figurent de nombreuses *œuvres inédites à la télévision* (1). Canal Plus vient en effet de conclure un accord avec UIP-Pay-TV, filiale de United International Pictures — groupe formé de trois majors américaines du cinéma : MGM-United Artists, Paramount et Universal — pour l'exportation de quatre-vingts longs métrages.

Ce contrat porte sur les droits de diffusion et accorde notamment un délai d'exclusivité d'un an à la chaîne française. Il a été signé le 8 septembre, à Londres, par MM. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, René Bonnell, responsable du cinéma, et M. Jerry Adler, président d'UIP-Pay-TV. Des pourparlers continuent afin d'étoffer cet accord de quarante films supplémentaires.

« *C'est une reconnaissance de Canal Plus*, estime M. Bonnell. *Nous avions déjà signé avec la Warner, la Fox, Columbia et Orion, et nous étions en négociations avec UIP depuis deux ans.* » Des négociations « *très dures* », qui ont débuté à New-York, et qui ont exigé de multiples rencontres avant d'aboutir en février dernier. Encore a-t-il fallu six mois pour que soient élaborés les termes définitifs du contrat.

« *Les Américains*, précise M. Bonnell, *ne croyaient pas beaucoup à la chaîne à péage française.* » Ces grandes compagnies ne trouvent, selon lui, d'intérêt à signer de tels accords que s'ils leur assurent un sérieux élargissement de leur marché. Or Canal Plus ne leur semblait pas entrer dans ce cadre. Elles avaient à l'esprit l'image Home Box office (HBO), le réseau payant d'outre-Atlantique, qui compte quatorze millions d'abonnés. Mais le *développement* de Canal Plus a eu raison de leurs réticences.

« *Nous pouvons en effet être considérés aujourd'hui comme la deuxième chaîne à péage du monde derrière HBO* », affirme M. Bonnell. Et d'expliquez qu'à démographique égale (celle des Etats-Unis est environ quatre fois supérieure à la nôtre), Canal Plus, qui compt 1,2 million d'abonnés, en aurait actuellement 5 à 6 millions. Qui plus est, ce résultat a été obtenu en moins de deux ans, alors que HBO a eu besoin de près de dix ans pour parvenir à sa situation actuelle.

A la satisfaction que l'on peut tirer d'un tel contrat s'ajoutent, selon M. Bonnell, d'autres enjeux. L'un d'eux concerne, en particulier, l'idée d'une coopération européenne. Des chaînes britanniques, espagnoles, islandaises viennent ainsi de prendre contact avec Canal Plus pour lui demander d'entrer dans leur capital ou lui proposer des achats de films, ou simplement, pour bénéficier de son savoir-faire. « *Etre pris au sérieux par des étrangers* », dit M. Bonnell, n'est pas seulement favorable à la chaîne payante, c'est toute la télévision française qui en recueille les bienfaits.

« *Canal Plus est donc un formidable lieu d'expérimentation* », se félicite M. Bonnell. Le succès du *Rayon vert*, d'Eric Rhomer, Lion d'or du dernier Festival de Venise, *fournit* une preuve supplémentaire de l'aide que la télévision peut apporter au cinéma. Cela conforte la politique *suivie* par la chaîne en matière d'investissements dans le cinéma et de soutien à la création française. En 1986, indique M. Bonnell, le budget de Canal Plus dans ce secteur a représenté 280 millions de francs (« *l'équivalent de celui des trois chaînes publiques réunies* », souligne-t-il), dont près de 170 ont été consacrés à l'achat de films français terminés. Sans compter les 180 millions de francs que Canal Plus a investis, depuis son lancement, dans l'acquisition d'environ cent cinquante longs métrages sur scénario. Et le cinéma d'auteur n'est pas oublié : sur trois cent soixante-cinq films diffusés chaque année par la chaîne payante, un cinquième entrent dans cette catégorie.

ANITA RIND.

(1) *Parmi ces films figurent des* œuvres de Hitchcock *(la Corde, Fenêtre sur cour, Vertigo, Qui a tué Harry ?)*, d'Alan J. Pakula *(le Choix de Sophie)*, de Warren Beatty *(Reds)*, de John Landis *(Un fauteuil pour deux)*, d'Herbert Ross *(Tendres passions)*, de Richard Brooks *(A la recherche de Mr. Goodbar)*, de Joe Dante *(Explorers)*, etc.

● LA COMAREG s'implante dans le Nord. — Le premier groupe français de presse gratuite et de publicité directe, la COMAREG, présidée par M. Paul Dini, vient de prendre une participation de 35 % dans le groupe de presse gratuite Contact 80 (Amiens). Présidé par M. Jean-Luc Treilhou, Contact 80 diffuse vingt et un hebdomadaires gratuits représentant 1 287 400 exemplaires dans les départements du Nord, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme. Contact 80 est le quatrième groupe français de presse gratuite, après la COMAREG, Havas et l'Office d'information et de publication (OIP).



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EMBRASSONS-NOUS FOLLEVILLE, Lucernaire (45-44-57-34), 19 h 30.
ÉCOUTE PETIT HOMME, Lucernaire (45-44-57-34), 22 h 15.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33). Vidéo-musique : 16 h, Samson et Dalila, de Saint-Saëns ; 19 h, le Messie, de Haendel.

Les autres salles

COMÉDIE CAUMARTIN (42-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Vingt ans de piano forcé.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
JARDINS DES ABBESSES (42-62-40-93) 20 h 30 : Fando et Lis.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h, sam. 18 h : le Système Ribadier.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Embrassons-nous Folleville ; 21 h 15 : l'Amour goût. – II : 19 h 45 : Arlequin serviteur de deux maîtres ; 22 h 15 : Ecoute petit homme.
THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : American Buffalo.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : l'Orchestre ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

Music-hall

FOLIES PIGALLE (48-78-25-56), 24 h : Marie-France.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : C. Vence chante Boris Vian.

Les concerts

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antiqua de Paris.
Auditorium des Halles, 19 h : M. Varshavsky, Ch. Lacoste, M. Wladowsky (Rachmaninov, Kodaly, Sammartini...).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : A. Brant Big Band.
CITHEA (43-57-99-26), 20 h : S. Lacy Quintet.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 21 h : R. Bruner.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : H. Guedon.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Trio M. Reinhardt, Ch. Escoude, B. Ferre.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Persi-Jafet-Ceccarelli.

Festival estival de Paris

(42-27-12-68)

Auditorium des Halles, 19 h : M. Varshavsky, C. Lacoste, M. Wladowsky (Rachmarinov, Kodaly, Sammartini...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

20 h 30, en avant-première et en présence du réalisateur : les Yeux sans visage, de G. Franju.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Septembre 36, les films à l'affiche : 15 h, New-York Miami, de F. Capra (Vostf) ; 17 h, l'Epervier, de M. L'Herbier ; 19 h, Tiger Shark, de H. Hawks (v.o.).

Les exclusivités

ACT OF VENGEANCE (A., v.f.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Images, 18e (45-22-47-94).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LES AVENTURES DE JACK BURTON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
BLACK MIC-MAC (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE BONHEUR A ENCORE FRAPPÉ (Fr.) : Utopia (h. sp.), 5e (43-26-84-65).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
CASH-CASH (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
CENT FRANCS L'AMOUR (*) (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
CLOCK WISE (Brit., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE CONTRAT (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
CORPS ET BIENS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
CRAZY FAMILY (Jap., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
DANS LES BRAS DE L'ENFER (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).
LE DIABLE AU CORPS (It., v.o.) (*) : Cinoche, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : Espace Gaîté (h. sp.), 14e (43-27-95-94).
EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).
ESCORT GIRL (Br., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
FX, EFFET DE CHOC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
GARDIEN DE LA NUIT (Fr.), Denfert, 14e (43-21-41-01).
GENESIS (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
GINGER ET FRED (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
GOLDEN EIGHTIES (Franco-Belge) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
HAVRE (Fr.) : Studio 43 (h.sp.) 9e (47-70-63-40).
HIGHLANDER (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HITCHER (A., v.o.) (*) : George V, 8e (45-62-41-46).
L'INVASION VIENT DE MARS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE JARDIN D'ENFANTS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-46-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-98-35-43) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LE MAL PAR LE MAL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).
MAMMAME (Fr.) : 14 Juillet Odéon (Hsp.), 6e (43-26-59-83).
MÉLO (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; *Reflet Médicis, 5e* (43-54-42-34) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LE MOME (*) (Fr) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
MONA LISA (*) (Brit.) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). – V.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit.) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e *(43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f : Lumière, 9e (42-46-49-07).
OPERA DO MALANDRO (Franco-brésilien, v.o) : 14-Juillet Parnasse, 6e (42-26-58-00).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LE PALTOQUET (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
PIRATES (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34). – V.o. et v.f. : George V, 8e (45-42-41-46).
POLTERGEIST (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
PYGMÉES (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
LE RAYON VERT (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Denfert, *14e (43-21-41-01)*.
ROMEO ET JULIETTE (Brit., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
SAUVE-TOI LOLA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
SHORT CIRCUIT (A., v.f.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
SOLEIL DE NUIT (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) (hsp.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
TEEN WOLF (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
TOUCH OF ZEN (Chinois, v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
37 °2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
UN SACRÉ BORDEL (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).
UNDER THE CHERRYMOON (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
YIDDISH CONNECTION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 15 septembre

Les grandes reprises

AILLEURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Action *Christine, 6e (43-29-11-30)*.
AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (43-25-72-07).
AU CŒUR DE LA NUIT (Brit., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
BARRY LYNDON (A., v.o.) : Publicis Matignon 8e (43-59-31-97) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LA BELLE DE MOSCOU (A. v.o.) St-Lambert 15e (53-88-64-44).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
BUGSY MALONE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).
LE CANARDEUR (A., v.o.,) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Elysées Lincoln 8e (43-59-36-14) ; Galaxie 13e (45-80-18-03).
CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
CHAMPION (A., v.o.) (1949) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : St-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA CLÉ DE VERRE (A.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).
LE COUTEAU DANS L'EAU (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
LA CROISÉE DES DESTINS (A., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
DÉLIVRANCE (A.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, *16e (42-88-64-44)*.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V. f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LA FORET D'ÉMERAUDE (A. v.o.) Grand Pavois 15e (45-54-46-85).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A., v.f.) : Grand Pavois (h.sp.), 15e (45-54-46-85).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Ambroise (h.sp.), 11e (47-00-89-16).
KAGEMUSHA (Jap.) (v.o.) : Chatelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.) : Ranelagh 16e (42-88-64-44).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LUDWIG (It.) (version intégrale) (v.o) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).
NAZARIN (Mex., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Rive Gauche 5e (43-29-44-40) ; Mac Mahon 17e (43-80-24-81).
NOBLESSE OBLIGE (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH (A.) (*) : Reflet Logos (h. sp.), 5e (43-54-42-34).
PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).
PIC-NIC A HANGING ROCK (Aus., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
POULET AU VINAIGRE (F.) Le Club 9e (47-70-81-47).
POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A., v.f.) : Grand Pavois (h.s.p.), 15e (45-54-46-85).
LA RELIGIEUSE (F.) Latina 4e (42-78-47-86).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).
LA ROSE TATOUÉE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
ROCKY IV (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
SUBWAY (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) St-Lambert 15e (45-32-91-68).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
TERMINATOR (A., v.f.) Hollywood boulevard 9e (47-70-10-41).
LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (45-54-46-85).

Les festivals

W. ALLEN (v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56). En alternance : Manhattan, Woody et les Robots, Zelig, Comédie érotique d'une nuit d'été, Tombe les filles et tais-toi, Broadway Danny Rose, Guerre et Amour-Bananas.
FESTIVAL FASSBINDER (v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) : Tous les autres s'appellent Ali.
LAUREL ET HARDY (v.o), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) : Têtes de pioche.
HOMMAGE A G. MÉLIÈS : 5 programmes différents, Studio 43, 9e (47-70-63-40), 20 h 30.
MONTY PYTHON (v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) : Monty Python sacré Graal.
LUBITSCH (v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60), lun. : To be or not to be ; + Action Christine, 6e (43-29-11-30) : Sérénade à trois.
HOMMAGE A A. RESNAIS : Le Latina, 4e (42-78-47-86) : Muriel.
ROHMER : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) : la Marquise d'O.
RUSSIE ANNÉES 20 A 80 (v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-*Juillet Racine, 6e (43-26-19-68)* : Partition inachevée pour piano mécanique.
TARKOVSKY (v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) : 16 h : Nostalghia ; 18 h : le Miroir.
LA TRILOGIE DE LA GUERRE DES ÉTOILES (A, v.o. et v.f.) : Espace-Gaîté, 14e (43-27-95-94).
VIVE LA REPRISE (vo) : Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 14 h : les Sept Samouraïs ; 17 h 30 : les Visiteurs ; 19 h 15 : Temps détruit ; 20 h 30 : New-York Miami ; 22 h 10 : l'Héritière.

Les séances spéciales

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), 18 h.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), 22 h 30.
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 22 h 20.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.
CUL-DE-SAC (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h.
LA DAME DE SHANGHAI (A., vo) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h.
DÉLIVRANCE (A., vo) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 22 h 20.
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 20 h.
LUDWIG, REQUIEM POUR UN ROI VIERGE (All., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 17 h 30.
MACARONI (It., v.o.) : Cinoches 6e (46-33-10-82), 13 h 50.
MAINE-OCEAN (Fr.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77), 12 h.
PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 50.
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 17 h 40.
LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 14 h.
SANG POUR SANG (*) (A., v.o.) : Grand-Edgar, 14e (43-20-90-09), 24 h.
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.
WITNESS (A., vo) : Rialto, 19e (46-07-87-61), 18 h 55.

LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HIER SOIR, film américain d'Edward Zwick, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) – v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE COMPLEXE DU KANGOUROU, film français de Pierre Jolivet : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LA COULEUR POURPRE, film américain de Steven Spielberg, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont *Convention*, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CRITTERS, film américain de Stephen Herek, v.o. : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) – v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-53-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JE HAIS LES ACTEURS, film français de Gérard Krawczyk : Gaumont Halles, 1er (42-26-12-12) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MORT UN DIMANCHE DE PLUIE (int. – 13 ans), film français de Joël Santoni : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

OTELLO, film français de Franco Zeffirelli : Forum Horizon, 1er (45-08-57-77) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

PARIS EN VISITES

MARDI 16 SEPTEMBRE

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, façade cathédrale Saint-Louis (office du tourisme).

« L'hôtel de Lassay : résidence du président de l'Assemblée nationale », 15 h, 128, rue de l'Université (M. Ch. Lesnier).

« Hôtels et jardins du Faubourg-Saint-Germain », 14 h 30, métro Solférino (P.-Y. Jaslet).

« Les hôtels de la rue du Bac, le jardin des Mission étrangères », 15 h, place Saint-Thomas-d'Aquin (A. Ferrand).

« Tombes juives dans un cimetière chrétien », 14 h 45, métro Gambetta, sortie avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Les jardins du village de Saint-Germain-des-Prés. L'abbaye, ses caves », 14 h 30, église Saint-Germain (Vieux Paris).

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 45, 4, boulevard du Palais (AITC).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Marais, hôtels et caves autour du village Saint-Paul et du mur de Philippe-Auguste », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« La franc-maçonnerie des origines à nos jours », 15 h, devant entrée Grand-Orient, 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

« Tout le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (M. Banassat).

« Les hôtels de la rue du Bac, le jardin des Missions étrangères », 15 h, place Saint-Thomas-d'Aquin (A. Ferrand).

CONFÉRENCES

Hôtel Trianon, 1 *bis*, rue de Vaugirard, 15 h ou 19 h 30, conférence-débat « Dialogues avec l'ange et l'astrologie » (M. Louis).



	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	MONACO	NANTES	X N 2	9	LENS	LILLE	1 N X
2	TOULOUSE	NICE	X N 2	10	MARSEILLE	TOULON	X N 2
3	LAVAL	BREST	X N 2	11	CAEN	ORLÉANS	X N 2
4	AUXERRE	ST-ÉTIENNE	X N 2	12	LA ROCHE/YON	QUIMPER	X N 2
5	SOCHAUX	BORDEAUX	1 N X	13	NIORT	MULHOUSE	1 X 2
6	LE HAVRE	RENNES	1 X 2	14	AJACCIO	ISTRES	X N 2
7	NANCY	METZ	1 X 2	15	ALÈS	MONTPELLIER	1 X 2
8	PARIS-S.G.	R.C. PARIS	1 N X	16	BASTIA	BÉZIERS	X N 2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance "
du Dimanche 14 Sept. 1986 : 1 4 6 7 8 9 15

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de *tous les films*, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma :
Un moment d'égarement. ■
Film français de Claude Berri (1977), avec Jean-Pierre Marielle, Victor Lanoux, Christine Dejoux, Agnès Soral, Martine Sarcey.
Pierre et Jacques, quadragénaires amis d'enfance, vont en vacances sur la Côte d'Azur, avec leurs filles respectives. Et la fille de Jacques s'éprend de Pierre, tombe dans ses bras. Le style intimiste de Claude Berri pour une comédie des nouvelles mœurs amoureuses, un conflit de générations.
22 h Festival du cinéma américain à Deauville.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Une émission transition entre le magazine Etoile et toiles qui a pris fin début juillet et Acteurs studio, une nouveauté de TF 1 pour la rentrée, dans laquelle Frédéric Mitterrand partira à la recherche des stars de demain, en direct et en public.
23 h 15 Journal.
23 h 30 Rubrique information.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série :
Les cinq dernières minutes
Tarif de nuit (rediff.).
Téléfilm de Claude Loursais, avec R. Souplex, J. Daurand, J.-F. Rémi, J. Holtz, E. Bernsen.
Un chauffeur de radio-taxi qui était de service de nuit est assassiné au petit matin à Pigalle.
22 h 15 Documentaire :
▶ **Chroniques nomades.**
Film de Claude Herviant, réalisé par Jacques Doillon.
23 h 10 Cyclisme.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Jo. ■
Film français de Jean Girault (1971), avec Louis de Funès, *Claude Gensac*, Christiane Muller, Bernard Blier, Carlo Nell, Guy Trejean, Jacques Marin, Michel Galabru, Paul Préboist.
Un auteur dramatique aux prises avec un maître-chanteur attire celui-ci dans sa villa, après avoir préparé un crime parfait. Il abat un homme qui n'est pas le bon. Que faire du cadavre ?
22 h 5 Journal.
22 h 30 Magazine : Urba.
Le magazine de la ville, de Dominique Bailland. Au sommaire : Abidjan, le vertige de la croissance.
Le Bronx : la réhabilitation en trompe-l'œil.
Paris : la guerre des grandes métropoles.
23 h Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : Damien (La malédiction 2). □ Film d'horreur américain de Don Taylor (1978), avec W. Holden, L. *Grant*, J. Scott Taylor ; **22 h 15, Flash d'informations ; 22 h 25, Etoiles et buts ; 22 h 55, Les K.O. de Canal + ; 23 h 55, Football américain.**

LA « 5 »

20 h 30 Téléfilm : Les veuves au parfum II (3e partie) ; 22 h 25, Boxe : (En direct du Cabaret des Champs-Elysées). Mike Mac Callum/Irvin Hines ; José Luis Ramirez/Nick Parker ; Louis Gomis/Juan Muriel ; Romolo Casamonica/Pete Pogorski ; De 23 h 55 à 3 h 20, Rediffusions (téléfilm, boxe).

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6. Invitée : Sapho ; **19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6** (rediff.) ; **0 h, Tonic 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Quatre aspects oubliés du théâtre du XVIIIe siècle.
L'amante difficile, d'Antoine Houdar de La Motte.
21 h 30 Musique : Latitudes. Musique traditionnelle.
22 h 30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné Salle Gaveau le 14 mars 1986), Sonate en si bémol majeur K 454, de Mozart ; Partita nº 2 en ré mineur, BWV 1004, pour violon seul, de Bach ; trois extraits du premier livre d'orgue de Dumage ; Intermezzo pour orgue, de Robert ; deux extraits de la Suite française pour orgue, fantaisie de l'hommage à Frescobaldi pour orgue de Langlais ; From far beyond chrisanthemus and *november fog*, de Takemitsu ; Sonate en la majeur, de Franck ; Berceuse de Fauré ; Belle Rose-Marie, de Kreisler.
23 h Les soirées de France-Musique.

Mardi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

14 h 40 Ravis de vous voir.
15 h 45 Feuilleton : Paul et Virginie.
16 h 15 Variétés : Show bises.
17 h 25 Feuilleton : Les roses de Dublin (rediff.)
18 h 25 *Mini-journal*, *pour les jeunes.*
18 h 35 La vie des Botes.
19 h 10 Feuilleton : Santa Barbara.
19 h 35 *Expression directe.* *UPA-FEN.*
20 h Journal.
20 h 25 Loto sportif.
20 h 35 *Série : Tous en boîte* (*6e et dernier épisode*).
21 h 25 Médecine à la une.
Emission d'Igor Barrère, avec la collaboration du *Quotidien du médecin* et d'*Impact médecin.*
Le cancer, connaissance des diagnostics. Avec les professeurs Léon Schwartzenberg, Sthelin (chercheur en cancérologie), Tubiana (directeur de l'Institut Gustave-Roussy), Laval-Jantet (radiologue à l'hôpital Saint-Louis), Jacquillat (cancérologue, chimiothérapie du sein) et le docteur Martine Georges (cancérologue, *gynécologue à l'Institut Gustave-Roussy*).
22 h 55 Journal.
23 h 10 Rubrique information.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 Magazine : Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Destins croisés.
15 h 55 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 35 Récré A 2.
18 h 5 Série : Capitol.
18 h 30 Magazine : C'est la vie.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : A bout de souffle made in USA. ■
Film de Jim McBride (1982), avec Richard Gere, Valérie Kaprisky, William Tepper, John P. Ryan, Robert Dunn.
Pour retrouver, à Los Angeles, une fille qu'il aime, un jeune homme vole une voiture à Las Vegas, abat un policier en cours de route et essaie de vivre sa passion tout en étant traqué. Un petit polar à la mise en scène nerveuse, dont le tort est d'avoir voulu être la version américaine 1980 d' A bout de souffle.
22 h 15 Magazine : Cinéma-Cinémas.
23 h 25 Série : Johnny Staccato.
23 h 50 Cyclisme.
0 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Les après-midi du Disney Channel.
17 h 55 Croqu'soleil.
19 h Le 19-20 de l'information. (et à 19 h 35).
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.
20 h 5 Les nouveaux jeux de 20 heures.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Cinéma : La grande attaque du train d'or. ■■
Film de Michael Crichton (1979) avec Sean Connery, Donald Sutherland, Lesley Anne Down, Alan Webb, Wayne Sleep.
En 1855, un aventurier aux allures de gentleman décide de s'emparer de 25 000 livres en or destinées à la paie des soldats anglais combattant en Crimée et acheminées de Londres à Folkestone dans le fourgon d'un train spécial.
22 h 25 Journal.
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14 h, Cinéma : L'amour propre ■ Film français de Martin Veyron (1985), avec J.-C. Dauphin, N. Nell, J.-L. Bideau, M. Basler ; **15 h 25, Cinéma : J'aurai ta peau** □ Film américain de Richard T. Heffron (1983), avec P. Servino, B. Carrera, A. Assante ; **17 h 35, Série : Les monstres ; 18 h 05, *Dessins animés ; 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 18 h 45, Top 50, 19 h 15, Zénith ; 20 h 05, Starquizz ; 20 h 30, Les triplés ; 20 h 35, Cinéma : *Le gendarme et les gendarmettes.*** □ Film français de Jean Girault (1982) avec L. de Funès, M. Galabru, M. Risch, G. Grosso, M. Modo, P. Préjean, C. Serre ; **22 h 05, Flash d'informations ; 22 h 15, Cinéma : Les Chinois à Paris.** ■ Film français de Jean Yanne (1974) avec J. Yanne, N. Calfan, M. Serrault, B. Blier, K. Nagaztuka, G. Wilson.

LA « 5 »

15 h 30, Série : Baretta ; 17 h 20, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 15 Série : Riptide ; 19 h 10, Série : Happy days ; *19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30,* Feuilleton : Racines (3e épisode) ; **22 h 10, Série : Kojak ; 23 h, Feuilleton : Racines** (3e épisode).

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6. Invité : Spagna ; **19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6** (rediff.) ; **0 h, Tonic 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Musique. Diagonales.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Grosses Festspielhaus le 2 août *1986) au Festival de Salzbourg : Les noces de Figaro, de* Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, chœurs du Staatsoper de Vienne, dir. James Levine.
23 h 55 Les soirées de France-Musique : Poissons d'or.

Informations « services »

EN BREF

● FORMATION : changement. – L'institut d'études politiques de Paris propose à partir du 1er octobre un stage de douze jours (à raison d'un jour par semaine) : « La France en mutation ». Le programme est *réparti en six séquences « La société* française, permanences et changements (démographie : conséquences du vieillissement français, question de l'immigration, emploi) », « Problèmes économiques et financiers », « Questions sociales » (relations de travail, protection sociale, ressources humaines dans l'entreprise) ; « Le contexte de la vie politique » (répartition du pouvoir entre Etat et collectivités locales, décentralisation, répartition des compétences entre communes, départements, régions, états) et enfin « Quel environnement international ? » (la France en Europe et l'Europe à douze, rapports de force mondiaux d'ici à 1990, évolution des grandes zones : *USA, Pacifique*, URSS, Europe, tiers-monde).

★ Institut d'études politiques de *Paris, service de formation continue.* 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 14 septembre :

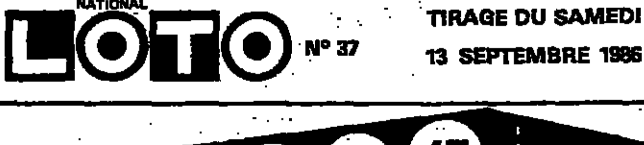
DES ARRÊTÉS

● Du 8 août 1986 portant fixation de la quantité d'alcool de betterave acquise de chaque usine pour la campagne 1986-1987.

● Du 14 août 1986 portant nomination au bureau central de tarification prévu par l'article 5-1 de la loi nº 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, repris à l'article L. 125-6 du code des assurances.

NATIONAL LOTO Nº 37

TIRAGE DU SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1986



NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR [logo]
MERCREDI 17 SEPTEMBRE 1986
ET SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1986

VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	2	2 936 505,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	18	176 750,00 F
5 BONS Nos	1 962	5 465,00 F
4 BONS Nos	84 446	125,00 F
3 BONS Nos	1 542 291	10,00 F

SUPER BONUS DE SEPTEMBRE 120 010
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE : 10 F X 10 = 100,00 F

N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE
UNE *CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE* LE MERCREDI
UNE *CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE* LE SAMEDI
LES 2 CAGNOTTES EXCEPTIONNELLES DE LA RENTRÉE

loterie nationale – TRANCHE Nº 203 DU SUSPENSE

1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE. DU SUSPENSE TOUS LES JOURS

RÉSULTATS COMPLETS

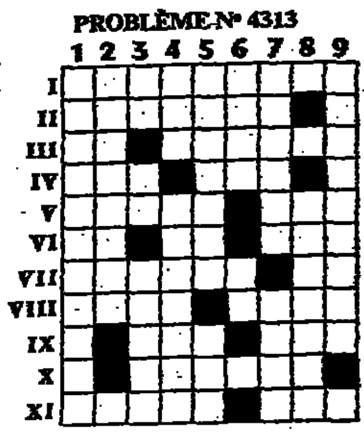
CETTE LISTE NE TIENT PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS

DATES DU TIRAGE	NUMÉROS OU TERMINAISONS	MONTANT DES LOTS
LUNDI 8 SEPTEMBRE 1986	230 138	1 000 000 F
	792	1 500
MARDI 9 SEPTEMBRE 1986	217 940	1 000 000 F
	707	1 500
MERCREDI 10 SEPTEMBRE 1986	080 825	1 000 000 F
	309	1 500
JEUDI 11 SEPTEMBRE 1986	230 871	1 000 000 F
	169	1 500
VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1986	257 301	1 000 000 F
	632	1 500
SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1986	326 572	1 000 000 F
	121	1 500
DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 1986	074743	6 000 000 F
	102 575	1 000 000
	017 769	50 000
	074 961	50 000
	075 554	50 000
	086 517	50 000
	086 997	50 000
	096 109	50 000
	135 960	50 000
	187 834	50 000
	223 466	50 000
	227 083	50 000
	232 899	50 000
	274 953	50 000
	281 620	50 000
	290 235	50 000
	322 286	50 000
	328 622	50 000
	358 039	50 000
	368 834	50 000
	372 467	50 000
	382 081	50 000
	780	1 500
	4	100



MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4313



HORIZONTALEMENT

I. Verbe actif. – *II. Quelqu'un qui nous parle.* – III. Scène première. Caractérise la teigne. – IV. Brun. Ancien général en retraite. – V. A vraiment une sale tête. Persiste mais ne signe pas. – VI. Notes d'hôtel. Abréviation britannique. Oncle d'Amérique. – VII. Audacieuses ou novices. Vient de paraître. – VIII. Victoire française. Signe du bélier. – IX. Salle de jeu. Vieille armée. – X. Bien exposée. – *XI.* Personnel. A l'étranger.

VERTICALEMENT

1. Un endroit plein de douceurs. – 2. Vit du produit de ses toiles. – 3. Manière d'aller. Note. Permet de citer sans nommer. – 4. Ville de Belgique. Animée. – 5. A donc retrouvé une certaine rondeur. Allure chevaline. – 6. Cassante ou difficile à casser. Morceau en solo. – 7. Couche de glace. Mot de prière. – 8. Donner la charge. – 9. Base de colonnes.

Solution du problème nº 4312

Horizontalement

I. Papetiers. Clé. – II. Egotiste. Rabais. – III. Rétablissements. – IV. In. Li. Sittèle. – V. Sc. Oasis. Or. – VI. Céans. Etrennes. – VII. Oman. Ancêtres. – VIII. Père. I.S. (Intelligence Service). Sil. – IX. En. Mélécasse. Lo. – X. Trépane. Solo. – XI. Anime. Gel. Cep. – XII. Voltaire. Muer. – XIII. Are. Gober. Er. – XIV. Rein. Nœuds. – XV. Ebriété. Tnexat (taxent).

Verticalement

1. Périscope. Avalé. – 2. Agencement. Or. – 3. Pot. Aar. Râleur. – 4. Etalonnement. – 5. Tibias. Epiaire. – 6. Isl (lis). Salami. Et. – 7. Etisie. Energie. – 8. Résistance. Eon. – 9. St. RN. – 10. Rétrécissement. – 11. Dame. Ness. Luron. – 12. Bêlant. Es. E.E. – 13. Cane. Ers. Ocreux. – 14. Lit. Oseille. RDA. – 15. Essor. Sloops. St.

GUY BROUTY.

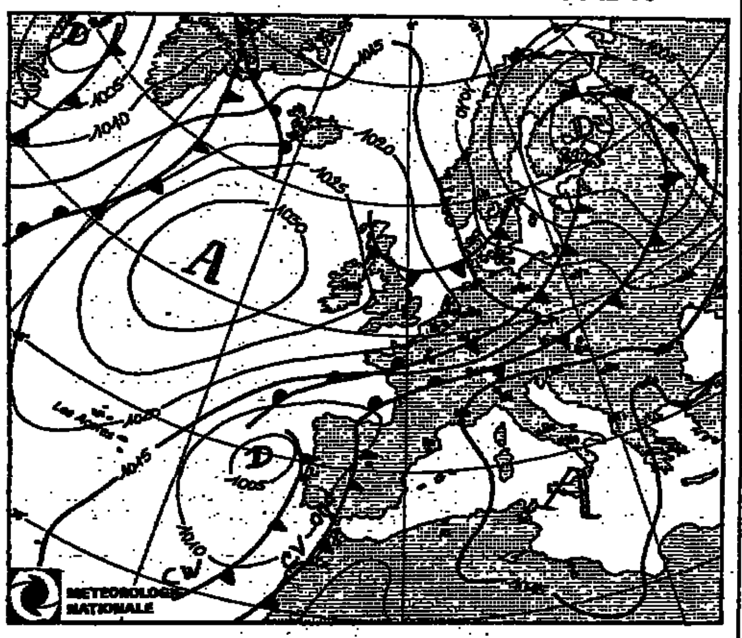
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES



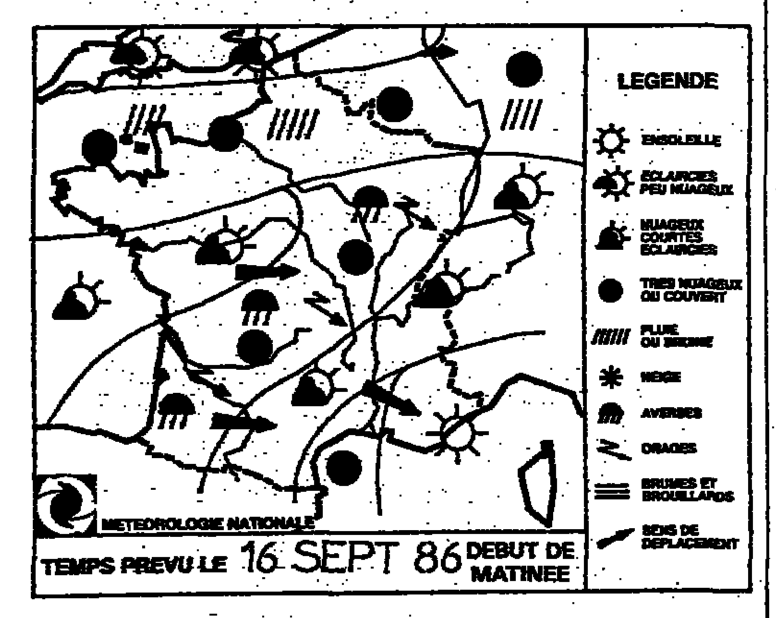
« Services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 septembre à 0 heure et le mardi 16 septembre à 24 heures.

La France reste soumise à un flux perturbé de sud-ouest. L'air chaud et instable continuera à affluer sur la moitié sud du pays tandis qu'un rafraîchissement gagnera petit à petit le nord du pays.

Mardi, c'est un temp couvert et pluvieux qui régnera dès le matin de la Bretagne à la Normandie, au Bassin Parisien et aux Ardennes. Les pluies s'atténueront quelque peu dans l'après-midi en gagnant les Pays de la Loire, le Centre et le Nord-Est.

Des orages parfois violents éclateront le matin de l'Aquitaine au Centre et au Nord-Est. Ils s'étendront en journée puis en soirée aux Pyrénées, au Massif Central et aux Alpes.

L'extrême nord et le sud-est du pays, plus favorisés, bénéficieront de belles éclaircies, en particulier de la Corse à la Côte d'Azur, où le soleil brillera largement. Toutefois, une couverture nuageuse importante se constituera temporairement au lever du jour près du golfe du Lion. Les températures minimales s'abaisseront partout de 1 à 3 degrés, avec 8 à 13 degrés sur la moitié nord, 15 à 20 degrés sur la moitié sud, et les températures maximales varieront entre 16 et 19 degrés sur la moitié nord, 25 et 28 degrés sur la moitié sud.

Le vent soufflera modérément sur l'ensemble du territoire.

LEGENDE

ENSOLEILLE

ECLAIRCIES PEU NUAGEUX

NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES

TRES NUAGEUX OU COUVERT

PLUIE OU BRUINE

NEIGE

AVERSES

ORAGES

BRUMES ET BROUILLARDS

SENS DE DEPLACEMENT

METEOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE 16 SEPT 86 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima
Valeurs extrêmes relevées entre le 14-9-1986 à 6 h TU et le 15-9-1986 à 6 h TU

Temps observé le 15-9-1986 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	27	15	S
BIARRITZ	31	22	C
BORDEAUX	30	18	C
BOURGES	24	17	O
BREST	14	12	P
CAEN	18	14	P
CHERBOURG	16	12	P
CLERMONT-FERR.	25	15	N
DIJON	23	15	B
GRENOBLE St-M-H	27	16	S
LILLE	21	12	C
LIMOGES	24	16	O
LYON	27	20	C
MARSEILLE-MAR.	26	20	S
NANCY	22	17	P
NANTES	21	17	O
NICE	25	19	C
PARIS-MONTS.	21	16	P
PAU	32	16	N
PERPIGNAN	26	19	N
RENNES	19	13	P
ST-ÉTIENNE	27	30	N
STRASBOURG	21	17	P
TOURS	23	16	P
TOULOUSE	31	21	N
POINTE-À-P.			

ÉTRANGER

ALGER	34	18	S
AMSTERDAM	16	8	C
ATHÈNES	30	22	S
BANGKOK	33	26	N
BARCELONE	28	18	S
BELGRADE	29	15	S
BERLIN	23	11	P
BRUXELLES	20	11	C
LE CAIRE	35	21	S
COPENHAGUE	14	7	S
DAKAR	30	25	N
DELHI	34	26	S
DJERBA	31	15	C
GENÈVE	24	4	B
HONGKONG	32	27	S
ISTANBUL	25	18	S
JÉRUSALEM	27	18	S
LISBONNE	21	19	O
LONDRES	16	9	C
LOS ANGELES	23	17	S
LUXEMBOURG	19	14	B
MADRID	29	17	N
MARRAKECH	33	20	S
MEXICO	25	10	B
MILAN	25	18	C
MONTRÉAL	19	3	N
MOSCOU	14	2	B
NAIROBI	23	23	C
NEW-YORK	20	13	S
OSLO	12	6	P
PALMA-DE-MAL.	31	16	S
PÉKIN	27	14	N
RIO-DE-JANEIRO	28	20	S
ROME	27	16	S
SINGAPOUR	31	23	S
STOCKHOLM	14	7	P
SYDNEY	15	15	A
TOKYO	24	21	A
TUNIS	31	22	N
VARSOVIE	14	11	N
VENISE	24	20	B
VIENNE	26	17	N

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Daniel GOTHEIL**
et *Cécile, née MUNZ*
et Gustave

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alice, Dinah,

le 2 septembre 1986.

16, cour Debille,
75011 Paris.

Décès

— **Madeleine AUBIN,**

fille de M. Abel Aubin,
inspecteur général honoraire de l'instruction publique, commandeur de la Légion d'honneur,
Et de Marguerite Fleys, son épouse,
née à Aurillac, le 2 juin 1905,

a été rappelée à Dieu, le 12 septembre 1986, réconfortée par les sacrements de notre Sainte Mère l'Eglise.

Ses obsèques seront célébrées par le Père Fleuriot de Langle, le jeudi 18 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard.

Elle sera inhumée à Aurillac, parmi les siens.

De la part de
Sa sœur, le docteur Hesse-Aubin,
Ses neveux, Anne-Marie et Pierre Morand,
Olivier de Tullata et Faustine.
Des familles Aubin, Fleys, Boucet, Hesse.

Pas de fleurs. Aumônes pour les pays de la faim.
Priez pour elle.

« Qui mange ma chair et boit mon sang a la vie éternelle et je le ressusciterai au dernier jour. »
(Saint Jean-VI, 54-55.)

Le présent avis tient lieu de faire-part.

17, rue de Phalsbourg,
75017 Paris.
17, rue du Colonel-Oudot,
75012 Paris.

— Les familles Audebert, Petit et de Tiberge

ont la douleur de faire part du décès de

M. Harold AUDEBERT,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de la santé publique,

survenu le 9 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les cérémonies religieuses et l'inhumation ont eu lieu le 11 septembre, à la Guadeloupe.

Boîte postale 89,
97153 Pointe-à-Pitre Cedex,
(Guadeloupe).

— **M. Philippe CANET,**
et Mme, née Aline Roux

ont la douleur de faire part de la disparition de leur fils

Paul,

décédé accidentellement, le 31 août 1986, à l'âge de vingt-deux ans,
et remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie et ont associé leurs prières aux leurs.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 septembre, en l'église de Ségrie (Sarthe).

6, allée du Cèdre,
92290 Châtenay-Malabry.

Celui qui forme les montagnes,
Qui crée le vent,
Qui fait connaître à l'homme sa pensée,
Qui, des ténèbres, produit l'aurore,
Qui marche sur les hauteurs de la terre,
Le Dieu de la Vie, c'est son nom.
(Amos IV, 13.)

Matthieu CASALIS,
philosophe et théologien,

nous a quittés, à l'âge de quarante-cinq ans, le 6 septembre 1986, à Albuquerque (New-Mexico, USA).

De la part de
Dorothée et Georges Casalis,
ses parents,
Sa famille,
Ses proches,
Ses amis.

Selon son souhait, des dons peuvent être faits à la CIMADE, CCP Paris, 4088 87 Y.

6, place Aristide-Briand,
60400 Noyon.

— M. et Mme Pierre Thibierge,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Paul-Marie Gerber
et ses enfants,
Mlle Gabrielle Gerber,
M. et Mme Gilles Le Theule
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de leur père, grand-père, arrière-grand-père,

M. Robert GERBER,

dans sa quatre-vingt-huitième année, le 12 septembre 1986, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Sermaise, le mardi 16 septembre, à 9 heures.

Moulin de la Mercerie,
91530 Sermaise.
78, boulevard Saint-Michel,
75006 Paris.
105, rue du Général-Leclerc,
72300 Sable.

— Angers.

L'évêque d'Angers,
Le conseil épiscopal,
Le conseil presbytéral,
Et les membres du chapitre de l'église cathédrale,
Les prêtres, religieux, religieuses, en particulier les religieuses de l'évêché et les Petites Sœurs des pauvres,
Et l'ensemble de l'église diocésaine,
La famille et les nombreux amis,

recommandent à votre prière

Mgr Henri MAZERAT,
évêque d'Angers de 1962 à 1974,

endormi dans la paix du Seigneur, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le dimanche 14 septembre 1986, fête de la Croix glorieuse, au terme d'une longue maladie, vécue dans la foi et le service de l'Eglise.

L'eucharistie des obsèques sera célébrée le mercredi 17 septembre, à 15 heures, en la cathédrale d'Angers, où sera inhumé le corps de Mgr Mazerat.

— Sa famille et ses amis

ont le regret de faire part du décès de

M. Maurice MÉNACHÉ,
inspecteur général de recherches,

survenu le 9 septembre 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Mme Jacques Pfeiffer,
son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Ulmann,
M. et Mme Didier Pfeiffer,
ses enfants,
Rémi et Yves Ulmann,
Patrice Pfeiffer
et sa fiancée, Sophie Louapre,
Sandrine et Célia Pfeiffer,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Me Jacques PFEIFFER,
avocat honoraire
à la cour d'appel de Paris,
ancien membre du conseil de l'ordre,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 9 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, selon la volonté expresse du défunt.

5, rue Dufrénoy,
75116 Paris.
11, rue Margueritte,
75017 Paris.
38, rue de Courcelles,
75008 Paris.

— Le docteur Yaovi Emile Randolph, secrétaire général du Club d'Afrique,
Et Mme veuve Adeline Randolph, née Cottin,

ont le grand regret de faire part du décès de leur père et époux

Léopold Pierre RANDOLPH,
inspecteur primaire honoraire,
directeur-fondateur
du collège moderne Randolph,
commandeur dans l'ordre du Mono
de la République togolaise,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques
de la République française,

survenu à Lomé, le 28 août 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Aného, le samedi 13 septembre, après une messe pontificale en la cathédrale du Sacré-Cœur de Lomé (Togo).

Une messe de requiem sera célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue de Lomé (Togo), le samedi 20 septembre, à 7 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maison mortuaire : 28, avenue du Champ-de-Courses,
BP 796, Lomé (Togo).

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Suzanne RÉMOND,
agrégée de l'Université,

survenu le 11 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-unième année.

De la part de
Ses neveux,
M. et Mme Pierre Rémond,
Le docteur et Mme Pierre Jockey,
M. et Mme Michel Rémond,
M. et Mme Paul J. Rémond,
M. et Mme Yann P. Rémond,
M. et Mme Bernard M. Rémond,
Sa belle-sœur,
Mme P. E. Rémond,
Ses petits-neveux et arrière-petits-neveux,
Mlle Armandine Derouet.

La messe sera célébrée le mardi 16 septembre, à 11 heures, en l'église d'Andilly, près de Montmorency (Val-d'Oise), et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

7, rue de Saint-Senoch,
75017 Paris.
4, rue Dumont-d'Urville,
13008 Marseille.
Sydney, Australie.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Patrice Bekus

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Berthe TERRONT,
artiste lyrique,

survenu le 30 août 1986.

50290 Breville-sur-Mer.

— Lyon. Ranchal. Genilac. Boulogne-sur-Seine.

Mme René Verchery,
Les familles Verchery, Cantat, Cathelin, Autin, Canale, Jonard,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René VERCHERY,

survenu à l'âge de soixante-treize ans.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Bruno, à Lyon (1er), le mardi 16 septembre 1986, à 10 heures.

Condoléances sur registre.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

110, boulevard de la Croix-Rousse,
69001 Lyon.

Anniversaires

— Elise Devaux et Henri Morin rappellent à tous ceux qui l'ont connu et aimé le décès, le 16 septembre 1936, de leur frère,

Joseph DEVAUX,
dit Pepito,
docteur ès sciences,
attaché à l'observatoire du pic du Midi,

à l'âge de trente-quatre ans.

En mission dans l'équipe du docteur Charcot au Groenland.
Disparu dans le naufrage du *Pourquoi-pas ?*, en Islande près de Reykjavik.

« Heureux ceux qui ont le cœur pur car ils verront Dieu. »

25, rue Tronchet,
75008 Paris.

Remerciements

— Les enfants d'Alexandre et de Suzanne CHAULET remercient tous ceux et celles qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur mère, survenu le 31 août 1986, à Alger.



Le Monde CADRES

PRODUITS DE LUXE

Directeur HF

Une société de création et d'édition d'articles "haut de gamme" pour cadeaux d'affaires : CA actuel 10 millions, bien introduite auprès des entreprises de premier plan offre un poste intéressant à candidat dynamique et performant.

Responsable d'un centre de profits, le titulaire du poste devra allier le goût au sens des affaires, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, il ou elle devra disposer d'une expérience de manager de bon niveau à dominante commerciale de préférence dans le secteur des produits de luxe.

Poste à Paris.

Rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous réf. TE 100 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

GRANDE BANQUE NATIONALE

Nous sommes l'une des Banques les plus performantes en France. Pour poursuivre notre développement, nous renforçons l'encadrement de notre réseau d'Agences et nous recrutons des

EXPLOITANTS CONFIRMÉS
CLASSE V, VI, VII ou VIII

Suivant leur formation et leur expérience, ils prendront la tête d'une Agence ou d'une Unité commerciale qu'ils devront animer et développer.
Leur réussite dans ces fonctions leur permettra d'évoluer vers de plus larges responsabilités au sein de l'Exploitation ou dans d'autres départements de la Banque.
Postes à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.
Discrétion absolue garantie.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo
sous référence 3630, à notre Conseil :
CEPIAD, 135, Avenue de Wagram, 75017 PARIS

POLYMERES

X, ECP, Mines, PC...

Développement de procédés

Un groupe chimique de premier plan rattaché à une des premières entreprises françaises, offre un poste d'Ingénieur Développement procédés dans le cadre de projets ambitieux et au sein d'une équipe performante.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur diplômé d'une grande école généraliste *ayant une première expérience industrielle dans le domaine du génie* chimique (procédés, ingénierie, démarrage d'ateliers ou production).
Il aura un très bon niveau scientifique et technique, mais aussi le tempérament d'un opérationnel et une bonne autonomie.
Larges perspectives d'évolution dans le Groupe.

Poste : ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. KR 151 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec





71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Chef de Personnel... potentiel D.R.H.

Filiale française d'un important Groupe international, nous développons avec succès nos activités dans le domaine de la chimie-pharmacie.

Nous recherchons actuellement notre Chef de Personnel... ... Une réelle opportunité pour vous qui maîtrisez déjà bien les techniques de la fonction et aspirez à évoluer dans un Groupe aux activités et styles très diversifiés.

Votre première mission sera de prendre en charge **l'Etablissement le plus important, — le siège et les forces de vente (en tout, 1 300 personnes) — pour les aspects de relations et conseils auprès de la hiérarchie, ainsi que la gestion du personnel. Vous pourrez par la suite étendre largement vos responsabilités.**

Vous avez au moins 30 ans et hormis toutes les qualités indispensables à la fonction, vous serez une force de proposition dans un environnement où les qualités humaines et les compétences sont heureusement associées.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/POT/LM, à notre Conseil, qui vous garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE MOYENNE A RÉSEAU NATIONAL

recherche

pour Montpellier

DES CONSEILLERS DE CLIENTÈLE PRIVÉE

- **VOUS** avez un bon niveau de culture générale (Bac + 2).
- **VOUS** avez déjà une expérience commerciale même courte et le goût du contact.
- **VOUS** êtes jeune et dynamique.
- **VOUS** cherchez un poste à responsabilité dans une entreprise en expansion.

Envoyez c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 7.510 M
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

GROUPE PHARMACEUTIQUE IMPORTANT

recherche

JEUNE ATTACHÉ DE DIRECTION
(HEC, ESSEC, ESCAE)

L'option gestion pour laquelle vous avez opté, vous permet d'appréhender tous les problèmes de l'entreprise touchant aux domaines financiers, juridiques, sociaux, informatiques, industriels, stratégiques et généraux. Votre esprit d'analyse, votre capacité de réflexion, votre goût pour la recommandation feront de vous l'interlocuteur estimé de notre Président.

Notre secteur économique, notre santé financière, notre développement tant en France qu'à l'étranger doivent vous séduire. Nous sommes en mesure de vous assurer une évolution de carrière très intéressante au sein de nos structures.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8456 à Monique LECOQ, Département Cadres du Cabinet SELEPHAR - 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Sélephar

HERCULES Un grand dans la chimie et dans les systèmes. Une équipe à taille humaine en France.

Grâce à la qualité de nos produits et au dynamisme de notre équipe de vente, nos clients ont technologiquement progressé; ils attendent encore beaucoup de nous.

INGENIEUR
ASSISTANCE TECHNIQUE ET VENTE

Prenez en main progressivement, après une solide formation pratique, une gamme de produits spécialisés dans l'industrie du papier, généralement leaders sur leur marché.

Informez vos clients sur nos produits actuels et nouveaux, assistez-les étroitement en conduisant vous-même des essais sur lignes de production, développez vos ventes, assurez les liaisons client-usine-marketing.

Jeune ingénieur (chimie, papeterie, mécanique...) ou équivalent, parlant anglais, vous êtes prêt à assumer des responsabilités importantes dans une fonction ouverte, formatrice et autonome.

Adresser lettre, CV, rémunération, sous réf. M 129 à
M. d'Aboville, Résonance 80, rue Taitbout 75009 Paris

résonance

400 000 F +

Filiale du Groupe PETIT BATEAU, notre Entreprise, installée à Châteauroux, est spécialisée dans la confection de vêtements pour enfants : chemises, chemisiers, pantalons, ...
Avec un effectif de 380 personnes et un outil de production moderne, nous réalisons un chiffre d'affaires de 190 MF, dont 30 % à l'export (USA, Belgique, Grande-Bretagne, RFA).
Aujourd'hui, nous recherchons notre



DIRECTEUR COMMERCIAL

dont la mission sera de conduire notre politique commerciale, la faire appliquer sur le terrain en animant la Force de Vente, et développer nos ventes à l'étranger.
Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un vrai manager, professionnel de la vente et de l'encadrement d'une équipe commerciale, connaissant bien la distribution traditionnelle. Agé d'environ 40 ans, il sera de préférence diplômé d'une Grande École de Commerce ; la pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand constituant un atout supplémentaire.
La rémunération, de l'ordre de 400 KF, sera négociée en fonction de la valeur du candidat retenu, qui devra résider à Châteauroux ou à Paris.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo), sous la référence LM 501, à notre Conseil Philippe GOMBEAUD

COPERS 1, rue Moncey - 75009 PARIS.

BANQUE MOYENNE A RÉSEAU NATIONAL

recrute

● Pour Lyon

L'ADJOINT AU DIRECTEUR D'AGENCE

Chargé plus spécialement de gestion d'entreprises
Une expérience bancaire de plusieurs années
est évidemment indispensable

● Pour son siège parisien

UN ANALYSTE RÉDACTEUR

des crédits consentis aux entreprises

Les deux candidats devront avoir une formation supérieure et une volonté d'évolution.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions
sous n° 7.509 M, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Une société d'assurances, à vocation professionnelle (1 500 personnes, plus de 2 MM de CA), recherche dans le cadre d'une restructuration, un spécialiste de haut niveau pour diriger son département organisation (une dizaine de cadres) en tant que

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (A.M. ou équivalent).

Vous possédez 15 ans de vie professionnelle vous ayant permis d'acquérir l'expérience de l'OST, la pratique du BTM, d'abord dans le milieu industriel puis dans le secteur tertiaire et d'être l'interlocuteur reconnu des structures informatiques.

Vous êtes à même de diriger et de motiver une équipe compétente et d'entretenir avec les directions de services une haute qualité de communication : c'est dire que l'on attend de vous une forte personnalité.

Votre mission principale sera d'analyser en permanence l'organisation du travail dans les unités décentralisées et les services du siège – méthodes de travail, circuits des imprimés, contenu des postes de travail... – dans le but de concevoir, mettre en place et faire évoluer des structures, des systèmes, des méthodes et règles de fonctionnement pour optimiser les objectifs de la direction générale.

Vous devrez également travailler en étroite liaison avec les études informatiques où vous vous impliquerez dans les décisions (appréciation de la qualité, des délais et des coûts).

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5967 M à Roland Gardeux - Sérifo - 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.





Membre de Syntec

Le Monde
CADRES

Société d'aménagement urbain

recherche

POUR RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(École nationale des ponts et chaussées de préférence).
Environ 30 ans.

Il aura pour mission :

1) D'ASSURER auprès du directeur général le suivi :
- Des activités externes de la société : études et réalisations d'urbanisme, montage d'opérations de construction (aspects administratifs, juridiques et financiers);
- Des problèmes de fonctionnement interne.

2) D'ASSURER la responsabilité personnelle de certains dossiers, voire certains services.

Ce poste sera offert à un candidat capable de faire preuve de dynamisme, d'autonomie, d'une grande rigueur, de qualités rédactionnelles reconnues.

Une facilité exceptionnelle d'adaptation à un groupe de travail déjà existant sera un atout indispensable.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) sous nº 7 525 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Une importante entreprise industrielle de l'EURE, en forte expansion, travaillant en feu continu, recherche pour son service entretien :

UN CHEF D'ATELIER ÉLECTRICITÉ ET INSTRUMENTATION

(Réf. 60 630)

Il aura à coordonner une équipe de 30 personnes, chargée de maintenir le matériel électrique et l'instrumentation en état.
Formation BTS électronique ou C.R. ou C.I.R.A., connaissances en électricité (30 KV puissance 15 MVA, 3 alternateurs puissance totale 31 MVA) et en instrumentation, afin de travailler en collaboration avec le technicien en informatique industrielle dans le cadre de la modernisation de l'usine.
Minimum 5 ans expérience.

UN TECHNICIEN EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(Réf. 60 631)

Il sera chargé de la conception et de la maintenance des schémas sur systèmes numériques : Modumat 800 Schlumberger couplés à des calculateurs DEC et à des automates programmables. Homme système, il aura aussi à former le personnel instrumentation. Formation BTS électronique ou C.R. ou C.I.R.A. Expérience 3 ans minimum.

Envoyer c.v. complet, photo, salaire demandé et disponibilité à Marc HEDAN (indiquer réf. 60 630 ou 60 631) C.F.P.E.) B.P. 3 532, 27035 ÉVREUX CEDEX.
Discrétion et réponse assurées.

C.F.P.E.

Honeywell

recherche

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

pour sa filiale
COMETA à GRENOBLE (160 personnes)
qui développe, fabrique et commercialise des produits électroniques de haute technologie.

Dépendant du directeur financier de l'unité concernée. Sa mission sera notamment de définir, mettre en place et assurer le suivi d'une comptabilité analytique de production en liaison avec les différents services de la société et le siège du groupe en France.

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 4 à 5 ans en milieu industriel, aimer le travail en équipe et être motivé par le résultat de son action personnelle.

Maîtrisant la pratique de l'anglais, il devra justifier d'un potentiel lui permettant une évolution de carrière dans le groupe.

Les candidatures sont à adresser à Monsieur le Directeur administratif et financier

Honeywell

4, avenue Ampère, 78391 Bois-d'Arcy Cedex.

Afin d'assurer l'expansion de notre activité informatique nous recherchons

UN ORGANISATEUR

Chargé lors de l'implantation de progiciels de gestion auprès de PME-PMI :
- De mettre en place les procédures d'utilisation ;
- De former et conseiller les utilisateurs.

Il aura la responsabilité des dossiers clients qui lui seront attribués.

Formation souhaitée :
- DECS + formation supérieure de gestion ;
- Expérience de l'entreprise.

Grande mobilité nécessaire.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à : E.O. Carrières - 31, rue Delizy, 93500 Pantin, réf. ORG. 986.

ECP, AM, INSA...

Futur interlocuteur des grands constructeurs automobiles européens

Société française, de réputation internationale, filiale d'un grand groupe, recherche pour son département prototypes de carrosserie automobile (100 millions de F de CA) doté de moyens sophistiqués (CAO, découpe au laser, robotique...), un Ingénieur diplômé à dominante mécanique, ayant une première expérience industrielle (environ 2 à 3 ans).

Dans une première période (1 à 2 ans), il assistera le Directeur de l'unité de production pour la mise en place de nouveaux investissements de haute performance et l'organisation de la production sur un nouveau site.
Au-delà, il lui sera confié des responsabilités opérationnelles progressivement de plus en plus importantes dans le domaine technico-commercial.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de bon potentiel, intéressé par la technique mais disposant également d'excellentes capacités relationnelles et maîtrisant une langue étrangère (si possible l'allemand).
Lieu de travail : banlieue nord Paris.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. OD 109 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Un responsable commercial

de bon potentiel pour un secteur d'avenir : la logistique

Une société française ayant de très bons résultats et en expansion, qui étudie, réalise et loue des installations industrielles destinées à la logistique, recherche un Responsable Commercial.

Directement rattaché au Chef du Département Commercial et intégré à une petite équipe performante, il sera chargé de développer une clientèle en France et en Europe : prospection, négociation des contrats de longue durée, suivi des affaires.
Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou niveau équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie dans la vente à une clientèle industrielle, de services ou d'équipements, capable :
- d'étudier les affaires avec rigueur et de les mener avec dynamisme,
- de s'affirmer comme un interlocuteur reconnu et de conseil auprès d'une clientèle de grandes entreprises.

Connaissance de langues étrangères appréciée.

Poste à Paris. **Rémunération : 180.000 F.**

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. BI 143 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



ESC et/ou DECS

consolidation – contrôle assistance

Un groupe industriel (1.500 personnes - plusieurs établissements en France et filiales à l'étranger) leader mondial dans sa branche et faisant partie d'un des premiers groupes français, recherche un Cadre Comptable de bon niveau.

- Il sera directement chargé de la consolidation mensuelle, des déclarations fiscales, du suivi des honoraires.
- Il collaborera étroitement avec le chef de service, pour veiller à l'application des procédures, participer aux travaux d'arrêté des comptes et d'audit.

Ce poste conviendrait à un candidat DECS, ayant 5 ans d'expérience (dont si possible deux ans en Cabinet), rigoureux, organisé, de bon contact et connaissant l'anglais.

Poste : Paris-La Défense.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. FM 147 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Jeunes ingénieurs fort potentiel

assurez des responsabilités opérationnelles en usine

Nous sommes une société française performante ayant des usines modernes et à taille humaine et faisant partie d'un grand groupe renommé.

Nous attachons un soin tout particulier à la valeur de notre encadrement, à la cohésion de nos équipes et nous préparons nos structures futures de direction.
Nous offrons deux postes particulièrement formateurs à de jeunes Ingénieurs débutants ou ayant une première expérience en usine.
Vous assumerez d'emblée des responsabilités opérationnelles : animation de personnel de fabrication, progrès technique, gestion vous permettant de faire vos preuves sur le terrain et d'évoluer rapidement.
La réussite dans ces postes impliquent :
- une formation grande école ECP, Mines, AM...,
- de solides connaissances en automatismes, électricité, mécanique,
- des qualités d'animation, d'initiative, de pragmatisme.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand nécessaire.

Postes banlieue est Paris.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. MT 153 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



RHONE-POULENC crée à Lyon un centre d'industrialisation, dont la vocation est d'être l'élément essentiel de développement industriel du groupe. Sa réussite est fondée sur deux facteurs clés : une recherche de procédés imaginative et proche des réalisations industrielles, une ingénierie de réalisation forte et efficace.

Pour les intégrer à ce centre, nous recherchons :

• Un Ingénieur procédés très confirmé et de premier plan

Il aura un rôle moteur et sera à même d'encadrer une ou plusieurs équipes de projets.
Ingénieur grande école, avec une spécialisation génie chimique, il aura dix ans d'expérience, de préférence dans des secteurs "chimie fine" – cette expérience sera polyvalente, avec des dominantes :
- soit recherche et développement de procédés,
- soit assistance technique en usine et démarrage d'ateliers,
- soit études d'ingénierie de procédés au sein d'entreprises industrielles.

Il aura des qualités marquées de rigueur, d'esprit de synthèse, de contact, d'animateur ainsi que de très solides compétences scientifiques et techniques.

référence CJ 144 AM

• Un Ingénieur automaticien expérimenté et de haut niveau

Il sera responsable d'études et de réalisations (jusqu'au démarrage des installations) dans le domaine de la mesure, de la régulation, des automatismes, de la conduite d'unités chimiques par calculateurs.
Il aura une formation ingénieur généraliste grande école et une spécialisation en automatique (ESE, Grenoble, Toulouse).
Il disposera d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans des industries de process, chez des constructeurs ou dans des sociétés d'ingénierie.
Il sera à même de mener plusieurs affaires de front et d'encadrer des équipes.
Il témoignera d'excellentes compétences techniques, de qualités d'organisateur, d'un sens réel des enjeux économiques.

référence DK 145 AM

• Un Ingénieur estimateur véritable professionnel

Il aura :
- une formation et des compétences de généraliste,
- au moins 5 ans d'expérience en estimation et une expérience complémentaire en BE, entretien ou gestion de chantier,
- de solides connaissances en informatique,
- des qualités marquées de rigueur, d'autonomie, de contact.

référence EL 146 AM

Tous ces postes nécessitent la connaissance de l'anglais et ouvrent de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

PUBLIPANEL

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Chef de produits confirmé

élargissez vos responsabilités

Un grand groupe français leader, en développement constant, pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation, recherche un Cadre de Marketing de bon niveau.

Au sein d'une importante division, comprenant plus de quinze centres de profits, il sera le collaborateur du Responsable du marketing, lui-même rattaché au Directeur de la division. Il assurera des responsabilités variées :
- assistance et conseil auprès des chefs de service marketing des centres de profits,
- développement des "outils" de marketing,
- interventions opérationnelles auprès de certaines unités.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC, ayant 5 ans d'expérience marketing.
La réussite dans ce poste implique : dynamisme, mobilité, sens pédagogique.
Les bonnes performances obtenues dans ces fonctions et un réel potentiel d'évolution, peuvent permettre d'évoluer vers l'animation d'un centre de profit.
Poste à Lyon.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. GN 148 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Adjoint du chef des services comptables

Une société de bâtiment et travaux publics renommée (750 personnes) recherche l'Adjoint du Chef des Services Comptables.

Il participera à l'ensemble des activités du service sur les plans technique, animation du personnel, organisation. Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou équivalent, ayant au minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans une société de BTP ou dans une société industrielle, témoignant de bonnes connaissances en fiscalité, dynamique, méthodique et de bon contact.

Poste : Côte d'Azur.

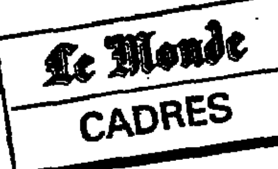
PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. HO 149 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris





Le Monde
CADRES

Concilions votre expérience, votre avenir ... et le nôtre

Filiale française (C.A. 700 MF, 850 pers., 24 points de vente) d'un Groupe international leader dans l'équipement de la maison, nous recherchons un

Responsable Formation

Intégré(e) à la Direction du Personnel, vous détecterez les besoins, élaborerez notre plan de formation et prendrez en charge les différentes phases opérationnelles. En étroite collaboration avec la Direction des Opérations, vous proposerez et réaliserez les méthodes et outils pédagogiques (supports techniques, audiovisuels...) destinés à la formation de l'ensemble de notre personnel. Agé(e) d'environ 30 ans, votre vécu de la formation « terrain » ou de la distribution vous permettra d'être très vite le partenaire opérationnel que nous attendons.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence O/RF/LM, à notre *Conseil Didier LESUEUR.*



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Communication et Publicité

FUTUR DIRECTEUR JURIDIQUE

Cette société est l'un des leaders dans le domaine de la Communication et de la publicité, avec 12 filiales, un CA de 600 Millions de Francs et un effectif de plus de 1 000 personnes. Pour assurer son développement et renforcer ses structures, elle recherche un JURISTE *de haut niveau capable de l'assister.*

En collaboration, durant une courte période, avec le *Responsable du Service actuellement en fonction*, le titulaire de ce poste s'initiera au Droit spécifique de la profession et reprendra l'ensemble de la fonction juridique du groupe.

Pour ce poste éminemment évolutif, nous souhaitons rencontrer un excellent professionnel de 30/40 ans possédant *une parfaite maîtrise du Droit Commercial* et du Droit Civil. Outre ces compétences, le sens de la diplomatie et une bonne aisance relationnelle font partie des qualités qu'il doit posséder.

Un candidat de fort potentiel trouvera dans cette Société, dirigée et animée par une équipe d'hommes jeunes et particulièrement dynamiques, une véritable possibilité de réalisation personnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 36/1719 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Formation et communication au sein de notre service marketing

Nous sommes la Direction des A.G.F. chargée notamment des risques automobile et des multirisques habitation pour les particuliers.
Pour compléter notre **Département Marketing**, actuellement en création, nous recrutons un collaborateur dont le rôle consistera :
- à traduire les stratégies, actions et concepts Marketing de la direction en moyens opérationnels, en préparant pour nos services notamment commerciaux les outils et les méthodes appropriés (*méthodes commerciales, organisation du travail*, méthodes pédagogiques) ;
- à participer à la conception et à la réalisation des **actions de communication** interne et externe quels que soient les médias utilisés et les cibles.

Nous recherchons pour ce poste un candidat possédant une expérience dans ces deux domaines et *maîtrisant également les nouvelles techniques de* communication et de vente ainsi que les diverses possibilités médias.

Si votre expérience et vos aptitudes vous destinent à occuper de telles responsabilités, merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la référence FAG/14M, à notre conseil :

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN

Marketing direct

Création de la fonction - Un important établissement financier, spécialisé dans *le crédit à la consommation et leader dans le domaine des cartes de paiement*, disposant d'une implantation nationale, crée le poste d'assistant "marketing direct". Rattaché à la direction marketing, et en liaison étroite avec les chefs de produit, il sera chargé, à partir d'une connaissance approfondie des marchés, d'identifier et de mettre en œuvre les actions de marketing direct les mieux adaptées à la politique globale de développement - commercialisation de produits nouveaux notamment. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur type ESCAE, justifiant d'une expérience d'au moins deux années des techniques de marketing direct acquise soit en agence soit chez l'annonceur. La volonté d'aboutir à des réalisations concrètes, des qualités de créativité et le sens de la négociation sont indispensables. Le poste est basé à Paris. Ecrire en précisant la référence S 8108M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur de filiale
BORDEAUX

Le «continu» chez HACHETTE, c'est l'impression de documents administratifs et commerciaux pour PME, de liasses et de listings pour ordinateurs, de billets d'avion... C'est pour nous un créneau en expansion aux résultats très positifs grâce à une constante volonté d'innovation accompagnée d'investissements importants dans les 4 unités de Limoges, Cholet, Bordeaux et Romans qui font avec 220 personnes 180 MF de CA.
A la suite d'une mutation, nous recherchons le directeur de notre unité de Bordeaux.

Ingénieur (IDN, ENSI, ICAM...) et bon gestionnaire, vous avez une expérience de 5-6 ans d'un centre de profit fabriquant des produits techniques en séries unitaires, et vous êtes désireux d'élargir votre action pour prendre en charge *l'ensemble d'une unité sous tous ses aspects : conception* et lancement de nouveaux produits, animation du personnel, gestion, organisation, amélioration de la production.

Vous assumez en même temps la fonction commerciale, pilotez votre force de vente, assurez le marketing de vos produits et les relations avec les principaux clients.
Ce poste peut permettre une évolution dans la Branche industrielle du Groupe.

Voulez-vous nous écrire rapidement, sous réf. 6065 M, au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er, 75008 Paris.



HACHETTE



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE

CADRE RESPONSABLE du SECTEUR «PAYS D'AMERIQUE DU NORD»

Vous avez un tempérament **COMMERCIAL, DYNAMIQUE et IMAGINATIF.**
Votre **formation supérieure**, votre **expérience bancaire internationale de 5 à 8 ans**, de préférence avec les pays anglo-saxons, ont *été enrichies d'une connaissance approfondie* :
- soit des opérations financières (fusions, acquisitions),
- soit des prestations de trésorerie/change,
- soit des produits spécifiques *complémentaires (leasing, forfaiting).*

En liaison directe avec le Responsable des pays de l'O.C.D.E., vous participerez à la définition de la politique sur cette zone et serez chargé de *développer les relations avec les sociétés industrielles et* commerciales et également avec l'ensemble du système bancaire nord-américain.
Vous avez une **pratique courante de l'anglais et** *si possible d'une* autre langue.
Le poste implique de fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 12328 à BUE, Service du Recrutement, 75107 Paris Cedex 02.

CONTESSE

Jeune consultant(e), conseil en ressources humaines

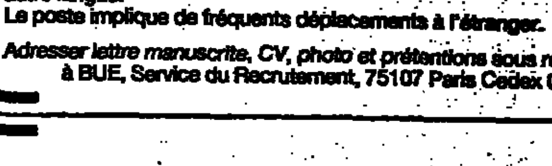
Au sein de l'activité Ressources Humaines de PEAT MARWICK, nous sommes spécialisés dans la recherche et la sélection de cadres expérimentés, par annonce ou par approche directe. Notre objectif premier est d'apporter à nos clients un véritable service de conseil correspondant à l'image et à l'éthique de notre firme.
Le développement de notre activité, le nombre de nos missions et la diversité des entreprises qui nous font confiance nous conduisent à intégrer un(e) jeune consultant(e).
Formé(e) à nos méthodes, vous prendrez ensuite au sein de notre équipe, la responsabilité complète de missions : contacts avec les clients, définition et mise en œuvre des stratégies de recherche, conduite des entretiens et présentation des candidats.
A 25 ans au moins, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (E.S.C., Maîtrise de Gestion, de Sciences Humaines ou Economiques) et vous parlez l'anglais. La fonction personnel et le recrutement vous intéressent, vous en avez une première expérience d'un à deux ans.

Nous exerçons un métier difficile et exigeant, ouvert sur l'ensemble des secteurs économiques. Nous le pratiquons en équipe, avec rigueur, mais aussi avec enthousiasme, dans un environnement composé de spécialistes de haut niveau où vos résultats déterminent votre évolution.
Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à Georges KRASNOVSKY qui vous assure de sa totale discrétion. PEAT MARWICK - référence 930/48 - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE



PEAT MARWICK
Stratégies et Ressources Humaines

Organisation et Publicité



BANQUE WORMS

Filiale de l'UAP, nous sommes une banque à vocation internationale et offrons à *la fois des services d'une banque commerciale, d'une banque* d'affaires et d'une banque financière.
Implantée dans 58 pays, nous avons en France un réseau de 30 agences.
Nous recherchons :

L'ADJOINT AU DIRECTEUR
de notre Agence de GRENOBLE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - IEP... + ITB). Vous avez environ 35 - 40 ans et au moins 10 années d'expérience dans la banque où vous avez révélé vos goûts et vos aptitudes pour le développement des affaires.
Actif, dynamique, entreprenant, vous souhaitez affirmer votre potentiel dans un poste à haute responsabilité.
Vous êtes mobile, déjà implanté en région Rhônes-Alpes ou prêt à y aller, puis à repartir ailleurs éventuellement plus tard.
Vous pratiquez avec aisance la langue anglaise.
Nous vous offrons un environnement professionnel de prestige et évolutif.
Merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), en indiquant la référence 9121 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

28 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

Secrétaire général
300.000 F.



Restaurants de France
Philippe Durrèche

Holding regroupant 8 filiales, nous sommes l'une des sociétés les plus performantes en **restauration d'entreprise.** Avec 600 personnes pour un C.A. de 120 Millions de Francs, notre ambition est de doubler *nos résultats dans les quatre ans à venir.*

Face à ce challenge, nous renforçons nos structures en **créant le poste de Secrétaire Général.**
Rattaché à la Direction Générale, vous mettez **vos compétences au service des opérationnels** et avez pour mission de :
- traiter l'ensemble des aspects juridiques du groupe : droit des sociétés, droit des affaires, tenue des assemblées et conseils...
- élaborer, mettre en place et contrôler les procédures administratives à tous les niveaux,
- suivre et faire évoluer les moyens informatiques de gestion,
- prendre en charge *les dossiers de financement et de crédit* ainsi que les relations avec les banques.

Agé d'au moins 40 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion (IEP - ESC...), vous avez acquis en PME une solide expérience de la fonction. Vos talents de rigueur, d'organisation et de diplomatie, sont autant de motivations pour créer cette fonction au *sein de notre groupe, dont le siège est basé à Houilles.*

Gilbert Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la réf. 8611

GR&P **Gilbert Raynaud & Partners**
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 18 avenue des Champs-Elysées 75008 Paris. Tél. (1) 47.23.78.20.



Le Monde
CADRES



Le Monde
CADRES

Rédacteur contentieux sinistres — HF

Nous sommes une Compagnie d'Assurances IARD importante et nous offrons un poste de Rédacteur Contentieux Sinistres RC, dont le rôle sera de conseiller et guider nos délégations *régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres et d'assurer*, en liaison avec ces délégations régionales, la gestion des sinistres importants, notamment corporels. Ce poste convient à un(e) candidat(e) titulaire au minimum d'une licence en Droit et ayant au moins 5 ans d'expérience similaire dans une compagnie d'Assurances. Lieu de travail : banlieue Est (desservie par RER). Poste stable et comportant des perspectives d'évolution. Horaires souples. *Restaurant d'entreprise. Merci d'adresser lettre man.* et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération, s/réf. 11738/M à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — PUBLIVAL



FEUTRES POUR MACHINES A PAPIER — *ANGOULEME*

Responsable des ventes Allemagne

Filiale d'un groupe américain, nous sommes le premier fabricant français de feutres pour machines à papier et nos activités sont largement tournées vers l'export (60 % du CA).
Désireux de renforcer notre présence sur le marché allemand, nous y créons le poste de **Responsable des Ventes**.
Basé dans un premier temps à **Angoulême** puis, à terme, en Allemagne, votre mission comprendra aussi bien le développement de la clientèle que la négociation des marchés de renouvellement de fournitures et l'assistance technique.
Ce poste, qui nécessite la maîtrise des langues allemande et anglaise, convient à un candidat motivé par la promotion de produits de forte technicité, dans un environnement international offrant de réelles possibilités d'évolution.
La prise de fonction sera précédée par une formation aux produits.
Merci d'adresser lettre man., CV et prétentions, sous réf. 4114M à Guy PELLAE
Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS

PUBLIVAL — Membre de Syntec

Une société française (400 personnes - C.A. : 400 MF) très performante sur son marché, commercialisant sur tout le territoire national du matériel de technologie avancée importé d'Europe et des Etats-Unis destiné à une très nombreuse clientèle industrielle, recherche son

Directeur du personnel

Dépendant de la Direction Générale et membre du comité de direction, il sera responsable de l'ensemble de la fonction (négociations, rémunérations, communication, formation, administration, etc...) et de l'animation de ses services (6 personnes) qu'il sera appelé à développer. Il proposera et mettra en place tous les moyens propres à assurer une politique moderne de gestion du personnel. Il supervisera en outre les activités du responsable des moyens généraux.

De formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, professionnel des relations humaines, il aura l'expérience complète de la fonction exercée en établissement industriel et en Siège.
Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser un curriculum vitae détaillé
à Yves BLANCHON,
sous la référence 5127,
17 rue la Rochefoucauld,
75009 Paris.



média-system

MID

Société de conseil en stratégie d'entreprise en forte expansion

- Nous assistons nos clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Nous travaillons à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises performantes.
- Nous intégrons dans notre démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Nous avons la volonté de devenir l'un des leaders du marché.

Nous recherchons des

Jeunes consultants

Diplômés de l'enseignement supérieur
(type grandes écoles commerciales ou scientifiques françaises)

— Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
— Ayant une expérience professionnelle réussie dans les domaines de la stratégie, de la gestion, de la production.
— Maîtrisant parfaitement l'Anglais et une autre langue étrangère (Allemand, Espagnol, Italien).
— Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
— Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

Nous offrons d'importantes possibilités de développement à des candidats de valeur désirant s'impliquer fortement dans la croissance de notre société.

Adresser votre dossier de candidature à Mme Dominique LODS
MID
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc.

Négociateur et gestionnaire : pour optimiser notre service achats

systemedia, *Division autonome du 4ᵉ constructeur mondial d'informatique, nous fabriquons et commercialisons des fournitures et des imprimés de gestion indispensables aux utilisateurs et constructeurs informatiques.*

Responsable des achats

En relation étroite avec les responsables de Production et Marketing, vous définissez les caractéristiques des produits et matières à acheter. Vous en négociez le prix d'achat avec les divers fournisseurs que vous sélectionnez avec soin. Vous veillez à la réduction des coûts et au contrôle *quantitatif et qualitatif* des produits.

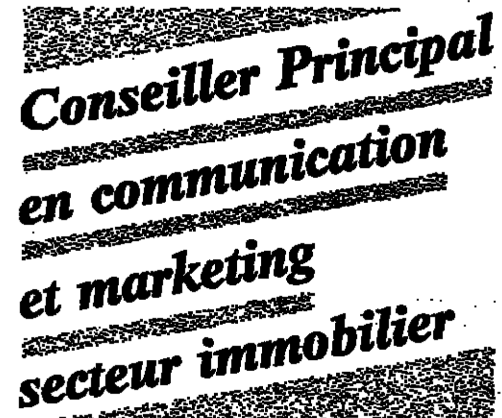
Ceci vous conduit à assurer une gestion efficace des inventaires (acquisition des marchandises en fonction des impératifs de fabrication et de livraison...), et à prendre en charge les problèmes logistiques.

Homme de décision et d'organisation, vos compétences professionnelles dans ce domaine ne sont plus à prouver. Votre aptitude à la communication et votre parfaite maîtrise de l'anglais vous permettront de réussir dans cette mission qui implique de nombreux contacts avec l'étranger.
Le poste est à pourvoir à Amboise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 3489/M, à Francis ETIENNE, Service Recrutement, NCR, Tour Neptune, 20 place de Seine, 92086 Paris-La Défense, Cédex 20.

NCR

média-system



Conseiller Principal, responsable de ces domaines, au sein d'une structure de conseil et d'études immobilières (management, développement produits, commercialisation et communication).
Il aura pour mission de :
- conseiller les organismes promoteurs (marketing, communication, publicité),
- lancer et mettre en œuvre des actions opérationnelles, des outils de promotion et de commercialisation,
- intervenir en prestation de service pour les actions de communication et de promotion,
- participer à des missions d'aide à la commercialisation et de conseil en développement.

Son expérience recouvrira :
- la connaissance de la promotion immobilière,
- l'expérience de marketing dans le cadre d'un réseau (franchise, entreprise décentralisée, etc...).

Le candidat aura une expérience professionnelle d'au moins cinq années et devra s'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire dynamique et innovante.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, *sous référence 3299 M* (à préciser sur l'enveloppe) à :
Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.

PARIS - PORTE DE BAGNOLET
FILIALE DE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE AMÉRICAINE (électronique de pointe)
recherche son/sa

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Assistant (e) du Directeur de la Société
(Administration manager)

Votre expérience de 5 à 10 ans vous a permis de dépasser le stade de secrétaire pour vous impliquer pleinement dans le travail d'une équipe.
Nous cherchons la personne qui prendra en main l'organisation et le suivi des dossiers de la Direction (fournisseurs, social, personnel et relations clients), la *correspondance confidentielle et l'administration générale de l'ensemble de la* Société.
Vous serez responsable de deux secrétaires déjà en place dont vous aurez à assurer le management.
Ce poste nécessite une très bonne formation générale alliée à des qualités prouvées d'autonomie, de polyvalence, d'implication, et de diplomatie pour préparer les *prises de décisions*.
Vous devez être bilingue anglais-français (langue maternelle anglaise ou française), et si possible, avoir pratiqué l'import/export ainsi que la gestion de *commandes*.
Une expérience de quelques années auprès d'un dirigeant d'entreprise et/ou une expérience de management sont des plus.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, curriculum vitae, photographie et prétentions sous pli confidentiel à l'attention de :
Monsieur Loys de LIGNIÈRES
ELECTRO SCIENTIFIC INDUSTRIES
TOUR GALLIÉNI No 1 - 78/80, AVENUE GALLIÉNI
93174 BAGNOLET CEDEX - *Discrétion absolue assurée*

Bleu

MANAGEMENT DE PROJET INFORMATIQUE

Nous sommes la division ingénierie d'un important groupe français. Véritable PME, quant à notre taille et notre esprit, nous sommes également autonome dans la définition et la mise en œuvre de notre politique.
Votre fonction, centrée sur Artemis, système informatique de gestion de projet puissant, consistera :
- A exploiter et optimiser des applications existantes ;
- A manager des chantiers de taille variable en maintenance industrielle ou en travaux neufs ;
- A développer chez nos clients des packages répondant à leur attente.

Le candidat que nous recherchons est soit UN INGÉNIEUR, soit UN BTS ou équivalent, possédant une première expérience en gestion de projet.

Sa motivation pour les outils de gestion sophistiquée (SGBD) pour le consulting seront des atouts.

Vous serez intégré dans une équipe jeune, motivée et fortement impliquée. Mobilité et anglais sont indispensables.

Le poste est basé dans le sud de la France.

Adresser c.v. + photo au **MONDE PUBLICITÉ**, sous nº 8 007 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

POUR SON DÉPARTEMENT COMMERCIAL PLASTIQUE EN FORTE PROGRESSION
UNION CARBIDE FRANCE
recherche

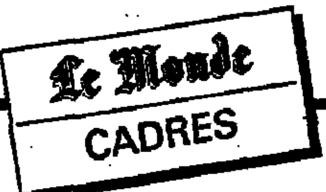
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT OU AVEC 1 OU 2 ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Ambitieux, dynamique, aimant les négociations commerciales, le candidat disposera d'une large autonomie d'action. L'anglais est indispensable.

Envoyer lettre, CV et photo à :
UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des Etats-Unis
SILIC 214 - 94518 RUNGIS CEDEX



Emplois et Entreprises



AUJOURD'HUI L'EUROPE... DEMAIN?...

Anderson, Squires Ltd. a le plaisir de vous annoncer la création de son département international au service des banques et des institutions financières à l'extérieur du Royaume-Uni.

Pour l'instant, notre département concentre ses activités sur les postes niveau cadres en Europe Continentale, avec très prochainement un développement qui couvrira tous les centres financiers mondiaux.

Notre intention est d'offrir à ces dits marchés, la même compétence professionnelle pour laquelle Anderson, Squires est réputé à travers le Royaume-Uni.

Pour davantage de renseignements, prenez contact avec **Laila Rafique ou Jacqueline Boyd.**

Anderson, Squires Limited, Bank Recruitment Specialists
127 Cheapside, London EC2V 6BU. England.
Tel: 01-606 1706.

Anderson, Squires

Ingénieurs «dimension Gervais Danone»

GERVAIS DANONE

Gervais, Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1er producteur mondial de produits laitiers frais. Qualité, fiabilité et rapidité, trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

L'usine du Plessis-Robinson, 400 personnes, 70 000 tonnes de yaourts par an, est au sein de GERVAIS DANONE l'unité de production *la plus importante et la plus avancée.*
Ingénieurs, vous pouvez intégrer la fonction clé de ce type de fabrication : le conditionnement.

Responsable conditionnement

Réf. C 12/M

Vous prenez en charge 7 lignes de production automatisées et une équipe d'une centaine de personnes avec l'objectif d'améliorer à tous niveaux les conditions de sécurité, qualité, maîtrise des coûts et respect des délais.
Un *challenge qui se gagne avec* des hommes que vous animerez et encadrerez dans un esprit de participation, et un outil que vous ferez techniquement évoluer.
Vous êtes aujourd'hui un ingénieur alimentaire ou généraliste et une première expérience vous a préparé à assumer des responsabilités dans un contexte dynamique et évolutif.

Responsable entretien conditionnement

Ré J 10/M

Douze lignes de conditionnement dont cinq à hautes performances : un outil de production complexe et soumis à un rythme de travail continu. A vous de le maintenir en parfait état de fonctionnement.
Amoureux de la technique, *la «non panne» sera votre objectif. Analyse et réflexion en atelier doivent* vous permettre de faire évoluer l'entretien, du prévisionnel systématique au conditionnel, par une observation et une analyse rigoureuse des phénomènes annonçant la panne.
C'est une mission motivante et évolutive pour un ingénieur grande école à dominante mécanique ayant déjà éprouvé ses compétences de technicien sur machines automatiques et faisant preuve de qualités de gestion et de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran 75381 Paris Cédex 08.

GROUPE BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



SMAbtp

1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche un

Chargé d'Etudes Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE (option statistiques) ENSAE, ISUP..., Débutant ou ayant une première expérience, vous participerez, après une période de formation, au sein de l'équipe, à l'élaboration et à la production des tableaux de bord, à l'étude et à la surveillance des risques, ainsi qu'à l'évolution du système d'information. Connaissance APL appréciée.

Adressez votre dossier de candidature complet sous référence CES à
Madame VIARD - *SMABTP* - 114, Avenue Emile Zola 75739 PARIS CEDEX 15.



A la poursuite de son programme d'expansion

MESSAGERIE ACCÉLÉRÉE FRANCE ET INTERNATIONAL

crée ses nouveaux postes de

RESPONSABLES RÉGIONAUX

POUR

VENDRE - ORGANISER - MANAGER

Spécialisés dans le courrier accéléré, nous lançons sur ce courant fortement porteur notre dynamisme.
De puissants groupes français apportent leur concours à notre politique de conquête.
Vous possédez l'étoffe et l'expérience de la négociation à un niveau élevé, si possible dans la vente de services.
Vous voulez devenir patron de votre région, nous vous en donnerons les moyens.

Ces postes sont à pourvoir à Paris et à Nantes

Notre consultant à PARIS soutiendra votre candidature.
Vous lui écrirez sous la réf. 5180 en joignant photos et C.V. au Cabinet SAGEM - 11, rue Danielle-Casanova, 75001 PARIS.

Institution Financière en rapide expansion, parmi les plus connues en France, recherche pour son bureau de Paris

jeune directeur de clientèle

« Vous avez environ 29 ans, vous avez fait des études supérieures et vous avez quelques années d'expérience professionnelle dans une banque, une compagnie d'assurances, ou toutes autres activités vous ayant permis de posséder de bonnes connaissance des finances d'une entreprise.

De plus, les F.C.P. et valeurs mobilières vous intéressent et vous voulez approfondir vos connaissances de la gestion de patrimoine.

Après formation à nos méthodes, nous vous confierons une clientèle de collectivités déjà existante en vous donnant la responsabilité de son suivi et de son développement.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et prétentions, sous référence 4902-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

SOCIETE d'EDITION JURIDIQUE et FISCALE

recherche
pour son SECTEUR INTERNATIONAL

REDACTEUR(TRICE)

(réf. 8425)

de formation juridique
parfaitement bilingue FRANÇAIS-ANGLAIS
3ème langue souhaitée

pour sa REDACTION FISCALE

JEUNES JURISTES

même **DEBUTANTS**
(réf. 8426)

Ces postes nécessitent un niveau minimum de **MAITRISE DE DROIT**

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en rappelant la référence à
B.E.O. 34 rue de l'Arcade 75008 PARIS

HAY, 1er groupe mondial de conseil en stratégie, organisation et gestion des Ressources Humaines

HAY RHÔNE-ALPES

poursuit son développement en Rhône-Alpes
et recherche pour sa filiale de LYON

2 consultants

Au sein d'une équipe dynamique de consultants ils seront chargés de développer et de suivre une clientèle en réalisant des missions de façon très professionnelle.
Pour ces deux postes, nous recherchons des candidats :
- possédant une formation supérieure et une réelle expérience de l'entreprise à des postes de responsabilité,
- capables de développer leurs activités de conseil avec une grande autonomie, dans le cadre de méthodologies rigoureuses,
- ayant une pratique courante de la langue anglaise.

L'un de ces consultants est appelé à participer au développement, dans notre cabinet, des méthodes de gestion des Ressources Humaines : description, évaluation et classification des postes, politique de rémunération, systèmes de gestion prévisionnelle des Ressources Humaines, réf. 875 M

L'autre consultant sera plus particulièrement intéressé par les problèmes de développement des Ressources Humaines : appréciation des performances et évaluation du potentiel, recrutement, études de climat, formation au management. réf. 876 M

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo) à Christian PHELIP, Directeur de HAY RHONE-ALPES, qui les traitera en toute confidentialité.

HAY RHÔNE-ALPES Le Rhôdanien 5 pl. de la Gare 69003 Lyon.

GRINGOIRE-BROSSARD SA

Comme vous le savez, nous sommes une société agro-alimentaire en plein développement, filiale du groupe **Américain PILLSBURY.**
Nous avons besoin de vous comme :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez responsable, à Paris, du reporting groupe.

Vous devrez jouer un rôle de conseiller et de contrôle en matière financière auprès des différentes divisions et contribuer aux études d'acquisitions de sociétés.

Les possibilités d'évolution sont très importantes.

Vous avez une trentaine d'années, de formation supérieure en gestion, complétée par un DECS et quelques années dans un cabinet d'audit.

Votre anglais est bon. L'espagnol sera un atout.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) à :
GRINGOIRE-BROSSARD SA
Le Directeur Financier
14, avenue de la République, 45311 PITHIVIERS CEDEX.

Repères

Sté études marketing

RECHERCHE

- DIRECTEUR (H./F.) ÉTUDES HT NIV.
- Au moins 10 ans expérience professionnelle.
- En poste actuellement dans une société d'études.
- Formation qualitative + quantitative.
- Capable encadrer une équipe.

(dynamisme et goût du contact sont nécessaires à la réussite dans ce poste).

- 2 CHARGÉ(E)S D'ÉTUDES SENIOR
- Qualitatif (esprit d'analyse et de synthèse).
- Quantitatif (bonne connaissance des différentes techniques d'analyse de données, typologies, trade off, etc.).

- CHARGÉ(E) DE TERRAIN EXPÉRIMENTÉ(E)

(dynamisme, organisation, disponibilité).

Envoyer c.v., photo et prétentions, et référence du poste postulé à Repères, 21, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

Nous sommes un important

Groupe d'Assurances

du Secteur Privé

- Vous êtes un **jeune diplômé d'Etudes Supérieures** (Bac+5, ESCAE...)
- Vous souhaitez mettre en valeur vos qualités de créativité, de tonicité. Vous aimez animer une équipe.
- Vous aspirez à être autonome dans votre vie professionnelle, en charge d'un secteur de production et responsable de ses résultats.

Rejoignez-nous et devenez l'un de nos

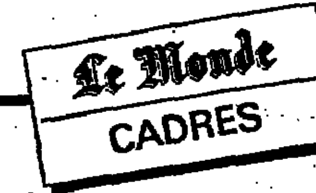
Inspecteurs

Après **2 années de formation** (rémunérée) théorique et pratique, nous vous confierons une circonscription et l'animation d'une douzaine d'agents généraux.

Votre rémunération sera motivante et votre évolution professionnelle sanctionnera votre réussite.



Adresser CV détaillé s/réf. 562/09M à
FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin 75002 Paris
qui vous garantit le plus strict anonymat.



Le Monde
CADRES

Ingénieur packaging, au coeur de la technique et du marketing.



GERVAIS DANONE.

Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1er producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Chez Gervais Danone, le packaging est une priorité.

Développer les contenants et sur-emballages en conciliant les impératifs du marketing, de la recherche produit et de l'industrialisation ; assurer sécurité, qualité, rentabilité mais aussi séduction ; telle est la mission du groupe recherche et développement emballages.

Ingénieur généraliste ou de formation supérieure spécialisée, vous pouvez développer votre première expérience dans ce domaine au sein de notre équipe.

Basé au Plessis-Robinson dans un centre de recherche très équipé (thermo-formage, dessin assisté par ordinateur,...), ce poste est en prise directe sur tous les projets de nouveaux produits.

Excellent technicien, vous êtes aussi un homme de dialogue proche du terrain qui saura concilier tous les impératifs et mener à terme les projets.



Merci d'adresser votre candidature, sous référence R 40 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

INNOVEZ ET DÉVELOPPEZ !!!

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son C.A. à l'export. THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes.
Pour conforter son développement, la Direction Technique et Scientifique intègre un

INGENIEUR RESPONSABLE QUALITE PRODUITS NOUVEAUX

Ingénieur électronicien ou informaticien confirmé, vous interviendrez au sein des services d'études et d'intégration des systèmes d'imagerie pour les SCANNERS X.

Votre responsabilité concernant les produits intégrera les revues de conception jusqu'à la qualification et vous cautionnerez les procédures de fabrication et de contrôle.

Réf. 346/DTS/MO

INGENIEUR ELECTRONICIEN DEVELOPPEMENT SCANNER

Ingénieur électronicien grande école, votre mission sera de définir, concevoir et mettre en œuvre, les améliorations techniques, économiques ou industrielles concernant les produits existants ou en création.
Votre fonction nécessite une bonne pratique de l'anglais et la mobilité indispensable aux déplacements que vous devrez assumer en France et à l'Etranger.

Réf. 443/DTS/MO

Ces postes basés à STAINS seront prochainement transférés à BUC (78).

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, *rue d'Amiens*, 93240 STAINS.

THOMSON CGR

HAVAS CONTACT

COMMERCIALISER NOS PROGICIELS

● De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

informatique - gestion commerciale
comptabilité - gestion du personnel

● Vous savez

ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.

● Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités.

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes l'un de nos futurs

ingénieurs d'affaires



"SPI, Société de Services et d'Ingéniérie en Informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui plus de 500 personnes.
Le marché des progiciels connait un fort développement et nos progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales.
Aussi, je souhaite étoffer nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité".

Daniel Pelletier
directeur division progiciels.

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voici donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe.
Par votre expérience d'informaticien, ou de gestionnaire ouvert à l'informatique, vous saurez conduire avec succès les négociations commerciales avec les Directions utilisatrices de ces entreprises.
Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que, pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée".



Olivier Chastenet de Géry
chef du département commercial



Services et Progiciels Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence AM, à notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger
SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Organisation et Publicité

CONSEIL EN MARKETING (H./F.)
PARIS

L'Office du commerce extérieur irlandais est l'organisation gouvernementale chargée de la promotion et du développement des exportations irlandaises.

Son siège social se trouve à DUBLIN.

Nous recherchons

UN CONSEIL EN MARKETING

ayant une bonne expérience du marché français pour rejoindre une petite équipe de conseils en marketing basés à PARIS.

Nos conseils apportent aux sociétés irlandaises leur aide dans la définition et la mise en œuvre de plans de marketing afin de commencer ou de développer leur implantation sur le marché français. Le travail comporte des études de marché ainsi que des contacts avec d'une part des secteurs d'activité français spécifiques et de l'autre les exportateurs irlandais.

Le(la) candidat(e) idéal(e) sera âgé(e) de 27 ans minimum, parfaitement bilingue français-anglais, et aura une expérience d'*au moins 4 ans* en France dans le domaine du marketing, des études de marché ou de la vente, qui lui aura donné une compréhension profonde d'un certain nombre de secteurs du marché.

L'échelle de salaire prévue est 156 786/266 535 FF annuels. Le salaire de départ dépendra de l'âge, de l'expérience et des qualifications.

Nous vous demanderons de bien vouloir adresser vos réponses rédigées en langue anglaise ainsi que votre curriculum vitae à l'attention de M. Sean Gallagher, directeur, Office du commerce extérieur irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM
GROUPE ABN BANK

recherche pour SECONDER son directeur d'agence à
LILLE

un cadre de très bon niveau
CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES
H/F

Ce collaborateur aura pour mission la recherche, le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales, et l'entretien d'une clientèle déjà existante.

Le poste nécessite :
- une formation supérieure ou équivalente,
- des connaissances professionnelles approfondies acquises grâce à une expérience de 5 ans dans une Banque ou dans une Direction Financière d'Entreprise,
- un grand dynamisme commercial et une excellente présentation.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV + photo et prétentions à Banque N.S.M.
à l'attention de Monsieur Alain FOURNIER,
sous pli confidentiel,
22, rue du Molinel, BP 311, 59026 LILLE Cedex.

CONTESSE

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs, informaticiens

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- *systèmes temps réel,*
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, *CV, photo et prétentions* sous réf. M 159 A à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

FORUM Le Monde - ADI

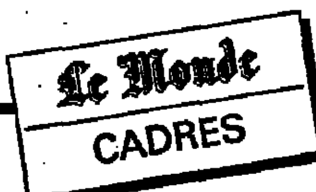
« La double compétence »

Acquérir une autre spécialité, la meilleure réponse aux besoins informatiques de l'entreprise.

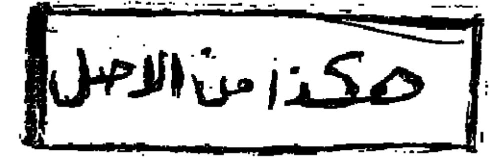
Le mercredi 17 septembre à 15 heures au Sicob, Grande salle de conférence - Niveau 1 - Zone D.

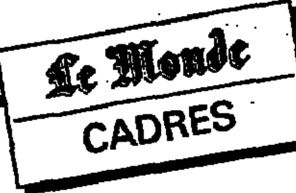
Débat animé par : Frédéric Gaussen et Jean-Marie Dupont, journalistes au journal « le Monde »
En présence de Bernard Wouts, administrateur général du journal « le Monde »,
Olivier Marec, président-directeur général de l'Agence de l'informatique,
Daniel Block, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble,
Thierry Breton, conseiller auprès de M. René Monory, ministre de l'éducation nationale,
Alain Legendre, associé gérant d'Arthur Andersen et Cie,
Philippe Kahn, président de Borland,
Alain Geismar, directeur général adjoint de l'Agence de l'informatique.

Tél. : 45-55-91-82, poste 42-95.



Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.







réseaumatique

Ingénieur bureau d'études pour jeune PMI Télétransmissions

La Société, jeune PMI spécialisée dans les systèmes informatiques de télétransmission, conçoit et fabrique les matériels adaptés aux besoins, préalablement identifiés, des entreprises. Pour faire face à son développement rapide et important, elle recherche pour son Bureau d'Etudes un nouvel ingénieur.

Il lui est confié, à partir d'un cahier des charges, la conception et la réalisation de produits électroniques (matériel et logiciels) de télétransmission. Les moyens les plus modernes lui sont donnés pour exprimer toute sa mesure. Il agit en réelle autonomie dans une structure innovatrice.

Ce poste peut intéresser un Ingénieur Electronicien (ESIEE, ENSEA, EFREL...) bénéficiant d'une première expérience, si possible dans les télétransmissions, connaissant les microprocesseurs, passionné par son métier et désireux de pouvoir, dans un contexte favorable (équipement et environnement), concevoir et réaliser des systèmes performants.

Lieu de travail : Haute-Normandie.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence BE 987 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

BANQUE NATIONALE
recherche pour son
DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

JURISTE EXPÉRIMENTÉ H/F EN DROIT DES SOCIÉTÉS

pour assurer la gestion juridique des sociétés du groupe et collaborer progressivement à l'assistance juridique de son réseau d'exploitation.

Une formation supérieure en Droit et une expérience d'au moins 5 années acquise dans une activité similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier sont indispensables pour permettre au candidat que nous recherchons d'être opérationnel et efficace dans les domaines suivants :
- droit des sociétés (constitution, secrétariat des conseils et assemblées, augmentations de capital, ainsi que toutes opérations de la vie juridique des sociétés) ;
- droit bancaire (contentieux, montages juridiques des opérations, réglementation professionnelle) ;
- rédaction de tous actes juridiques.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1871 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.



Esso CHIMIE

DIPLOMES GRANDES ECOLES

Débutez votre carrière dans le domaine des relations humaines

Telle est l'opportunité qui vous est offerte par ESSO CHIMIE (1 200 personnes dont plus de 300 cadres), société française du Groupe EXXON CHEMICAL.

Au sein d'une petite équipe performante et polyvalente, il vous sera confié des missions spécifiques dans le domaine de la gestion du personnel et des relations de travail mais vous aborderez rapidement les différents aspects de la fonction ressources humaines. A moyen terme, vous pourrez poursuivre une carrière dans le Groupe en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés de Grandes Ecoles Commerciales et de Gestion (HEC, ESCP, ESSEC, IEP...) possédant déjà une première expérience ou des débutants ayant de réelles motivations pour cette fonction en milieu industriel.

La pratique de la langue anglaise est indispensable pour le présent et pour votre avenir dans le Groupe.

Le poste est basé à Notre-Dame de Gravenchon, entre ROUEN et LE HAVRE.

Merci d'adresser dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11/507 BC à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTOGAL BRASIL CANADA JAPAN

---

amri

SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT

Pour sa Direction Recherche et Développement implantée dans la région Bordelaise (Gradignan) recherche

Ingénieur Industrialisation méthodes

- Rattaché au Directeur technique, il participera activement aux actions analyse de la valeur, proposera la mise en place de nouvelles solutions d'industrialisation adaptées à l'évolution des technologies, animera une équipe de techniciens.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé AM ou équivalent.
- Une première expérience dans un service méthodes est souhaitable.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel Société AMRI
"Les Tours Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

Bleu

Le Département
GESTION SECTEUR PRIVE
recherche :

GROUPE SYSECA

chefs de projets

ayant au minimum 3 ans d'expérience.

Ils seront responsables de GRANDS PROJETS DE GESTION SUR VAX.

Expérience DIGITAL appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M259 à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, *Bureaux de la Colline*, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de C.A., 850 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

Société située en **région Ouest** en pleine expansion recherche dans le cadre de la création d'un **Département Gestion d'Equipements Publics** un

Cadre haut niveau

Il assurera la gestion technique et financière de ce nouveau *Département ainsi* que sa *promotion* auprès des collectivités locales.

De formation supérieure, il devra avoir une expérience confirmée dans la gestion d'équipements.

Lieu de travail : NANTES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. 3434, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Institution de réputation internationale de la Côte d'Azur recherche son :

Responsable des relations publiques

MISSION :
- Développer la communication externe d'une entreprise à vocation culturelle.

PROFIL :
- Professionnel confirmé, d'excellent contact, ouvert et cultivé, parlant anglais et italien.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 179 86 122 à Pro Consultant Côte d'Azur, le Roxane, 83 bd Carnot, 06400 Cannes.

pro consultant

média-system

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions du management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ECOLES X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis la première Technopole de France à 15 Kms de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les «pontes» de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'information au plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une Bourse d'Etudes de 60 000 F, et d'une allocation mensuelle de 5 000 F. Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons.

Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE CEDEX. Téléphone : 93 95 45 46.

DESSEIN





Région Centre

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Nous recherchons pour notre ***SERVICE APRES-VENTE***

RESPONSABLE HF

Le (la) candidat(e) qui aura à encadrer une équipe de 50 personnes environ, devra avoir une formation de niveau ingénieur, ainsi qu'une expérience d'encadrement et de gestion informatisée de plusieurs années.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à ***M.V. Services - BP 4 - 41353 VINEUIL Cedex.***

Pierre Lichau

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
RÉGION RHONE-ALPES
RECHERCHE

RÉVISEUR

POUR SES MANDATS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
dans divers établissements bancaires importants

Vous avez, depuis plusieurs années, une bonne expérience bancaire et une pratique déjà approfondie du contrôle interne dans un Service d'audit ou d'Inspection générale de banque.

Vous êtes désireux de vous insérer dans une équipe de révision et effectuer des travaux complexes dans des établissements variés.

Vous souhaitez assurer des investigations d'ordre administratif, organisationnel et comptable avec l'aide de l'informatique, en liaison avec des informaticiens de métier.

Vous connaissez le Droit des Sociétés et les techniques de consolidation mais souhaitez bénéficier en ces domaines d'une formation et d'une expérience complémentaires.

Vous avez le sens de la précision, un esprit synthétique, de bons contacts et des qualités rédactionnelles.

Vous adressez une lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions au *MONDE PUBLICITÉ* sous n° 7 536, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



recherche pour sa filiale ELF ANTARGAZ

Ingénieur technico-commercial
DIRECTION REGIONALE DE NANCY.

Il est responsable pour la direction régionale de l'ensemble du secteur industriel. Démarches et négociations commerciales, réalisations d'études technico-économiques, interventions techniques.

Il saura animer et motiver l'équipe technico-commerciale.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des Ingénieurs Thermiciens diplômés A.M., INSA, IDN, ENSI... justifiant d'une **expérience dans un domaine similaire.**

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à ELF ANTARGAZ, Service Recrutement 4, rue Léon Jost, 75017 PARIS.
Confidentialité assurée.

Dans le cadre de son développement à Paris et en Province, une des institutions financières françaises, la plus connue, recherche pour son Siège à Paris

responsable valeurs mobilières

«Age minimum 28 ans, ayant fait des études supérieures, vous aimeriez avoir la possibilité d'encadrer une équipe de spécialistes de valeurs mobilières. Ce poste pourrait vous convenir si vous avez déjà quelques années d'expérience des valeurs mobilières dans une banque ou dans une institution financière.

Nous recherchons surtout un bon technicien ayant un esprit commercial, capable de prendre en charge une petite équipe et de la développer.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et salaire actuel, sous référence 4900-M à Mamrégies qui transmettra.»

Mamrégies
3, RUE D'HAUTEVILLE - [illegible] PARIS

Le Monde CADRES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SECRETARIAT GENERAL

OPERATIONS BANCAIRES

JURISTE DROIT BANCAIRE H/F

L'évolution de la législation bancaire et le développement des techniques complexes (moyens de paiement, nouveaux marchés...) nécessitent des approches originales.

Votre mission :
- Concevoir des solutions juridiques à des questions importantes et diversifiées.
- Travailler en équipe dans un service spécialisé.
- Avoir des relations suivies avec les différentes directions de l'établissement, les organismes professionnels et les entreprises.

Votre profil :
- Formation supérieure en droit privé.
- Bonne expérience du droit bancaire (5 à 8 ans) et des techniques nouvelles.
- Connaissances du droit européen appréciées.
- Pratique de l'anglais indispensable. (Réf. OB)

AFFAIRES JURIDIQUES

GARANTIES

SPÉCIALISTE DU DROIT DES GARANTIES H/F

Votre mission :
Avoir un rôle d'étude et de conseil en matière de garanties (jusque dans le domaine international), c'est-à-dire :
- Concevoir des solutions juridiques à des questions importantes et diversifiées (mettant en jeu des techniques nouvelles).
- Travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé.
- Avoir des relations suivies avec les directions, agences et filiales du Groupe, les autres établissements bancaires et les organismes professionnels.

Votre profil :
- Formation supérieure en droit privé.
- Expérience du droit interne et du droit international (minimum 5 ans) dans le service juridique d'une banque, dans un cabinet d'avocats ou une grande entreprise. Connaissances de droit européen appréciées.
- Esprit de rigueur et d'imagination.
- Pratique de l'anglais indispensable. (Réf. G)

DROIT DES AFFAIRES

JURISTE DE HAUT NIVEAU H/F

Votre mission :
Au sein d'une équipe de juristes d'affaires :
- Tenir un poste d'études et de conseil généraliste des différentes directions et filiales du Groupe dans les domaines les plus variés (droit des sociétés, marchés financiers, droit des contrats, concurrence, montages juridico-financiers, droit immobilier...)

Votre profil :
- Formation juridique supérieure.
- Connaissances en droit des affaires.
- Pratique (environ 10 ans) acquise dans une banque ou dans un cabinet d'affaires ou encore au sein d'un service juridique d'une importante société industrielle et commerciale.
- Goût de l'analyse juridique et qualités de conception.
- Connaissance de l'anglais nécessaire. (Réf. DA)

Postes basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétent., sous la réf. choisie, à M. Jean-Michel PIADE SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MEDIA PA

Une société de service, filiale française (230 personnes) d'un important groupe de communication britannique, recherche un

Directeur des comptabilités

Vous avez la responsabilité des services comptables (comptabilité *générale, fournisseurs, clients et trésorerie*), *soit 12 personnes.* Vous participerez au reporting et à l'analyse des résultats par activité. Actuellement responsable comptable dans une entreprise internationale, vous possédez une parfaite maîtrise des techniques comptables (D.E.C.S.), un bon niveau d'anglais et des qualités de manager. Des possibilités d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Veuillez contacter **C.H. DUMON** au **40.70.00.36** ou lui adresser un curriculum vitae complet sous référence 1121 CHD à **Michael Page International 19, avenue George V, 75008 Paris.**



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris · Londres · Bruxelles · New-York · Sydney

Une importante société d'Ingénierie Informatique, réputée pour le haut niveau de ses réalisations techniques, à mi-chemin entre recherche et industrie, valorise et renforce ses capacités commerciales, et propose plusieurs postes

INGENIEURS COMMERCIAUX

Profils recherchés :
formation grandes écoles, après une première expérience études et développement logiciel et/ou électronique, ces ingénieurs se sont orientés depuis 2 à 3 ans vers des responsabilités commerciales en milieu constructeurs ou S.S.I.I.

Postes à pourvoir :
- vente de produits et service ingénierie pour des applications Imagerie Numérique et Infographie,
- vente de systèmes clés en main et suivi d'affaires dans les domaines des réseaux à forte valeur ajoutée et des applications messagerie et bureautique.

Pour réussir dans ces fonctions disposant d'une large autonomie et délégation, les candidats auront goût du challenge, combativité et sens des responsabilités.

Basés région parisienne, déplacements courte durée France, CEE.

Envoyez C.V., lettre, photo et prétentions à :
PIERRE LICHAU S.A. s/réf.10823 M -
10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

PECHINEY DIVISION CARBONE

recherche

un ingénieur diplômé grande école

débutant ou possédant 2 à 3 ans d'expérience mais déjà formé aux techniques de la *micro-informatique* et motivé par la fonction commerciale.

Il se verra confier sous l'autorité d'un directeur et en collaboration avec les chefs de marché la conception et la mise en place de systèmes de gestion commerciale informatisée de produits à très forte composante technique.

Cette mission programmera à la base les actions de développement de la société au plan international.

Le lieu de travail est situé à Paris-La Défense.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 169 M à



Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

ENSEMBLES INDUSTRIELS THERMIQUES
C.A. : 1,4 milliard de F

SOCIÉTÉ CONCEVANT, FAISANT RÉALISER ET EXPLOITANT DES ENSEMBLES THERMIQUES IMPORTANTS
principalement dans la Région Parisienne
recrute

Ingénieur d' ENTRETIEN CHAUFFERIES

Responsable de la coordination des activités du Bureau Technique ENTRETIEN (7 personnes) : PRÉPARATION - ORDONNANCEMENT ET GESTION - PLANNING DES TRAVAUX ET APPRO.

- **Ingénieur diplômé électromécanicien ou BTS/DUT si plus longue pratique Connaissances électrotechnique et régulation électronique**
- **EXPÉRIENCE (2 ans pour un Ingénieur - 5 à 10 ans si BTS) d'une fonction équivalente en MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS THERMIQUES (indisp.)**

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8504 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Groupe de presse
en fort développement

cherche

JEUNE JOURNALISTE

pour couvrir actualité des banques de données, réseaux, services télécoms aux entreprises. Approche économique, mais intérêt pour les questions techniques indispensable.

Travail « haut de gamme » : contacts haut niveau, écriture professionnelle. Anglais nécessaire.

Envoyer c.v. et prétentions à Simone LE GALL, 10, rue Danielle-Casanova, 75002 Paris.

SECRETAIRE GENERAL HF
HOSPITALISATION PRIVEE

Nous sommes une très importante Clinique Privée polyvalente (450 Employés, C.A. important) et nous recherchons le Collaborateur (trice) de notre Médecin Directeur Général pour le seconder dans toutes ses responsabilités. Le candidat (e) idéal (e) serait âgé (e) de 40 à 45 ans,

MEDECIN

mais ce n'est pas une exclusive, possédant une expérience confirmée de l'animation et de la direction d'une P.M.I. (Relations Humaines, Gestion, Personnel, etc...).

Lieu de travail : importante ville de l'Est de la France. Possibilités de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente, sous réf. 437-M au Docteur R. de Chièvres qui étudiera confraternellement chaque candidature

sélor
29, rue Tronchet
75008 Paris

Important Groupe d'Édition Régional en très forte croissance, recrute

Secrétaire Général

Ce poste convient à un cadre âgé de 30 ans minimum alliant à une solide formation supérieure, des compétences de gestionnaire.

En étroite collaboration avec le P.D.G., il devra prendre en charge la Direction de l'Administration Générale, des Départements Personnel et Achats, ainsi que des Services Juridiques et Informatiques.

Adresser CV sous Réf. 2505 à Havas, service domiciliations, 136 avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly. Discrétion assurée.

COMMUNICO

Biens d'équipements agro-industriels
Sud-Ouest PARIS

Elargir, diversifier et conquérir de nouveaux marchés France/export

sera la responsabilité de notre :

Directeur commercial

qui saura définir avec le Comité de Direction une politique et une stratégie commerciales offensives et anticipatrices et les défendra sur le terrain avec son équipe vers des marchés tels que Agro-Alimentaire humain, Chimie Minérale, Pharmacie, etc...
35 ans environ, de formation Supérieure Commerciale ou Technique, parfaitement bilingue Anglais, vous avez une expérience de 5 ans mini de Direction technico-commerciale ou des ventes de biens d'équipements industriels ou de lignes technologiques.
Notre PMI (260 Pers. — 100 MF C.A.) s'est taillée une solide notoriété en France et à l'Etranger dans l'étude, la conception, la réalisation et la vente de matériels maîtrisant les techniques du séchage, du tamisage, de la déshydratation, de l'agglomération, du broyage et du mélange. 30 % de notre C.A. est réalisé à l'export directement ou indirectement.
Merci d'envoyer CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 8030 PM à notre Conseil
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex
58 avenue de Wagram - 75017 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

SOURCES

EGOR BIOMEDICAL

recherche

CONSULTANT EN "PLEINE SANTE"

EGOR BIOMEDICAL, spécialisé dans le recrutement de cadres pour l'industrie pharmaceutique, le matériel médical, les biotechnologies, la chimie, la cosmétologie, les produits vétérinaires..., doit son fort développement à son professionnalisme et son éthique rigoureuse basée sur une confidentialité totale.

Le consultant que nous recherchons aura à traiter des missions de recrutement variées et devra générer progressivement, par son action commerciale, un courant d'affaires personnelles ; chaque consultant dispose d'une grande autonomie pour proposer des idées nouvelles en matière de communication, promotion et développement. Créatif, disponible, il doit être capable de s'intégrer dans une équipe sympathique et qui attache une grande importance tant à la qualité du service rendu à la clientèle, qu'à ses rapports avec les candidats.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels du conseil, des responsables de ressources humaines, des opérationnels des industries de la santé tentés par le métier de consultant.

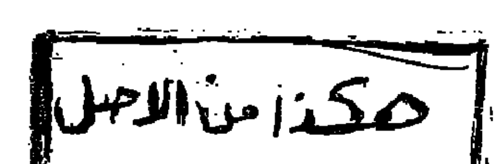
Formation supérieure, sens du contact, écoute et... humour sont indispensables pour réussir dans notre Groupe.

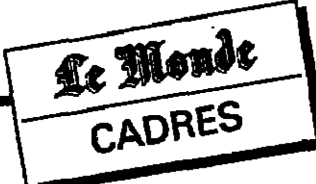
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 12/EBM 86 à :

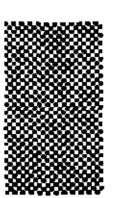
EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTOGAL BRASIL CANADA JAPAN







FRANCE



Jeune cadre export HF

Nous recherchons pour une **fédération professionnelle** (900 adhérents), un **Jeune Cadre Export** parlant 3 langues (dont l'espagnol) ayant déjà une expérience « du terrain », capable d'organiser des « Salons » ou des missions à l'étranger et de conseiller les adhérents pour orienter leurs actions à l'exportation. Une formation commerciale de base est vivement souhaitée. Les candidatures, s/réf. 87011, seront traitées par notre Conseil,

Sonia Lipszyc
HAY Managers
13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

MEDIA PA

DÉPARTEMENT DES YVELINES

La délégation départementale à la musique et à la danse des Yvelines (ADIAM 78)
RECHERCHE :

UN COLLABORATEUR

chargé de seconder son Directeur pour l'organisation dans les sections de la musique et de la danse.

- Licence ou diplômes équivalents ;
- Connaissances musicales exigées ;
- Expérience souhaitée ;

Salaire net mensuel : 6 000 F.

C.V. détaillé + photo + copie diplôme à adresser à : Monsieur le président du conseil général des Yvelines, direction générale des services du département, service du personnel, bureau du personnel administratif et technique, 2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex.

AVANT LE 25 SEPTEMBRE 1986, DÉLAI DE RIGUEUR.
(Pour tous renseignements complémentaires Tél. : 39-02-78-78, poste 33-68.)



TAMBRANDS LABORATOIRE
(Groupe Tampax)

Pharmacien chef de produits

Etes-vous diplômé Pharmacien option industrielle, avez-vous un vif intérêt pour la fonction marketing, pratiquez-vous l'Anglais couramment ?
Nous vous proposons d'être :
Le responsable d'une nouvelle ligne de produits sous l'autorité du directeur marketing
- vous mettrez en place et gérerez cette nouvelle ligne faisant appel à la technologie monoclonale,
- vous définirez les actions de communication publicitaire, vous suivrez l'évolution des produits et des marchés, vous contrôlerez les tests cliniques...
- en outre, vous serez le pharmacien responsable de notre filiale Tambrands Laboratoire.

Merci d'adresser C.V., Courrier et Prétentions à notre conseil
P.G. CONSULTANTS - 21, rue Emile Zola - 37000 TOURS. REF. : PCP 925.



média-system



formation bancaire

LA BIAO RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT FORMATION UN CADRE DIPLOME ITB OU CESB, DESIREUX DE COLLABORER PENDANT QUELQUES ANNEES AU PERFECTIONNEMENT DES COLLABORATEURS FRANCAIS ET AFRICAINS DU GROUPE, AVANT UN RETOUR PROMOTIONNEL VERS L'EXPLOITATION.

Adresser C.V. détaillé à la Direction du Personnel
BANQUE INTERNATIONALE
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

smp

Pour faire face à son expansion

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche
candidats de formation supérieure,
libres rapidement :

- **EXPERT**
  Niveau manager cabinet international.
- **CHEF DE MISSION**
- **RÉVISEURS**
  Confirmés 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée).

Adresser c.v. photo et prétentions pour étude à : Mlle NOUVEL, 9-13, rue Saint-Amand, 75015 Paris.

Nous recherchons pour l'activité TRAVAUX SPÉCIAUX de l'un des principaux groupes de BTP français un :

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

OUVRAGES MARITIMES ET FLUVIAUX – FONDATIONS SPÉCIALES.

Issu de l'une des grandes écoles d'ingénieurs (PONTS – ARTS ET MÉTIERS – CENTRALE – E.T.P.,...) il a acquis une expérience de 3 ans minimum en BET-prix dans ces spécialités et il possède une solide pratique informatique.

Le Poste est à pourvoir à Paris-Sud.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence TS 186 par :

edc 8, rue de l'Hôtel-de-Ville
92522 NEUILLY CEDEX.

HAVAS CONTACT

Biens d'équipements industriels **Sud-Ouest PARIS**

Ingénieurs commerciaux France/Export 200 000 F +

28 ans mini, dotés d'une formation d'Ingénieur des Industries Agro-alimentaires ou Chimie ou équivalent, parfaitement bilingues anglais, vous avez 5 ans d'expérience dans la vente de biens d'équipements ou de lignes technologiques.

Notre PMI (220 personnes - 100 MF de CA) s'est taillée une solide notoriété en France et à l'étranger dans l'étude, la vente et la réalisation d'ensembles agro-industriels faisant appel à nos compétences en matière de séchage, broyage, mélange, agglomération et tamisage.

Nous recherchons deux **INGENIEURS COMMERCIAUX FRANCE/EXPORT** dont la mission sera de prospecter et de vendre notre savoir faire dans l'Agro-alimentaire, la Chimie, les Industries Minérales, etc... et de concevoir avec nous les technologies de demain.

Merci d'envoyer votre CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 8020 PM à notre Conseil
17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex
58 avenue de Wagram - 75017 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D.
recherche,
pour son siège situé en proche banlieue parisienne

un chargé d'études statistiques

Intégré au Service Statistiques et Etudes Tarifaires, il se verra confier les missions suivantes :
- Adapter les tarifs produits de la société en fonction des résultats des analyses statistiques.
- Concevoir, élaborer les tarifs des nouveaux produits.
- Etudier des adaptations régionales des tarifs en fonction de l'analyse des résultats régionaux.
- Participer à l'évolution du système d'informations statistiques et des tableaux de bord.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure économique et/ou statistiques, justifiant d'une première expérience professionnelle significative de 3 à 5 ans, si possible dans l'assurance.

Les qualités clés requises pour le poste sont : esprit d'analyse et de synthèse, imagination contrôlée, discernement, sens des initiatives, précision, aptitude à changer de rythme, capacités de communication, goût des contacts et sens du service. Une connaissance ou une pratique informatique et bureautique est nécessaire.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite motivant votre candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence CESM.2, à notre conseil (discrétion absolue garantie, pour les personnes en poste, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats).

ceforpe-marc forget et associés.
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Groupe Semencier de dimension européenne, filiale d'une entreprise internationale leader sur le marché agroalimentaire, crée le poste de :

RESPONSABLE DU MARKETING DIRECT

Basé au siège et sous l'autorité de Directeur du Marketing, il aura pour mission principale :
- d'entraîner l'entreprise vers des actions de communication directe,
- de mettre en place et de faire vivre tous les outils nécessaires à ce type de communication,
- d'élaborer, de suivre et de contrôler seul ou avec le concours d'agences, toutes les actions promotionnelles.

Pour réussir dans ce poste, il est impératif :
- de justifier d'une formation supérieure agricole ou commerciale,
- d'avoir exercé des fonctions de ventes ou de promotion de terrain pendant au moins 3 ans dans une entreprise structurée de l'agrofourniture.

La préférence sera donnée au candidat d'une trentaine d'années pouvant :
- présenter de réelles capacités d'animation, et de leadership, et qui sera doté d'un esprit pratique et rigoureux.
- faire valoir une réussite dans un poste comparable.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec Curriculum Vitae, photo et prétentions au siège social à l'attention de :

Monsieur François HOSTEINS
Département Relations Humaines
Semences CARGILL
B.P. 21
40300 PEYREHORADE

Semences CARGILL

Important groupe industriel transformateur, façonnier-papetier

recherche
pour l'un de ses établissements en région grenobloise

un directeur d'usine

Il aura la responsabilité de l'animation technique et de la gestion d'un ensemble comportant un effectif de 100 personnes.

Agé d'environ 35 ans, ingénieur diplômé ou autodidacte, le sujet proposera une expérience accomplie de la direction d'exploitation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence MO87 à



Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

VILLE DE NOISY-LE-GRAND (93)
VILLE NOUVELLE
DE MARNE-LA-VALLÉE

RECRUTE

UN CHEF DE SERVICE CULTUREL

MISSIONS :
Assurer la préparation, la mise en application et le suivi de la politique culturelle de la municipalité.

Adresser c.v. au MAIRE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
B.P. 49
93161 NOISY-LE-GRAND.

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE POUR L'AERONAUTIQUE FILIALE D'UN TRES GRAND GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche
POUR SON UNITE DE PRODUCTION DES ENVIRONS D'ORLEANS

JEUNE INGENIEUR

Il devra collaborer étroitement avec le chef du service prototypes pour la mise au point des produits nouveaux, les essais d'homologation, la rédaction de propositions et dossiers techniques, les relations techniques avec les *clients français et étrangers, les démarches auprès des* organismes officiels concernés et les lancements en fabrication.

Pour être candidat il faut avoir une bonne formation d'ingenieur notamment en mécanique et résistance des matériaux, si possible une première expérience industrielle et la maîtrise de l'anglais.

TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et *prétentions au Département* Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS. (Réf. 2661).

comes

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

GROUPE VERNIER – G.S.P.

(C.A. 200 000 000)
constructeur machines-outils
recherche

EXPORT MANAGER

Formation commerciale supérieure.
Expérience minimum 5 ans.
Niveau chef d'un service export, biens d'équipement pour industrie mécanique. Anglais indisp., allemand souhaité.
Poste basé à Nice.
Adresser c.v., photo et prétentions B.P. 63, 06340 LA TRINITÉ.

ANATOR S.A.

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

TÉLÉ-TRANSMISSION

Commercialisation de numéroteurs téléphoniques automatiques et de systèmes micro-informatiques clé en main. Bonne connaissance des équipements de transmission de données indispensable.

CONTROLE D'ACCÈS, GESTION DE TEMPS, ENCAISSEMENT ÉLECTRONIQUE.
Commercialisation de la gamme de nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant :
- Une formation supérieure ;
- Une bonne connaissance des sytèmes informatiques temps réel ;
- Trois ans d'expérience minimum ;
- Agé de trente ans environ.

Envoyer c.v. manuscrit + photo + prétentions à :
ANATOR S.A.
44, rue Marcel-Paul, 78500 SARTROUVILLE.



Importante Société du secteur Aéronautique (4300 personnes, 2 milliards de C.A.) recherche pour son Établissement de TARNOS (Landes)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DU PERSONNEL
Réf. 86-30

Sous la responsabilité du Chef du Personnel de cette unité de 1450 personnes, vous aurez à animer une équipe de sept collaborateurs en assurant la gestion administrative du personnel. Dans ce cadre, votre objectif prioritaire consistera à adapter aux particularités du site les nouveaux systèmes de gestion automatisés des horaires et de la paye, et à les faire évoluer en liaison avec le Siège.

Nous recherchons un candidat motivé par la fonction Personnel de formation DUT ou équivalent, possédant déjà une expérience réussie de quelques années dans ce domaine, ou diplômé SUP DE CO, Licence SCIENCES ECO..., débutant.

Ce poste représente une opportunité de carrière pour une personne compétente.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération) à :
J.-C. ALESSANDRINI
Direction du Personnel - TURBOMECA
BORDES 64320 BIZANOS

R.K. Service

Le Monde
CADRES

Importante Société de Travaux Publics

recherche

Jeunes ingénieurs MECANICIENS

Au cours des deux premières années, vous serez intégré à la Direction Centrale du Matériel pour vous initier à la gestion d'un important parc d'engins et à l'étude des programmes d'investissements.

Dans un deuxième temps vous compléterez cette première expérience au sein d'une Direction Régionale.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 1241 à : MS JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

Jonction

Importante structure médico-sociale, nous recherchons pour l'une de nos unités située à MEAUX (77), un

CHEF HF DE SERVICE EDUCATIF

Vous prendrez, au sein de notre établissement accueillant 50 jeunes garçons myopathes, la responsabilité de l'internat. Dépendant du Directeur, vous animerez notre équipe éducative de 30 personnes : projet d'établissement, élaboration du budget, coordination et suivi du travail.

Agé d'environ 25-30 ans, vous avez le diplôme d'éducateur spécialisé et justifiez depuis d'une expérience similaire (5 ans minimum). Vous connaissez également le handicap moteur. Excellent gestionnaire, vous êtes dynamique et possédez le sens du commandement.

Statut cadre. Salaire motivant (fixe + primes + logement de fonction).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous la réf. 4309/LM, à

MEDIA P.A.
71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS,
qui transmettra.

---

ami

Région DIJON. Une société à taille humaine, 300 personnes, fabriquant et commercialisant des produits de ménage, de décoration florale, de mobilier de jardin et industriel, recherche

responsable logistique

Celui-ci assurera personnellement la fonction d'acheteur. Il supervisera le service ordonnancement et la gestion des stocks. Ce poste convient à un candidat d'environ 35 ans, de formation technique ayant si possible une connaissance de l'industrie de transformation des matières plastiques. La maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1154-M à REALISE, B.P. 3143, 69397 Lyon Cedex 03 qui nous assiste dans cette recherche confidentielle.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION BANLIEUE SUD DE PARIS RECHERCHE :

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS H.F.

Réf. 268

Sa mission sera d'assurer le montage et le suivi d'opérations d'aménagement urbain sur le plan financier, juridique, technique et architectural.
Il aura une expérience attestée de cette fonction, un goût prononcé pour l'action au service des collectivités locales et la recherche de la qualité urbaine.

UN CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER H.F.

Réf. 269

Chargé du suivi de la gestion et de la trésorerie, de l'élaboration et de la tenue du budget prévisionnel et des tableaux de bord, il participera au montage et au suivi juridique et financier des opérations d'aménagement et de construction.
Ce poste nécessite une maîtrise solide des techniques financières, de la fiscalité et de la gestion informatisée.

Envoyer dossier de candidature en indiquant la référence du poste choisi à SIGMA-FORMATION, Division Recrutement-Conseil – Tour Rond Point 93 – 65, rue du Général Galliéni – 93100 MONTREUIL.

CABINET D'AUDIT ET CONSEIL

recherche

CHEF DE MISSION EXPERT COMPTABLE

Diplômé ou mémorialiste.
30 ans minimum pour audit commissariat, conseil et formation.
Ayant goût des responsabilités.

Adresser C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite à :
GRAMET NAHUM
23, rue d'Anjou - 75008 PARIS

Bleu

Important cabinet de conseils

Recherche

FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

De formation universitaire ayant au minimum 5 années d'expérience (expérience en cabinet international appréciée).

Il possède des connaissances fiscales approfondies notamment en fiscalité immobilière, fiscalité directe, fiscalité des entreprises.

Merci de nous adresser c.v. + lettre manuscrite + photo + prétentions LE MONDE PUBLICITÉ, sous n° 7 526, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

GIE DE S.A. D'HLM

recherche

CHEF DE GROUPE COMPTABLE 150.000 F

— DECS complet minimum,
— 2 ans d'expérience,
— possibilité d'évolution de carrière.

Si vous êtes intéressé à assurer :
- la trésorerie, prévisionnelle et de suivi,
- les révisions,
- le bilan,
- les déclarations

de l'une des S.A. d'HLM que nous gérons (IBM 36).

Adressez votre dossier à GIE HABITAT - Madame LE BIHAN, 15, rue du Rocher, 75008 Paris (St-Lazare)

SEDI

Grâce à notre dynamisme et à la compétence de nos collaborateurs, nous recherchons pour notre DÉPARTEMENT INDUSTRIEL

Ingénieurs Grandes Écoles

(DÉBUTANTS ACCEPTÉS)
Expérience informatique industrielle souhaitée.
Rémunération attractive et évolution de carrière intéressante.
Adresser candidature, CV et prétentions à SEDI 80, av. Ch. de Gaulle 92200 Neuilly - 46.24.59.11

ORGANISME DE FORMATION recrute

FORMATEUR PERMANENT

(RÉF. 101)
Ce cadre sera chargé de la préparation et de l'animation de stages de formation dans les domaines de MANAGEMENT SOCIAL DE HAUT NIVEAU (relations humaines, négociation, cercles de qualité, formation).

2 COMMERCIAUX

(RÉF. 102)
De formation supérieure, ces cadres, justifiant de 3 ans d'expérience réussie dans la vente de service, assureront la commercialisation de nos produits auprès d'une clientèle d'entreprises et d'organismes publics.

FORMATEURS VACATAIRES

(RÉF. 103)
sur les thèmes résolution de problèmes, gestion du temps.

Envoyer c.v. à OBEA — immeuble Montréal — 3-5, rue du Javelot, 75645 PARIS CEDEX 13.

TEMPS PARTIEL

recherchons pour toutes régions

DIPLOMÉS(ES) ENSEIGNEMENT SUP.

Pour animer des conférences-débats en milieu scolaire. Excellente présentation, voiture et téléphone indispensables. Formation assurée.

Envoyer c.v. et photo à OSV, 143, rue de Saussure, 75017 Paris.

SAUNIER
Eau et Environnement
Ingénieurs-conseils

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Formation hydraulique grande école ingénieurs, 5 ans minimum d'expérience technico-commerciale, connaissance qualité et traitement eaux appréciée. Promotion rapide possible comme chef d'agence.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

Connaissance hydraulique, qualité et traitement des eaux, expérience technico-commerciale souhaitées, 5 ans d'an. exigés.

Env. c.v. + photo + prétent. : SAUNIER
2, rue des Glénans,
35760 SAINT-GRÉGOIRE.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT RECHERCHE
LES RESPONSABLES d'agences
à créer en région parisienne, expérience bancaire requise.

Adresser cv. et prétentions au journal sous le n° 7 534
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e,
qui transmettra.

URGENT

Société spécialisée dans la fourniture de pièces de rechange de marque (15 pers., C.A. 15 000 000 F) recherche

UN ADJOINT DE DIRECTION

35 ans environ, ayant quelques années d'expérience dans la pièce de rechange manutention/T.P. de diff. nationale. Cet homme de marketing devra dans un premier temps définir puis conduire et contrôler les politiques de produits et prix ainsi que la gestion des stocks. Poste évolutif pouvant aboutir à la direction effective de la société. Rémunération : 200 000 F. Disponible rapidement.

Env. lettre manuscrite et c.v. à B. Dumortier
9, quai de l'Industrie,
91200 ATHIS-MONS.

Foyers de jeunes travailleurs recherche

ANIMATEUR SOCIO-ÉDUCATIF H./F.

28 ans, minimum DEFA souhaité ou équivalent. Profil : exp. F.J.T., connaissance du secteur social, travail en équipe, disponibilité. Rémunération selon C.C. des F.J.T.

Adr. cand. et c.v. à C.L.J.T. 2-4, rue Péan, 75013 Paris.

SSB DYNAMIQUE embauche pour 13 mois

JEUNE INGÉNIEUR

pour un projet international sur IBM 38/GAP 3 en Côte-d'Ivoire, Sénégal. Disponibilité immédiate.

Ecrire informatique bancaire, service personnel, 18 bis, rue Violet, Paris-15e.

VIVRE en BRETAGNE... VENDRE dans « LE MONDE »

GRENAT recherche

SON RESPONSABLE COMMERCIAL

— De la vente de produits électoniques innovants.
— De la promotion de son activité d'études sous contrat.
BP 16, 22301 Lannion Cedex.

Société De Grafe

Concepteur d'ordinateurs vidéographiques

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

connaissant dans les grandes lignes, l'assembleur de quelques microprocesseurs (Z 80 et 8086 appréciés) mais SURTOUT sachant aborder avec sérénité des problèmes d'analyse comme l'indique suffisamment le nom de cette profession. Programmeurs de gestion, s'abstenir.

Ecrire SOCIÉTÉ DE GRAFE
10, rue de Presles,
75015 Paris.

Organisme Privé de Formation

recherche

DES ENSEIGNANTS FORMATEURS

habitant la région parisienne,
certifiés ou agrégés dans les domaines suivants :
– Mathématiques, Français, Histoire-Géographie, Sciences Physiques

pour assurer la correction et la conception de cours par correspondance débutant en septembre 1986.

Ecrire avec CV sous le n° 7519
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

Jeune société de services, nous souhaitons accélérer notre développement, aussi nous recherchons

Un attaché commercial H/F

Paris et Région Parisienne

Notre activité : publicité, studio, photocomposition, transcodage

Ce poste conviendrait à un candidat jeune, dynamique et possédant 1 ou 2 ans d'expérience de la vente de services.
La connaissance d'une ou de plusieurs de nos activités serait un plus.

Fixe + commissions. Statut VRP.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 9100 LM, à

HYPERBOLE

86, rue de Richelieu 75002 PARIS.
(Discrétion absolue garantie)

Cabinet de consultants en stratégie, marketing, contrôle de gestion recherche

CONSULTANT CHARGÉ D'ÉTUDES

pour le département études de marché

Qualités pour ce poste de responsabilité :
- Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...);
- Bon intérêt pour les problèmes de la distribution ;
- Démarche d'esprit rigoureuse ;
- Débutant ou 1re expérience en cabinet de marketing.

Nous offrons la possibilité d'évoluer dans un univers marketing de haut niveau avec une large autonomie. Une rémunération motivante et évolutive récompense les efforts d'un collaborateur sérieux et dynamique.

Merci d'adresser c.v. (photo et prétentions indispensables) + lettre sous réf. 125 à F. Lebourg, 10, rue Raspail, 92270 Bois-Colombes.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche pour Ile-de-France

CONSEILLER EN FORMATION

pour relations avec entreprises, analyse des besoins, promotion des produits, montage plans de formation.

Niveau BAC + 2.
Expérience similaire et connaissance transport souhaitées.

Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite, c.v., photo, sous réf. 4 292 à MÉDIA P.A., 71, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

Etablissement public, leader en sciences de la terre, recherche pour son complexe scientifique d'Orléans-la Source

UN(E) INGÉNIEUR LOGICIEL

Le(la) candidat(e) recherché(e) travaillera au sein d'une équipe d'analystes programmeurs scientifiques chargée de développer des logiciels généraux nécessaires aux applications scientifiques. Plus particulièrement, il(elle) devra assurer la promotion et le développement de l'infographie et des mesures qui s'y rattachent (mise en place d'outils de génie logiciel). Une formation de niveau d'ingénieur ou équivalente, des connaissances FORTRAN et GKS et la pratique de l'anglais sont requises ; qualités de communication appréciées, 2 à 3 ans d'expérience souhaités.
Adresser lettre manuscrite de candidature, c.v., références et prétentions au : BRGM-DPEL, n° 86/23, B.P. 6009, 45060 ORLÉANS CEDEX.

INFORMATICIEN

Expert en architecture MSDOS connaissances impératives du BIOS. Libre de suite. Tél. : 47-84-74-82.

ENSEIGNANT CHERCHEUR

L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS-BELLEVILLE

recrute

UN SOCIOLOGUE

possédant un doctorat, justifiant de travaux sur l'architecture et l'urbanisme. Il sera chargé d'enseignements en sociologie urbaine, histoire sociale de l'architecture, sémiologie et représentations de l'architecture.

Dossiers adressés en RAR à : EAPB
78, rue Rebeval, 75019 Paris.
Comportant :
une lettre de candidature, un c.v détaillé, des intentions pédagogiques.
Date limite de dépôt des candidatures au 21 septembre 1986.

IMPRIMERIE OFFSET PARIS-BERCY recherche

GÉRANT DYNAMIQUE

pour dévelop. COMMERCIAL Rémunération fonction de l'expérience et des résultats.

Ecrire sous n° 8 001
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. de Monttessuy, Paris-7e.

Centre Ouest Parisien associé au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) recherche des

PROFS. DE MATH.

(mathématique économie)

PROFS. D'ÉCONOMIE PROFS. D'INFORMATIQUE

pour cours du soir
14, rue Mars-et-Roty, 92800 Puteaux. Tél. : 45-06-37-74.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour agence à créer.
Région CHARTRES.
Expérience bancaire requise.

Adresser c.v. et prétentions au journal sous le n° 7 532
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e,
qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

recherche

LE RESPONSABLE

d'une agence à créer région CHARTRES.
Expérience bancaire requise.

Adresser c.v. et prétentions au journal qui transmettra sous le n° 7 531,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ORGANISME DE FORMATION recherche

PROF. VACATAIRES

(droit, économie, techniques banc., analyse financière)
Qualités pédagogiques indisp.
Adresser c.v. sous le n° 7 529
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CABINET D'AUDIT PARISIEN

recherche pour participer aux missions variées d'un cabinet important :

AUDITEURS DEBUTANTS

HEC, ESSEC, ESC, IEP
UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle

- Formation continue assurée par des séminaires internes.
- Possibilité d'évolution rapide de carrière.

Envoyer CV et photo à : CEFAREF
3, Cité de Paradis
75010 Paris, sous réf. 305 PH.

Groupe industriel multinational C.A. : 15 milliards de francs

recherche

AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

Diplômés de l'enseignement supérieur à orientation financière et de gestion (HEC, ESC...) et ayant acquis une expérience de trois années minimum dans des services de gestion financière, comptable, informatique, ou dans un service d'audit d'une société multinationale industrielle, afin de participer, au sein d'une équipe nouvellement créée, à diverses missions d'audit opérationnel et financier.

Outre leur compétence technique, ces futurs collaborateurs devront faire preuve d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation et de mobilité.

L'anglais courant lu, parlé et écrit est indispensable ; une seconde langue serait appréciée.

Le poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions, sous n° 7 517 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Notre Banque recherche pour sa succursale d'ANGOULEME

HF

ATTACHE DE DIRECTION

Classe V - 30-35 ans.

Formation supérieure et/ou diplômes professionnels bancaires + bonne expérience clientèle PME-PMI pour prospection et suivi.

Adressez C.V. + photo + prétentions, à BANQUE TARNEAUD - Direction du personnel - B.P. 402 - 87011 LIMOGES Cedex.

Banque Tarneaud

MEDIA P.A.

Agent de change - Paris

recherche
pour renforcer son équipe institutionnelle

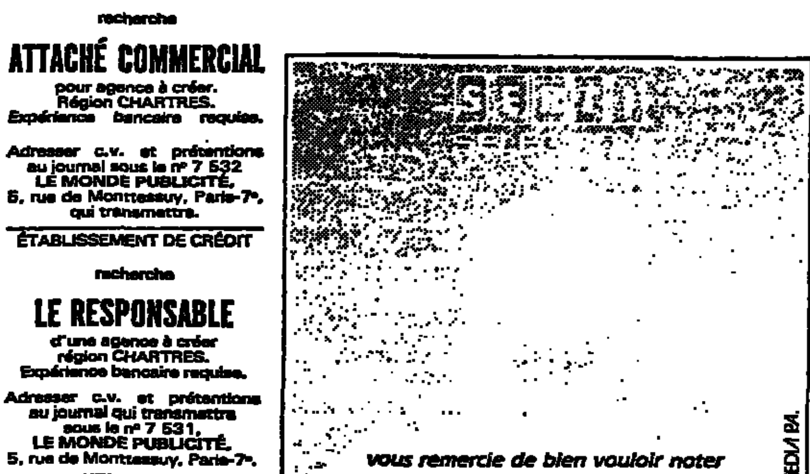
TRADERS ACTIONS

Les candidats(tes) devront :

être de formation supérieure, avoir une première expérience dans le domaine financier, être motivés par la Bourse, posséder un sens commercial affirmé pour traiter avec une clientèle institutionnelle française et étrangère de haut niveau (anglais parlé courant indispensable).

Rémunération motivante liée aux performances.

Merci d'envoyer lettre, c.v., photo et prétentions à J.-Cl. Adjémian, s/réf. TJ, 15, rue Pelée, 75011 PARIS.



vous remercie de bien vouloir noter sa nouvelle adresse :

66, RUE DE PONTHIEU
75008 PARIS - TEL. : (1) 42.56.20.32

MEDIA P.A.



UNIVERS DE LA GESTION

Gérant de portefeuille actions

Banque - 350/450.000 F

Clientèle institutionnelle - Une importante banque d'affaires française, très présente dans le domaine de la gestion de portefeuilles, recherche un nouveau gérant de portefeuille actions. Basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur du département "gestion actions", il aura pour mission de gérer, pour le compte d'institutionnels, un portefeuille de FCP titre II, SICAV, actions françaises et étrangères, etc..., et de développer le fonds de commerce correspondant. Ce poste ne peut convenir qu'à un gérant confirmé, âgé de 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, école de commerce ou équivalent), et justifiant d'une expérience supérieure à 5 ans dans la gestion d'un portefeuille actions pour le compte d'institutionnels, expérience acquise au sein d'une banque, d'une compagnie d'assurances, d'une caisse de retraite, d'une charge d'agents de change... La rémunération annuelle brute sera fonction du "calibre" du candidat retenu et pourra atteindre 450.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9176M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'agence

Banque - 250.000 F

Montpellier - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier - crédits promoteurs, crédits acquéreurs - recherche le directeur de son agence de Montpellier. Placé sous l'autorité d'un directeur de succursale basé dans le sud-est de la France, il organisera sa propre stratégie commerciale afin de développer son potentiel de clientèle (promoteurs, lotisseurs, marchands de biens, acquéreurs...), et devra optimiser l'organisation et les résultats de son agence actuellement composée de 5 à 6 personnes. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, et fortement motivé par le commercial. Il devra justifier d'une expérience réussie dans ce domaine. La connaissance de l'immobilier et la pratique de l'animation d'équipes constitueraient un atout important. Les entretiens préliminaires auront lieu soit à Paris, soit à Montpellier. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9175M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune chargé de relations publiques

Banque - 180.000 F

Nancy - Une banque française, réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan, recherche un jeune chargé de relations publiques. Basé à Nancy et rattaché au directeur de la communication et des relations publiques, il aura pour mission d'organiser la bonne représentation de la banque dans toutes les manifestations locales, régionales ou nationales, de nature à servir sa notoriété et son image. Il gérera notamment les relations avec la presse, et d'une manière générale, avec tous les acteurs susceptibles de partenariat avec la banque. Il contribuera à mettre en œuvre une politique sélective de publicité institutionnelle et financière. Il proposera enfin toutes initiatives propres à améliorer la communication interne au sein de l'établissement (journal d'entreprise). Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, école de commerce ou équivalent) et ayant une première expérience dans le domaine de la communication et des relations publiques ou dans des fonctions lui ayant permis de développer ses qualités de représentation, de contacts et d'expression écrite et verbale. La connaissance du secteur bancaire n'est pas indispensable mais serait appréciée. La rémunération pourra être supérieure à 180.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9171M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

Association gestionnaire de foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers

10 RESPONSABLES DE CENTRE

ayant le sens du contact. Gestion informatisée. Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer c.v. détaillé, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions à ADEP. 16, r. du Plâtre, 75004 PARIS.

LABORATOIRE région lyonnaise recherche

TECHNICIEN(NE)

Niveau B.T. ou B.T.S., Ayant de bonnes connaissances dans le textile, principalement teinture et impression. Débutant s'abstenir. Ecrire sous nº 10 258 M.P.A. 69298 LYON CEDEX 02.

GENIOUS SYSTÈMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL TEMPS RÉEL 68 000, 80/86, SOLAR, HP. Tél. : 47-85-63-39.

LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS, recrute :

CONSEILLER(E) EN GESTION

Form. DECS, maîtrise ou équiv. Env. c.v., prét. et motiv. à BGP, B. UGHETTO, 95, bd Voltaire, 75011 Paris.

UAP-Vie rech. 3 cciaux. Fixe + commission. Ss porte-à-porte. M. Lesage 47-70-15-44.

CARROSSERIE

Mensuel officiel des carrossiers professionnels (édition ÉDIRÉGIE)

Recherche son

RESPONSABLE DE RÉDACTION

Connaissance milieu auto appréciée, mais non indispens.

Env. c.v. et prét. à ÉDIRÉGIE, BP 379, 75869 Paris Cedex 18.

SOCIÉTÉ D'AVOCATS INTERNATIONALISTES RECH. pour Paris une Office Manager

CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Formation en gestion et comptabilité 3 ans minim. 10 ans maxi expérience gestion

pour approvisionnements investissements, gestion prévisionnelle financière et de trésorerie, supervision comptable et fiscale et gestion personnel *poste évolutif*

Ecrire avec C.V. à : THIEFFRY & ASSOCIÉS 2, rue Dufrénoy, 75116 Paris.

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

pour agences à créer en région parisienne. Expérience bancaire requise.

Adresser c.v. et prétentions au journal sous le nº 7 533 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e qui transmettra.

AGENCE D'ARCHITECTURE PARIS *recherche*

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé :
- De la comptabilité et de la trésorerie ;
- *Du contrôle de gestion ;*
- De la gestion du personnel (environ 30 personnes);
- De la mise en place et suivi des procédures (achats-ventes);

4 à 5 ans d'expérience. Niveau DECS.

Envoyer c.v. et prétentions à SOPRA 352, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

ORGANISME A VOCATION SOCIALE recherche :

UN CHARGÉ DE PROGRAMMES FRANCE

Cadre responsable de programmes innovants pour des populations en difficultés (enfants délaissés, jeunes sans emploi, personnes handicapées, personnes âgées). Conception, mise en place sur le terrain, généralisation. Profil requis : 30 ans environ. Bac + 4, 3 ans d'expérience dans le secteur associatif et social. Rigueur de gestion et esprit d'analyse. Qualités de synthèse et rédactionnelles. Poste basé à Paris. Esprit d'équipe et disponibilité pour déplacements en province de courte durée.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions sous réf. 70 à CORT, 12, rue Hamelin, 75116 PARIS.

BE INGÉNIERIE PARIS à vocation installation usine caractères chimiques et divers, pour implantation LYON courant 3e trimestre 86 recherche : INGÉNIEUR A.M. INSA ou équivalent, 30-40 ans. Sa fonction sera : entreprendre, animer cette unité. Conditions à définir.

Ecrire et joindre c.v. succinct GTTT M. REBOUL, 26, passage du Génie, 75012 PARIS.

URGENT

Importante Société

CHASSE

1 COMMERCIAL

(Angleterre) Français ou Anglais.

+

2 COMMERCIAUX

ou

TECHNICO

(Paris ou province) C.V. + photo à V. INTER, 47, rue Bucourt, 92210 SAINT-CLOUD. Tél. : 16 (1) 47-71-65-59, même le soir.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEURS(TRICES) ambitieux et dynamiques souhaitant s'intégrer à une équipe de vente
- (pas de porte-à-porte).

SI :
- Vous avez min. 23 ans ;
- Le goût des contacts humains ;
- Un bon niveau de culture générale.

Votre cand. nous intéresse même à temps partiel. Tél. à M. MAYORKAS au 45-38-66-73.

CENTRE INTERNATIONAL DU VITRAIL *Chartres* recherche

DIRECTEUR

spécialiste communication et commercialisation connaissances culturelles indispensables

Répondre sous 15 jours à M. Pierre Firmin-Didot 5, rue du Cardinal-Pie 28000 Chartres.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE INDUSTRIE ALLEMANDE leader sur son marché recherche

3 DIRECTEURS RÉGIONAUX

Secteurs à pourvoir : Sud-Ouest, Ile-de-France, et l'Est. Envoyer c.v. + photo *sous référence 81 351* à CONTESSE PUBLICITÉ 5, place du Corbeau, 67000 STRASBOURG qui tr. Réponse et discrétion assurées.

MAIRIE DE POITIERS (86) pour l'école régionale des beaux arts recrutons par voie de concours sur titres et sur épreuves

UN PROFESSEUR DE GRAPHISME

de communication à temps complet *(16 heures hebdo.)* Clôture des inscriptions le 20 octobre 1986. Renseign. Ecole régionale des beaux arts. Tél. (16) 49-88-96-53. Dépôt des candidatures service du personnel de la mairie de POITIERS. Tél. : (16) 49-88-82-07.

SOCIÉTÉ DE SERVICES *recherche*

CHEF D'AGENCE NIMES

Chargé exploitation et développement de ses activités sur NIMES et région.

De formation supérieure, âgé de plus de 25 ans, une expérience préalable services serait appréciée.

Rémunération motivante + intéressement aux objectifs. Véhicule fourni. Avantages sociaux.

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 4922 M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Organisme spécialisé dans le financement immobilier leader dans son secteur d'activité recherche un jeune cadre (H./F.)

ATTACHÉ COMMERCIAL

débutant ou première expérience, formation supérieure, niveau BAC + 4 pour être responsable d'un portefeuille de P.M.E. et assurer l'animation d'une petite équipe. Rémunération de départ : 8 500 X 13. Adr. lettre + c.v. + photo sous réf. 1 509, Pierre LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ DE COURTAGE A VOCATION *INTERNATIONALE* spécialisée sur l'Asie recherche Collaborateur (trice) débutant (e) ou 1 an expér.

POUR CONSEIL AUX INSTITUTIONNELS

HEC, ESSEC, SUP. DE CO ESCAE ou équivalent Anglais courant obligatoire

Env. C.V. + lettre manuscr. + photo à PROSM 16, rue Drouot, 75009 Paris.

Chef de département

Contrats et gestion commerciale

Constructeur informatique

Filiale française (200 personnes) d'une des plus performantes sociétés américaines d'informatique, nos logiciels et nos systèmes très sophistiqués sont utilisés par un nombre important et croissant d'industries.

Avec une équipe de 6 personnes, vous reporterez au Directeur Administratif et Financier et serez son bras droit pour prendre en main la chaîne complète du processus contractuel avec nos clients. Cela suppose :
- la responsabilité directe des contrats, de leur mise au point (éventuellement en clientèle) jusqu'à leur approbation par le siège ;
- la supervision du Service traitement des commandes, de l'enregistrement à la livraison ;
- la supervision du Service facturation-recouvrement, y compris la gestion du risque client et la politique de crédit.

Diplômé d'études supérieures, *la trentaine, votre expérience est déjà probante dans* ces domaines, si possible dans une structure similaire. Négociateur, votre qualité évidente est la communication, même en anglais. Manager, vous êtes également organisé, pragmatique et réalisateur.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence O/CDC/LM, à notre Consail Didier LESUEUR qui vous garantit la plus grande discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Au tout premier rang de la compétition internationale, nous concevons et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine pour la plupart des pays occidentaux et d'Extrême-Orient.

Pour renforcer notre équipe de gestion et de comptabilité, nous souhaitons intégrer le

RESPONSABLE DE LA GESTION DES MARCHÉS

Rattaché au contrôleur de gestion de notre département de Cagnes-sur-Mer (970 personnes, CA 600 Millions de Francs), vous avez la responsabilité d'un groupe de 5 personnes *chargé d'assurer le contrôle de gestion des affaires du département*, du suivi du chiffre d'affaires, et de la trésorerie. Contact fréquent avec les chefs de service et les responsables d'affaires(HEC, ESSEC, Sup de Co...). (Réf. CG/986)

RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE

Rattaché au chef du service comptabilité de la société (2400 personnes, CA 1,2 Milliard de Francs), vous encadrez un groupe de 8 personnes, chargé d'assurer le contrôle et les prévisions *en matière de trésorerie, et des comptes fournisseurs.* DECS exigé. (Réf. CT/986)

Nous souhaitons rencontrer des cadres de formation supérieure justifiant d'une expérience de quelques années dans l'un des deux domaines proposés. Votre capacité d'initiative, votre aptitude au travail en équipe, constituent des atouts supplémentaires.

Si, contribuer à la réussite de nos projets vous intéresse, nous vous proposons d'adresser votre candidature à Pierre BERETTI – THOMSON SINTRA/ASM – Chemin des Travails – B.P. 53 – 06801 CAGNES-SUR-MER, en précisant la référence de votre choix.

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES FILIALE DE THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Organisation comptable d'un groupe industriel

Les performances de notre Groupe (6.5 Milliards de F.), l'amélioration substantielle de ses résultats, son développement international et sa diversification, sont le fruit des efforts de réorganisation que nous avons entrepris. La poursuite de ce travail nous conduit à *concevoir et mettre en place des systèmes comptables et de gestion performants*, adaptés à nos activités. Pour cela, nous créons deux postes dont nous recherchons les responsables.

chef de projet progiciels comptables

Il assiste la Direction Comptable dans l'implantation des nouveaux progiciels de traitement comptable. En liaison avec les responsables des différents centres comptables, et basé dans le Nord de la France, il assure la résolution des problèmes techniques et la formation des utilisateurs qui est l'essentiel de sa mission.

A 28 ans au moins, vous avez une expérience de la mise en place de systèmes comptables, acquise soit dans une S.S.I.I. spécialisée dans la commercialisation de progiciels comptables, soit dans un Cabinet de Conseil. Vous êtes *diplômé de l'enseignement supérieur*, avec de solides connaissances comptables, informatiques et d'organisation. (Réf. 454/43)

chef de projet organisation comptable

Sa mission est d'homogénéiser les comptabilités des filiales et des participations du Groupe à l'étranger et d'assurer la mise en place d'un système unique : • il apporte une assistance technique aux filiales africaines : définition et harmonisation des procédures, formation des personnels... • il assure la mise sous contrôle des comptabilités des sociétés Américaines et Européennes.

Le poste implique de nombreux déplacements dans les filiales du groupe et l'aptitude à travailler à un double niveau, opérationnel et d'organisation.

A 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C. + D.E.C.S.), vous avez une expérience de la comptabilité et de l'organisation comptable, de préférence en milieu industriel. Vous avez acquis cette expérience directement en entreprise, ou dans un Cabinet d'Audit, dans le cadre de missions opérationnelles. (Réf. 454/44)

Vous souhaitez participer à l'organisation et au développement d'un Groupe industriel performant, ayant une dimension internationale (ce qui implique une bonne pratique de la langue anglaise). Rejoignez notre équipe.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, sous référence du poste choisi, à notre Conseil Françoise LECUYER qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Tour Fiat - Cedex 16 92084 PARIS LA DEFENSE

COFROR

UNIVERS DE LA GESTION

construire aménager rénover

PINAULT

Groupe industriel et commercial
9.500 personnes
6,5 Milliards de C.A.
100 filiales, recherche

AUDITEUR INTERNE

Votre rôle de conseil et d'assistance auprès de nos filiales, notamment en matière comptable, juridique et fiscale, vous permettra de participer à la gestion des sociétés qui vous seront confiées. Vous effectuerez parallèlement des missions de contrôle des procédures, de vérification des comptes, d'audit de rachat...

Vous êtes titulaire de plusieurs certificats supérieurs ou diplômé école de commerce et pouvez justifier d'une expérience approfondie en entreprise ou en cabinet.

Vous avez le goût des déplacements et du travail en équipe.

Adresser C.V. (préciser rémunération actuelle) à : PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS

Bleu Publicité

ENTREZ EN COMMUNICATION

PAR LA VOIE DE LA FINANCE...

JEUNE ASSISTANT SERVICE FINANCIER

Un groupe international occupant une forte position dans le domaine du conseil en communication propose une opportunité intéressante pour un jeune diplômé (homme ou femme) d'école de commerce ou de gestion (option finances).

Il sera rattaché à l'équipe de reporting et de consolidation, le mettant en contact fréquent avec les différentes filiales du groupe.

Ses capacités d'adaptation, son esprit de méthode doivent lui permettre de devenir rapidement autonome dans la fonction. Une attirance pour l'outil informatique (micro) sera fortement appréciée.

Les possibilités d'évolution de carrière sont importantes dans la société et dans le groupe et peuvent satisfaire l'ambition et l'exigence d'un candidat de valeur.

Le poste est basé à NEUILLY.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 109/M à notre conseil qui vous assure réponse et discrétion.

JFD conseil
102, bd Malesherbes 75017 PARIS

Contrôle de gestion

Un groupe industriel solidement implanté sur son secteur (CA 600 MF), recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Dirigeant un service de 4 collaborateurs, il aura pour missions principales :

- l'animation du système d'information : budget, compte d'exploitation analytique, tableaux de bord...
- l'exploitation avec les responsables opérationnels : analyse des résultats, études économiques, recherche des mesures correctives...

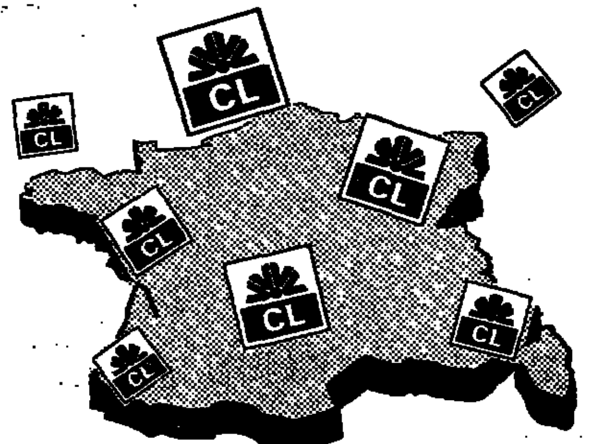
De formation supérieure Economie + DECS, ce contrôleur possède une dizaine d'années d'expérience industrielle. Il sait travailler avec l'informatique. Il s'impliquera fortement pour dynamiser la gestion et faire progresser l'entreprise.

Le poste est situé en Champagne.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 606 241 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

CREDIT LYONNAIS



LE CRÉDIT LYONNAIS
recrute pour ses ***DIRECTIONS RÉGIONALES,*** *des*

CHARGÉS D'AFFAIRES CLIENTÈLE P.M.E.-P.M.I.

Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Commercial ou Scientifique (BAC + 4 minimum), vous serez, en association étroite avec la vie d'une agence, l'interlocuteur privilégié des entreprises industrielles et commerciales.

Dynamisme, sens de la négociation et des responsabilités, ***grande mobilité géographique et fonctionnelle,*** *caractérisent votre profil professionnel.*

A moyen terme, le CRÉDIT LYONNAIS vous offrira une carrière vivante et évolutive au sein de ses différents Services, tant en France qu'à l'étranger.

Adresser lettre de motivations manuscrite et C.V. sous référence DCAP - ANPO 3 - au CRÉDIT LYONNAIS - recrutement des cadres - 25, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT



HERMÈS

- Notre forte croissance,
- la complexité et l'importance de notre entreprise tant au plan de la production que de la commercialisation,
- un prochain déménagement de nos services et ateliers en RP nous amènent à créer le poste de :

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION/METHODES

Après une phase d'analyse et de diagnostic de nos différents circuits administratifs et flux de matières/produits finis, il lui sera demandé de repenser l'ensemble de nos méthodes et procédures sans craindre d'innover et dans un souci de simplification et de cohérence : approvisionnement, administratif, gestion de production...

Parallèlement à la rédaction d'un manuel de procédures, il devra assurer la mise en place auprès des services utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un candidat (H/F) de fort potentiel, diplômé d'une grande école, justifiant d'une solide expérience soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Veuillez adresser vos C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite, sous réf. 30521 M, à notre Conseil Christiane JOGUET.

EMPLOI **centor**
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 42.85.15.53

LYON 78 89 37 16 ■ MULHOUSE 89 32 25 29

Chef de mission

LA RESPONSABILITE COMPLETE DES TRAVAUX D'EXPERTISE COMPTABLE

Après 2 ou 3 ans d'expérience dans un Cabinet, vous souhaitez évoluer en exerçant des responsabilités de Chef de Mission au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable, membre d'un Groupe International.

Le développement de nos activités nous conduit à vous proposer la responsabilité complète de travaux d'expertise comptable (surveillance de comptabilité, assistance de gestion) pour un portefeuille de sociétés. Vous remplirez également un rôle d'organisation en assurant la définition et la mise en place de procédures comptables.

Diplôme de l'enseignement supérieur, vous êtes titulaire du DECS et de préférence d'un certificat supérieur. Vous avez une bonne pratique de la langue anglaise.

Nos perspectives de croissance vous permettront d'évoluer et d'élargir vos responsabilités dans un environnement de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à notre Conseil Aline MAUGER, qui vous assure sa totale discrétion - COFROR - référence 930/50, Tour Fiat, cedex 16. 92084 PARIS LA DEFENSE.

COFROR

Organisation et Publicité

Nous sommes une importante
BANQUE D'AFFAIRES
implantée dans de nombreux pays.

Nous bénéficions de l'appui d'un très grand Groupe et poursuivons notre expansion.

Notre Direction des Opérations Financières renforce son équipe et recherche :

UN SPECIALISTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Fortement tourné vers le commercial, il participera au développement de ce type d'interventions (émissions d'obligations, augmentations de capital, introduction sur e second marché...) auprès des grands Emetteurs.

Ce poste attirera un Fondé de Pouvoir d'environ 33/35 ans, de formation supérieure, (membre de la SFAF apprécié), *déjà bien introduit dans ce milieu*, ayant 4 ou 5 années d'expérience des opérations financières, qui s'est révélé excellent commercial et souhaite accélérer son évolution professionnelle. L'anglais est indispensable.

Nous offrons de réelles opportunités de progression et d'affirmation.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous référence 9120 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion totale.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

Gérer, conseiller, optimiser, chez Colgate-Palmolive

Votre mission sera triple : Optimiser les systèmes de gestion de votre Division (logistique et soutien informatique). Conseiller nos 40 distributeurs exclusifs dans les domaines financiers, informatique, organisation, juridique et formation professionnelle. Participer activement à la politique commerciale de la Division. Vos qualités de manager vous seront nécessaires pour animer votre département constitué de 8 personnes.

Votre domaine d'intervention : la Division de vente des produits d'hygiène et entretien auprès des collectivités et industries.



Votre formation : Grande Ecole de Commerce (option finance appréciée) complétée par une première expérience de la gestion. Votre goût pour l'analyse financière et l'informatique de gestion se double d'un excellent sens des contacts.

Nous vous demandons pour ce poste basé à Courbevoie, d'accepter le principe de la mobilité géographique.

Jacques Colin attend votre candidature au service de l'Emploi et des Carrières, 55 bld de la Mission Marchand. 92401 Courbevoie Cedex, sous la référence LM 15-9.



UNIVERS DE LA GESTION

UN BON DÉPART POUR VOTRE CARRIÈRE

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de *l'imagerie médicale*.
La Direction du Contrôle de Gestion et du Plan souhaite intégrer un

ASSISTANT DE GESTION H/F

Auprès du Contrôleur de Gestion de la maison-mère, vous êtes responsable de l'analyse et de la validation des informations de gestion en provenance des neuf unités opérationnelles décentralisées et du Siège :

- Vous établissez chaque mois, la situation de gestion de la Société et deux fois par an, une situation prévisionnelle ;
- Vous contrôlez la qualité et la cohérence des informations rassemblées, par un contact régulier avec les Contrôleurs de Gestion des unités ;
- Vous adaptez le système informatique de transmission des informations.

Vous êtes de formation supérieure (école de commerce, DESS de gestion...).

Après quelques années dans ce poste où vous débuterez votre carrière, nous souhaitons vous proposer une évolution au sein d'une unité en France ou dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Poste basé à Paris (15e).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à Odile BORDIER – *THOMSON-CGR – Service du Personnel* – 33, avenue du Maine, B.P. 50 – 75775 PARIS CEDEX 15.

THOMSON CGR

HAVAS CONTACT

Le trésorier

de l'un des leaders mondiaux de la construction aéronautique.

Sous bien des aspects, Airbus Industrie est unique.

Unique dans sa réussite quant au défi lancé aux géants américains de l'aviation civile avec 542 A 300, A 310 et A 320 en service ou en commande, ce qui confirme la place d'Airbus Industrie parmi les plus grands avionneurs du monde.

Extraordinaire, également, le niveau de compétition créé par la dimension multinationale des finances du consortium, et par sa longue expérience de leader dans la construction aéronautique.

Le trésorier devra gérer les besoins de trésorerie et la situation monetaire de la Société, organiser le développement du financement et veiller aux intérêts de la Société en ce qui concerne tous les aspects du financement des affaires pouvant affecter le crédit et la situation financière d'Airbus Industrie.

Mais ce qui est essentiel, c'est l'exploration et l'exploitation des nouveaux concepts et mécanismes de financement. C'est pourquoi le Trésorier devra faire d'Airbus Industrie une société dont le financement sera d'un niveau aussi élevé que les techniques.

Le candidat ou la candidate devra avoir un diplôme d'études supérieures et s'être familiarisé avec les activités de banque et de trésorerie, dans une société ou dans une banque opérant sur le marché international et engagée dans le financement de biens d'équipement.

L'expérience de l'Evolution de Crédit serait un atout primordial, de même que la capacité de négocier au plus haut niveau.

De toute façon, la meilleure préparation à ce poste serait un MBA (associé à l'expérience dont nous avons déjà parlé). Une autre qualité importante est la possibilité de mener des affaires en anglais. Il est également nécessaire d'avoir une bonne connaissance du français des affaires.

Les premiers entretiens auront lieu à Paris.

Pour ce poste, basé à Toulouse, la rémunération (en Francs français) est largement négociable *dans l'optique d'Airbus qui souhaite attirer* les meilleurs candidats que l'Europe puisse offrir. Beaucoup d'avantages très attractifs, dont une aide au déménagement.

Si vous êtes sérieusement intéressé par un poste qui vous permette d'exercer une fonction de trésorier au plus haut niveau, envoyez votre C.V à John Farth, Austin Knight Selection, 17 St. Helen's Place, Londres EC3A 6AS, en précisant la référence 195/JF/86 ou téléphonez au (19) (44) 1 628 50.21 ou (19) (44) 1.256.69.25, soir ou week-end, pour obtenir un dossier de candidature.

Austin Knight Selection

Airbus Industrie

MEMBRE DE SYNTEC



BOURGOGNE SUD :
LE CREDIT AGRICOLE DE SAONE ET LOIRE,
recherche LE RESPONSABLE DU SERVICE

AUDIT et CONTROLE GENERAL

Rattaché directement à la Direction Générale.
Votre rôle, étroitement lié à la politique définie par l'entreprise, visera à optimiser la sécurité, l'intégrité et l'efficacité des fonctions bancaires exercées par la Caisse Régionale, ainsi qu'à l'amélioration des procédures.
Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, votre rigueur et votre autorité naturelle, appuyées si possible par une expérience bancaire et des connaissances en informatique, vous permettront de réussir dans cette fonction. Poste à pourvoir au Siège Social à **MACON.**

Adresser CV, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Service du Personnel - B.P. 529 - 71010 MACON CEDEX

LELY-TOURNAY/ABBCOM

Un grand groupe chimique français de renommée et d'activité internationales (12.000 pers. - C.A. 20 milliards de Francs - 45% du C.A. réalisé à l'exportation - siège parisien) offre l'opportunité de débuter sa carrière au sein de son service INSPECTION COMPTABLE à

JEUNE HEC, ISG, SUP DE CO...

Option Finances/Comptabilité

Interface entre la Comptabilité Centrale et les Services Comptables de nos unités, vous assistez ces dernières dans la tenue de leur comptabilité opérationnelle, vous les aidez à s'organiser et optimiser les circuits et traitements des informations industrielles et commerciales, vous participez à l'harmonisation et à la mise en place de procédures informatisées.

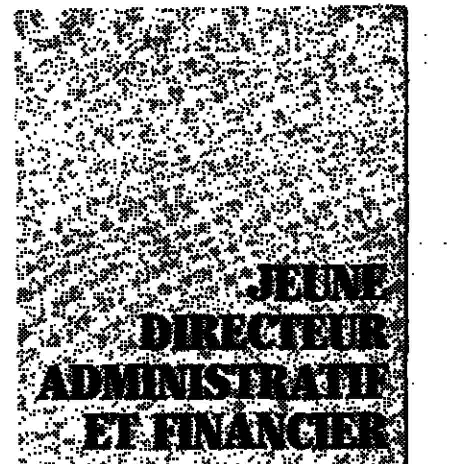
Vous pouvez être débutant, diplômé d'une grande école de commerce et de gestion et si possible du DECS. Vous serez formé à nos méthodes et outils, intégrerez une petite équipe au style direct et précis et prendrez progressivement des responsabilités.

Votre rigueur et votre contact aisé, votre mobilité intellectuelle et géographique vous ouvriront de larges possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence 221 54/M à notre Conseil Christine DEFECHE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

CURRICULUM



Homme ou femme d'analyse et d'action, le candidat de formation type ESC, IEP + si possible DECS, aura en charge la comptabilité générale et analytique, la trésorerie et l'administration des services généraux d'un important groupe d'édition fortement implanté en Région et en constant développement.
Ce poste est basé dans une Ville Universitaire de province.

Merci d'adresser CV et prétentions sous Réf. 2503 à HAVAS service domiciliation, 136 av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly. Discrétion assurée.

COMMUNICO



Issu d'une grande école HEC, ESSEC, Sup de Co, vous avez déjà acquis une expérience de 3 ans minimum qui vous permettra de remplir la fonction que nous souhaitons vous confier.
Responsable d'une petite équipe vous aurez à mettre en oeuvre les instruments de gestion de notre organisme

- procédures de comptabilité et de contrôle financier
- établissement d'outils de gestion interne : tableaux de bord, situations comptables intermédiaires.

Vous aurez également à définir les développements informatiques nécessaires.
La dimension de notre groupe à vocation industrielle, 20 000 personnes, 13 milliards de CA, vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 7979 à Média-System, 9 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

média-system

Importante société Paris 16e

Se développant rapidement dans le monde entier sur des marchés de haute technologie, recherche

Contrôleur de Gestion

(Réf. M1036)

Sa mission :
Collaborateur direct du Directeur de Division, il devra :

- coordonner l'élaboration des plans et des budgets
- participer à la préparation des offres et suivre le déroulement des affaires
- analyser les résultats mensuels et en faire la synthèse pour la Direction.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co. ou Maîtrise de Gestion), les candidats devront avoir la pratique de l'outil informatique.
Une expérience minimum de 4 à 5 ans est indispensable.

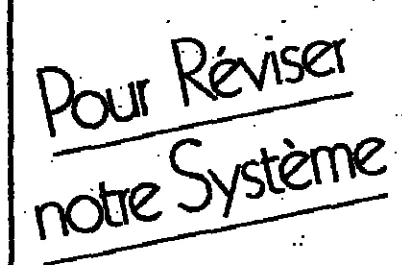
Analyste Reporting

(Réf. M1037)

Sa mission consistera principalement à consolider et analyser les éléments comptables fournis par les divisions et usines, et en faire la synthèse dans le Tableau de Bord de la Direction.
Sa formation devra être de type Ecole de Commerce ou Universitaire (IUT, etc.), la pratique de l'informatique serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à notre conseil IMAGO, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Un Contrôleur de Gestion



Notre laboratoire en *croissance* constante à *triplé* son C.A. en 5 ans (650 MF). Ceci conduit notre Directeur du C.G. à s'adjoindre un contrôleur pour lui confier la rénovation du système de gestion, pour le préparer aux besoins de nos développements prévus.

Vous analyserez la méthode actuelle, concevrez pour chaque projet de nouvelles procédures; les mettrez en place et les ferez vivre. Vous participerez à l'élaboration et suivrez également notre budget.

Votre expérience de 3 à 5 ans d'un grand cabinet d'audit est complétée par une pratique du contrôle de gestion en entreprise. Vos qualités d'écoute et de contact doivent vous permettre de développer chez nous votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier (*lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions*). sous référence 60 501 M, à notre Conseil, qui le traitera en toute confidentialité.

Daniel Desjardins 5, rue de la Surintendance - 78100 Saint-Germain-en-Laye



camif

Nous sommes un grand de la vente par correspondance en pleine expansion et réalisons un chiffre d'affaires de 3 milliards avec 1 350 personnes.

Dans le cadre de notre développement et le renforcement de nos compétences nous recherchons

CHARGE D'ETUDES QUALITATIVES *HF*

DIRECTION DES ETUDES ET INFORMATIONS MERCATIQUES

Sa mission principale sera la réalisation d'études de perceptions et motivations, auprès de notre sociétariat et le développement de techniques d'enquêtes adaptées. Il participera à la définition de projets pour l'adéquation aux catalogues d'enquêtes.
Homme de communication, de méthode et de synthèse, il devra faire partager ses travaux et conclusions en vue de réalisations concrètes et opérationnelles.
De formation supérieure en sciences sociales ou marketing le candidat aura une première expérience professionnelle de 2 ans dans un poste similaire (cabinet ou annonceur).

JURISTE D'ENTREPRISE *HF*

DIRECTION FINANCIERE

Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'Entreprise en matière de Droit Commercial et des Sociétés - l'étude et l'élaboration des contrats commerciaux - *la gestion des litiges et la prise en charge d'une partie du portefeuille des assurances.*
Maîtrisant parfaitement le Droit Commercial et des Sociétés tout en intégrant les spécificités d'une Entreprise de distribution, le candidat disposera d'une formation supérieure - (Maîtrise, D.E.A.), complétée par une expérience de 2-3 ans dans un poste similaire en grande Entreprise ou Cabinet juridique, il devra allier à la méthode et à la technicité du juriste le sens des contacts et de la *communication.*

Ces postes sont à pourvoir à NIORT (60 km de La Rochelle).

Adresser candidature (C.V., photo et prétentions)
à la *Direction du Personnel - 79045 NIORT Cedex).*

Pierre Lichau

---

de la Consolidation Comptable à la Résolution de nos Cas Spéciaux...

Nous concevons et réalisons des systèmes de transports automatiques comme ARAMIS ou le VAL qui connaît le succès à Lille, et s'implantera à Toulouse, Chicago, Jacksonville. Notre activité en très forte expansion nous conduit à des promotions vers les Centres de réalisation de nos projets. Vous remplacerez le responsable de la consolidation comptable (PLURIMONETAIRE), coordonnerez des arrêtés périodiques des Centres pour lesquels vous serez un conseil face à des situations pleine d'imprévu. Vous résoudrez les dossiers des cas particuliers pour lesquels vous définirez la procédure à suivre à l'avenir.
Votre formation supérieure de finances - comptabilité se trouve confirmée par une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon et votre mobilité qui vous conduira à Lille dans un premier temps, favorisera l'évolution de votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 6901/M à notre Conseil

Daniel Desjardins - 5, RUE DE LA SURINTENDANCE - 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

PARFRANCE ANNONCES



MATRA TRANSPORT

Controller

ASSURER NOTRE DEVELOPPEMENT

Nous sommes la filiale Française d'un important Groupe Japonais développant une large gamme d'activités dans les domaines électrique et électronique. Actuellement en forte croissance, notre objectif est d'atteindre d'ici 1 à 2 ans un chiffre d'affaires de 500 millions de F.
Dans ce cadre, notre Président-Directeur Général recherche aujourd'hui un collaborateur direct qui supervise l'ensemble des fonctions administratives, comptables et financières ainsi que l'informatique.
La mission première de ce Controller est de mettre en place une structure permettant d'assurer notre développement : il définit nos systèmes d'information et de gestion, conçoit les procédures internes, met en place le contrôle de gestion et en assure le suivi.
Vous avez acquis une expérience d'au moins 4 à 5 ans dans des fonctions comptables et financières, en Cabinet d'Audit ou en entreprise, vous ayant permis d'utiliser l'informatique et incluant, si possible, une responsabilité d'organisation. Diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C., D.E.C.S., Maîtrise de Gestion), vous parlez l'anglais.
Cette création de poste vous permettra d'avoir la responsabilité complète d'une fonction et de remplir à la fois un rôle opérationnel et d'organisation.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à *notre Conseil Georges KRASNOVSKY, qui vous assure de sa* totale discrétion - COFROR - référence 871/30, Tour Fiat, cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.



Organisation et Publicité



La banque du Bâtiment et des Travaux Publics dont les activités financières sont en forte croissance, recherche, pour elle-même et ses filiales, un

Conseiller financier

chargé de présenter à une clientèle répertoriée d'institutionnels et de grandes entreprises, un ensemble de services et de produits adaptés aux nouveaux marchés financiers, et d'en assurer le suivi.
Ce poste, conçu en fonction autonome, assorti d'une rémunération élevée et incitative, s'adresse à un candidat de formation supérieure très attiré par une activité de négociation financière. Le titulaire s'intégrera à une équipe pratiquant une très large concertation avec les intervenants sur les marchés et participant à la création de produits nouveaux.

Adresser résumé de carrière à Bernard Mangou,
SEARCH, sous la référence 2172/M,
17 rue la Rochefoucauld,
75009 Paris.



média-system

Filiale d'un grand groupe international pétrolier (900 MF - 10 agences), basée à ROUEN, nous recherchons un

Chef comptable

pour nous, un poste clé...

Un poste clé, car notre type d'activité implique une gestion très fine et surtout parce que vous devrez mettre en place un **nouveau système informatisé** (IBM 36 couplé avec des XT et AT dans les agences).

Vous aurez, avec votre équipe de 5 personnes, à développer une comptabilité d'exploitation pour nos agences, à mieux gérer notre trésorerie, à établir les tableaux de bord, dans un souci constant de gain de productivité.

Vous êtes un professionnel rigoureux, maîtrisant bien l'outil informatique (si possible, IBM 36 et micro).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/COP/LM, à notre Conseil Michèle DUCHER, qui vous garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Concevoir et animer le contrôle interne... dans une structure décentralisée

La société pratique la décentralisation dans le cadre d'une structure multiple : siège, divisions régionales, filiales... d'où la nécessité d'un contrôle interne renforcé.

Nous recherchons celui ou celle à qui nous confierons cette mission :
concevoir, mettre en forme et faire vivre un système de contrôle des comptes de l'entreprise. Définir les procédures, les méthodes et veiller à leur application. De plus, il ou elle est l'interlocuteur des commissaires aux comptes. Dans notre esprit, cette fonction est tout autant d'assistance que de contrôle.

Ce poste doit intéresser un ou une jeune diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C., option finance-comptabilité ou universitaire), bénéficiant dans les deux cas complémentairement du D.E.C.S, et, ayant une première expérience soit similaire soit d'audit en cabinet.
Cette responsabilité suppose une certaine disponibilité physique et une réelle faculté relationnelle.

La rémunération prendra en compte l'expérience acquise.
Base de travail : au siège, à Paris mais prévoir des déplacements.

Nous remercions les personnes intéressées de nous adresser leur candidature s/réf. CI 990 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche

AUDITEURS INTERNES

Débutants ou confirmés

- Pour participer au contrôle de la bonne application des normes et des systèmes comptables, informatiques et de gestion du Groupe ;
- Il sera de formation supérieure «Grande Ecole de Commerce ou de Gestion» + DECS ou équivalent et, au minimum, bilingue.

Lieu de travail : **PARIS** avec de nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 12911 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DEPARTEMENT PRODUITS D'EPARGNE

Importante BANQUE



Au sein d'une équipe en pleine expansion, nous vous proposons de participer au développement important de nos activités financières et vous confierons, en fonction de vos aptitudes, formation et expérience professionnelle, la responsabilité de la conception, de l'élaboration et du suivi de nos produits d'épargne : SICAV, Fonds Communs de Placement.

Pour ce poste, une formation supérieure **Sciences Po, Droit... est** indispensable.

Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions (confidentialité assurée), sous la réf. 4316, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE
Implantée à PARIS (Champs-Elysées)
recherche dans le cadre de son expansion au

SERVICE TRESORERIE ET CHANGES

TRESORIER FRANCS DOMESTIQUES H/F

Agé de 30 ans, vous avez une bonne expérience du marché F.D. Une connaissance professionnelle ainsi qu'une formation supérieure sont nécessaires pour tenir ce poste.
Réf. TFD

EMPLOYE TRESORERIE SERVICES H/F

Assistant de trésorerie en devises. Anglais nécessaire
Réf. ETS

EMPLOYE GRADE GESTION TRESORERIE H/F

Avec une expérience de 2 à 3 ans dans le Back-Office
Réf. EGT

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. du poste choisi à CONTESSE PUBLICITE sous n° 12491 - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui trans

---

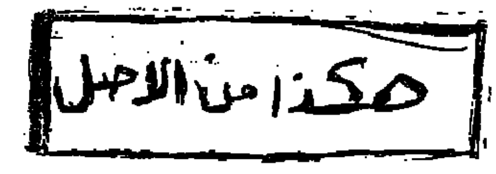
BANQUE PRIVEE

Responsables clientèle entreprises

Habitué aux contacts de haut niveau, vous aurez pour mission l'exploitation et le développement d'une clientèle de PME/PMI et notamment d'entreprises ayant une activité internationale.
Diplômé de l'enseignement supérieur et parlant l'anglais couramment, vous avez une expérience professionnelle de 8 à 10 ans dans le secteur bancaire.
Le lieu de travail est à Paris (8e).

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyer votre CV sous référence 847.33 à notre Conseil :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 Paris.





UNIVERS DE LA GESTION

Recruter avec des banquiers et pour des banquiers...

PA Conseil en recrutement est la filiale française du groupe PA (2300 personnes dans le monde, 77 bureaux dans 22 pays). Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA est aujourd'hui le leader en France de la recherche de cadres dans le secteur bancaire (46 missions au cours des six derniers mois). Pour faire face à son développement, le département banque de PA - composé exclusivement d'anciens banquiers - souhaite intégrer un nouveau consultant, de profil similaire. Basé à Neuilly, et bénéficiant de l'infrastructure du groupe, il utilisera les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...), entretiendra des relations permanentes avec les banques françaises et les banques étrangères établies en France, et sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il gèrera et développera de façon autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé (classe V, VI ou VII), connaissant bien les différents métiers de la banque et motivé par une spécialisation dans le métier de consultant en recherche de cadres. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/062RM. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ESC - OPTION FINANCE
DECS - DESS AUDIT - AIX
FUTUR CHEF DE MISSION

AUDIT à MARSEILLE

Notre Groupe Bancaire Privé, au réseau national (80 agences, 3 Directions Régionales) complète **sa jeune équipe d'audit inspection** rattachée directement à la direction générale.

Nous vous offrons :
- d'acquérir une plus-value par la rigueur et l'efficacité de nos techniques d'audit,
- de conduire une inspection jusqu'à la présentation de rapports destinés au plus haut niveau, ouvrant *le dialogue avec les responsables* opérationnels,
- d'exercer par la suite, des responsabilités en agence et dans les sièges.

Jeunes Diplômés, si l'audit pointu vous intéresse,

merci d'envoyer : C.V., photo et lettre manuscrite à : Monsieur CORONEL
Contrôleur des Services de la Banque
BP 2140 - 13205 MARSEILLE Cedex 01.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Recherche pour le **SERVICE DES ENGAGEMENTS** de sa **Direction Bancaire** un

ANALYSTE DE CREDIT H/F

- de formation supérieure
- disposant d'une expérience bancaire d'environ 5 ans
- ouvert aux techniques nouvelles.

Le candidat devra :
- traiter les demandes de crédit,
- analyser les bilans (micro/informatique),
- évaluer les risques,
- participer au montage des opérations bancaires,
- traiter en appui commercial avec la clientèle (moyennes/grandes et grandes entreprises).

Après trois années dans ce poste il pourra évoluer vers l'Exploitation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 12637 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107, Paris cedex 02.

CONTESSE

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM GROUPE ABN BANK

recherche

2 ATTACHES DE CLIENTELE PRIVEE H/F

L'un pour l'une de ses Agences Parisiennes
L'autre pour sa Succursale de Strasbourg.

Ils devront se constituer leur fonds de commerce composé d'une clientèle haut de gamme de particuliers.

Sont indispensables :
- l'expérience du poste,
- une solide formation, universitaire et/ou I.T.B.
- une excellente présentation,
- une grande aisance dans les contacts alliée à de réelles aptitudes commerciales.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à
Banque N.S.M. - Section Recrutement
3, avenue Hoche, 75008 PARIS.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 99 10 66

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER DE PROMOTION ET DE GERANCE
1 300 personnes, 2 milliards de C.A.,
recherche un

CONTROLEUR DE GESTION HF

Intégré au département Contrôle de Gestion, sa mission comportera :
- la négociation et la mise en place des budgets annuels de la gérance de 80 000 logements ainsi que leur suivi,
- l'assistance des unités de gestion décentralisées,
- des études spécifiques pour la direction générale,

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, le candidat aura une première expérience en Contrôle de Gestion.

Dynamique, il devra faire preuve d'esprit d'initiative et d'un réel sens des contacts.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions à :



F.F.F.
159, rue Nationale
75013 PARIS.

Pierre Lichau

DMC recherche pour une importante société Africaine de production textile dont elle assure la gestion :

Contrôleur de Gestion

rattaché à la Direction Générale, le candidat aura pour principales responsabilités :
- l'élaboration et le suivi des budgets (analyses...),
- l'établissement des reportings et consolidation,
- la mise en place d'un important projet de comptabilité analytique.

De formation supérieure ESSEC, Sup. de Co... il devra avoir une expérience similaire d'au moins 5 ans si possible dans un environnement industriel avec une bonne pratique des techniques informatiques et principalement la maîtrise de la micro-informatique.

Nous offrons bon salaire et nombreux avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser C.V. sous réf. 330M à
M.J. WEBER-DMC - Gestion des Cadres
88, rue de Rivoli 75004 Paris.



CURRICULUM

AUDITEURS *confirmés*

Nous sommes la COFFRA (Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande), jeune et dynamique **société d'expertise comptable**.

Très spécialisés dans une clientèle de sociétés filiales allemandes, *nous ambitionnons de devenir leader dans notre* domaine. Nous créons des postes d'AUDITEURS CONFIRMES.

Après une période de formation, l'audit et le commissariat aux comptes seront l'essentiel de votre **mission très évolutive**. *De formation Grandes Ecoles ou similaire* (HEC, ESSEC, Sup. de Co,....), vous devez avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet. La pratique de l'allemand est impérative. La connaissance de l'informatique vous aidera à réussir. Quelques déplacements sont prévus. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. AC, au Dr Kurt SCHLOTTHAUER - **COFFRA** - 44, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS.

COFFRA
COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE

MEDIA BA



Jeune D.A.F.

Filiale basée à Tours (37) d'un important groupe Anglo-saxon (CA 7,2 milliards de F), nous comptons parmi les grands noms sur nos marchés et nous recherchons le responsable de notre fonction GESTION.

Rattaché au Directeur Général France, il évoluera dans le cadre d'une organisation et d'une stratégie internationales, aura la charge d'animer une équipe de 6 personnes et couvrira :
- Comptabilité, trésorerie
- Prix de revient
- Contrôle de gestion
- Plan et budget
- Gestion des stocks
- *Informatique*
- Administration du personnel (60 personnes)
- Reporting Division et Groupe.

Les candidats à ce poste ont environ 28 ans, le D.E.C.S. et une expérience professionnelle réussie acquise en *milieu industriel*.
De bonnes bases d'anglais sont demandées.

Envoyer votre CV avec lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. M 2474 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra à notre conseil en recrutement.
Discrétion absolue assurée.

LÉVI - TOURNAY / ASSCOM



Industrie Pharmaceutique et Cosmétique
2 500 personnes - C.A. : 1,5 milliard de francs.

Notre Directeur Financier, souhaitant renforcer sa Direction Comptable, cherche un

EXPERT COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur des Comptabilités, qu'il sera appelé à remplacer dans un délai de 3 ans, il assurera :
- la définition de normes comptables internes,
- la consolidation (30 sociétés françaises et étrangères),
- une nouvelle informatisation du système comptable,
- la production d'analyses financières.

Le candidat devra être diplômé d'une école de commerce et titulaire de l'expertise comptable.

Une expérience professionnelle en cabinet d'expertise ou grande entreprise (expérience consolidation) serait particulièrement appréciée.

Envoyer S.V.P. votre *dossier de candidature* (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) à :
Claude PECH - BP 222 - 81106 CASTRES Cedex.

VALENS CONSEIL

DEVELOPPER UNE ADMINISTRATION INTÉGRÉE PERFORMANTE

Nous avons réussi sur des marchés difficiles une progression moyenne du C.A. de 17 % par an.
Nous avons ainsi consolidé notre position de filiale leader dans le Groupe International auquel nous appartenons.

Réussir la réorganisation de l'Administration de l'Entreprise et dès lors en prendre la responsabilité d'ensemble sera votre objectif.

Vous êtes diplômé de Grande Ecole de Commerce (Gestion) et vous possédez une bonne pratique de l'Anglais.
Votre expérience opérationnelle et fonctionnelle dans l'Administration générale d'Entreprise moyenne ou d'Unité décentralisée de Groupe est une réussite et vous êtes prêt pour d'autres compétitions.

Nous en parlerons avec vous dès que votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) nous sera parvenu par l'intermédiaire de MS JONCTION, sous réf. 1257.
104 rue Réaumur 75002 PARIS.

Discrétion et réponse assurées.

Jonction

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE COTÉE EN BOURSE DEPUIS PEU, recherche pour son Siége proche banlieue nord son

CONTRÔLEUR DE GESTION
AUDITEUR INTERNE

reportant au Directeur Financier, il définit et contrôle les procédures (administratives, comptables, informatiques) ; il suit les en-cours clients (accords, relances, négociations, contentieux) ; il anime les processus budgétaires (prévisions, budgets, reportings, T.D.B) et pilote les Audits Externes (Cabinets anglo-saxons).

De look 26/32 ans, il/elle a du punch et connait réellement la comptabilité générale ; il est ESC + DECS (ou équivalent) ou a une expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre C.V. (photo et prét. indispensables) à *notre Conseil* Alexandre LAMY sous réf. B114 - 10, rue Raspail 92270 BOIS-COLOMBES

Nous sommes un groupe de sociétés de Conseil dans les domaines de l'organisation, de la finance et de la stratégie employant 50 personnes.
Nous recherchons un :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour seconder notre Président et assurer :
- la supervision de la comptabilité,
- le contrôle de gestion,
- le suivi des financements,
- l'administration générale,
- la gestion du personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat à fort potentiel souhaitant évoluer dans un groupe à développement et ayant :
- un diplôme d'une grande école de commerce,
- 3 ans d'expérience dans la fonction.

Envoyer lettre s/réf. 5850 à **PIERRE LICHAU S.A.**
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

SOMFY

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION :
L'OPPORTUNITÉ INTERNATIONALE

Leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture, notre progression est constante : 500 pers., 300 MF de CA dont 80% réalisés à l'Export.
Rattachée au Président du Groupe, la fonction est orientée vers les activités internationales des 10 Sociétés Filiales - Europe, USA, Japon.
Elle comprend : l'optimisation des systèmes de gestion du Groupe, l'élaboration et le suivi des budgets, le reporting et l'assistance aux Filiales en matière de gestion.
A 30 ans environ, de formation ESC Gestion/Finances, vous possédez une première expérience de la consolidation acquise en Entreprise; vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand.
Basé en Haute-Savoie, vous êtes disponible pour des déplacements fréquents.
Merci d'adresser votre candidature avec lettre de motivation, CV détaillé, photo et rémunération actuelle à SOMFY - Service du Personnel - B.P. 182 74300 CLUSES.

DESSEIN

SOCIETE DE CONSEIL EN FINANCE EN CROISSANCE EXPONENTIELLE
recherche

Senior consultant finance/trésorerie

futur **associé**

Un ESSEC, HEC, ESCP ou MBA ayant 3 à 8 années d'expérience en gestion financière et/ou en gestion de trésorerie Francs et Devises. La connaissance des marchés des futures et des options, ainsi que de logiciels tels que Symphony ou Lotus 1, 2, 3 seraient des atouts supplémentaires.

L'expérience peut avoir été acquise en cabinet, en entreprise et/ou dans un établissement bancaire ou financier.

Pour ce poste à pourvoir à Paris, la rémunération sera très attrayante : fixe élevé et participation très significative aux résultats.

*Envoyer dossier complet (C.V., photo, rémunération actuelle, lettre de motivations) s/réf. **5054** à **PIERRE LICHAU S.A.** - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.*

Etudes et organisation comptables

Au sein du Département concerné de notre Direction Financière, vous serez chargé de :

participer à l'étude et à la mise au point des méthodes et procédures comptables,

concevoir, développer et mettre en place, en liaison avec l'informatique et les utilisateurs, des systèmes automatisés de traitement des opérations comptables,

effectuer toute mission d'organisation, d'assistance, d'étude ou de conseil au sein de la Direction des Services Comptables ou auprès des Sociétés du groupe, Françaises et Etrangères.

Ce poste très relationnel et évolutif, nécessite une formation supérieure type grande école de commerce, une expérience d'environ deux années acquise en entreprise ou dans un cabinet d'audit ou d'organisation, la pratique de l'Anglais et si possible d'une deuxième langue, un intérêt pour l'informatique et une bonne disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. B108M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35, bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CURRICULUM

Contrôleur de gestion de sociétés financières

Le Groupe Crédit Mutuel de Bretagne (3 000 salariés, 900 000 clients) comprend plusieurs sociétés financières.

Le responsable du Département **CONTROLE DE GESTION** recherche un collaborateur pour renforcer l'équipe chargée du suivi de gestion de ces sociétés : plans, budgets, rapports financiers, etc...

ESSEC - SUP de CO vous avez une première expérience et vous possédez de solides connaissances en **GESTION FINANCIERE ET EN INFORMATIQUE** qui vous permettront d'évoluer vers d'autres activités au sein de notre Groupe (finance, exploitation, etc...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prét.) s/réf. 7.86
CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE
Gestion des Ressources Humaines,
29288 BREST Cedex.

Crédit Mutuel de Bretagne

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 14 91 66 CODE : CONTESS

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour sa Direction FINANCIERE

CHARGE D'ETUDE ECONOMIQUE

Il sera responsable :
- du suivi de la conjoncture macro-économique,
- de l'analyse des taux d'intérêt et des évolutions sur les marchés financiers,
- des études sur la conjoncture monétaire et les placements financiers des ménages.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'études supérieures en économie (3ème cycle ou ENSAE) ou un ingénieur ayant suivi une formation économique complémentaire.
2 à 4 ans d'expérience dans des tâches similaires sont nécessaires.
Nous vous remercions d'envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 12571 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

LEFRANC & BOURGEOIS

DEVENEZ NOTRE CONTROLEUR DE GESTION HF

Notre notoriété n'est plus à faire : héritiers d'une longue tradition de qualité dans le domaine des beaux-arts et loisirs artistiques, nous dominons le marché français et sommes présents en Europe par le biais de nos filiales. Notre chiffre d'affaires dépasse 140 millions de francs.
Dans un souci de gestion optimale, rendue nécessaire par notre développement et notre récente appartenance à un important groupe international, nous recherchons pour notre Directeur Financier un Adjoint de Gestion.
Il le secondera en prenant progressivement en charge le reporting mensuel, le contrôle budgétaire, l'établissement et le contrôle des prix de revient ainsi que le suivi de nos filiales.
En cas de réussite, ses responsabilités s'étendront à d'autres domaines de la partie administrative et financière et il pourra prétendre à moyen terme à des fonctions de Direction.
Cette opportunité très évolutive ne s'adresse qu'à un(e) diplômé(e) d'Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) à fort potentiel, parlant l'anglais et justifiant d'une expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion, acquise au sein d'une société industrielle.
Poste situé au Mans (Sarthe).

Merci d'adresser CV, photo et lettre man. mentionnant votre rémunération actuelle sous la référence 152 K à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL
600 PERSONNES DONT 300 INGÉNIEURS

recherche

JEUNE DUT DE GESTION

option Personnel

Dans un premier temps, il assistera le Responsable de l'administration dans la mise en place d'un nouveau système informatisé de gestion du personnel.

Il évoluera ultérieurement, en fonction de ses aptitudes, vers la responsabilité de l'administration ou vers la fonction d'assistant au Responsable Emploi-Formation.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la référence 91236/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE
2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS-PERRET

recherche
pour son développement en Province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

- PV d'Assemblées, Conseils.
- Constitutions, modifications statutaires...
- Expérience indispensable 5 ans minimum exigée.

Pour de plus amples renseignements, écrire ou contacter Mme LECLERCQ
Tél. : 47.58.13.20 poste 1341.

Pierre Lichau

Gestion et Développement Social

En Unités de Production

Vous êtes de formation supérieure, juriste, ingénieur, sciences humaines...
Après une expérience d'au moins cinq ans en fonction personnel, acquise impérativement dans des établissements industriels de production ou de transformation, vous recherchez une évolution justifiée et davantage de responsabilités.

Un important groupe industriel français client de notre Cabinet, parmi les tous premiers dans sa branche au plan européen, vous offre des postes évolutifs en :

Ville côtière Normandie (Réf. 56 6205 M).
Région Lyonnaise (Réf. 56 6204 M).

Les bases de sa réussite : exister par la compétitivité, mener de front efficacité économique, gestion humaine et sociale cohérente et décentralisée.

Pour recevoir le descriptif de poste de votre choix, merci d'adresser votre candidature, sous référence choisie, à Christian SUTTER.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

TRES IMPORTANT GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour sa
DIRECTION COMPTABLE

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

De formation supérieure (Ingénieur, Sup. de Co) et titulaire du DECS, possédant une expérience réussie de quelques années, soit en Entreprise soit en Cabinet d'Audit, le candidat retenu se verra confier des fonctions rapidement évolutives auprès du Directeur de la comptabilité.

Lieu de travail : Ouest Région Parisienne.

Adresser c.v., photo et situation recherchée sous référence 3194 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.



ORGANISME DE PREVOYANCE
crée le poste d'

ATTACHE DE DIRECTION

Rattaché directement au Secrétaire Général Administratif, pour l'assister dans la préparation des réunions statutaires et la rédaction des comptes-rendus.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (lettres ou sciences politiques), vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle au cours de laquelle vous avez fait la preuve de vos qualités de compréhension et de synthèse.

Les qualités rédactionnelles seront primordiales dans le choix du candidat.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à FNMF, Division des Relations Sociales, 56-60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

Adjoint au responsable de la Comptabilité Générale

GRANDE BANQUE PARIS

recherche pour sa Comptabilité Générale un candidat de formation supérieure Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent, expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en cabinet d'audit.
Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, sous référence 2193 à :

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité.

Un job : la finance
une passion :
Eduquer et convaincre

Filiale du Groupe Rothschild, CERG FINANCE est le N°1 des progiciels financiers en France. Notre développement est spectaculaire (CA doublé en 1985). Il repose sur une équipe jeune et réduite (25 personnes). Le dynamisme et la volonté de réussir de CERG FINANCE est un climat propice au développement professionnel de tout jeune licencié(e) en Sciences Economiques, DEUG ou IUT. Agé de 22/30 ans, justifiant d'au moins une à deux années d'expérience dans un service financier ou bancaire, pédagogue et passionné de finance, vous intégrerez après une formation de 2 mois notre "service formation et relation clients". Cette opportunité réellement exceptionnelle est à saisir en nous adressant lettre et CV à : M. Marc Cebrian CERG FINANCE
Tour d'Asnières 4, avenue Laurent Cely 92606 Asnières Cedex.

Société d'ingénierie économique, filiale Groupe Financier important, recherche en vue interventions à l'étranger (missions et affectations prolongées)



spécialistes ORGANISATION, GESTION ET FINANCES

Expérience 8 ans minimum en entreprise et en structures administratives.
Formation Sup. (Grande Ecole, HEC ou équiv.).
Anglais, espagnol souhaités.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. et photo s/réf. 3202 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Organisation Comptabilité

Filiale du Groupe ACCOR, nous réalisons un C.A. de 1 milliard de Frs. Notre activité (centrale d'achat et de distribution) est en expansion. D'ici 3/4 ans, le volume des affaires traitées va doubler.

Face à ces prévisions de développement, notre Directeur Administratif et Financier prend les devants et recherche un COMPTABLE chargé de notre ORGANISATION.

Après avoir analysé nos circuits d'informations comptables et notre outil informatique, il repensera et mettra en place une nouvelle organisation, son objectif étant de renforcer la fiabilité et la rapidité de nos résultats.

Ce poste conviendrait à un Sup. de Co., DECS ou équivalent ayant 3 à 5 ans *d'expérience comptable et une bonne culture informatique. Il saura dialoguer avec* les différents services et mener à bien sa mission, en toute autonomie.

Scapa

Merci d'adresser lettre, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence 166 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS

RSCG CARRIERES



UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE D'AFFAIRES

Nous sommes leader de notre profession et en pleine progression. Pour renforcer notre équipe des **Opérations Financières** nous recherchons

UN ATTACHE DE DIRECTION

Il participera au développement de notre activité en prenant en charge une clientèle d'Emetteurs sur le marché financier.

Vous avez environ 29-30 ans, une formation supérieure, et au moins 3 ou 4 années d'exérience dans une grande banque où vous avez participé à des *montages d'émissions notamment obligataires. Vous souhaitez maintenant* vous affirmer avec plus d'autonomie. L'anglais est souhaitable.

Pour ce poste basé à Paris, nous offrons une rémunération très attractive, une ambiance ouverte et efficace.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous référence 8815 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.

SOURCES 2

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

LA DIRECTION FINANCIERE D'UNE GRANDE BANQUE PARIS

recherche,
pour participer au développement de son système d'information de gestion,

Ingénieur

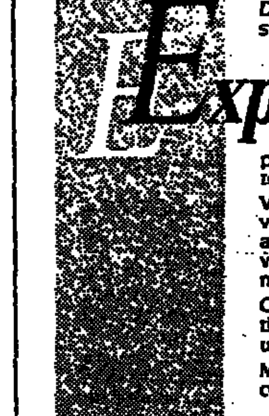
Ayant une formation complémentaire économique et une expérience de quelques années dans un poste d'organisation.

Connaissance de la banque souhaitée, mais non indispensable.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous référence *2197* à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

BANQUE PRIVEE DE DEPOTS (500 pers.), FILIALE *D'UN GROUPE FINANCIER PUISSANT* recherche sur PARIS ET LA FRANCE ENTIERE



Exploitants bancaires

pour prendre en charge et développer une clientèle diversifiée (entreprises et/ou particuliers).

Votre formation supérieure (ESC, BAC + 4, ITB) et votre expérience bancaire d'au moins trois années, fortement orientée vers la prospection, vous permettent aujourd'hui de vous intégrer à notre stratégie de développement commercial.

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution pour des commerciaux percutants possédant une excellente maîtrise de l'analyse financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la réf. 4314/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS. qui transmettra.

MEDIA PA

BANQUE AMERICAINE

CHAMPS-ELYSEES

ADJOINT(E) AU CHEF COMPTABLE Classe V

Expérience : 3 à 5 ans.
COMPTABILITE ANGLO-SAXONNE.
Commission bancaire.
Anglais indispensable.
Libre de suite.
Avantages sociaux.
Cadre agréable.

Envoyer CV, prét, lettre manuscrite sous réf. 11784 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société de dimension nationale spécialisée dans la gestion de réseaux de transport en commun, recherche pour une de ses filiales (200 pers.). région NORD FRANCHE-COMTE

RESPONSABLE MARKETING *HF*

chargé des études de marchés, de la définition et promotion du produit, de la communication, de l'élaboration du plan marketing, de l'animation d'un service de 5 personnes.

Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Le candidat, de formation ESC ou équivalent, avec si possible une 1re expérience, devra adresser son CV s/réf. 25580/M à HAVAS CONTACT BP 2035 - 69226 LYON Cedex 02.

HAVAS CONTACT

Banque d'Affaires Internationale
Auditeurs Internes

Une importante banque d'affaires internationale en forte croissance développe son **département d'audit à Paris** et recrute plusieurs jeunes auditeurs.

Ils se verront confier rapidement la responsabilité de missions d'audit opérationnel couvrant toutes les activités de la banque en France et, à terme, du groupe à l'étranger.

De larges opportunités de carrière intéressantes au sein du groupe leur seront offertes ultérieurement.

Ces postes s'adressent à des candidats de formation supérieure possédant une expérience de 3 à 5 ans dans les services d'Inspection ou d'audit bancaire ou ayant une réelle expérience de la banque au sein de grands cabinets d'audit. Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NM 55009 à TEG,113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

CONSEILS ASSOCIES SA

cabinet d'expertise comptable membre de DFK International recherche

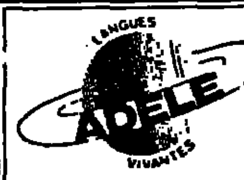
SENIORS

(2 à 4 ans d'expérience d'audit)

Profil recherché : Ecole supérieure de commerce, DECS souhaité ou équivalent, orientation expertise comptable, compétences en matière de finance et d'informatique appréciées.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo à Mr Denis Driguet - 33, rue Daru - 75008 Paris

FORMATION PROFESSIONNELLE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS COLLECTIFS MIDI ET SOIR

Début des sessions :
29 SEPTEMBRE 1986.

Centre ADELE, 1, rue de la Pépinière, PARIS-8e
Face Gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

COMMUNICATION, JOURNALISME, PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES, RELATIONS-PRESSE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Cours du jour, cours du soir « à la carte »

INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION DE PARIS

Etablissement d'enseignement supérieur privé.

COMM' INSTITUTE
32, rue de l'Echiquier, 75010 Paris. Tél. : 47-70-19-32.

INFORMATIQUE GRAPHIQUE

Faites le point sur les nouvelles techniques de création et de communication par l'image : vidéodisque, palettes électroniques, synthèse en 3 dimensions, télématique, business graphic, effets spéciaux vidéo.

- Séminaires pour dirigeants d'entreprise, directeurs de la communication, responsables de formation ;
- Stages d'application pour graphistes, concepteurs, réalisateurs, architectes...

ATELIER D'IMAGE ET D'INFORMATIQUE
ENSAD
31, rue d'Ulm, 75005 PARIS.
Tél. : (1) 43-26-36-35.

DEA EN URBANISME ET PRATIQUE DE L'ESPACE
Institut d'urbanisme de l'Académie de Paris (Paris-8e), l'Ecole nationale des ponts et chaussées et l'ENTPE. Tél. : Paris-8e, Mme MEIRA, 48-21-63-64, poste 13-99 ou ENPC, Mme GUINARD, 42-60-34-13, poste 11-50.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 16) BP 402-09 PARIS CEDEX 08.

Les Editions ARGOUT étudient tous manus., romans, poésies (facilités), 21, *rue Gutenberg*, 92500 Pantin, 48-45-37-63.

secrétaires

Recherche SECRÉTAIRE excellente en française. Travail, rédaction 3 h/semaine. Adr. lettre manus. C.E., 23, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

cours et leçons

BÉNÉVOLEMENT
Angl. gal et ccial, 39-19-41-92.

automobiles

boxes - parking

ILE SAINT-LOUIS
EMPLACEMENTS DE PARKINGS NEUFS
400 000 F L'UNITÉ.
TÉL. : 45-63-52-35.

DEMANDES D'EMPLOIS

Du recrutement à la gestion des ressources humaines.

Cadre de Personnel

36 ans, de formation sciences humaines + gestion du personnel et justifiant d'une expérience diversifiée du recrutement en cabinet et en entreprise, je recherche l'entreprise en expansion qui dans le cadre d'une politique intelligente et ambitieuse de gestion des ressources humaines, serait désireuse de renforcer son équipe de personnel en Région Parisienne.
Pour me contacter, écrivez sous référence 61959 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

JEUNE FILLE SÉRIEUSE
19 ans, étudiante
CHERCHE BABY-SITTING
(Région St-Germain-en-Laye)
Disponible tous les soirs
Pour tous renseignements :
tél. 39-71-80-53.

H. 34 ANS, RESPONSABLE ADMINISTR. ET FINANCIER
Exp. PME/Cabinet. Bonnes connaiss. Informatiques et en fiscalité ch. poste équivalent Paris, banlieue ouest
Libre de suite.
Ecrire sous le n° 7.528
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 34 ans, énergique, méthodique, études sup., exp. enseignement et vie associative ch. poste à responsabilité, domaine artistique. Libre de suite
Tél. 43-40-42-46 (19/21 h).

J.F. 25 ans, licence maîtrise sciences naturelles ch. emploi professeur. Libre de suite
Téléphone : 42-08-00-22.

Dr en psychologie, Ergonome (H. 25 ans) cherche entreprise (F.ou étranger) payant études (2e et 3e année à l'ESSEC) contre un contrat de W futur conseil en organisation, *sélection, communication*
Ecrire sous le n° 7.522
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ingénieur diplômé en 70 j'ai suivi un parcours surprenant depuis 15 ans. A 40 ans après 2 stages (10 mois en micro et 1 an dans une Grande Ecole d'Electronique) je repars de zéro, je cherche un poste d'in*génieur d'études systèmes* temps réel ou télécom. ou traitement du signal
Téléphone : 42-87-01-19.

Chef personnel (politique et relat. sociales, *gest. ress. humaines* (communication...) H. 36 ans ch. emploi, accepte mission temporaire
Ecrire sous le n° 7.495
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

NIGERIA-GUINÉE
Polyvalent français/anglais rech. poste resp. administratif comptable, représentant local étudie toutes propositions
Ecrire sous le n° 7.518
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Excellente présentation, très adroit de la conduite des affaires, connaissant angl., esp., permis de conduire auto-bateau recherche poste de confiance
Téléphone : 48-83-38-98.

H. 27 a. - D.E.A. Droit privé + DESS Information et communication. 2 a. Directeur adjoint, C.A. 5 M.F. Etudie ttes propos. *juridique, administr. ou gestion.*
TÉL. : 39-55-16-66.

J. F. 33 ans, angl. commercial doctorat chinois, expérience traduction rédaction enseing. étudie ttes propos. sérieuses M. T. BROUILLET 3, rue A. Nobel 10120 St-André-les-Vergers.

JURISTE D'ENTREPRISE HOMME 29 ANS
+ de 4 ans d'expérience
Assistant de Direction
Lauréat de l'Université
Paris XIIe. Dipl. d'Etudes approfondies en Droit
étudie toutes propositions
Disponible rapidement
Tél. : 47-71-91-71. P. 193.

SECRÉTAIRE DIRECTION
Bilingue français-anglais, sténo dans les 2 langues, 38 ans, célibat., *longue expér.* avec directeurs généraux ou présidents (4 dern. années avec président sté 1200 empl.), habituée respons., grande disponibilité. Excel. présent. Ecrire s/réf. MM. *à P.C.B. 11, rue du Fg-Pois*sonnière, 75009 Paris q. tr.

Psychologue — Professeur français-espagnol, cherche emploi mi-temps. Etudie toutes *propositions*, 47-37-29-88.

J.H. 32 ans, 10 ans exp. achats industriels,pétroliers, nucléaires, import. export, transit. expéditing, transport. Anglais *courant*, cherche poste
ACHETEUR
ou ADJOINT ACHATS
Ecrire sous le n° 7506
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 40 a. Généraliste, gestionnaire, financier, juridique, commercial, expérience immobilier, étudie ttes propositions.
Ecrire sous le n° 7513
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Maître-chien, dipl. + exp. étudierait ttes propositions
Téléphone : 60-75-22-71
Sté de surveillance s'abstenir.

H. 34 ans RESPONSABLE ADMINISTR. ET FINANCIER
Exp. P.M.E./cabinet. Bonnes *conn. informatiques et en fiscalité, ch. poste équival.* Paris, banl. ouest. Libre de suite.
Ecrire sous le n° 7528
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 36 a., contrôleur gestion, adm. ventes France export., motivé, dynamique, ch. emploi.
Ecrire sous le n° 7535 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F., 3 ans d'exp., responsable de fabr. édition, très bonne connaiss. maquette, rech. *poste équiv. Libre immédiat.*
Tél. : 43-74-77-58.

RESPONSABLE FORMATION, H., 34 ans, très intégré de le milieu, 7 ans d'exp., efficace ts dom. : gestion, étude, réalisat.
Ecrire sous le n° 7523 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CHARGÉE DE RELATIONS commerciales sur un plan international, parfaitement bilingue anglais, expérience confirmée et réussie en milieu bancaire américain, étudierait toutes propositions de poste exigeant sens relationnel et capacités à traiter une clientèle française + étrangère de tout niveau.
Merci écrire
au journal qui transmettra
sous le n° 7000
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
PARIS-7e.

J.F. 35 a., maîtrise philo, depuis 10 a. cadre administr. et ccial spécialisée assurance construction de cabinet courtage étud. ttes propos. de domaines, assurances et autres, par ex. maisons d'édition.
Écrire sous le n° 7537
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 27 a., bac + 4 dt civil, ccial, travail, social, sec. soc. immobilier, tril. ang., *ital., rech.* 1er emploi ou stage.
47-85-28-28, le soir de préf.

J.H. possédant BEP Télécom, C.T.S. faibles + 1 an électronique, titulaire permis conduire, cherche 1er emploi.
Tél. : 48-73-40-69.

J.H. 27 ans, maîtrise anglais, bil. français-anglais. Prof. dans lycée en G.B pendant un an. Sens des relations humaines. Quadruplement effectif club tennis en trois ans. Etudierait toutes propositions même à l'étranger. Tél. après 18 heures : 64-57-53-91.

Femme 40 ans, recherche emploi comme éducatrice-gouvernante.
Ecrire sous le n° ?????
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Sup. Co. 41 ans, équi. DECS, 18 exp. adm. gest., form. prof. compt. dont 13 en Afrique, cherche poste resp. Afr. ou étr., Angl., Esp. Ecr. Havas, 06072 NICE Cedex, B.P. 346, Réf. 0552.

GRATUITEMENT
Dessinateur industriel
Exécution
Accepte rémunération seulement
si compétence reconnue.
Téléphonez-moi : 48-60-39-78.

Collaboratrice, 33 ans Maîtrise gestion, Sciences Po, exp. marketing, gestion, commercial, anglais.
Etudie toutes propositions.
Ecrire sous le n° 7001
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE SUPÉRIEUR DE GES*TION H. 42 ans, rigoureux*, très expér., rech. poste responsabilité, analyse bilans, contrôle budgétaire, trésorerie banque, gestion administrative, Jean AISSANI, 89, rue de Maubeuge, PARIS-10e.
Tél. : 48-74-43-66.

J.F. 22 ans, BAC + 5, DROIT SOCIAL CCIAL D.E.S.S., gestion relation humaine, anglais courant, expér. dans sté informatique et communication.
Qualité de contact et d'animation
RECH. EMPLOI DYNAMIQUE.
Paris ou banl. 43-29-08-97.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6e arrdt

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
BEAU 6 P., CHARME, 200 m².
DORESSAY, 46-24-93-33.

14e arrdt

MONTSOURIS
VUE S/PARC, imm. gd stand. récent 2 bains, balcons, soleil park. 2.200.000 F. 45-67-20-10.

PORTE ORLÉANS PRÈS
Grand studio, tt cft, 30 m² 10e étage imm. récent. VUE IMPRENABLE, RARE 270.000 F. 45-28-99-04.

OBSERVATOIRE (Près)
Triple récept. + 3 chambres 3 bains, tt cft. Bon plan APPT DE CLASSE, GD STAND. MARDI 14 heures à 18 heures 108, AV. DENFERT-ROCHEREAU

16e arrdt

AVENUE DE VERSAILLES
Vastre séj. + chambre, 90 m² Stand., imm. récent, balcon GARBI 45-67-22-68.

17e arrdt

17e, ÉTOILE, 5 PIÈCES ANCIEN, LUXUEUX, 150 m² 3.350.000 F. - 42-93-60-39.

18e arrdt

SPÉCIAL 18e
20 m², A RÉNOVER. 99.000 F.
17 m², A RÉNOVER. 109.000 F.
STUDIO CONFORT. 129.000 F.
STUDIO TERRASSE. 213.000 F.
IMMO MARCADET 42-52-01-82.

66 m². 490.000 F
tout confort, immeuble 1930 IMMO MARCADET 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY, 210 m² EN PENTHOUSE
+ TERRASSE-JARDIN
2 PARKINGS - 2 services
DORESSAY - 46-24-93-33.

93 Seine-Saint-Denis

Mº Mairie de Montreuil
A prox. immédiate métro, lycée, écoles, tous commerces, part. vend au 7e et dernier ét., de belle résidence avec espaces verts, 4 P., 83 m², tt cft excel. état + balcon, terrasse 6 m², ensoleillement maximum, vue imprenable, entrée, porte blindée, séjour, 3 chbres, s. de bns, s. d'eau, w.-c., cuis. entièrement équipée, cave. Poss. location box ou parking en sous-sol. 765.000 F.
Téléphone : 48-58-41-48 (soir et week-end).

Province

2 h 30 de PARIS, à vendre près forêt, appart. 50 *m²* + terrasse à STELLA-TOUQUET 5 mn plage, dans petit imm. standing. Tout cft, cuisine aménagée, charges minimes *Mme* PECQUEUR. Tél. h. bur. *Châtellerault*
Téléphone : (16) 49-21-81-77.

appartements achats

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft ADRESSEZ-VOUS A
IMMO MARCADET
42-52-01-82 - 42-23-73-73.

GROUPE DORESSAY
rech. POUR DIPLOMATES et CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE MARAIS - RIVE GAUCHE 16e, NEUILLY, APPTS 4-8 P. et HOTEL PART. ACHAT ou LOCATION - 46-24-93-33.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux *PAIE COMPT chez notaire* 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Me BOISSIÈRE
Bel immeuble, tt cft, calme liv. dble, 1 chbre, entrée cuisine, bains, w.-c., refait à neuf. 7.200 F
6, VILLA BOISSIÈRE
Voir pptaire, lundi, 16 h à 19 h.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales
TÉL. 45-62-78-99.

Pour AGENTS et CADRES MUTÉS, IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE ET PÉTROLE rech. Paris et région parisienne, des APPTS ttes catégories STUDIOS ET PAVILLONS
Téléphone : 45-04-04-45.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château propriété, terrain, commerce sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris
Tél. : (16-1) 42-66-46-40.

manoirs

Allier, manoir T.B.E. 12 P., tt cft, dépend., parc 5 ha. Doc. + photo : M. Pezet expert. 03500 SAULCET
Téléphone : 70-45-35-70.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 m² STANDING
OUVERT 24 H SUR 24
Location courte ou longue durée. Tous services : Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE 43-80-90-10.

DOMICILIATIONS
DEPUIS 90 F/MOIS
RUE ST-HONORÉ : 42-96-84-91
PARIS-12e : 43-40-68-50
CONSTIT. SARL 2.000 F/HT.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides
ASPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Élysées : 47-23-55-47
Nation : 43-41-81-81.

ÉTOILE
très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services
Téléphone : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL-8e
Dom. ccisle, Télex, Secrét. stationnement aisé
AGECO 42-94-95-28.

fonds de commerce

Ventes

ESSONNE
Vd cause décès, horlogerie-bijouterie, emplacement exceptionnel dans ville touristique animée, logement + ateliers, fonds + stock + outillages + alarme agréée.
600.000 F.
Ecrire sous le n° 6.918
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RUE MONTMARTRE, pr. forum à céder droit au bail
300 m² environ, 3 niveaux emplacement et immeuble de qualité. Ecrire s/nº 48.994 à COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

ECONOMIE

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

Sous la pression des États-Unis

Washington cherche un antidote efficace contre le poison du protectionnisme. A l'intérieur comme à l'extérieur.

A PUNTA-DEL-ESTE les quatre-vingt-douze pays signataires du GATT (1), l'accord qui réglemente les échanges mondiaux, vont tenter de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales *multilatérales* (NCM). L'idée est d'actualiser les règles du GATT, de les adapter à un environnement économique qui s'est modifié au cours des dernières années, de renforcer des disciplines auxquelles chacun doit s'astreindre pour, au bout du compte, parvenir à une libéralisation et par là même à un nouveau développement des échanges internationaux.

L'initiative en a été prise par les Etats-Unis en 1983 pour des raisons mêlant les besoins de la politique intérieure et ceux de l'idéologie. L'administration Reagan est sincèrement libre-échangiste et croit aux vertus d'une organisation multilatérale du commerce mondial. Elle l'a prouvé à plusieurs reprises en prenant des décisions courageuses, contraires à la pression du Congrès.

Il en fut ainsi du difficile combat qu'elle a mené jusqu'au *mois d'août* pour empêcher l'approbation d'une législation protectionniste sur les textiles, le Jenkins Bill, qui avait la faveur de très nombreux parlementaires. Nul doute, si elle avait échoué, que le nouveau cycle s'en serait trouvé compromis.

Déficit

De façon générale, le président Reagan a utilisé la perspective des NCM et les avantages que pourrait en tirer l'économie nationale pour calmer un Congrès rendu nerveux par le déficit considérable et persistant du commerce extérieur américain. Certes, il n'a pas toujours convaincu, et, pour faire bonne mesure, il a été plus d'une fois à l'origine d'actions parfaitement contraires à la doctrine libre-échangiste qu'il préconise.

Pouvait-il en être autrement, alors que cette manière de miser à fond sur de nouvelles négociations est loin de faire l'unanimité outre-Atlantique ? Les organisations professionnelles n'y voient pas le remède-miracle qu'on a tenté de faire miroiter à leurs yeux.

L'administration américaine, en plaidant en faveur des NCM, a choisi de privilégier le long terme, ce qui n'est pas la méthode politiquement la plus payante. C'est un processus qui durera en effet plusieurs années, quatre ans, cinq ans, voire davantage. Le Tokyo round a duré sept ans... Ses résultats permettront peut-être de corriger certains déséquilibres. Mais comment croire qu'ils suffiront à eux seuls à rétablir l'équilibre du commerce extérieur des Etats-Unis ? Sans compter que ces derniers peuvent difficilement supporter pendant si longtemps le maintien d'un déficit élevé.



NICOLAS VIAL

Ainsi, les NCM ne peuvent jouer le rôle d'un antidote totalement efficace contre le poison protectionniste. Susceptibles de créer un climat de détente, elles ne peuvent pas empêcher des conflits ponctuels de se développer.

L'agriculture et ce qu'on appelle les « nouveaux thèmes », à savoir la libéralisation des échanges de services (banques, assurances, transports...), ainsi que des investissements et le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle, constitueront les chapitres essentiels du nouveau cycle. Ce sont les sujets qui intéressent les Etats-Unis. C'est aussi autour de ces deux grands pôles que se sont cristallisées pendant la phase préparatoire et que vont encore se cristalliser, à Punta-del-Este, les oppositions.

Dix pays en voie de développement (PDV), conduits par le Brésil et l'Inde, contestent l'opportunité de négocier dans le cadre du GATT une libéralisation des services. A Genève, en juillet, ils ont essuyé un revers. La Colombie et la Suisse ont présenté, au nom de trente nations industrialisées et PVD, un projet de déclaration ouvrant la porte à une négociation sur les services.

La démonstration a été ainsi apportée qu'une partie importante du tiers-monde n'y est pas opposée, que le GATT ne se divise pas, à l'instar de l'ONU, entre riches et pauvres. Le Brésil et l'Inde n'en ont pas pour autant renoncé à leur point de vue. Ils soumettent, eux aussi, un projet de déclaration à Punta-del-Este.

La Communauté européenne, dont l'un des objectifs constants est d'éviter l'isolement des PVD durs, s'est efforcée ces dernières semaines de mettre au point un compromis. Elle suggère qu'il y ait une négociation unique, mais que les nouveaux thèmes soient cependant traités selon une procédure distincte. Et pour cause, puisque, ajoute-t-elle, les dispositions auxquelles on pourrait parvenir devraient être compatibles avec les règles nationales existantes... Voilà qui restreindrait d'entrée de jeu les chances d'IBM, d'ATT ou d'American Express, ceux-là mêmes qu'intéressent les négociations sur les services, d'étendre leur empire. Le Brésil et l'Inde approuvent ; les Etats-Unis trouvent la formule trop limitative.

Cependant, en juillet, à Genève, la Communauté, à la demande surtout de la France, a catégoriquement rejeté le passage agricole du projet de déclaration présenté par la Colombie et par la Suisse, parce qu'il mettait trop l'accent sur l'élimination des subventions à l'exportation. Les Français proclament qu'ils sont prêts à parler d'agriculture, mais à condition de tout mettre sur la table : l'accès aux marchés (notamment américain et japonais) et l'ensemble des subventions. Ils font valoir que, si les subventions à l'exportation sont les plus visibles, les aides directes accordées par les Etats-Unis à leurs producteurs contribuent tout autant à fausser la concurrence internationale.

Disciplines

La CEE affirme accepter l'idée d'un renforcement des disciplines internationales, mais à condition que les principes de base de la politique agricole commune (PAC) ne soient pas remis en cause. C'est un peu la quadrature du cercle, sauf de s'entendre, au moins pour les céréales, sur un partage des marchés. Il est vrai, comme le souligne M. Willy de Clercq, le commissaire qui négociera au nom des Douze, qu'il ne s'agit pas à Punta-del-Este de décider une réforme des règles régissant le commerce agricole, mais plus modestement de trouver un compromis sur la manière d'engager le débat.

Quoi qu'il en soit, la Communauté, et singulièrement la France, vont se trouver placées sous une pression très vive à propos de l'agriculture, en témoigne encore la prise de position très combative récemment adoptée à Canberra par quatorze pays exportateurs qui s'affirment des « commerçants loyaux » *(fair traders)* pour la bonne raison qu'ils s'abstiennent de subventionner leurs exportations.

Mis à part l'agriculture, les Français ont cependant beaucoup évolué depuis mai 1985, lorsque, au sommet économique de Bonn, M. François Mitterrand s'opposait à la demande du président Reagan de fixer une date pour le lancement du nouveau cycle. Hier le GATT, un « *machin* » ressenti comme dominé par les Etats-Unis, n'a suscité que méfiance. Aujourd'hui l'établissement de règles multilatérales est considéré au contraire avec faveur par crainte de voir se multiplier des accords bilatéraux que les Etats-Unis concluraient avec leurs principaux partenaires et qui risqueraient fort de laisser la France et l'Europe exclues des marchés.

On insiste cependant à Paris pour que ces règles, que l'on veut renforcer, s'appliquent effectivement à tous, et en particulier au Japon. La France entend que le cas du Japon et de son excédent structurel, ce qu'on pourrait appeler le problème du protectionnisme caché, soit traité à fond durant les futures NCM.

Les résultats de Punta-del-Este sont incertains : un éclat peut survenir tant à propos des « nouveaux thèmes » que de l'agriculture. Ceux du nouveau cycle lui-même, en admettant qu'il soit lancé, le sont davantage encore : le déficit commercial aigu des Etats-Unis, l'endettement du tiers-monde et l'état de désarroi des marchés agricoles n'apparaissent pas comme des facteurs propices à une remise en ordre sereine.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) *General Agreement on Tariffs and Trade.* Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Préparer le XXIe siècle

A l'ère des réseaux d'information, il faut mettre en place de nouvelles règles du jeu des échanges

par ALBERT BRESSAND (*)

LE projet de négociations du GATT pourrait, à première vue, apparaître comme la répétition d'un scénario bien connu autour d'enjeux relativement secondaires. L'opposition entre l'idéal libéral de l'administration américaine *et le « real protectionism »* du Congrès, les menaces de guerre commerciale sur le front du soja et du froment, les subtilités de codes sur les subventions ou les achats publics, et même le projet quelque peu ésotérique de négociations sur les services... autant de sujets en apparence peu exaltants.

Il est vrai que le commerce international ne fait pas partie, en France, *des grands thèmes de* politique extérieure. A droite comme à gauche, la réflexion et les propositions font la part la plus belle à des thèmes jugés plus conformes au rang et au message de la France, tout particulièrement à celui de la réforme du système monétaire.

Or cette vision des choses, sans doute compréhensible à l'époque de Jacques Rueff, ne correspond *plus* à la nature des nouveaux défis. Structurée désormais par les flux *et* les réseaux d'information davantage que par les étapes traditionnelles de transformation de la matière, la nouvelle économie mondiale est par essence volatile, globale et intégrée.

En réalité, la réunion du GATT et tout particulièrement le débat sur le rôle des échanges de services offrent l'occasion d'engager une réflexion de fond sur la nature des échanges à l'ère de l'économie de l'information et des réseaux. Bien davantage qu'une extension du GATT, tel que nous le connaissions, à de nouveaux secteurs, le projet de négociations multilatérales doit être perçu comme une invitation de la plus haute importance à mettre en place les nouvelles règles du jeu qu'appellera l'économie du début du vingt et unième siècle.

Bouleversements

La nécessité de nouvelles règles du jeu découle en effet des bouleversements en cours, tant dans la structure des marchés que dans la nature des produits et que dans le mode de fonctionnement des entreprises.

Parler de marchés mondiaux et ériger l'exportation en impératif *sacré, c'est, en un sens,* déjà avoir un temps de retard. Car la tendance à l'œuvre – nommons-la globalisation – implique une transformation encore plus profonde du processus de production. Même des entreprises dont le marché final est purement local doivent faire appel à des technologies, des capitaux et des services dont la mobilisation s'effectue sur des marchés globaux. En outre, des marchés précédemment distincts doivent désormais être appréhendés de manière globale.

L'exemple classique était celui de la convergence de l'informatique et des télécommunications : alors même que la vaste « déréglementation » qu'appelle cette convergence est encore loin, notamment en Europe, d'avoir été menée à son terme, elle est déjà dépassée par des convergences encore plus radicales, telle celle amorcée entre la banque, l'électronique et les communications pour donner naissance à ce que Charles Goldfinger baptise *« la géofinance »* (1). De même, les constructeurs automobiles doivent élargir leur champ d'action à l'électronique et aux nouveaux matériaux, tandis que les entreprises de presse ou les maisons d'édition *ne survivront qu'en se* resituant dans un univers de satellites, de fibres optiques et de banques de données.

De grandes entreprises comme British Petroleum ou General Electric prennent conscience du fait que leurs directions financières font un métier peu différent de celui d'une banque, tandis que les sociétés classées comme manufacturières apprennent à commercialiser un ensemble de services fondés sur un savoir-faire dont la mise en œuvre ne s'effectuait précédemment qu'au sein de la firme elle-même. A l'inverse, des entreprises dites de services jouent un rôle décisif dans la production industrielle : il en est ainsi d'Electronic Data Service, dont les réseaux électroniques vont constituer l'ossature d'une General Motors revivifiée.

(Lire la suite page 38.)

(*) Directeur de Prométhée, un programme européen d'analyse des technologies et stratégies.

(1) Charles Goldfinger, *la Géofinance : pour comprendre la mutation financière,* Le Seuil, septembre 1986.

Se soucier du tiers-monde

La simple comptabilité commerciale ne doit pas faire oublier les impératifs du développement

par YVES BERTHELOT (*)

ALORS que, pour la première fois, c'est un pays en développement (l'Uruguay) qui accueille les ministres des parties contractantes du GATT, et que se dessinent les grandes lignes d'une huitième négociation à l'intérieur du cadre de l'Accord général, les opinions publiques perçoivent, somme toute, assez bien, certains enjeux de ces âpres discussions. Ainsi, la relation chômage-protectionnisme est sans doute mieux comprise – et plus systématiquement dénoncée – que par le passé, et le problème des débouchés agricoles de l'Europe, ou celui de l'excédent commercial japonais, sont passés en dix ans de la rubrique économique à la première page de nos quotidiens. Toutefois, l'ampleur des enjeux Nord-Nord ou, plus exactement, Ouest-Ouest ne doit pas faire oublier l'importance que revêt la réunion de Punta-del-Este pour les pays en développement.

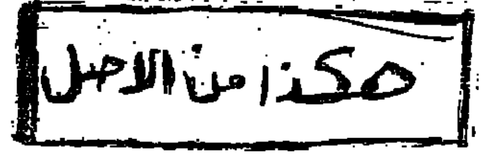
Pour de nombreux pays du tiers-monde, ce nouveau cycle de négociations multilatérales s'inscrit sur la toile de fond du réexamen des stratégies de développement que *leur avaient* recommandées la plupart des pays industrialisés et des organisations internationales à partir des années 60 : le slogan était alors *« le commerce international, moteur de la croissance »*. Depuis lors, si certains pays en développement ont remporté en suivant cette voie d'indéniables succès, d'autres n'y ont trouvé que des réussites partielles, rendues d'autant plus fragiles que s'amplifiaient d'abord la récession des pays du Nord à partir du milieu des années 70, puis les efforts d'ajustement de ces mêmes pays dans les années 80.

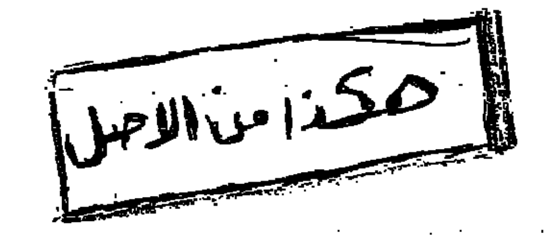
Après avoir longuement dénoncé les biais du système international d'échanges, les pays en développement ne peuvent manquer d'exprimer une certaine méfiance à l'égard de la nouvelle négociation dans laquelle ils ne disposent que de peu d'atouts. Il est parfaitement clair aussi que les pays industrialisés de leur côté sont encore trop préoccupés par leurs problèmes de rééquilibrage des comptes extérieurs et de résorption du chômage pour accorder spontanément de nouveaux avantages commerciaux à leurs partenaires du Sud. Il existe au moins trois points sur lesquels les pays du tiers-monde seront amenés à exercer une attention particulière : la lutte contre le protectionnisme, les composantes non réciproques de l'Accord, et les domaines d'échanges jusqu'à présent non couverts par le GATT, notamment les services.

Le GATT, dans sa version Tokyo round, demeurera dans les annales économiques comme un incontestable succès dans le domaine tarifaire.

(Lire la suite page 38.)

(*) Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dont le siège est à Genève.





Les négociations commerciales internationales

Se soucier du tiers-monde

(Suite de la page 37.)

En revanche, il aura montré ses limites en se révélant incapable d'endiguer le flot de mesures protectionnistes non tarifaires de *toutes sortes* (restrictions quantitatives, accords d'autolimitation et autres mesures relevant de ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler la « zone grise »), qui n'ont cessé de se multiplier depuis une dizaine d'années.

Cette montée continue du protectionnisme touche particulière*ment* les pays en développement par les produits qu'elle affecte : les exportations des pays en voie de développement sont en moyenne plus frappées que celles des pays du Nord par les mesures de protection, et ce sont précisément les domaines où le tiers-monde s'est montré capable de développer des capacité nouvelles (textiles, acier, chantiers navals) qui semblent attirer la foudre protectionniste. Il n'est donc pas étonnant que certains pays en voie de développement aient abouti à la conclusion que le système actuel ne leur offrait guère de garanties face à l'arbitraire de leurs partenaires commerciaux.

Il n'est donc pas surprenant non plus que les pays en développement soient si attachés à la défense des objectifs de *statu quo* et de « démantèlement » des mesures protectionnistes. La tâche du GATT sera ici délicate. En effet, si l'on conçoit relativement bien une formule permettant d'évaluer les avantages réciproques découlant d'une réduction de tarifs douaniers, la chose est moins aisée lorsqu'il s'agit d'abaisser des barrières non tarifaires, dont certaines ont des effets multiples, directs et indirects. Même si l'obstacle statistique ne constitue pas en ce domaine la difficulté principale, l'utilisation d'une base de données aussi complète que possible des mesures existantes sera sans doute nécessaire. A *Genève*, on travaille depuis plusieurs années à l'élaboration d'un tel outil (il contient actuellement plus de 2 millions d'informations) et à son utilisation pour une évaluation en termes d'« équivalent tarifaire » de l'effet des mesures non tarifaires. Les négociateurs de Punta-del-Este *en connaissent* l'existence, et souhaiteront peut-être y recourir.

Inégalité

L'une des grandes modifications qui ont affecté l'Accord général depuis sa création, en 1948, a été l'introduction, acquise en 1966, d'une « partie IV » qui, conformément aux recommandations de la CNUCED, introduit au sein du GATT des éléments de « non-réciprocité ». *Selon les* clauses d'habilitation liées à cette partie IV, ce que l'on a désormais coutume d'appeler le Système de préférences généralisées (SPG) accorde à certaines exportations en provenance des pays en développement un régime préférentiel lorsqu'elles entrent dans les pays *développés*. En outre, l'article XIX de l'Accord général prévoyait l'autorisation exceptionnelle de dérogations permettant le non-respect – temporaire – des *obligations qu'il impliquait* (clauses de sauvegarde). L'évolution des réalités du commerce international conduisent à envisager une modification de ces deux types d'exceptions à l'Accord général.

Les préférences en faveur des pays en développement font désormais partie intégrante du *système* du GATT. *Le principe ne* saurait en être remis en cause. Toutefois, les nouvelles réalités du commerce international suscitent certains besoins d'aménagement. La relance de la croissance mondiale est désormais l'affaire de tous : dans un monde multipolaire, les responsabilités de l'ajustement doivent être partagées aussi équitablement que possible.

En ce sens, un certain nombre de parties contractantes du GATT semblent aujourd'hui penser qu'un aménagement des préférences rapprocherait l'Accord général de la réalité économique internationale. Selon certains de ces pays, un tel aménagement correspondrait tout à fait à la philosophie défendue par la CNUCED au moment de la rédaction de la partie IV de l'Accord : c'est l'*inégalité* des partenaires devant l'échange qui fonde la non-réciprocité. Actuellement, il existe sans doute plus d'écart entre la Corée du Sud et le Tchad, par exemple, qu'entre le Brésil et le Portugal. De tels éléments méritent sans doute d'être *considérés avec toute la prudence*, mais aussi toute l'attention nécessaires.

Le contournement de l'article XIX *est devenu de plus en* plus fréquent au cours de ces dernières années : la prise de mesures protectionnistes « hors GATT », tels les accords d'autolimitation, est devenue un raccourci commode pour les parties contractantes souhaitant ménager les intérêts de telle ou telle catégorie de leurs producteurs nationaux. La notion même de sauvegarde *mérite donc d'être réexaminée* au plus vite par les pays signataires du GATT pour que ce dernier garde un sens.

C'est sans doute là que se posera le problème le plus délicat pour les négociateurs de Punta-del-Este : le GATT doit-il opérer un « retour aux sources », en tentant de policer ce qui peut l'être (tarifs douaniers, commerce des biens), ou doit-il évoluer de façon à se ménager un droit de regard sur le « nouveau protectionnisme » ? Il va sans dire que la seconde attitude, qui aurait le mérite de s'attaquer aux vrais problèmes, pourrait avoir l'effet pervers de partiellement *légaliser*, sinon légitimer, les mesures en question.

Enfin, la question est désormais posée de l'extension éventuelle du GATT à des domaines qu'il ne couvrait pas jusqu'ici, notamment celui des services. Le commerce des « invisibles » représente actuellement quelque 1 000 milliards de dollars, soit à peu près le tiers du commerce mondial. Il est vrai que, sur ces 1 000 milliards, environ les trois quarts circulent exclusivement entre pays industrialisés. Néanmoins, la part des pays du tiers-monde dans les exportations de services est en augmentation constante depuis dix ans, et, pour certains d'entre eux, ces exportations sont devenues essentielles à l'équilibre de leurs balances des paiements. Qu'on pense par exemple au tourisme en Tunisie, aux services portuaires de Singapour, aux services d'ingénierie *coréens ou brésiliens*.

En outre, les plus avancés des pays du tiers-monde, le Brésil par exemple, se sont déjà rendu compte de l'importance cruciale que revêtaient les services d'information (réseaux télématiques bancaires et financiers notamment) pour la totalité des secteurs *de leur économie, notamment des* secteurs exportateurs. Au cours des cinq dernières années, plusieurs études ont été publiées qui montrent l'importance des services pour le processus de développement dans son ensemble.

Compétitivité

Pour les pays du tiers-monde, un enjeu de toute discussion sur les services, où qu'elle ait lieu, est de leur faciliter l'accès aux services sophistiqués de l'information et de la communication nécessaires à la qualité et à la *compétitivité de leurs productions* sans hypothéquer leurs capacités de produire et d'exporter ces mêmes services.

Les succès de certains pays du tiers-monde dans des secteurs considérés comme hautement sophistiqués (qu'on se réfère notamment aux logiciels conçus *en Inde ou au Brésil) ont porté un* coup fatal aux théories « linéaires » du développement économique. Le tiers-monde a prouvé sa capacité à devenir rapidement compétitif dans des domaines considérés comme réservés.

Le fait est que l'accroissement constant, au cours des quinze dernières années, de la composante servicielle de la production mondiale favorise cette nouvelle dynamique des avantages comparatifs. Le GATT des années à venir devra être suffisamment flexible et imaginatif pour s'accommoder de cet élément nouveau.

Nul ne doute qu'un commerce international florissant ne soit nécessaire à la reprise de la croissance mondiale. En ce sens, on ne peut que souscrire aux objectifs fondamentaux du GATT, et notamment au renforcement de la vitalité du libre-échange. Néanmoins, il n'est pas de vitalité qui dure sans équilibre. Or les termes de l'équation du commerce international ont changé, notamment au Sud : nombre de pays en déve*loppement se sont façonné* de nouveaux avantages comparatifs, et d'autres s'apprêtent à le faire. C'est donc un équilibre dynamique que devra fonder la réunion de Punta-del-Este.

Une autre condition du succès du nouveau cycle de négociations sera qu'aucun des grands objectifs poursuivis (*transparence*, équilibre, flexibilité) ne le soit dans l'ignorance des impératifs de développement qui concernent la majorité de la population mon*diale*, alors que la simple comptabilité commerciale focalise naturellement l'attention sur les problèmes internes au monde développé.

YVES BERTHELOT.

Un cinquième du commerce mondial pour les pays en développement

TOUS PRODUITS — **TOUS PRODUITS SAUF COMBUSTIBLES**

%: 28, 26, 24, 22, 20, 18, 16, 14, 12

EXPORTATIONS — IMPORTATIONS

1970 1973 1976 1979 1982 1985

Source : GATT

La part des pays en développement dans le commerce mondial des marchandises ne cesse de se rétrécir depuis 1981. Exprimées en dollars, leurs exportations et leurs importations ont, en 1985, *diminué* respectivement de 5,5 % et 6,5 %. Toutefois cette contre-performance globale s'explique surtout par la contraction en volume des ventes de pétrole et plus récemment par la baisse des prix des hydrocarbures. En revanche, de 1973 à 1985, la part des PVD dans le marché mondial des produits manufacturés est passée de 7 % à 12,5 % du fait, il est vrai, des résultats de certains pays (Corée du Sud, Taiwan, Brésil...).

Préparer le XXIe siècle

(Suite de la page 37.)

Les produits, eux aussi, échappent aux descriptions qu'en font manuels et statistiques économiques, sur la base desquels les négociateurs croient encore pouvoir définir les intérêts commerciaux. Opposer biens et services, c'est ignorer que les deux sont fréquemment commercialisés au sein d'un seul et même produit.

La tendance, en elle-même, n'est pas nouvelle (IBM a bâti sa stratégie, avant la guerre, sur une combinaison intelligente de produits et de services de soutien), mais elle atteint aujourd'hui un développement *sans précédent*. C'est en combinant de manière originale un ensemble de marchandises et de services – allant de la maintenance au logiciel en passant par la formation, l'assurance et le financement – que les entreprises cherchent à se mettre au diapason du marché, voire à le redéfinir à leur profit.

Au sein d'une économie avancée, les produits ne se définissent plus par rapport à une liste préconçue – du type de celle qu'ont en tête statisticiens et négociateurs, – mais dans ce va-et-vient créatif entre l'offre et la *demande*. Les produits « *purs* » (la tonne d'acier des manuels ou le service de transport aérien réduit à sa composante essentielle sur le mode du charter) ne sont plus alors que des cas particuliers de ce que nous avons suggéré d'appeler des « compacks » (« paquets complexes » ou « complex packages ») (2).

Dans cet environnement global et autour de ces produits complexes, la stratégie des entreprises est, elle aussi, appelée à se transformer profondément. De même que les années 60 avaient vu la montée des multinationales ou transnationales, de même les années 80 voient se constituer des réseaux d'entreprises.

En éclats

Au problème traditionnel d'accès aux *marchés s'ajoutent* en effet la nécessité d'accéder à des technologies étrangères à leur métier traditionnel, ainsi que la révolution dans le mode d'organisation et de gestion qui accompagne la diffusion généralisée des technologies d'information. Le développement des réseaux d'entreprises est un corollaire de l'évolution en cours de l'« entreprise territoire » vers l'« entreprise réseau ».

Globalisation, déréglementation, transformation des produits, nouvelles stratégies... Autant d'évolutions qui font voler en éclats les modes d'organisation mis en place à la fin de la guerre. Au niveau national, la déréglementation s'impose pour redonner aux entreprises la capacité de repositionnement stratégique indispensable à leur survie. De même, au niveau international, *c'est un champ d'opportunités* nouvelles qu'il faut ouvrir aux acteurs économiques si l'on veut que la révolution technologique ne se réduise pas à sa composante destructrice d'activités et d'emplois.

Le paradoxe de l'actuelle réunion du GATT est que bien peu de pays s'y rendent avec l'ambition et les moyens de faire progresser cette recherche collective. Les Etats-Unis ont, certes, pris les *initiatives les plus importantes*, ce qui les place en position de demandeur, alors même qu'une large fraction de leur corps politique s'accommoderait fort bien d'un échec de nature à justifier la fuite en arrière dans le protectionnisme. Le Japon est, quant à lui, trop occupé à construire la puissance financière qui prendra le relais de sa puissance industrielle – témoin l'entrée fracassante de ses maisons de titres dans le saint des saints de Wall Street – pour consacrer son énergie à faire l'éducation de pays moins clairvoyants.

Le lobby agricole

Quant à l'Europe, elle semble parfois avoir l'imagination de son lobby agricole. Il est vrai qu'elle pourra toujours donner à son manque d'initiative l'allure d'un soutien aux positions de pays du tiers-monde dont beaucoup n'ont pas encore pris la pleine mesure des transformations de l'économie mondiale.

Par-delà les rivalités traditionnelles, il importe donc de saisir l'importance stratégique du projet de négociations, et notamment de la prise en compte, à travers le thème des services, de certains aspects essentiels de la nouvelle économie mondiale. Compte tenu des hésitations et des ambiguïtés du leadership américain, il y aurait matière pour l'Europe à un rôle éminent.

Après tout, la mise en place d'un cadre adapté à la révolution des communications, la recherche de règles du jeu pour la « géofinance », ou l'encouragement à la mobilité des hommes et des idées (mobilité au cœur des activités dites de services) sont des objectifs qui ne le cèdent en rien en importance à celui de la stabilisation des monnaies. Et il se trouve, en outre, qu'ils sont cohérents avec la nature et avec les immenses possibilités de cette nouvelle et déroutante économie mondiale d'information.

ALBERT BRESSAND.

(2) Une réflexion sur le rôle des services est engagée au sein du programme Prométhée, du programme FAST de la CEE et de l'association internationale Services World Forum, que préside M. *Orio Giarini (18, chemin Rieux,* Ch 1208 Genève).

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ALAIN-PHILIPPE BLERALD

Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique du dix-septième siècle à nos jours

Le jeune enseignant à l'université des Antilles-Guyane comble une sérieuse lacune en reprenant tout le chemin suivi depuis l'occupation officielle des îles, en 1645.

C'est une lutte permanente, tant entre doctrinaires qu'entre intérêts privés, soucieux de protection (commerçants, tous azimuts), et particulièrement entre la métropole et la « plantocratie ». Après l'abolition de l'esclavage, en 1848, qui redonne des ambitions aux libre-échangistes, vient le « protectionnisme impérial » de Méline en 1892, qui sera encore renforcé pendant la crise des années 30. Permanente aussi la lutte entre le rhum des îles et la betterave du Nord ; en l'absence de solution parfaite, conforme, aucun répit pour... les parlementaires.

En dépit de la libération coloniale qui suit la deuxième guerre, puis de la promotion au titre de département, les îles ne bénéficient que partiellement de l'essor des « trente glorieuses », et le PIB par habitant reste deux à trois fois inférieur à celui de la métropole. Bien que les importations dépassent largement les exportations (aide indirecte de la métropole), c'est le sens inverse qui va être pris par les hommes.

« L'octroi de mer » assure-t-il une certaine protection douanière ? Ce n'est pas certain, mais il rend les produits plus coûteux. Ce qui manque, plus encore qu'en métropole, c'est l'emploi. Au contresens permanent de la politique s'ajoute ici l'écart entre les niveaux de vie.

Où vont les migrants ? Sont-ils repoussés, expulsés ou attirés ? Réponse nette : ce n'est pas en Guyane qu'est trouvé le salut, mais en métropole. Mouvement qui s'apparente au classique *exode rural* et qui évoque, cruellement, le terme *« marginalisation »* employé par l'auteur.

Manquent ici les comptes financiers, notamment le montant des apports de la métropole, donnée essentielle pour celui qui veut comparer les chances d'un mouvement d'indépendance et celles d'un développement, refusé à tant de pays plus attardés mais plus accessible à celui que l'aventure politique a placé en état de protection.

Bibliographie abondante, qui oublie quelque peu les travaux de l'INED, comme d'ailleurs toute vue proprement démographique. Cette coutume est-elle pieuse ?

★ Editions Karthala, Paris, 1986. 24 cm. 336 pages. 120 F.

JEAN-PIERRE FOIRRY et DENIS REQUIER-DESJARDINS

Planification et politique économique en Côte-d'Ivoire 1960-1985

Bien plus qu'une monographie concernant un territoire ; c'est un véritable traité de planification qui nous est présenté avec l'avantage de l'application pratique permanente. Deux enseignants, l'un de Lyon II, l'autre de Clermont-Ferrand II (tous deux professent aussi à Abidjan), nous présentent cet ouvrage, résultat de vingt-cinq ans d'expérience dans le pays d'Afrique noire francophone le plus évolué et le plus performant.

Les quatre premiers chapitres consacrés à la planification en général, ont, sans doute, bénéficié également du concours du professeur Mahieu de l'université de Perpignan. Remarquons, en particulier, les divers types d'influences entre branches. Peut-être, l'acte initial du plan pourrait-il, cependant, comporter l'adoption d'un objectif provisoire ; c'est le souci même d'un politique.

Viennent alors, pour la Côte-d'Ivoire, les diverses sources, bien classiques, des chiffres et des informations, mais la comptabilité des entreprises est souvent défaillante. Le service officiel de la statistique publie un bulletin mensuel, inspiré de celui de l'INSEE et adapté. Il confirme que, dans les pays en développement, l'appareil statistique est un instrument de la planification, alors qu'il n'a guère été, dans les pays européens, même à ses débuts, qu'un résultat.

L'investissement atteint, en Côte-d'Ivoire, un chiffre élevé, voisin de 25 % du PIB, ce qui permet d'inscrire pour le plan 1981-1985, un progrès annuel de 7,9 % et, en termes de revenu par habitant, un accroissement annuel de 5,1 %. La source de l'investissement se trouve surtout dans les entreprises.

Allant bien au-delà de leur expérience locale, les auteurs estiment que les conditions de la « crise » démontrent, par l'absurde, la nécessité de la planification. Question de degré, mais plus encore. Le prochain plan agricole fait une place particulière au cocotier, sans négliger les cultures vivrières, ni le bétail.

Au plan est annexé un *Document Côte-d'Ivoire 2000*, rédigé d'après les réflexions de cent cinquante responsables. Tableaux et graphiques.

En félicitant les auteurs de ce remarquable travail (auquel on eût aimé associer le nom d'un Ivoirien), regrettons l'exportation intégrale du style administratif métropolitain, ampoulé et redondant. La francophonie ne devrait pas se limiter à un déplacement, mais pourrait permettre une aération, une épuration bien nécessaires.

★ CEDA. Abidjan 1986. 21 cm. 272 pages.

ANSOUMANE DORÉ

Economie et société en République de Guinée 1958-1984 et perspectives

Le sociologue guinéen, enseignant à Dijon, qui a présenté quelques vues sur Buffon économètre, nous donne un important document sur l'évolution de la Guinée, pendant le gouvernement de Sekou Touré.

Bilan profondément défavorable, comme rarement dans l'histoire. Le pays qui présentait tant d'atouts en 1958 (*le plus arrosé de la région*) et a reçu une aide soviétique, est aujourd'hui classé, par les Nations unies, parmi les pays les moins avancés (PIB par habitant inférieur à 200 dollars par an). Selon la CNUCED, la régression a été en moyenne de 0,3 % par an. Des données plus sombres encore émanent d'autres sources.

L'agriculture a subi un déclin, du fait de la création de fermes collectives. Un des tests les plus sévères est l'émigration vers des pays voisins.

Un effort quantitatif important a été accompli pour la scolarisation : augmentation du nombre des écoles et des effectifs scolaires aux divers degrés. Seulement la baisse de la qualité a été importante.

La santé a été contrariée par les poursuites politiques engagées contre de nombreux médecins ; la perte n'a été que faiblement compensée par l'arrivée de médecins soviétiques ou des pays de l'Est. Une épidémie de choléra a sévi en 1970, mais l'évolution de la mortalité ne nous est pas donnée.

La monnaie, ce test si sévère, a subi le contrecoup des pertes économiques. Le franc a été remplacé par le syli (l'éléphant), mais les dimensions accusent quelque ironie. Dans ses derniers moments, Sekou Touré a vainement cherché, pour camoufler ses déboires et trouver une voie meilleure, à se fondre dans une union avec des pays voisins.

Le CMRN (Comité militaire de redressement national), qui a pris le pouvoir, a dressé un plan intérimaire, 1985-1987, et se trouve, maintenant, devant le Fonds monétaire international qui a formulé diverses recommandations. L'avenir n'est pas encore bien dessiné.

★ Editions Bayardère. Chenove 1986, 21 cm, 518 pages, 120 F.

CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

Afrique noire. Permanences et ruptures

Une expérience consommée, un souci de savoir, de pénétrer un domaine chargé de légende et d'affectivité, un esprit critique, dans le meilleur sens du terme et qui s'étend au domaine, si scabreux, du chiffre, ont concouru à la rédaction de ce volume important consacré à la partie du monde sans doute la moins connue.

En dépit de la fragilité des sources, mais, peut-être, grâce à elle, la démographie tient ici une place importante : à la mise au point statistique sérieuse du trafic *négrier, terrain où la passion a toujours trouvé un terrain de choix*, fait suite une prospection, non moins délicate, de la période coloniale et notamment une description documentée des épidémies qu'elle a entraînées. Bien modeste, l'action sanitaire jusqu'à la deuxième guerre.

Utile eût été de creuser davantage le processus de l'« explosion démographique ». En dépit des progrès accomplis et de l'abondance des ressources, la région est la plus mal nourrie du monde entier, tant en quantité (calories) qu'en qualité ; fragilité des hommes, de ce fait. Conclusion plus pessimiste sur les perspectives que celles de la direction de la population des Nations unies.

La deuxième partie va de la période précoloniale au « popularisme militaire contemporain » ; on eût aimé voir les raisons du maintien de frontières politiques coloniales, si arbitraires. Faut-il suivre les optimistes classiques, faisant du colonialisme une période pacifique de progrès ou bien la thèse actuelle de la jeune histoire africaine exaltant les grandes luttes ? Peut-être du temps est-il nécessaire pour donner une réponse, car c'est souvent l'oppression qui a créé la nation. Particulièrement digne d'intérêt, sur ce point, l'évolution des Zoulous (en graphie française) et les sursauts de l'islam.

La quatrième partie, combien délicate, nous plonge au cœur des problèmes d'aujourd'hui et de demain : le prolétariat paysan et ouvrier. Mais peu d'attention est accordée aux bidonvilles. De puissants développements, en revanche, sur les secteurs « informels ».

Bibliographie abondante, dont sont curieusement exclues les plublications de l'INED, même les *Cahiers* spéciaux consacrés au sujet.

★ Payot. Paris 1985. 23 cm, 440 pages, 170 F.

RÉMY BASTIEN

Le paysan haïtien et sa famille. Vallée de Marbial

Il a déjà plus de vingt ans, ce livre, mais les conditions économiques et sociales n'évoluent pas vite, en ce pays. D'autre part, si modeste et souvent si peu fidèle est la littérature à son sujet que les documents donnés ici présentent un intérêt actuel. L'auteur, aujourd'hui décédé, a publié la première édition au Mexique en espagnol.

Sont donnés, en tête d'ouvrage, une présentation d'A. M. d'Ans, traducteur en français, un avant-propos, une introduction et un avertissement, contenant des plans et une carte. Initialement appelée « section rurale du cochon gras », la vallée de Marbial, arrosée par la Gosseline, particulièrement étudiée ici, a été l'objet des attentions de l'UNESCO, sous forme d'un projet-pilote en 1948.

Tout est conflit, en cette terre : entre traditionalistes et avancés bien sûr, entre Eglise catholique et vestiges du vaudou aussi, entre la forte fécondité et les ressources économiques, etc.

Une curieuse institution, le lacou (terme qui vient du français la cour), espace multifamilial, qui peut aller jusqu'à 15 hectares. Peu de villes. Si un homme se trouve, par voie de succession, possesseur d'une seconde propriété, il y place une concubine, appelée « femme jardin ».

Peu de chiffres permettent de mesurer le très bas niveau de vie, en diminution sensible, est-il annoncé.

Selon l'auteur, la polygamie a pour effet d'augmenter encore la population, mais il est permis d'en douter. L'augmentation de 1,5 % par an, donnée pour l'ensemble de l'île, atteste natalité et mortalité élevées. Pas de contraception ; il est vrai que la pilule n'était pas encore en circulation, lors de la rédaction de l'ouvrage. Analphabétisme étendu.

Le français, langue officielle de l'île, n'est compris que par 15 % de la population (5,2 millions aujourd'hui).

★ ACCT Karthala. Paris 1985. 21 cm, 217 pages, 75 F.

BIBLIOGRAPHIE

La protection sociale

● Les retraites des Français

La complexité du système français de retraites, constitué de régimes à base professionnelle plus ou moins bien rabotés différant par leur financement comme par leurs prestations, en fait un casse-tête, même pour les spécialistes. L'auteur principal, actuaire de formation, Jean-François Chadelat, ancien responsable des études économiques à la direction de la sécurité sociale du ministère des affaires sociales, actuellement conseiller technique de M. Séguin, est un de ceux qui le connaissent le mieux.

Son ouvrage, remise à jour d'une publication qui date de dix ans, n'expose pas seulement le fonctionnement des différents régimes, le niveau des cotisations et des pensions. Il fait apparaître les changements intervenus au cours des années 70 pour le régime général (des salariés du privé), source d'amélioration des pensions et de charges pour l'avenir. Il met aussi en évidence la situation quasi inextricable des régimes spéciaux, reposant essentiellement aujourd'hui sur l'aide de l'Etat, à la fois en raison des déséquilibres démographiques, des avantages accordés par certains et de leur imbrication avec les services publics eux-mêmes.

On regrette qu'il ne soit pas plus précis sur le régime des exploitants agricoles qui *« avec un apport de 20 % des cotisants eux-mêmes, occupe une place originale dans le financement de la protection sociale française »*. Problème *« pas seulement financier, mais également politique »*, il est vrai.

Pour l'avenir, Jean-François Chadelat montre que l'évolution démographique, au moins jusqu'à l'an 2000, n'entraîne pas automatiquement un déséquilibre des régimes de retraite, et que la répartition n'est pas mise en cause ; il souligne les limites de la capitalisation, y compris comme apport pour les entreprises. Le problème est plus, selon lui, celui du niveau souhaitable et possible des retraites dans les années à venir : une partie des avantages accordés par certains régimes pourraient être mieux assurés par le recours à des systèmes de capitalisation qui constitueraient un *« troisième étage »* des retraites.

* Jean-François Chadelat et Gérard Pellissier, *Les retraites des Français. La Documentation Française*. Notes d'études documentaires, n° 4810, 146 pages, 48 francs.

● La famille et l'impôt

Le dernier numéro de la *Revue française de finances publiques* est consacré à un dossier, préfacé par Alfred Sauvy, sur les différentes dispositions fiscales concernant la famille, mais aussi aux effets d'autres formes d'aides, comme les prestations familiales.

En particulier Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques, dans un article volontiers paradoxal, mais que l'usage des formules mathématiques rend parfois imperméable à de nombreux lecteurs, met en évidence les illogismes ou les contradictions de la fiscalité à l'égard des familles. En analysant les effets des principales aides — quotient familial et allocations familiales, — il montre que la dépense que celles-ci *« autorisent »* par enfant varie considérablement selon le nombre d'enfants et les revenus de la famille ; mais la formule *« le quotient familial avantage les hauts revenus »* est simplificatrice.

* *Revue française de finances publiques*, n° 14, 1986. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 20, rue Soufflot, 75005 Paris. - Tél. : 43-54-07-19. 232 p., 74 F.

● Définir, décrire traduire

La protection sociale en France ne comporte pas moins de cinquante formes d'allocations, trente-deux types de conseils et quarante-cinq sortes de commissions. Elle a sécrété un langage conforme à cette richesse, souvent obscur pour le public : qui sait ce que sont les AMO, les AMM, les AMEXA ou les CODERPA ?

L'ouvrage, dû à un sous-directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie et à un juriste, couvre les régimes de sécurité sociale, les régimes complémentaires, la mutualité et l'aide sociale. Il donne la définition de tous les organismes, la description des différents types d'établissements et de prestations, la signification des termes en usage, de l'« autorisation d'avance » au « recours gracieux », en passant par les « périodes assimilées ». Le lexique se développe si vite qu'il a fallu inclure un addendum dans le volume.

GUY HERZLICH.

* Pascal Beau et Roger Beau, *Lexique de la protection sociale*. Dalloz, 314 pages, 64 F.

La chronique de Paul Fabra

Le bout de chemin

EN écoutant Edouard Balladur répondre à la question qui lui était posée la semaine dernière à Antenne 2 : *« Comment feriez-vous pour vivre avec 6 000 F par mois ? »*, j'étais tenté de penser que la façon dont il réagirait, et bien sûr le contenu de ses propos, constitueraient une sorte de test pour l'orientation de sa politique.

Dans une lettre qu'il adressait le 20 août 1959 au général de Gaulle, Jacques Rueff — le principal architecte du plan de redressement (fin 1958) *le plus décisif, bien que très incomplet,* qu'ait connu la France depuis qu'elle s'est relevée des ruines de la guerre — écrivait : *« Il n'y a aucune raison pour que les salaires français soient congénitalement le tiers des salaires américains. »* Aussi l'illustre économiste proposait-il à celui qui venait de fonder la Vᵉ République de regagner la moitié de l'écart *« dans une courte période »*. A quoi sert la rigueur de gestion si elle n'est pas au service d'une ambition de ce genre ? (Voir *aussi la chronique publiée dans le Monde* du 10 juin sous le titre : « Comment échapper au piège de l'austérité ».

On comprend qu'un ministre en exercice ne puisse s'exprimer dans des termes similaires, qui seraient aussitôt interprétés comme un insolite encouragement à la revendication généralisée. Il eût été difficile à notre grand argentier de paraphraser Rueff en faisant par exemple aux téléspectateurs la déclaration *suivante, si justifiée fût-elle : « Je ne* vois aucune raison pour que vous ne gagniez pas autant que si vous alliez travailler de l'autre côté des frontières allemande ou suisse, où, pour les ouvriers et les petits employés, les rémunérations dépassent d'un *quart à un tiers, et parfois d'une* proportion supérieure, le niveau qu'elles atteignent en France. Nous devons rapidement combler ce retard. »

Le ministre d'Etat a été beaucoup plus circonspect, peut-être trop. Après avoir constaté qu'un grand nombre de Français reçoivent encore un salaire aussi bas, il a précisé : *« Ce sont là des situations auxquelles on ne portera pas remède en quelques années. »* Est-il certain qu'une politique économique de *grand style ne porterait* pas ses fruits plus vite ? L'important est que le ministre d'Etat n'ait pas fermé la porte à une telle possibilité : *« Toute notre politique,* avait-il commencé par répliquer, *justement tend à mettre fin à ce type de situation. »*

D'après l'INSEE, un ménage sur quatre ayant pour chef un salarié a déclaré en 1985 un revenu inférieur à 69 600 F (5 800 F par mois). Pour relever le niveau de vie, il ne suffira pas de restaurer les libertés économiques. Cette condition nécessaire n'est qu'un bout du chemin à parcourir. L'indispensable réforme du régime du crédit, en cours de préparation, ne sera-t-elle pas trop timide, et, malgré les apparences, d'essence périlleusement interventionniste ? *Celle de la fiscalité est à peine engagée.* Se pourrait-il, comme le soutiennent certains partisans d'un changement plus prompt, qu'elle aille, par certains de ses aspects, dans la mauvaise direction ?

Une des critiques adressées aux mesures annoncées par Edouard Balladur porte sur l'extension du champ des exonérations. Un tiers des ménages français sont déjà exemptés de l'impôt sur le revenu, une proportion très supérieure à ce *que l'on constate ailleurs. Le ministre* n'a pas tort de ne pas retenir l'objection formulée de cette manière : « Les Français sont les Français », rétorque-t-il pour affirmer leur droit collectif à conserver certaines de leurs habitudes.

Mais ce souci s'accorde-t-il avec une politique qui vise à réduire la progressivité de l'IRPP, une des plus fortes qui soit ? Comment y parvenir *sans un certain rééquilibrage par* suppression ou atténuation des exonérations, qui ont pour effet de libérer de toute obligation en la matière neuf millions de foyers, *bientôt onze* par la grâce des dispositions qui figureront dans la prochaine loi de finances ? Les chiffres se trouvent dans le septième rapport du conseil des impôts au président de la République (année 1984) : 10 % environ des contribuables acquittent près des deux tiers de l'impôt et 1 % seulement d'entre eux en payent 30 %.

POSER le problème exclusivement en termes de logique fiscale, c'est faire toutefois bon marché de la réalité sociologique. *Aussi longtemps qu'un nombre* aussi grand de Français gagneront relativement aussi peu, sera-t-il politiquement envisageable et socialement souhaitable de chercher à augmenter le rendement de l'impôt sur le revenu en y assujettissant la *grande majorité des citoyens,* comme c'est le cas en Grande-Bretagne (où les cotisations sociales, il est vrai, sont beaucoup plus faibles), en Allemagne, aux Etats-Unis ?

Grâce à une réforme introduite par les socialistes, le gouvernement peut espérer éviter certains des inconvénients qu'on attribue aux *exonérations, à commencer par* l'effet dit de ressaut. Le salarié ne cherchera pas à gagner davantage car, passé un seuil vite franchi, la quasi-totalité de la majoration risque d'être absorbée par le versement d'impôts et de cotisations auxquels il était auparavant soustrait. Qu'il *s'agisse là d'un moyen aussi sûr* qu'invisible pour décourager l'effort, figer les situations, et donc freiner le progrès économique, maintes observations semblent bien l'attester. C'est pour atténuer cette conséquence que les socialistes, en 1982, avaient substitué à l'ancien système de l'abattement un système de décote qui ménage des transitions. *La décote n'était pas applicable aux* personnes mariées, sous prétexte qu'elles jouissaient déjà des déductions résultant du jeu du quotient familial. Elles en bénéficieront désormais.

Sur un point de droit, dont on aurait tort de minimiser la portée, le gouvernement a, en tout cas, pris une décision courageuse. Parions toutefois qu'il ne pourra s'y tenir qu'à la condition d'améliorer, dans le sens de l'efficacité et de l'équité *(laquelle n'est pas nécessairement* synonyme de « progressivité »), le système fiscal. Il est bon de retirer au fisc et à la douane les pouvoirs exorbitants dont ils disposent. Le contribuable a droit à des garanties sérieuses, et il n'est que conforme aux principes généraux du droit que ce soit dorénavant à l'administration de rapporter la preuve des accusa*tions (comptabilité déguisée, fausse* déclaration) qu'elle porte contre lui.

Il est vain toutefois de se dissimuler que la lutte contre les fraudes fiscales pose un problème particulier qui explique, sans les justifier, les *abus auxquels leur juste répression* donne parfois lieu. Constatant déjà que les collecteurs de l'impôt se livraient dans maints pays à des *enquêtes* et à des examens *« odieux et vexatoires »*, Adam Smith, le premier à avoir formulé les fondements d'une fiscalité rationnelle, attribuait la cause de cet état de choses à une imperfection commune à presque tous les systèmes fiscaux.

UN impôt trop lourd et perçu comme injuste, auquel, de surcroît, il n'est pas très difficile d'échapper, est une incitation permanente à la fraude. Or tout se passe comme si les pénalités étaient d'autant plus sévères que la tentation est plus grande. *« Contrairement à tous les principes ordinaires de la justice,* écrivait Adam Smith en 1776, *la loi commence par créer elle-même l'envie de la tourner et sévit ensuite contre ceux qui y succombent. »*

*Il fut un temps où les contribua*bles français passaient pour moins civiques que les contribuables britanniques, allemands, américains. L'extension de l'économie souterraine dans tous les pays tend à montrer que toute réforme d'envergure passe par un rétablissement des relations de confiance entre les citoyens et le fisc. C'est un fait que *celui-ci, par certaines de ses* méthodes, a passablement contribué à les altérer.

Un exemple de malignité parmi d'autres : pour choisir les restaurants qu'il allait soumettre à vérification, le service de contrôle s'est parfois laissé guider par les indications de la rubrique gastronomique des grands journaux, dont il est pourtant permis de penser qu'ils cherchent à signaler à leurs lecteurs les meilleurs établissements. La qualité n'est-elle *pas en l'occurrence une présomption* d'honnêteté (ne pas tromper le client sur la marchandise) ?

Sports

FOOTBALL

La tribune des patriciens

L'Olympique de Marseille seul en tête du championnat de France après neuf journées. Dominateur et sûr de lui-même, le club phocéen n'a fait qu'une bouchée de son voisin toulonnais, samedi 13 septembre (3 à 0). Battus à Monaco (1 à 3), les Nantais ont cédé la deuxième place du classement aux Girondins de Bordeaux, vainqueurs à Sochaux (2 à 0).

A Paris, le derby des frères ennemis a tourné à l'avantage du Racing, vainqueur en contre d'un Paris-Saint-Germain entreprenant mais brouillon (1 à 2).

Moins d'une minute de jeu : Bocandé (Paris-Saint-Germain) marque, Olmeta (Racing) se roule de douleur dans l'herbe humide, M. Bouillet (l'arbitre) refuse le but. Dans les nouvelles loges moquetées et climatisées du Parc des Princes, les commentaires circulent en même temps que les apéritifs et les plateaux de «canapés assortis». Tandis que dans les travées du Kop Boulogne on s'égosille en appréciations crues, la bonne société, moelleusement installée derrière des vitres panoramiques, peut visionner au ralenti sur des écrans vidéo cette première action litigieuse. Elle aura d'autres occasions de s'offusquer. Les circonstances et l'arbitrage n'ont guère favorisé Paris-Saint-Germain tout au long de ce match que Gérard Houllier estampillera *«illogique et grotesque»*.

Pour l'heure, les locataires des «loges prestige» profitent de l'arrêt de jeu de la confusion qui règne dans la surface de réparation du Racing pour prendre leurs aises. Accueillis par des hôtesses en rouge et bleu (couleurs du Paris-Saint-Germain), ils sont désormais entre les mains des maîtres d'hôtel. On consulte simultanément la composition des équipes et le menu. *«Bavaroise de truite aux légumes»* en première mi-temps. Le but sur coup franc d'Enzo Francescoli (43e) fait l'effet d'une vilaine arête.

«Feuillantine d'aile de bresse» en seconde mi-temps. A peine le temps de picorer quelques champignons sauvages que Dominique Rocheteau égalise (49e). Soupirs d'aise parmi les convives, mais de courte durée. Les frasques de M. Bouillet (penalties refusés ou oubliés, hors-jeu et cartons intempestifs) et la malchance des joueurs du Paris-Saint-Germain (tirs sur les poteaux) reviendront en mémoire lorsque, à l'heure des mignardises et du café, Francescoli, grand seigneur, réglera l'addition pour le Racing (86e).

Faut-il préciser que les dîneurs étaient acquis au Paris-Saint-Germain ? Construites en juin dernier alors que le football avait émigré au Mexique, les nouvelles loges ont été financées par la Ville de Paris et, à parité, par chacun des deux clubs ennemis de la capitale. Mais, en ce premier derby parisien, c'est le Paris-Saint-Germain qui était censé jouer à domicile. Ce sont donc ses «clients» qui avaient investi les loges. Ceux du Racing auront le champ libre au match retour.

Loges « du premier type »

Les deux clubs étaient facilement tombés d'accord sur l'opportunité d'un tel investissement. Ces salons vitrés ne sont pas des gadgets. Depuis 1983, le Paris-Saint-Germain en a expérimenté l'intérêt avec les trois cent vingt-huit places des loges dites «du premier type», ouvertes aux quatre vents, mais qui donnent accès au salon d'honneur avant le match, à la mi-temps, et après le coup de sifflet final pour un *«buffet dînatoire»*.

Les deux cent quarante places supplémentaires offertes par les «loges prestige» représentent, selon Gérard Le Scour, délégué général du Paris-Saint-Germain, *«un concept nouveau de relations publiques à travers le football»*. Cela représente surtout pour le club un appréciable apport de trésorerie. – *«10 millions de francs sur un budget total de 70 millions»*, estime Gérard Le Scour.

Ce service «trois étoiles» pour un football d'une qualité non garantie revient à 50 000 francs par fauteuil (avec un minimum de quatre fauteuils). La location ouvre droit à tous les matches du Paris-Saint-Germain, Coupe d'Europe comprise. Pour de nombreuses firmes, le Parc est devenu, au même titre que le Crazy Horse, un endroit prestigieux où l'on peut «traiter» le client ou le fournisseur de passage.

De l'avis d'Hubert Yaffi, directeur du département occasion chez Citroën, c'est même peu cher payé : *«200 000 francs pour une loge à l'année, cela ne représente que quelques pavés publicitaires dans la presse*, dit-il. *Ici, on rencontre le monde des affaires, on fait connaissance, on sympathise, et les retombées commerciales peuvent être immédiates.»* Et de citer quelques clients célèbres ferrés au Parc des Princes : *«Yannick Noah, Alain Madelin, des journalistes, des chanteurs, des présidents-directeurs généraux...»*

La plupart des entreprises qui se sont aventurées sur ce terrain de relations publiques ne le regrettent pas. *«D'une saison à l'autre, depuis quatre ans, le taux de fidélisation des abonnés est de 80 %»*, déclare Gérard Le Scour. Soupçonnant certains d'avoir loué des loges à la fois au Paris-Saint-Germain et au Racing, il note toutefois *«la constitution d'une sphère d'influence autour de l'équipe»*. *«De simples clients*, dit-il, *ils deviennent très vite des supporters haut de gamme.»*

Derrière les vitres, à l'abri des humeurs populaires du Parc, ressentait-on bien, samedi, l'amertume de la défaite, face à ce Racing présumé moribond ? Dans le salon d'honneur, ceux des loges découvertes (*«les vrais fanas de foot»*, selon Gérard Le Scour) s'élançaient sans morosité excessive à l'assaut du buffet. Dans l'ambiance feutrée des «loges prestige», on prenait congé comme après tout raout : coup de fil et promesse de «petite bouffe». Dès mercredi soir, les affaires reprendront au même endroit. Evénement encore plus «vendeur» que le derby parisien, ce sera le premier rendez-vous européen du champion de France. Football de gala exigé !

JEAN-JACQUES BOZONNET.



ESCALADE

La falaise sans faille

Pour le Grand Prix de France d'escalade, qui a eu lieu les samedi 13 et dimanche 14 septembre dans les Pyrénées, la jeune Fédération française d'escalade a réussi à attirer l'élite de ce sport. Des voies entièrement inédites, tracées sur la falaise de Troubat, petit village de la vallée de la Barousse, ont permis à une centaine de grimpeurs venus de Suisse, d'Angleterre, des Etats-Unis et de différente régions de France de se mesurer. Chez les femmes, l'Américaine Lynn Hill s'est imposée en l'absence de Catherine Destivelle qui l'avait devancée lors des dernières compétitions en Italie. Gilbert Ogier, un guide de Haute-Savoie, a devancé chez les hommes deux autres Français, Jean-Baptiste Tribout et Didier Raboutou.

TROUBAT
de notre envoyé spécial

Les cinq mille personnes qui, dimanche, ont gravi sous le soleil la petite route empierrée menant à la falaise de Troubat (Hautes-Pyrénées) n'étaient pas toutes des spécialistes de l'escalade. Mais, à côté des amateurs venus des Alpes ou des grandes métropoles, nombre d'habitants de la vallée de la Barousse apprécièrent l'évolution des grimpeurs.

Jumelles en main, un gendarme à l'accent rocailleux explique à des hommes au large béret que *«les petits gars là-haut, eh bien ! ils savent se tenir»*. Lui, grâce au grossissement de ses optiques, il admire l'élégance des gestes des grimpeurs. Il les voit avancer lentement, les mains à la recherche de la faille, déplacer les pieds avec délicatesse de façon à plier les jambes au maximum avant de se propulser, de se détendre à la façon d'une grenouille, un peu plus haut.

Beau spectacle qui ravit la foule des participants attentifs au mouvement des corps le long de la paroi calcaire, aux mains qui plongent dans le petit carquois – le «pof» – des grimpeurs pour blanchir leurs doigts de magnésite. Discrets, les hommes et les femmes respectent le travail des artistes et s'efforcent de calmer les enfants venus en nombre. Le silence des ascensions est seulement rompu par les *«oh !»* d'admiration, ou de regret, qui accompagnent les chutes des candidats malchanceux. Comme un frisson bruyant parcourt les spectateurs lorsque le grimpeur lâche la falaise et se balance au bout de sa corde de sécurité solidement assurée par un piton.

Car les chutes – les vols, comme disent les puristes – sont nombreuses dans ce grand prix. Samedi, lors des demi-finales, des concurrents ont échoué à quelques mètres du but. Filles et garçons, dans leurs vêtements moulants aux couleurs vives, ont lâché prise, fatigués par des parcours difficiles. Antoine Le Menestrel, un jeune étudiant en biologie, a ouvert des voies qui se sont révélées particulièrement sélectives. Escaladeur chevronné, cet enfant d'une famille de passionnés des parois, a passé deux semaines sur le site pour sélectionner, sur les 70 mètres de la falaise, des parcours d'une vingtaine de mètres.

Solidement encordé, il a, avec quelques camarades, nettoyé les parois, retiré les lichens, aspiré l'eau qui se niche dans les petites saillies et abrasé quelques roches. Un long travail de préparation, accompagné du scellement de pitons afin de fournir aux concurrents de bonnes conditions pour leurs évolutions.

Labrune légère

Ici, pas de vitesse ou de précipitation. A la différence des pays de l'Est ou de l'Italie, les grimpeurs sont maîtres de leur temps. Pour réaliser des voies classées 7 *a* ou *c* – dans l'échelle des difficultés, les parcours sont répertoriés de 1 à 8 *b*, chaque point comportant trois subdivisions, – les concurrents disposent du laps de temps qu'ils désirent. Mais, comme le remarque Antoine, *«il ne faut pas traîner car lorqu'on reste trop longtemps sur une prise on fatigue»*.

Légères, comme l'Américaine Lynn Hill, les jeunes femmes sélectionnées pour la finale ont montré des qualités surprenantes. Même si elle ne s'est classée que deuxième, la Française Corinne Labrune a fait preuve d'une belle assurance. Une détente puissante, des arrêts-reculs pour découvrir un mètre ou deux audessus de meilleures prises, une technique éprouvée, un ensemble de qualités qui placent cette jeune fille dans le peloton de tête des grimpeuses.

Blessée le mois dernier lors d'une descente en «parapente», la Lyonnaise Isabelle Patissier a assisté avec envie aux évolutions de ses compagnes. Isabelle croit au développement de l'escalade en France. Elle pense que, dans un avenir proche, les compétitions vont se multiplier, alternant les parcours en site propre et en salle sur des roches synthétiques. Elle rejoint Benoît Renard, le président de la Fédération française d'escalade, qui estime que sa jeune fédération, aujourd'hui indépendante, peut mener de front la compétition de haut niveau et le sport de masse, avec l'aide des moniteurs qui commencent à être formés. Il souhaite rendre l'escalade populaire auprès des écoliers et des lycéens.

Les ascensions de Didier Raboutou, parfaitement contrôlées et apparemment tranquilles, peuvent jouer ce rôle. Passionné des sports de montagne, Raboutou évolue maintenant dans une «écurie» spécialisée, ce qui fait de lui et d'un autre finaliste du Grand Prix, Jean-Baptiste Tribout, des professionnels de l'escalade. Matériel performant, longues heures d'entraînement, séances de kinésithérapie, assurent à ces grimpeurs une supériorité sur d'autres compétiteurs.

Ils remplacent souvent sur les podiums les étudiants en éducation physique ou les guides de montagne (excepté Ogier, cette fois...) qui, à cause de leurs activités professionnelles, ont moins de temps à consacrer à l'entraînement. La chasse aux sponsors est ouverte dans le domaine de l'escalade. Une chasse qui peut se révéler fructueuse, comme l'explique Isabelle Patissier, *«car les marques ont saisi l'importance de ce sport nouveau»*. Des fabricants de baudriers et de chaussures vont permettre à cette jeune étudiante de dix-neuf ans d'interrompre ses cours pendant un an pour ne vivre que pour l'escalade. Les cinq mille spectateurs présents ce week-end à Troubat confirmeront peut-être ces industriels dans leur choix de marketing.

SERGE BOLLOCH.

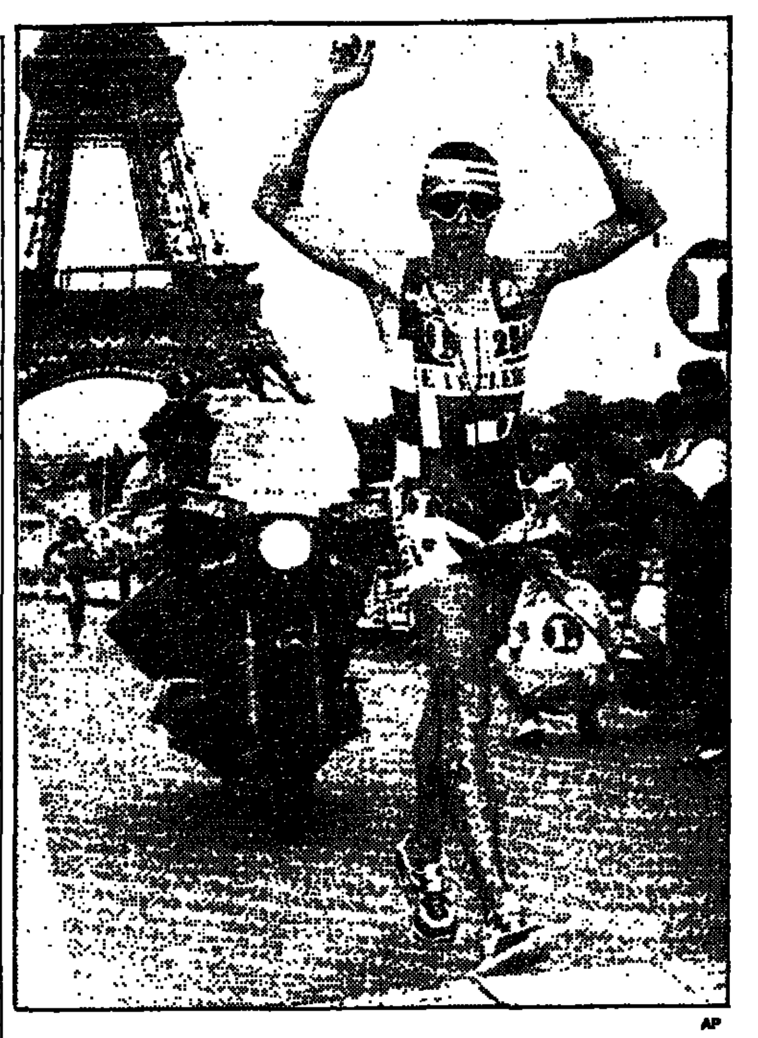
TENNIS

Terrains fertiles

Le tennis est sport de tradition. Il y avait donc, comme chaque année, un «national» qui se disputait sur les courts de Vichy. Tarik Benhabiles et Nathalie Herreman ont inscrit leur nom au palmarès.

Le premier après avoir été sérieusement accroché par Thierry Van den Daele (5-7, 3-6, 6-2, 6-2, 6-1), révélation de l'année qui avait déjà fait forte impression à Roland-Garros. La seconde pour la troisième fois de sa jeune carrière en dominant facilement la championne de France junior Sybille Niox-Château (6-1, 6-1).

Mais à l'époque du tennis open triomphant, les meilleures raquettes nationales avaient logiquement préféré s'exprimer sur d'autres terrains. Avec succès au demeurant. Le tournoi de Genève doté de 215 000 dollars a ainsi vu la victoire d'Henri Leconte sur Thierry Tulasne (7-5, 6-3). A Tokyo, Catherine Tanvier a pour sa part atteint les demi-finales du tournoi doté de 300 000 dollars. La Française a été stoppée par l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (6-4, 6-1), qui devait ensuite s'imposer en finale à la Bulgare Manuela Maleeva.



Le Français Serge Lecrique, vainqueur du premier triathlon de Paris en 2 h 14 mn 10 s

AP

TRIATHLON

Tous en Seine

Le premier Triathlon international de Paris, disputé le 14 septembre, a été gagné par un parachutiste, Serge Lacrique, du Tri-Club Thonon, en 2 h 14 mn 10 s, devant un autre membre de ce club, Grégoire Millet, premier vétéran, Georges Belaubre, se classant troisième, en 2 h 14 mn 36 s. Première femme, la Néerlandaise Isabelle Swartkruis a terminé en 2 h 31 mn 38 s.

Drôle de sport, qui commence couché, continue assis et se termine debout, alors que le cheminenemt inverse, pour de simples raisons de fatigue (mais pas d'hydrocution !) serait préférable. Né à Hawaï, en 1977, le triathlon a rapidement envahi l'Europe. Aujourd'hui, enchaîner trois disciplines aussi différentes que la natation, le cyclisme et la course à pied ne semble plus aussi fou qu'avant. A Paris, les concurrents avaient affaire à un «petit» triathlon de catégorie A (il existe des B et des C) comportant 1,5 km de natation dans la Seine, 40 km de vélo jusqu'à Versailles et 12 km de course à pied, à enchaîner sans repos autres que le changement de tenue.

A 12 h 48, le départ est donné de la piscine Deligny : quatre cent cinquante concurrents plongent dans les flots couleur soupe de poisson en direction du Trocadéro. Specatcle surprenant. On dirait un troupeau de phoques partant à la pêche. Dans l'eau, c'est moins rigolo : une sorte de mêlée dans un petit clapot saumâtre. Raide à boire l'eau de Seine ! *Pour éviter l'asphyxie, il convient de* prendre la tangente pour s'écarter de la troupe.

Après une dizaine de minutes, le troupeau s'est éclairci, les bons crawlant devant à s'en déchirer les pectoraux, pendant que derrière, toutes les nages sont à l'honneur, de l'indienne au dos crawlé. Le courant aidant, la plupart des concurrents rejoignent le PC de la course, au port de Suffren.

Une douche squelettique, vite, il faut enlever la combinaison de plongée pour se retrouver *dans la tenue* de triathlon (short long, type vélo prolongé en haut par un gilet sans manches) bleu-blanc-rouge, avec le nom du sponsor affiché sur le ventre. Un léger massage des cuisses, la pose du casque obligatoire, et c'est reparti pour 40 km de vélo.

Engourdi par le froid, incapable d'enfiler correctement les cale-pieds du MBK spécial triathlon, le «coup de bambou» menace le néophyte. Il faut s'alimenter pour recharger les accus. A chacun son plein d'énergie.

A Meudon, la promenade de santé se transforme en parcours du combattant avec la redoutable côte des Gardes. Le peloton est éparpillé et les dos ronds multicolores font des taches étranges dans le paysage. Le public, qui sort certainement d'un excellent repas dominical, applaudit avec vigueur ces hommes bariolés. Avant d'arriver à Versailles, on croise déjà les premiers qui ont fait demi-tour. Au retour, dans la descente, on aperçoit un cycliste étendu, inconscient après une violente chute. Arrivée au Parc, c'est toujours le même programme : se dépouiller de la tenue de cycliste pour enfiler les chaussures de jogging et repartir en maudissant le jour où l'on s'est inscrit.

Tête vide et buste penché

Les cinq premiers kilomètres, les mollets font très mal. Un concurrent précise que *«ça s'arrange après»*. Tout au long du parcours, bien balisé et protégé par plus de quatre cents personnes de l'organisation, les ravitaillements sont copieux. Malheureusement, il est difficile d'attraper une banane quand on roule à 40 km/h, surtout quand elle est épluchée ! A pied, c'est plus simple.

Les ultimes kilomètres se font machinalement, tête vide et buste penché pour ne pas regarder le parcours restant, avec des débuts de crampes sauvages remontant dans les jambes. Et puis la délivrance approche, avec une dernière côte, celle de l'arrivée au pied du Trocadéro, les amis qui attendent, le public qui encourage aussi vigoureusement les *losers* que les premiers et une incroyable envie de s'effondrer.

La troupe insensée vient de démontrer au public parisien qu'un véritable triathlon pouvait exister dans la capitale. Et puis c'est à la lanterne rouge de franchir la ligne, en 3 h 53 mn 20 s et en 348e position. A trop penser aux futurs JO, il est peut-être inutile de rappeler que le principal est de participer. Au triathlon, c'est surtout de finir...

DOMINIQUE GAUTRON.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE D'ENDURANCE
1 000 km de Spa-Francorchamps

1. *Boutsen-Jelinski* (Porsche 962-C-Brun), 1 006,300 km en 5 h 35 mn 54 s 54 (179,745 km/h) ; 2. Warwick-Lammers (Silk Cut - Jaguar XJR-6), à 0 s 80 ; 3. Bell-Stuck (Porsche 962-C-Rothmans), à 29 s 29.

Classement : *Pilotes.* – 1. Bell et Stuck, 82 pts ; 3. Warwick, 69 ; 4. Jelinski, 59 ; 5. Cheever, 49 ; 6. Larrauri et Pareja, 46.

Marques. – 1. Porsche-Rothmans, 47 pts ; 2. Brun-Motorsport, 37 ; 3. Silk Cut-Jaguar, 35.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PRODUCTION
Grand Prix de Nogaro

1. Jabouille (Peugeot 505 turbo), 36 mn 30 s 88. (133,294 km h) ; 2. Ragnotti (Renault 5 turbo, à 7 s ; 3. Cudini (Mercedes 190), à 18 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
NATIONALE I
(première phase, premier tour aller)

GROUPE 1

*Orthez b. Monaco	94-86
Lorient b. *Le Mans	110-95
*Saint-Etienne b. Reims	104-89
Grenoble b. *Nice	75-74

GROUPE 2

*Villeurbanne b. Nancy	98-80
*Tours b. vichy	77-56
Antibes b. *Voiron	107-79

(Exempt : Cholet)

GROUPE 3

*Limoges b. Nantes	115-83
*Racing b. Dijon	102-80
*Avignon b. Mulhouse	88-77
*Caen b. Challans	99-93

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(neuvième journée)

*Toulouse b. Nice	2-0
*Marseille b. Toulon	3-0
*Monaco b. Nantes	3-1
Bordeaux b. *Sochaux	2-0
RC Paris b. *Paris-SG	2-1
*Nancy et Metz	0-0
Lille b. *Lens	3-1
*Laval b. Brest	1-0
*Auxerre b. Saint-Etienne	3-0
*Le Havre et Rennes	1-1

Classement. – 1. Marseille, 14 pts ; 2. Bordeaux, 13 ; 3. Nantes, Toulouse, Lille et Paris-SG, 11 ; 7. Metz, 10 ; 8. Sochaux, 9 ; 9. Auxerre, Lens, Monaco, Brest, Laval et Rennes, 8 ; 15. Le Havre, Nancy, RC Paris, Saint-Etienne et Nice, 7 ; 20. Toulon, 4.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(premier tour)

*Briançon et Français Volants	2-2
Mont-Blanc b. *Rouen	8-4
*Viry-Essonne b. Grenoble	10-9
Gap b. *Villars-de-Lans	5-3
*Amiens b. Chamonix	7-4

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(deuxième journée)

POULE 1

Montferrand b. *Graulhet	12-9
*Aurillac b. Grenoble	13-12
Béziers b. *Romans	37-9
*Nice et Toulouse	28-28
Brive b. *Narbonne	19-7

Classement. – 1. Béziers, Montferrand, Brive, Aurillac, 6 pts.

POULE 2

*Biarritz b. Valence	16-12
*Toulon b. Bayonne	19-15
*Agen b. Perpignan	25-15
Lourdes b. *Nîmes	15-6
*Racing CF b. Pau	20-15

Classement. – 1. RCF, Toulon, 6 pts.

POULE 3

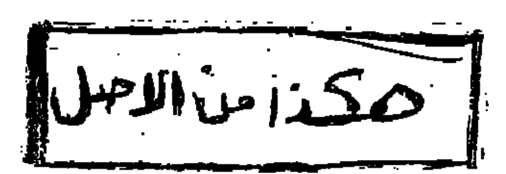
*Boucau b. Bègles-Bordeaux	21-18
*Tarbes b. Angoulême	37-6
*Mt-de-Marsan b. Tyrosse	13-9
*Dax b. Hagetmau	18-16
Bagnères b. *Oloron	18-6

Classement. – Dax, Boucau, 6 pts.

POULE 4

*Tulle b. Carcassonne	18-9
*Saint-Gaudens et Castres	18-18
*La Voulte b. Hyères	12-9
*Bourgoin b. Le Creusot	24-12
*Voiron b. Albi	26-17

Classement. – 1. Voiron, 6 pts; 2. Castres, Saint-Gaudens, 5.



Economie

Le projet de budget pour 1987 soumis au gouvernement

La réduction des droits de succession sur les donations va beaucoup avantager les contribuables

La réduction de 25 % des droits de succession en cas de donation-partage, qui avait été supprimée par les socialistes en 1981, va être rétablie dans le projet de budget pour 1987 examiné ce lundi 15 septembre par le gouvernement.

MM. Balladur et Juppé estiment que, l'impôt sur les grandes fortunes étant supprimé, les risques de fraude *ont beaucoup diminué et* que cette mesure facilitera les transmissions de capital dans le petite industrie, le commerce et l'agriculture. Un problème, à propos duquel le Conseil national du patronat français (CNPF), M. Gattaz en particulier, s'était montré particulièrement pessimiste il y a quelques mois, affirmant que beaucoup d'entreprises disparaisssait à cause de droits trop élevés.

La décision prise par le gouvernement est importante. Dans le rapport qu'ils avaient consacré en 1978 à l'imposition du capital, M. Ventejol, président du Conseil économique et social, M. Blot, qui fut directeur général des impôts, et M. Méraud, inspecteur général de l'INSEE et membre du conseil des impôts, estimaient que *« les avantages accordés aux donations-partages sont trop importants ».*

Ces avantages (barème particulier à tranches plus larges, réduction de 25 % des droits, exonération de l'usufruit au moment du décès) avaient en principe pour but d'encourager les transmissions de patrimoine à des personnes plus jeunes et d'éviter les difficultés qui se multiplient lors du partage après le décès du propriétaire. Le rapport notait pourtant que *« dans la pratique, la donation n'était souvent qu'un moyen d'alléger le poids des droits de succession »*. Le donateur conserve souvent , en effet, l'usufruit des biens qu'il donne, ainsi que le pouvoir de décider si le bien doit être conservé ou cédé. *« Sur le plan économique*, écrivaient MM. Ventejol, Blot et Méraud, *l'utilité de cet encouragement aux donations est donc assez douteuse. Sur le plan social, ces dispositions réduisent la progressivité du barème et s'opposent au rôle redistributeur que jouent les droits de mutation à titre gratuit. »*

Sensible à ces remarques, M. Raymond Barre, à qui ce rapport était destiné, avait ramené l'abattement de 25 % à 20 %. C'était en 1980. L'année suivante, à l'été 1981 le gouvernement socialiste, qui allait créer l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) supprimait complètement cette réduction.

Le rétablissement du 25 % revient donc non seulement sur une décision prise par la gauche, mais également sur une mesure qu'un premier ministre de droite avait prise parce que le rapport montrait clairement que le cumul des avantages accordés aux donations-partage, réduisait de moitié le taux marginal d'imposition alors fixé à 20 % en ligne directe (les socialistes ont, fin 1983, fixé ce taux à 40 % au-delà de 11,2 millions de patrimoine et ont créé des tranches intermédiaires imposées à 30 et 35 %).

Le code des impôts prévoit, en outre que dans les cas – fréquents – où, lors de la donation, le père conserve l'usufruit, c'est-à-dire la jouissance de son bien, les droits sont calculés sur la nue-propriété. Or la valeur de celle-ci n'est qu'une partie de la valeur du bien. De plus, elle est calculée sur une valeur vénale qui est fonction de l'âge du donateur, et donc de son espérance de vie. Plus le donateur est jeune et plus la valeur de la nue-propriété est faible. A la mort du donateur, l'usufruit dont bénéficiait le défunt et qui va passer à l'héritier n'est pas imposable aux droits de succession. Cette disposition assez peu logique mais fort avantageuse pour le contribuable date d'une loi de *1901*.

L'accumulation de ces avantages permet en fait à beaucoup d'échapper en partie aux droits de succession. Le projet de M. Balladur rétablit pourtant l'ancien système.

On peut prévoir un bel avenir aux donations dans un pays où les droits de succession ont été très fortement majorés, il y a trois ans, pour les patrimoines importants.

ALAIN VERNHOLES.

Qui gagne, qui perd ?

M. Chirac a contesté, dimanche 14 septembre, au cours de l'émission « RTL- *le Monde* », la thèse que nous avions développé dans nos éditions du samedi 13 septembre, selon laquelle les effets contraires des allégements fiscaux et de la majoration des prélèvements sociaux se traduiraient en 1987 par un avantage important pour les revenus élevés, et par une perte pour les revenus intermédiaires. Nous avions signalé que les bas revenus seraient tantôt gagnants – grâce à la décote – tantôt perdants, ce qui sera le cas pour les contribuables non imposés ou très faiblement en 1986 mais qui paieront l'année prochaine un supplément de cotisation vieillesse non négligeable, de l'ordre de *500 F.*

Information insuffisante, a estimé le premier ministre, oubliant que *M. Balladur* avait lui-même cité des exemples de variations d'impôts entre 1986 *et 1987 dans différents* cas de familles, variations qui correspondaient exactement aux éléments d'information très abondants dont toute la presse dispose depuis le début de septembre.

M. Chirac nous a ensuite remis un dossier qui, selon lui, prouvait que les contribuables disposant de bas ou moyens revenus gagneraient eux aussi aux mesures fiscales contenues dans le projet de budget pour 1987. Ce dossier ne tenait aucun compte de l'augmentation des prélèvements sociaux. Il montrait seulement les effets des allégements fiscaux, que nous n'avons jamais contestés. M. Chirac à n'en pas douter, a mal lu notre article ou n'en n'a retenu qu'une partie du raisonnement, ce qui revient au même.

Nous maintenons donc que, compte tenu de l'alourdissement des prélèvements sociaux, les revenus moyens et certains bas revenus seront perdants en 1987.

AL. V.

Plusieurs mesures fiscales bénéficieront aux commerçants et aux agriculteurs

Plusieurs mesures nouvelles avantageront les commerçants, les professions libérales et les agriculteurs dans le projet de budget pour 1987.

● *Les centres de gestion agréés et les associations de gestion agréées*, qui permettent aux commerçants et aux membres des professions libérales de bénéficier – sous certaines conditions – de l'abattement de 20 % réservé aux salariés, sont très encouragés par plusieurs dispositions.

Ces centres, créés il y a plusieurs années pour améliorer la connaissance des revenus non salariaux, fournissent aux petits entrepreneurs (commerçants, artisans mais également médecins, avocats et diverses autres professions libérales), une aide technique pour la gestion de la comptabilité et de la fiscalité. Les adhérents de ces centres bénéficient de l'abattement de 20 % pour la partie de leurs bénéfices qui ne dépasse pas 192 200 F (revenus de 1985). Pour les revenus de 1986, cette limite sera portée, dans le projet de loi de finances pour 1987, à 250 000 F (+ 30 %). Le projet de loi de finances prévoit même de porter cette limite à 320 000 F pour les revenus de 1987 imposables en 1988. Au-delà de ces limites, l'abattement n'est que de 10 %.

● *Les agriculteurs vont bénéficier de deux avantages relativement importants.* Le premier est la création d'un régime d'imposition dit super-simplifié, qui admet la comptabilité de caisse, ce qui autorise les contribuables à ne pas tenir compte de ces créances. De même, la possibilité sera donnée aux agriculteurs de changer la date de clôture de leur exercice losqu'ils passeront au régime réel d'imposition, ce qui permet de jouer sur la comptabilisation des dettes et des créances.

Le deuxième avantage donné aux agriculteurs est le rétablissement partiel du privilège des bouilleurs de cru. Cet avantage consistera à permettre la distillation de cinq litres d'alcool pur (correspondant à dix litres d'alcool de bouche) pendant dix ans pour 1 000 F. Le droit qui, à taux plein, est de 69 F par litre d'alcool pur sera réduit de moitié pour les agriculteurs. Un million d'entre eux seraient intéressés ; actuellement, 800 000 personnes ont encore le droit de distiller 10 litres d'alcool pur par an (20 litres d'alcool de bouche) sans payer de taxes. Ce privilège, qui n'est pas transmissible, date de 1952-1953.

● *Les avantages accordés aux créateurs d'entreprise* (exonération d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle) vont être modifiés. Le projet de budget pour 1987 prévoit qu'il sera possible, dans le cas d'une nouvelle entreprise qui ferait faillite dans les cinq ans suivant sa création de déduire le capital engagé du revenu personnel imposable du créateur.

AL. V.

L'évolution du commerce extérieur

Un excédent de plus de 3 milliards de francs

Le commerce extérieur de la France a été *excédentaire* de 3 milliards de francs, *en août, en* données brutes, et de 3,2 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières *contre respectivement 2,1 milliards et 1,5 milliard* en juillet. En août, les importations (68 879 milliards de francs) ont diminué de 5,9 %, en données corrigées, et les *exportations (71 925 milliards)* de 3,5 %.

Ce résultat tient également à la faiblesse de la facture énergétique qui reste de 6 milliards de francs, en données corrigées (après 5,6 milliards de francs en juillet) alors qu'elle était en moyenne de 15 milliards de francs au cours de l'année *1985. Le solde industriel, + 1,6 milliard de francs* en données corrigées, reste à un niveau très inquiétant. On n'oublie pas, en effet, qu'il était en moyenne de plus de 7 milliards de francs l'année dernière. Seuls les produits agro-alimentaires se maintiennent à leur niveau habitue : + 2 milliards de francs en données corrigées.

Enfin, dernier signe plutôt inquiétant, le chiffre des exportations a *diminué, tant* en données brutes qu'en données corrigées, par rapport au mois d'août 1985.

La dégradation des échanges avec la RFA dans le prêt-à-porter féminin

DüSSELDORF
de notre envoyée spéciale

La mode française s'est trouvé un adversaire inattendu : la République fédérale d'Allemagne. Dans le prêt-à-porter féminin, *« la progression de la RFA est préoccupante »*, déclaraient, *comme autant* de Cassandres, les responsables des fédérations professionnelles à leurs adhérents. Incrédules, ceux-ci restaient confiants dans leur suprématie.

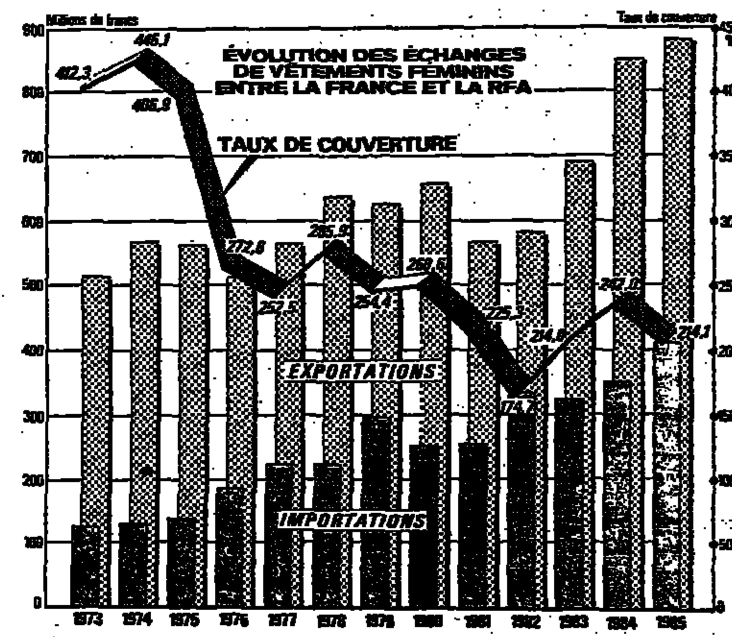
Pourtant, l'industrie ouest-allemande du vêtement féminin n'a cessé de marquer des points. Elle est désormais trois fois plus puissante que sa concurrente française (11,2 milliards de deutschemarks, soit 34,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), *et une fois et demie* plus nombreuse (96 500 salariés). Elle a multiplié par trois ses exportations en France en dix ans, sans laisser les Français connaître des succès symétriques.

Au total, alors qu'en 1973 elle achetait quatre fois plus de vêtements à la France qu'elle ne pouvait lui en vendre, en 1985, ella a réduit ce rapport de moitié. Une victoire permise par le relatif désintérêt des Français, qui ont préféré profiter de *la flambée du dollar pour tenter une* percée – peut-être provisoire – sur le marché américain, plutôt que de préserver leur position traditionnelle sur le marché allemand. Ils ont ainsi laissé filer en troisième position un marché qui constituait pourtant, jusqu'en 1977, leur premier débouché à l'exportation.

Non contente d'avoir fait reculer la France dans ses échanges *bilatéraux*, la RFA s'est surtout lancée à la conquête de ses débouchés extérieurs. Au Royaume-Uni, le « ventre mou de l'Europe » – tant le pays est perméable aux importations, – la prédominance allemande est désormais chose faite. Certes, les exportations françaises n'ont cessé d'y augmenter depuis 1980, progressant de *180 %* en valeur en cinq ans, pour dépasser 540 millions de francs. Mais la part de marché de la France a *stagné, à environ 9 %* du total, tandis que celle de l'Allemagne passait de 4 % à 15 %. Elle occupe désormais la deuxième place de fournisseur (1 milliard de francs d'exportations en 1985) derrière Hongkong (1,2 milliard), loin devant la France (555 millions).

Plus récemment, en Belgique, aujourd'hui premier client de la mode française (800 millions de francs), les exportations de l'Hexa*gone ont régressé de 2,1 % en* un an, alors que les ventes de la RFA, déjà troisième fournisseur (610 millions de francs) derrière la France et les Pays-Bas, progressaient de près de 17 %.

Leur stratégie consiste autant à abaisser au maximum les coûts de production qu'à satisfaire les exigences de la grande distribution. Du côté production, les Allemands de l'Ouest ont obtenu des prix inférieurs de 20 % aux moyennes françaises en délocalisant leur production à l'extrême : pour 60 %, celle-ci est *sous-traitée en* Asie, en Europe de l'Est ou sur le pourtour méditerranéen. Au point de forcer les Français à les imiter, dans un important revirement stratégique (*le Monde* du 29 août).



La montée en puissance de l'Allemagne s'explique par une organisation toute industrielle du vêtement féminin. Celui-ci a bien changé depuis la seconde guerre mondiale, alors que le berceau de la confection était à Berlin. Essentiellement tenu par des artisans juifs, il a été décimé par le régime nazi. Reconstruit, le secteur est désormais très concentré : trois entreprises, Steilman, Betty Barclay et Sink Gruppe, réalisent chacune plus de 300 millions de deutschemarks de chiffre d'affaires.

Du côté de la distribution, les Allemands *ont mis leur rigueur au* service de leur dynamisme commercial. A l'exportation, ils respectent à la lettre le B.A. BA du métier – conformité du produit au modèle présenté, respect des délais de livraison – que négligent trop souvent les Français. Prompts à sentir les nouveaux besoins du marché, ils présentent désormais quatre à six collections par an, quand les Français en sont encore à deux. Ils se heurtent certes, en France ou en Italie, à l'obstacle que représente le réseau éclaté des petites boutiques. Mais ils profitent, pour progresser, de la part croissante occupée, dans ces pays, par la grande distribution.

Pourtant les Allemands de l'Ouest avaient *a priori* un handicap, l'absence de prestige du « made in Germany » dans la mode. Mais ils ont su cacher leurs noms germaniques derrière des marques aux résonances exotiques : « Mondi » (qui appartient à M. Zahm) ou « Escada » (dont le PDG est M. Levy). Jusqu'à l'entreprise Steilman, qui, un temps, a utilisé la marque « Styleman », *« plus facile à prononcer »*, se défend M. Steilman. Il a depuis rétabli l'orthographe originelle. Aujourd'hui, la mode ouest-allemande progresse à visage découvert. Mais, en dépit de toutes leurs campagnes de presse, les Allemands n'ont pas pu donner une réputation internationale à leurs créateurs, Jil Sanders, Wolfgang Joop ou Caren Pfeiger.

« Nous n'avons pas besoin de haute couture », tranche M. Steilman, dont la firme est la première du secteur, avec 1,2 milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires l'an dernier. *« Moi, mon but, ce n'est pas d'habiller Mme Reagan, mais ces innombrables femmes au porte-monnaie peu rempli (...), car nous voulons gagner de l'argent, pas en perdre. »* Effectivement, en concentrant leurs forces sur le moyen de gammé, les Allemands ne *seront peut-être pas* célèbres, mais ils seront puissants.

DOMINIK BAROUCH.

SOCIAL

Le congrès de la Fédération syndicale mondiale à Berlin-Est

La CGT envisage de « se réinvestir dans le secrétariat de la FSM »

Le onzième congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) (1), qui se tient du 16 au 22 septembre à Berlin-Est, devrait marquer le véritable retour de la CGT, au sein de cette internationale dominée par les syndicats des pays socialistes.

M. Joannès Galland, secrétaire de la CGT où il est responsable du secteur international, a confirmé que la délégation de la Conféédration, qui sera conduite par son secrétaire général, M. Henri Krasucki, a reçu un *« mandat souple »*, ce qui signifie qu'elle pourrait accepter de *« se réinvestir dans le secrétariat de la FSM »* si les *« espoirs raisonnables »* qu'elle nourrit sont confirmés. Pour autant, il est totalement exclu qu'elle reprenne le secrétariat général – abandonné avec *éclat* au congrès de Prague en 1978 alors qu'elle l'avait détenu sans disconti*nuité* depuis la fondation de la FSM en 1947, – qui restera confié à M. Ibrahim Zakaria (Soudan), élu en 1982 au congrès de La Havane.

En 1978, sans imiter la CGIL italienne, qui avait décidé de quitter la FSM, la CGT avait créé la surprise en ne représentant pas M. Pierre Gensous au secrétariat général. Une Déclaration universelle des droits syndicaux avait pourtant été adoptée à Prague (incluant une reconnaissance du droit de grève dans tous les pays), mais M. Séguy avait estimé que, *« sur un certain nombre de problèmes importants, les positions de la CGT étaient nettement minoritaires au sein de la FSM »*. La CGT reprochait alors aux syndicats des pays socialistes une pratique du syndicalisme insuffisamment autonome.

Depuis ce coup d'éclat, la CGT a observé des évolutions à la FSM. En 1982, au congrès de La Havane, après l'instauration de l'Etat de siège en Pologne, qu'elle s'était abstenue formellement de condamner, la CGT avait mis en avant des *« progrès »* dans l'attitude des syndicats des pays socialistes, *« davantage à l'écoute des travailleurs »*. Alors que, contrairement à la CGIL, sa candidature à la Confédération européenne des syndicats (CES) n'avait pas été retenue, elle avait critiqué la *« position unilatérale »* de la FSM sur la crise polonaise et gardé quelques distances. Mais aujourd'hui, à partir d'une analyse de cette *« agression du capitalisme »* qui cherche, avec quelques effets, à *« désolidariser »* le mouvement syndical international, la CGT veut reprendre sa place.

Cette décision découle de la conviction d'une évolution syndicale positive en Union soviétique – accentuée depuis l'arrivée de M. Gorbatchev – mais aussi en RDA, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie. Quant à la Hongrie, elle avait déjà ouvert le chemin, le président de son syndicat, M. Sandor Gaspar – également président de la FSM, – s'étant même permis d'affirmer à La Havane que *« plus l'édification du socialisme pose des questions complexes, plus il faut que les syndicats aient une opinion nette, autonome, qui ne soit pas un simple écho de celle des autres »*. Les syndicats polonais, qui seront présents au congrès de Berlin-Est après une parenthèse de huit ans, se voient même crédités par M. Galland d'une *« vie syndicale tout à fait démocratique »*...

« Nous allons assister, assure M. Galland, *à un renouveau qui se fondera sur le fait que la FSM n'existe pas pour être le prolongement ou le porte-parole des politiques des pays socialistes. »* Anticipant cette évolution, tout en concédant que *« tout n'est pas réglé »*, la CGT a commencé peu à peu depuis quatre ans à se réinvestir au niveau ouest-européen – où seuls les fractions de « gauche » de la SAKI finlandaise et de l'OGB autrichienne et le PEO chypriote sont aussi membres de la FSM – et préside la commission sur les sociétés transnationales. Elle a participé aussi à la préparation du rapport *moral* de M. Zakaria, et M. Krasucki présentera lui-même un des trois co-rapports sur la situation économique et sociale.

Lors de ce congrès de Berlin-Est, qui attend de huit cent à huit cent cinquante délégués, des organisations non affiliées à la FSM ou même affiliées aux deux internationales rivales, la Confédération inter*nationale des syndicats libres* (CISL), d'inspiration social-démocrate, et la Confédération mondiale du travail (CMT), ex-chrétienne, auront le droit de consultation et de vote sur les documents présentés (mais non sur les instances dirigeantes).

Une nouvelle fois, le capitalisme se trouvera mis en accusation, et d'abord aux Etats-Unis. Toujours membre de la FSM, la Chine sera absente, comme elle l'est depuis 1959, donnant la priorité, dans un premier temps, au rétablissement de ses relations syndicales bilatérales avec les organisations des pays de l'Est et l'URSS, mais aussi, avec celles d'Europe de L'Ouest – CGT inclus, – l'AFL-CIO restant en quarantaine. *Par ailleurs, l'USTKE de* Nouvelle-Calédonie (proche du FLNKS) sera présente comme « invitée » à Berlin-Est.

Au moment où la CGT se réinsère dans la FSM, la CFDT accélère le processus de rapprochement avec la CISL, au grand dam de FO, qui en était jusqu'alors le seul membre français. Après avoir quitté en 1979 la CMT (à laquelle la CFTC a adhéré depuis la CFDT avait mis l'accent sur le renforcement de sa présence au sein de la Confédération *européenne* des syndicats (CES). Ayant développé ses relations avec des organisations membres de la CSIL, comme le DGB ouest-allemand ou même l'AFL-CIO, la CFDT va en tirer la conséquence logique en frappant à la porte de la CISL.

Déjà en 1983, elle avait assisté en « observateur » au congrès d'Oslo de la CISL. Lors du prochain conseil national, fin octobre, de la centrale de M. Maire, un rapport du bureau national (adopté à l'unanimité de ses trente-neuf membres, moins les bastentions du Nord-Pas-de-Calais et des Pays de la Loire) proposera de se prononcer pour *un débat lors* du congrès confédéral de 1988 sur l'affiliation à la CISL. Un grand tournant opéré dans un climat de consensus interne sur la politique internationale, qui contribue à modifier pour les syndicats français le paysage international.

MICHEL NOBLECOURT.

(1). La FSM revendiquait, en 1982, trois cent cinquante et une organisations syndicales, représentant en théorie deux cent soixante millions de salariés de cent trente-cinq pays mais seules, 20 % de ces organisations étaient affiliées en bonne et due forme.

RECTIFICATIF. – Dans l'article sur le projet de budget européen, publié dans *le Monde* du 10 septembre, il fallait lire : « Ce projet prévoit des dépenses de 36 milliards d'ECU (et non 35,3), en progression de 2,3 % par rapport au budget de la Communauté en 1986 (et non en 1985)... L'avant projet... prévoyait 36,7 milliards d'ECU (et non 36) de dépenses. »

Economie

COMMERCE INTERNATIONAL

La conférence du GATT à Punta-del-Este

Un parti pris de conciliation pour de nouvelles négociations commerciales internationales

La conférence ministérielle du GATT à Punta-del-Este (Uruguay), qui s'ouvre ce lundi 15 septembre, donne le coup d'envoi aux négociations multilatérales sur l'agriculture et les services. Les Douze parlent — pour le moment — d'une seule voix.

PUNTA-DEL-ESTE
de notre envoyé spécial

« Ma première impression est que chacun veut faire de Punta-del-Este une réussite en se montrant raisonnable », notait, dimanche, M. Michel Noir, le ministre du commerce extérieur, qui dirige la délégation française. A la veille du début officiel de la session ministérielle du GATT, le climat était plutôt à l'optimisme, comme si la crainte qu'inspire à tous un éventuel échec ne pouvait qu'inciter à la modération et au compromis.

Les Européens, arrivés samedi sous une pluie glaciale, ont vite appris à connaître, au gré des contacts, d'entrée de jeu très nombreux, les chemins de la grande station balnéaire uruguayenne, qui tient tout à la fois de Miami, de Knokke-le-Zoute et d'une plage landaise. Le soleil éclairait à nouveau l'océan lorsque les ministres des Douze se sont réunis pour faire le point et donner leurs dernières directives à M. Willy De Clercq, commissaire chargé des relations extérieures, qui, tout au long de la semaine, sera le porte-parole de la Communauté. *« Il n'y a pas de positions divergentes au sein de la CEE sur l'agriculture. Nous voulons une formulation plus équilibrée que celle qui figure dans le projet de déclaration présenté par la Suisse et la Colombie en juillet à Genève, auquel, surtout pour cette raison, nous n'avons pu nous rallier »*, a résumé M. De Clercq à l'issue de la réunion.

Ceux qui prévoyaient un effritement du front des Douze se sont, pour l'instant, trompés. *« J'ai l'impression que la Communauté a envie d'être solidaire »*, a remarqué M. Noir.

Les Américains compréhensifs ?

Bref, on devra revoir le passage agricole de ce qu'on n'appelle plus ici que le W/47, c'est-à-dire le projet conjoint présenté par la Suisse et la Colombie. *« Il faudra, pendant les futures négociations, qu'on regarde de près tout ce qui perturbe le commerce international agricole et pas seulement les subventions à l'exportation ! Il faudra qu'on y aborde aussi ce qui est le vrai problème, à savoir la maîtrise de la production »*, explique M. Noir. Les quatorze pays exportateurs « libéraux » qui, voici peu à Cairns, en Australie, exigeaient la suppression rapide des subventions à l'exportation, seront-ils prêts à entrer dans le jeu ? M. Noir, qui a rencontré M. John Dawkins, son collègue australien, constate qu'ils ont commencé ensemble à parler *« rédaction »*.

Et les Américains ? M. Noir, qui n'a décidément pas chômé, s'est entretenu avec MM. Clayton Yeutter et Richard Lyng, respectivement représentant spécial pour les négociations commerciales et secrétaire à l'agriculture. Il les a trouvés plutôt compréhensifs, autrement dit prêts à reconnaître que les subventions à l'exportation ne sont pas les seules interventions des pouvoirs publics qui contribuent à dérégler l'économie agricole internationale. Et apparemment prêts à ce que ce point central de la position de la CEE soit reflété dans la déclaration que les quatre-vingt-douze *« parties contractantes »* du GATT souhaitent approuver d'ici à dimanche afin que soit lancé un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM).

Faut-il souligner que la prudence s'impose tant que ce parti pris de conciliation n'aura pas été confirmé publiquement par les intéressés eux-mêmes ? Et cela d'autant plus qu'il ne concorde guère avec les déclarations faites au même moment ou presque par le président Reagan, qui vient de répéter, sans y mettre de nuances, qu'il fallait débarrasser le monde des subventions accordées pour exporter.

L'affaire des *« nouveaux thèmes »* n'évolue pas de façon satisfaisante. La Communauté, qui, comme les Etats-Unis, souhaite que la libéralisation des échanges de services ainsi que des investissements et le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle constituent un des chapitres importants du nouveau cycle, a mis une sourdine à ses tentatives pour parvenir à un compromis acceptable par le groupe des pays en voie de développement (PVD) « durs » qui, à l'instar de l'Inde et du Brésil, sont hostiles à cette extension des compétences du GATT.

Washington en arrivait à suspecter les Douze de jouer un double jeu. Les Indiens, les Brésiliens et la dizaine de PVD qui les appuient s'inclineront-ils si un minimum d'efforts sont consentis pour leur sauver la face ? Rien n'est moins sûr. Mais, d'un autre côté, il est peu pensable, au moins pour la Communauté, de s'engager dans une opération dont des partenaires politiquement aussi importants que le Brésil et l'Inde persisteraient à s'exclure.

Dernier point dont on parle : *« l'équilibre des avantages »* auquel doit aboutir la négociation. Les Européens tiennent beacoup à ce que la déclaration qui sera adoptée y fasse clairement référence. C'est pour eux la manière d'indiquer aux Japonais qu'il ne pourra y avoir d'accord et qu'à terme le GATT ne pourra fonctionner que si chacun joue le jeu. Il ne suffit pas d'affirmer qu'on ouvre son marché, il faut l'ouvrir effectivement. C'est un langage que les Japonais, qui s'affirment irréprochables, n'aiment pas entendre.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

Pour la présidence du CNPF

M. Jacques Dermagne (commerce) se prononce en faveur de M. Yvon Chotard

ZARZIS
de notre envoyé spécial

Si elle n'avait jamais cessé, la campagne électorale au sein du CNPF a été relancée par M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, premier dirigeant de fédération à prendre publiquement position. Devant l'école des présidents du Centre des jeunes dirigeants (CJD) rassemblée du 11 au 13 sepembre à Zarzis (Tunisie), le trésorier et vice-président du CNPF s'est clairement prononcé en faveur de M. Yvon Chotard.

Selon M. Dermagne, chaque époque réclame un « patron des patrons » différent. Quand il fallait tailler dans le vif, mener des assauts *« à la mitrailleuse »*, M. Yvon Gattaz faisait merveille. Aujourd'hui, la fonction devrait revenir à un *« ciseleur »*. La période, expliqua-t-il, exige *« un homme tout en rondeur »*.

Mais ce message clair comportait un second aspect, plus ténu. Des réformes de structure sont nécessaires au CNPF, et elles devraient être menées par une *« équipe rénovante »* qui travaillerait en profondeur. Pendant ce temps, un *« personnage d'expérience »*, capable d'*« assurer le calme social »*, devrait occuper le devant de la scène. Il lui reviendrait de faire face aux difficultés conjoncturelles.

Ensuite, c'est-à-dire *« quelques mois après l'élection présidentielle »*, le relais pourrait être passé. A qui ? M. Dermagne ne le dit pas, mais il fait observer que, au sein du CNPF, le poids des fédérations est mal réparti ou ne correspond plus à la réalité économique. Certaines fédérations, dont la sienne, liées au tertiaire, sont en progression. *« Nous payons plus et nous sommes minoritaires »* a souligné M. Dermagne, bien décidé à changer cette situation.

A. Le.

Restructuration dans l'immobilier

Dumez (bâtiment et travaux publics) va acheter Ribourel

Dumez, l'un des principaux groupes français du secteur du bâtiment et des travaux publics, va prendre prochainement le contrôle de Ribourel, a déclaré le 14 septembre M. Gérard Mayau, qui préside Ribourel, leader français de l'immobilier de loisirs. M. Mayau a précisé que cette prise de contrôle, opérée par l'intermédiaire de la FIDED (filiale créée par Dumez pour se diversifier) serait effective dès la parution au *Journal officiel* des décrets organisant la « respiration du secteur public », c'est-à-dire la vente de filiales par les entreprises nationalisées. En effet, Ribourel avec deux cent quatre vingts employés, est une filiale de la banque (nationalisée) Crédit du Nord, elle-même filiale de Paribas.

En mai dernier, un accord avait été conclu pour que Dumez puisse acquérir 66 % du capital de la SFI (Société de financement d'investissement), holding du groupe Ribourel, le Crédit du Nord conservant 34 %, soit la minorité de blocage.

En prenant, en 1981, le contrôle du groupe Ribourel pour éviter son dépôt de bilan, le Crédit du Nord affronta bien des difficultés. Il dut injecter près de 500 millions de francs dans le groupe. Aujourd'hui Ribourel s'est redressé : 700 millions de chiffre d'affaires, 15 millions de bénéfices en 1985.

Quant au groupe Dumez (9 milliards de chiffre d'affaires, 405 millions de bénéfices consolidés), il cherche à se « repositionner » sur le marché français de l'immobilier pour contrebalancer la diminution des grands contrats de travaux publics à l'étranger.

Du 2 au 12 octobre à Paris

Un salon de l'automobile qui promet

A quinze jours du Salon de l'automobile de Paris, qui se tiendra du 2 au 12 octobre porte de Versailles, on ne peut encore dresser la liste complète des nouveaux modèles qui y seront présentés.

Cette année, il est vrai, la manifestation sera particulièrement riche. Il est vrai aussi que les constructeurs n'ont jamais fait autant d'efforts et d'investissements pour être présents dans tous les secteurs du marché. Prévisionnistes, commerciaux, bureaux d'études, sont d'ailleurs depuis des années sur les dents, car aucune firme automobile ne peut aujourd'hui faire stratégiquement la moindre erreur de choix face à une concurrence de plus en plus dure.

Du côté des constructeurs allemands, on a surtout visé cette année les hauts de gamme. Audi a entièrement refondu sa série 80, la présentant plus cossue, et chez Opel apparaît une Omega, élégante berline qui remplace les Rekord. De leur côté, BMW, avec une nouvelle série 7, Mercedes et Porsche (944-S à seize soupapes) apportent à leur modèles de prestige des modifications plus ou moins profondes que réclame une clientèle de plus en plus exigente et... aisée.

Chez les Suédois, on remarquera chez Volvo l'apparition d'un coupé de lignes très italiennes, la 480, dont on parlera encore beaucoup. « Traction » avant, sorte de break raffiné, la 480 tranche nettement sur la traditionnelle production de la firme de Göteborg. Il est toutefois à indiquer qu'elle a été conçue et est fabriquée aux Pays-Bas. Chez Saab, dont la pénétration, évidemment modeste, se confirme en France, on mettra l'accent sur la série 9 000, avec ou sans turbo, histoire de donner la preuve d'un savoir-faire et d'un goût du solide du reconnus dans d'autres pays.

Chez les Britanniques, Jaguar avec un nouveau coupé et une nouvelle berline nous annonce deux grandes voitures réservées, si l'on en croit les tarifs, et en France du moins, aux chanceux du loto. Rover exposera pour la première fois sa série 800, plus que jamais inspirée par Honda, mais d'une parfaite exécution.

Chez les Italiens, plein feu sur les Croma chez Fiat, qui, après avoir donné un peu de confort aux petites Panda et des nouveaux moteurs, lance sa nouvelle version Uno diesel (1750 centimètres cubes). De son côté Lancia révèlera ce que peut être une Thema à moteur Ferrari. Mais Lancia nous réserve aussi une autre surprise, la mise en transmission intégrale de la Y 10, baptisée encore en France Autobianchi.

A propos de technique les constructeurs japonais, toujours imaginatifs et audacieux, multiplient les soupapes sur les cylindres, y compris sur leurs modèles relativement populaires. C'est une tendance qui se généralise dans la production nippone destinée aux marchés occidentaux. Dans cette course à la puissance et à l'agrément de conduite, si Toyota et Nissan ne sont pas en reste, la palme revient à Mazda, qui présente au Salon une 323 d'allure relativement modeste, mais qui révèle tout le bien qu'il faut penser d'une voiture dotée de quatre roues motrices, de quatre soupapes par cylindre, plus un turbo, plus une suspension réglable. Les Français enfin seront aussi de la fête, avec la nouvelle petite Citroën, AX, légère, très légère et vivace. So' *look*, pour parler d'époque, plaira aux conductrices. La firme aux chevrons l'a d'ailleurs cherché.

Peugeot a choisi pour sa part d'apporter encore plus de puissance à certains de ses modèles : la 205 GTI sera donc livrable dans trois mois avec 130 chevaux sous le capot, si on le désire, bien sûr. La 505 reçoit à la demande le V 6 commun à Renault, Volvo et Peugeot soi-même. La 604 a disparu du catalogue, *et la marque Talbot n'est plus* mentionnée dans la liste des modèles présentés avec le millésime 1987.

Renault enfin fera sûrement un succès avec son break Nevada, tiré des R 21, très élégante voiture à tout faire. Mais les visiteurs seront encore plus surpris par la nouvelle présentation des R 9 et des R 11, qui prennent à l'occasion de ce salon un sacré coup de jeunesse.

Nous reviendrons bien sûr en détail sur tous ces modèles, et d'autres, dans un supplément à paraître en même temps que *le Monde* daté 2 octobre.

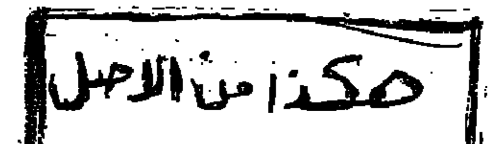
AGRICULTURE

Le programme de la FAO pour l'Afrique a été approuvé

Les ministres africains de l'agriculture ont approuvé, le vendredi 12 septembre, le rapport sur le redressement de l'agriculture africaine, présenté à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) par le directeur général de la FAO, M. Saouma. Les représentants des quarante-neuf pays africains à la conférence régionale pour ce continent ont notamment mandaté la FAO pour que l'étude sur le développement de l'aide en nature (équipements, moyens de production) soit poursuivie.

Le programme de la FAO pour les vingt-cinq ans à venir en Afrique repose sur une croissance de la production agricole et alimentaire de 3 % par an, les superficies cultivées passant de 215 à 265 millions d'hectares et celles qui sont irriguées de *9,5 à 14,5 millions* d'hectares. Toutefois, les responsables africains présents à la conférence sont restés discrets sur la limitation urgente de la croissance démographique que suggère aussi la FAO. Il ne s'agit pas selon ce rapport d'empêcher que l'Afrique double sa population d'ici le début du XXI[e] siècle, mais de s'assurer que le mouvement ne sera pas plus rapide encore.

Selon M. Saouma, les réticences des gouvernements et de la société africaine à un contrôle des naissances disparaîtront sous l'empire de la nécessité.



مكرر من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRETABAIL-SICOMI

Situation au 30 juin 1986

Au cours de sa réunion du 10 septembre, le conseil d'administration a examiné la situation de la société au 30 juin 1986.

Le chiffre d'affaires du premier semestre a été, SCI comprises, de 218,8 millions de francs, en progression de 8,2 % sur celui de la période correspondante de 1985.

Le bénéfice net est de 103,1 millions de francs (contre 98 millions au 30 juin 1985) et tient compte d'éléments exceptionnels : plus-values sur levées d'option et cessions pour 2,7 millions de francs *(4 millions au 30 juin 1985)* et, *en sens* inverse, amortissement intégral des frais d'acquisition des immeubles pour 3,5 millions de francs (rien au 30 juin 1985).

En excluant ces deux facteurs de la comparaison, le bénéfice du premier semestre 1986 est en augmentation de *10,6 % sur celui du premier semestre* 1985.

Au cours des huit premiers mois de l'année, 211,5 millions de francs de contrats ont été signés, dont 107 millions en crédit-bail et 104,5 millions de francs en location simple.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS

BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS



Le conseil d'administration de la Société centrale d'investissements, réuni le 9 septembre 1986 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 juillet 1986.

Le bénéfice net s'élève à 42 708 814 francs contre 56 796 362 francs pour l'exercice précédent, les plus-values étant de 25 452 946 francs contre 53 504 379 francs en 1985.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée *générale ordinaire*, convoquée le 20 octobre 1986, la distribution d'un dividende de 30 francs net par action assorti d'un avoir fiscal de 15 francs, contre 24 francs net l'année précédente.

Il proposera *également à cette assemblée* la nomination *en qualité* d'administrateur de MM. Jack Frances et Christian Vernes et la ratification de la cooptation de M. Serge Dassault.

Le conseil d'administration demandera également à l'assemblée générale l'autorisation de procéder à *l'émission d'un emprunt obligataire d'un* montant maximum de 210 millions de francs.

Les obligations émises seront assorties de bons de souscription au capital de la Banque industrielle et commerciale du Marais, filiale à 67 % de la Société centrale d'investissements.

Préalablement à cette émission, les actions de la Banque industrielle et commerciale du Marais auront fait l'objet d'une introduction à la cote du second marché de la Bourse de Paris.

Marchés financiers

AGF : hausse de 20 % du chiffre d'affaires

A la veille d'être privatisé, le groupe des Assurances générales de France (AGF) enregistre une augmentation de son chiffre d'affaires pour ses deux filiales d'exploitation en France de 20,2 % par rapport au premier semestre 1985, a annoncé le 12 *septembre*, à Monaco, *son président*, M. Michel Albert. Le second groupe d'assurances français qui vient d'être choisi dans le « tiercé gagnant » des premières entreprises à être privatisées, a réalisé un chiffre d'affaires pour le premier semestre 1986 de 10,372 milliards de francs, soit les deux tiers de son chiffre d'affaires total en France (AGF-vie et AGF-IART) pour 1985, qui était de 15,749 milliards. Cette même année, le chiffre d'affaires mondial consolidé du groupe était de 21,314 milliards.

Ces bons résultats, dus essentiellement à l'assurance-vie, ne sont sans doute pas étrangers au choix de M. Edouard Balladur, ainsi que l'a laissé entendre M. Michel Albert, qui se trouvait à Monaco en sa qualité de président du trentième rendez-vous de septembre des assureurs. M. Michel Albert, qui a été reconduit au mois de juillet dans ses fonctions de président des AGF, s'est refusé à commenter la décision du ministre de l'économie et à évoquer l'avenir de son groupe, se contentant de dire : *« C'est l'Etat qui est pour l'instant propriétaire des AGF, c'est à lui de parler, moi, je ne suis que locataire. J'espère simplement qu'on me gardera dans les lieux ! »*

Dans une lettre adressée à ses employés (12 000 en France et 6 500 à l'étranger), le président des AGF les assure de son soutien, mais il leur indique également qu'il conservera le silence dans les semaines qui viennent sur la privatisation du groupe.

Wall Street : les « trois sorcières »

La Commission fédérale américaine des opérations en Bourse a demandé à la Bourse de New-York de prendre, à titre expérimental, des mesures destinées à limiter la *« volatilité »* des cours des actions provoquée par les spéculations sur les indices boursiers. Une mesure que le mini-krach des 11 et 12 septembre rend d'autant plus justifiée.

Tous les trois mois, le vendredi – le « jour des trois sorcières » dans le jargon de Wall Street, – les options sur les actions, celles sur les indices boursiers et celles sur les indices des matières premières à terme viennent à échéance en même temps.

Au cours des trente dernières minutes de la séance, ces vendredis, les ordres de vente ou d'achat affluent en masse, provoquant de grandes variations dans le baromètre du New York Stock Exchange, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles.

Parmi les mesures retenues, la Commission boursière, la fameuse Securities and Exchange Commission a demandé que les spécialistes chargés des actions qui composent l'indice des industrielles ne prennent plus le 19 septembre, le prochain vendredi consacré aux « trois sorcières », d'ordres après 15 h 30. Ces ordres demandent aux spécialistes de vendre ou d'acheter un certain nombre de titres à 16 heures, à la clôture des marchés.

Cette mesure, qui devrait permettre d'éviter une trop grande fluctuation du Dow Jones, n'est qu'expérimentale, et la SEC n'a encore aucun projet de l'étendre au prochain vendredi des « sorcières », en décembre *prochain, précise-t-on dans les* milieux spécialisés.

Amsterdam : des options d'achat à cinq ans

La Bourse d'Amsterdam introduira le 20 octobre 1986 des options d'achat d'une durée de cinq ans sur les actions d'AKZO, de Royal *Dutch, de Philips et d'Unilever*, a annoncé le directeur de la Bourse, M. Tjerk Westerterp, lundi à Amsterdam, à l'occasion de l'introduction d'options sur les actions d'Elsevier (éditeurs). Pour le moment, la Bourse n'offre que des options d'une durée de trois, six et neuf mois. Amsterdam sera le premier centre financier du monde qui offrira des options à cinq ans, a précisé M. Westerterp.

En outre, à partir d'octobre 1987, chaque année, de nouvelles options de cinq ans seront émises, de sorte qu'en 1991 des options seront disponibles sur AKZO, Royal Dutch, Philips et Unilever, de trois, six et neuf mois et d'un, deux, trois, quatre et cinq ans. M. Westerterp a précisé que ces options de longue durée, dans la mesure où elles constituent une nouveauté, soumises à certaines restrictions. Au début, il n'y aura qu'une série d'options d'achat et pas d'options de vente, et les émetteurs d'options de longue durée devront détenir les actions sur lesquelles ils ont émis des options.

M. Westerterp a annoncé que la Bourse a des plans similaires pour l'introduction, le 24 novembre, d'*options d'achat* et de *vente* d'une durée de deux ans sur trois emprunts d'Etat néerlandais, sur lesquels il n'existe jusqu'à cette date que des *options de trois, six et neuf* mois.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 4 sept.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	432 337
dont :	
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	143 373
ECU	70 710
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 206
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 483
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	89 314
dont :	
Effets escomptés	75 220
4) OR ET AUTRES ACTIFS *DE RÉSERVE A RECEVOIR* DU FECOM	67 435
5) DIVERS	11 006
Total	633 577

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	215 378
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 196
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 236
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	91 356
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à *la constitution de réserves*	40 528
5) ECU A LIVRER AU FECOM	66 719
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 216
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	7 345
Total	633 577

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1984	5 sept.	12 sept.
Valeurs franç. à rev. variable	152,3	142,2
Valeurs industrielles	148,4	138,8
Valeurs étrangères	116,8	112,7
Pétroles-Energie	164,1	148,5
Chimie	140,8	134,3
Métallurgie, mécanique	152,6	141,7
Electricité, électronique	143,2	133,1
Bâtiment et matériaux	168,2	154,4
Ind. de consommat. non alim.	146,6	136
Agro-alimentaire	137,4	132,4
Distribution	160	150,6
Transports, loisirs, services	152,2	138,9
Assurances	178,6	154,3
Crédit banque	187,3	169,2
Sicomi	127	123,1
Immobilier et foncier	134,8	132,8
Investissement et portefeuille	167,6	154,1
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	111,8	
Emprunts d'Etat	107,9	
Emprunts garantis et assimilés	113,4	
Sociétés	111,1	
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 449,5	3 218,3
Valeurs étrangères	3 763,9	3 622,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	487,71	626,4
Valeurs étrangères	507,82	207,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	128,5	
Emprunt d'Etat	123,3	
Emprunts garantis et assimilés	130,5	
Sociétés	129	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	411,4	383,8
Produits de base	283,3	261,9
Construction	382,8	353,1
Biens d'équipement	363,2	337,2
Biens de consom. durables	509,4	468
Biens de consom. non durables	454,1	429,8
Biens de consom. alimentaires	396,6	380,5
Services	385	345
Sociétés financières	687	614,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	356,5	340,8
Valeurs industrielles	371,8	346,7
BOURSES REGIONALES — *Base 100 : 31 décembre 1981*		
Indice général	281,4	276

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,69 F ⬇

Le dollar s'est orienté à nouveau à la baisse, lundi 15 septembre, après sa brève reprise de la veille du week-end, due à de fausses nouvelles sur un gonflement de l'activité économique américaine, démenties par la suite. L'intervention de la Bundesbank, vendredi 12 septembre, pour stopper la hausse du dollar, a eu un effet déprimant.

FRANCFORT	13 sept.	15 sept.
Dollar (en DM)	2,066	2,04
TOKYO	12 sept.	15 sept.
Dollar (en yens)	156,65	clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 sept.)	7 %
New-York (13 sept.)	5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	11 sept.
Valeurs françaises	158,4
Valeurs étrangères	115,9

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	399,8	383,8

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	11 sept.	12 sept.
Industrielles	1 792,89	1 758,72

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	11 sept.	12 sept.
Industrielles	1 309,30	1 278,9
Mines d'or	297,4	314,8
Fonds d'Etat	87,01	86,74

TOKYO

	13 sept.	15 sept.
Nikkei Dow Jones		
Indice général		

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 septembre
Nombre de contrats : 20 900

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Sept 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	–	110,50	111,70	111,65	111,40
Précédent	–	111,15	112,30	112,25	112

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DU BÉNÉFICE CONSOLIDÉ DE MICHELIN. – Le bénéfice consolidé de la Compagnie générale des établissements Michelin a progressé de 57 % au premier semestre 1986, *pour s'établir* à 919 millions de francs, contre 585 millions au premier semestre 1985. Ces résultats incluent ceux de Pneumatique Kléber. Au premier semestre 1986, le chiffre d'affaires s'est élevé à 23,478 milliards de francs, soit 3,359 milliards de dollars (pour un dollar à 7,01 F en moyenne), contre 25,087 milliards de francs, soit 2,691 milliards de dollars (à 9,32 F l'unité) au premier semestre 1985.

Le chiffre d'affaires a ainsi diminué de 6,4 % en francs et progressé de 24,4 % en dollars.

CFCB DEVIENT PARTHENA INVESTISSEMENT. – La société de portefeuille Compagnie française de crédit et de banque (CFCB) a décidé de changer son nom en Parthena Investissement et de modifier son objet social, afin de bien marquer son caractère de holding. Le principe d'une augmentation de capital, d'un montant maximum de 50 millions de francs, a été accordé au conseil d'administration. Parthena Investissement est une filiale à près de 50 % de la Financière de Suez.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,7025	6,7075	+ 45	+ 57	+ 100	+ 125	+ 300	+ 380
$ can.	4,8359	4,8412	– 62	– 46	– 130	– 102	– 440	– 367
Yen (100)	4,3214	4,3274	+ 65	+ 82	+ 146	+ 173	+ 469	+ 536
DM	3,2711	3,2751	+ 59	+ 73	+ 129	+ 149	+ 372	+ 429
Florin	2,8990	2,9024	+ 36	+ 44	+ 77	+ 92	+ 231	+ 273
F.B. (100)	15,7929	15,8121	– 80	+ 4	– 136	+ 15	– 296	+ 75
F.S.	4,0401	4,0455	+ 81	+ 100	+ 178	+ 205	+ 526	+ 601
L (1 000)	4,7426	4,7495	– 185	– 152	– 346	– 296	– 963	– 854
£	9,9566	9,9707	– 248	– 204	– 496	– 432	– 1419	– 1256

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	5 7/8	6 1/8	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16
Florin	5 1/8	5 3/8	5 5/16	5 7/16	5 1/4	5 3/8	5 3/16	5 5/16
F.B. (100)	6 3/4	7 3/4	7 1/8	7 7/16	7 1/8	7 7/16	7 1/8	7 7/16
F.S.	1 1/4	1 3/4	4 5/16	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8
L (1 000)	9 3/4	11 1/4	10 5/8	10 7/8	10 3/8	10 7/8	10 7/8	11 1/4
£	9 3/8	9 5/8	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10	9 15/16	10 1/[illegible]
F. franç.	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 5/16	7 1/8	7 1/16	7 1/4	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 12 SEPTEMBRE

Cours relevés à 18 h 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1550	4,5 % 1973	1712	1780	1755	+ 2 51
4500	C.N.E. 3 %	4550	4580	4570	+ 0 43
1120	B.N.P. T.P.	1230	1210	1210	− 1 62
1229	C.C.F. T.P.	1270	1255	1255	− 1 18
1094	Créd. Lyon. T.P.	1210	1210	1210	....
2685	Electricité T.P.	2820	2810	2805	− 0 53
1970	Renault T.P.	2053	1995	1990	− 3 06
2348	Rhône-Poul. T.P.	2358	2350	2350	− 0 33
1298	St-Gobain T.P.	1464	1410	1400	− 4 37
1290	Thomson T.P.	1371	1320	1320	− 3 71
475	Accor	441	425	430	− 2 49
1830	Agence Havas	1825	1800	1820	− 0 27
1580	Ag. Havas C. I.	1585	1550	1560	− 1 57
770	Air Liquide	739	730	735	− 0 54
1980	Alcatel	2150	2016	2045	− 4 88
1580	Als. Superm.	1745	1705	1705	− 2 29
430	A.L.S.P.I.	420	405	405	− 3 57
375	Alsthom	382	350	350	− 8 37
1980	Arjom. Prioux	1880	1828	1828	− 2 76
265	Aussedat-Rey	247	234	235	− 4 85
1580	Aux. Entrepr.	1600	1502	1520	− 5
1390	Avions Dassault	1405	1388	1380	− 1 77
610	Bail-Equipem.	578	565	565	− 2 24
1150	Bail-Investiss.	1120	1090	1090	− 2 67
1380	Cie Bancaire	1234	1192	1230	− 0 32
670	Bazar H.-V.	637	628	605	− 5 02
465	Béghin-Say	514	494	501	− 2 52
346	Berger (Ma)	405	392	395	− 3 18
638	Bic	654	630	630	− 3 68
1490	B.I.S.	1520	1420	1430	− 5 92
2270	Biscuit (Géné.)	2330	2330	2330	....
2070	Bongrain S.A.	2058	1940	1960	− 4 80
1460	Bouygues	1370	1311	1364	− 0 43
4140	B.S.N.	4310	4150	4210	− 2 32
1240	Carnaud	1165	1210	1210	+ 3 86
3360	Carrefour	3500	3400	3440	− 1 71
1990	Casino	2100	2000	2020	− 3 80
1490	Casino A.D.P.	1685	1620	1625	− 3 56
910	C.C.M.C.	870	850	850	− 2 29
1680	Cetelem	1459	1425	1427	− 2 19
1780	C.F.A.O.	1800	1744	1738	− 3 44
520	C.F.D.E.	532	505	505	− 5 07
1340	C.G.I.P.	1210	1151	1160	− 4 13
1460	Chargeurs S.A.	1335	1281	1281	− 4 04
56	Chiers-Châtill.	60 05	57	57 10	− 4 91
720	Ciments franç.	710	680	680	− 4 22
635	Club Méditerr.	600	578	582	− 3
240	Codetel	243	238	238	− 2 06
410	Colimeg	415	413	413	− 0 48
975	Colas	945	890	898	− 4 97
275	Compt. Entrepr.	284	277	277	− 2 46
620	Compt. Mod.	630	605	610	− 3 17
1770	Créd. Foncier	1421	1340	1360	− 4 29
505	Crédit F. Imm.	529	513	516	− 2 45
2190	Crédit Nat.	1951	1850	1880	− 3 63
285	Creusot ★	273 10	280 20	255	− 6 62

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2200	Damart S.A.	2290	2200	2201	− 3 88
3820	Darty	3776	3630	3700	− 2 01
270	Dév. R.d.C. (Li)	267	267	267	....
535	D.M.C.	508	501	505	− 0 59
2450	Docks France ★	2340	2251	2150	− 8 11
1470	Dumez	1710	1601	1658	− 3 04
1380	Eaux (Gén.)	1350	1310	1339	− 0 81
3420	Ecco ★	3340	3190	3199	− 4 22
1000	Electro-Finan.	1000	967	967	− 3 30
315	Elf-Aquitaine	335 10	328	331	− 1 22
295	— (certific.)	311	303	304	− 2 25
2300	Epeda-B-Faure	2275	2210	2210	− 2 85
3180	Essilor	3275	3175	3185	− 2 74
530	Esso S.A.F.	550	532	532	− 3 27
3470	Eurafrance	3290	3200	3200	− 2 73
1410	Eurocom ★	1301	1280	1275	− 1 99
2490	Euromarché	2350	2300	2300	− 2 12
1080	Europe n° 1 ★	991	940	905	− 8 67
1520	Facom	1585	1531	1535	− 3 15
930	Fichet-Bauche	920	905	907	− 1 41
320	Financ	326	320	320	− 1 84
315	Fives-Lille	289 80	279	280	− 3 38
18	Fonderie (Gén.)	17 50	17 40	18	+ 2 85
200	Fraissinet (Ma)	219	212	214 50	− 2 05
355	Francarep	335	318	319	− 4 77
1110	Fromageries Bel	1140	1105	1105	− 3 07
1160	Gal. Lafayette	1268	1206	1207	− 4 81
420	Gascogne	399	380	380	− 4 76
295	Géophysique	280	300	299	+ 6 78
1140	Gerland	1150	1131	1131	− 1 65
400	GTM-Entrepose	420	405	410	− 2 38
740	Guyenne-Gas. ★	715	705	702	− 1 81
2910	Hachette ★	2751	2700	2676	− 2 72
735	Hénin (La)	729	705	705	− 3 29
56	Imétal	68	65 10	65 05	− 4 33
855	Imm. Plaine-M.	845	836	835	− 1 18
4280	Inst. Mérieux	4190	4190	4160	− 0 71
695	Interbail	728	705	705	− 3 15
2180	Intertechnique	1630	1730	1730	+ 6 13
1050	J. Lefebvre	980	940	927	− 3 43
1980	Lab. Bellon	1905	1810	1800	− 5 51
1450	Lafarge-Coppée	1380	1320	1335	− 3 28
1390	Lebon	1450	1380	1380	− 4 82
4880	Legrand	4369	4250	4253	− 2 65
1130	Lesieur	1045	1034	1034	− 1 05
900	Locabail Immob.	989	980	980	− 0 92
690	Locafrance	672	659	660	− 1 78
1120	Locindus	1200	1128	1128	− 6
1020	L. Vuitton S.A ★	1060	1030	1014	− 4 33
785	Luchaire	805	780	785	− 2 48
1440	Lyonn. Eaux	1420	1395	1390	− 2 11
196	Mais. Phénix	200	198	196	− 2

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
535	Majorette (Ly)	577	570	570	− 1 21
109	Manurhin	108	104 20	104 20	− 3 51
445	Mar. Wendel	419	409	409	− 2 38
1480	Martell	1431	1401	1425	− 0 41
2560	Matra	2540	2450	2470	− 2 75
3280	Merlin-Gerin	3030	2952	3030	....
3600	Michelin	3130	3070	3100	− 0 95
1740	Midi (Cie)	1665	1560	1589	− 4 56
530	Midland Bk S.A.	578	565	573	− 0 86
515	Min. Salsig. (Ma)	595	607	607	+ 2 01
41	M.M. Penarroya	47 50	48 50	47	− 1 05
2320	Moët-Hennessy	2275	2245	2255	− 0 87
1030	Mot. Leroy-S ★	960	889	889	− 7 39
76	Moulinex	74 30	73 50	73 80	− 0 67
1220	Navig. Mixtes	1155	1085	1105	− 4 32
210	Nord-Est	202	195 10	196	− 2 97
440	Nordon (Ny)	471	470	470	− 0 21
510	Nouvelles Gal.	531	507	500	− 5 83
1040	Occident. (Gén.)	1060	1025	1020	− 3 77
1430	Omn.F.Paris	1475	1452	1452	− 1 55
225	Olida-Caby	207	203	203	− 1 93
495	Opfi-Paribas	567	551	547	− 3 52
3830	Oréal (L')	3640	3530	3541	− 2 71
940	Paris-Réescomp	905	880	880	− 2 76
1190	Pechelbronn	1090	1045	1045	− 4 12
1400	Penhoet	1390	1308	1330	− 4 31
1080	Pernod-Ricard	1007	971	983	− 2 38
146	Pétroles B.P.	157	148	149	− 5 09
1160	Peugeot S.A.	1170	1100	1135	− 2 99
54	Poclain	57 50	55 10	55 10	− 4 17
1700	Poliet	1580	1485	1505	− 4 74
765	P.M. Labinal	717	699	698	− 2 64
2130	Presses Cité	2188	2140	2145	− 1 96
1630	Prétabail Sic.	1680	1720	1720	+ 2 38
460	Primagaz	514	496	495	− 3 69
655	Printemps	610	588	582	− 4 59
1950	Promodès	2020	1940	1940	− 3 96
275	Prouvost S.A ★	271	255	255 60	− 5 68
910	Radiotechn.	980	951	951	− 2 95
185	Raff. Dist. Total	192	186	190	− 1 04
2040	Redoute (La) ★	2025	1940	1942	− 4 09
1690	Roussel-Uclaf	1650	1580	1572	− 4 72
1310	Roussel-C.N.I.	1250	1215	1210	− 3 20
4650	R. Impériale (Ly)	4660	4510	4520	− 3
265	Sade	292 50	285	285	− 2 56
3150	Sagem	3005	3003	3003	− 0 06
630	St-Louis B.	600	585	590	− 1 66
1700	Salomon	1808	1770	1750	− 3 20
1210	Salvepar	1238	1205	1205	− 2 74
710	Sanofi	770	746	746	− 3 11
455	S.A.T.	472	459	462	− 2 11
865	Saupiquet (Na)	800	750	750	− 6 25

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
730	Schneider ★	720	665	667	− 7 36
117	S.C.O.A.	116	117	117	+ 0 86
....	S.C.R.E.G.	442	438	437 10	− 1 10
560	Seb ★	553	545	550	− 0 54
455	Sefimeg	483	471	471	− 2 48
1860	S.F.I.M.	1740	1699	1691	− 2 81
91	S.G.E.	80 10	78 60	78	− 2 62
625	Signaux Ent. El.	550	510	511	− 7 09
945	Silic	962	1005	1000	+ 3 95
625	Simco-U.P.H.	650	637	637	− 2
380	Simnor (Li)	356	356	356	....
1340	Skis Rossignol	1230	1210	1210	− 1 62
930	Siminco	918	908	908	− 1 08
245	Sodero (Na)	250	240	240	− 4
2090	Sodexho	2085	2055	2055	− 1 90
420	Sogerap	450	442	445	− 1 11
1400	Sommer-Allib.	1165	1120	1135	− 2 57
785	Source Perrier	791	780	785	− 0 75
1540	Sovac	1450	1420	1420	− 2 06
760	Spie-Batignol.	811	800	800	− 1 35
540	Strafor	551	561	558	+ 1 27
380	Synthélabo ★	402	390	390	− 2 98
570	Talcs Luzenac	570	510	540	− 5 26
3170	Tél. Elect.	2990	2895	2905	− 2 84
1780	Thomson-C.S.F.	1580	1528	1545	− 2 21
430	Total (CFP)	468	446	456	− 2 56
97	— (certific.)	103 60	101	102	− 1 44
3090	T.R.T.	3100	3010	3020	− 2 58
1070	U.F.B.	920	890	874	− 5
1830	U.I.C.	1528	1452	1468	− 3 92
595	U.I.F.	637	628	628	− 1 41
1050	U.I.S.	1030	1030	1030	....
725	U.C.B. ★	719	650	655	− 8 90
930	Unibail	935	880	880	− 5 88
485	Valéo	550	539	530	− 3 63
75	Vallourec	93	90	90	− 3 22
4980	V. Clicquot-P.	5000	4930	4930	− 1 40
875	Via Banque	865	815	816	− 5 66
750	Elf-Gabon	805	791	800	− 0 62
88	Amax Inc.	98 20	93 50	95 10	− 3 15
435	Amer. Express	421	403	399	− 5 22
180	Amer. Teleph.	168	175	174 50	+ 3 86
75	Anglo Amer. C.	98 80	100 10	100 50	+ 1 72
385	Amgold	510	549	535	+ 4 90
890	BASF (Akt)	929	926	926	− 0 32
985	Bayer	1007	984	984	− 2 28
129	Buffelsfont.	159	161 90	160	+ 0 62
285	Chase Manh.	270	267	267	− 1 11
205	Cie Pétr. Imp.	229 50	226 50	226 50	− 1 30
42	De Beers	49	50	50	+ 2 04
2790	Deutsche Bank	2665	2543	2580	− 3 18
43	Dome Mines	48 10	53 60	53	+ 10 18
1490	Dresdner Bank	1430	1400	1398	− 2 23

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
84	Driefontein Cd	107	114 10	114	+ 6 54
540	Du Pont-Nem.	575	546	535 c	− 6 95
385	Eastman Kodak	390	374	374 50	− 3 97
31	East Rand	42 60	44 70	44 90	+ 5 39
295	Electrolux	292	283 90	283 80	− 2 80
220	Ericsson	231	216	216	− 6 49
445	Exxon Corp.	470	445	445	− 5 31
430	Ford Motors	394	374 50	372	− 5 58
58	Freegold	78 50	82	82 50	+ 5 09
71	Gencor	92 50	96 30	96 90	+ 4 75
575	Gén. Electr.	530	505	500	− 5 66
500	Gén. Belgique	480	478	478	− 0 41
505	Gen. Motors	493	470	470	− 4 66
48	Goldfields	53	53 30	54	+ 1 88
39	GdMetropolitain	41 60	39 90	40 30	− 3 12
58	Harmony	75 90	79 20	80	+ 5 40
41	Hitachi	45 15	42 70	42 30	− 6 31
915	Hoechst Akt.	905	890	890	− 1 65
101	Imp. Chemical	106 50	107	107	+ 0 46
79	Inco. Limited	92 50	89 50	90	− 2 70
950	IBM	965	949	932	− 3 41
380	ITT	358	341	343	− 4 18
187	Ito-Yokado	170 10	167	166	− 2 41
82	Matsushita	72	68 50	67	− 6 94
760	Merck	707	676	676	− 4 38
785	Minnesota M.	789	749	740 c	− 6 21
240	Mobil Corp.	255	248 90	246 90	− 3 17
640	Morgan J.P.	584	582	580	− 0 68
33300	Nestlé	35680	34600	34600	− 3 02
137	Norsk Hydro	152	145 60	145 50	− 4 27
147	Ofsil	200 10	213	212 50	+ 6 19
1390	Petrofina	1460	1410	1410	− 3 42
510	Philip Morris	484	450	450	− 7 02
158	Philips	162	151 90	156 50	− 3 39
505	Quilmès	472	451	453	− 4 02
490	Randfontein	598	623	623	+ 4 18
585	Royal Dutch	604	594	594	− 1 65
61	Rio Tinto Zinc	62 80	63 30	62 80	....
67	St Helena Co	91	93 70	94 10	+ 3 40
210	Schlumberger	228 80	220 30	215 50	− 5 81
67	Shell transp.	91 50	87 40	87 40	− 4 48
2280	Siemens A.G.	2302	2242	2242	− 2 60
130	Sony	139 80	136 50	136 50	− 2 36
132	T.D.K.	146 80	142	142	− 3 26
29	Toshiba Corp.	31	31 40	31 50	+ 1 61
1500	Unilever	1485	1442	1442	− 2 89
305	Unit. Techn.	312	302	300	− 3 84
415	Vaal Reefs	542	541	544 c	+ 0 36
400	Volvo	377 50	395	385	+ 1 98
192	West Deep	252	257	252 c	....
385	Xerox Corp.	392 80	376	371	− 5 54
1 12	Zambia Corp.	1 40	1 32	1 35	− 3 57

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9023	..
Emp. 8,80 % 77	122	2 734
9,80 % 78/93	107 15	1 892
8,80 % 78/86	100 32	6 630
10,80 % 79/94	111 20	0 266
13,25 % 80/90	112	3 703
13,80 % 80/87	107 83	12 552
13,80 % 81/89	113 80	9 112
16,75 % 81/87	108 16	0 138
16,20 % 82/90	124 40	10 786
16 % juin 82	125 80	4 208
14,60 % fév. 83	124 80	1 180
13,40 % déc. 83	128 95	9 765
12,20 % oct. 84	119 35	11 384
11 % fév. 85	123 15	6 148
10,25 % mars 86	117	3 200
ORT 12,75 % 83	1785	..
OAT 10 % 2000	118 40	2 986
OAT 9,80 % 1997	113 65	7 432
OAT 9,80 % 1998	111 75	6 086
Ch. France 3 %	189	..
CNB Bques janv. 82	103 98	1 716
CNB Paribas	107	1 716
CNB Suez	105	1 716
CNI janv. 82	104	1 716
PTT 11,20 % 85	117	8 084
CFF 10,30 % 86	....	..
CNE 11,50 % 86	....	2 882
CNT 9 % 86	105 80	3 528
CRH 10,90 % déc. 85	118 85	6 987

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	580	567 o
Agache (Sté. Fin.)	800	800
A.G.F. (St Cent.)	9140	9100
André Roudière	243	240
Applic. Hydraul.	825	800
Arbel	150 10	150 10
Artois	280	288 80
Avenir Publicité	1825	1765
Bain C. Monaco	500	519
Banque Hypoth. Eur.	420	....
Béghin-Say (C.I.)	348	335
B.G.L.	380	....
Bisquy-Ouest	480	472
B.N.P. Cl	511	501
B.N.P. Intercontin.	438 80	419 30 e
Bénédictine	3890	3860
Bon-Marché	590	480
Calf	940	920
Cambodge	480	480
C.A.M.E.	252	240
Campenon Bern.	320	307 20
Carbone-Lorraine	616	603
C.E.G.Frig.	682	....
Centen. Blanzy	2261	2170
Centrest (Ny)	247	247
Cerabati	70	70
CERUS	720	700
Chambourcy (M.)	1000	....
Champex (Ny)	198	195
C.I.C. (Franc. de)	288	276
C.I. Maritime	480	461
Ciments-Sintra	1375	1365
[illegible]	235	229 d
Clause	894	895
Cofradel (Ly)	1210	1220
Cogif	526	525
Comiphos	508	498 o
Cie Industrielle	4350	....
Comp. Lyon-Alem.	510	532
Concorde (La)	1280	1283 o
C.M.P.	25	....
Crédit (C.F.B.)	720	691
Créd. Gén. Ind.	1193	1193
Crédit Lyonnais C.I.	788	765
Cr. Universel (Cie)	870	836
Créditel	206	206
Darblay S.A.	475	469
Darty Act. d. p.	3000	2800
De Dietrich	1820	1655 o
Delalande S.A.	1143	1100
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1610	1420 o
Didot-Bottin	575	570
Drag. Trav. Pub.	38 40	38
Eaux Bass. Vichy	1468	1497
Eaux Vittel	1750	1744
Economats Centre	577	585
Electro-Banque	464	450
Elf-Antargaz	390	380
E.L.M. Leblanc	690	695 o
[illegible]-Bretagne	285	278
Entrepôts Paris	611	601
Epargne (B)	2580	2525
Europ. Accumul.	72 50	69
Eternit	2515	2500
Exor	3420	3200
Finalens	280	250
FIPP	285	285
[illegible]	900	930
Foncière (Cie)	535	522
Fonc. Lyonnaise	4080	4100
Foncina	536	520
Forinter	1100	1100
Fougerolle	140	134 40
France I.A.R.D.	411	410
France (La)	8500	8180 o
From. Paul Renard	508	....
GAN	2515	1454
Gaumont	501	600
Gaz et Eaux	2310	2300
Gévelot	260 70	269
Gr. Fin. Constr.	580	554
Gds Moul. Paris	361	....
Groupe Victoire	4150	4095
G. Transp. Ind.	490	470
Hutchinson	860	831
Immindo S.A.	502	496
Imminvest	322	....
Immobail	556	551
Immobanque	871	888
Immob. Marseille	8200	8100
Immofice	571	549
Invest. (Sté Cent.)	3380	3325
Jaeger	251 10	....
Lafitte-Bail	581	570
Lambert Frères	119	115
Lille-Bonnières	1080	1046 o
Loca-Expansion	375	380
Locafinancière	481	485
Locatel	341	....
Louvre (Sté)	1810	1794
Machines Bull	53	52
Magasins Uniprix	200 50	....
Magnant S.A.	134	....
Maritimes Part.	380 10	....
M.H.	....	....
Métal Déployé	421	....
Mors	171	170
Naval Worms	122	117
Navig. (Nat. de)	187	....
OPB Paribas	420	405 50
Optorg	200	195
Origny-Desvroise	369 90	369 90
Palais Nouveauté	1000	980
Paribas-CIP	1055	1013
Paris France	273	....
Paris-Orléans	333	317
Part. Fin. Gest. Im.	1790	....
Pathé-Cinéma	651	606 o
Pechiney (cert. inv.)	234	218
Piles Wonder	900	837 o
Piper-Heidsieck	1056	1050
P.L.M.	186	187
Porcher	286	274 50
Providence S.A.	1978	1988
Publicis	1850	1800
Raff. Souf. R.	205	....
Rhône-Poul. (c. inv.)	478	470
Ricqlès-Zan	161	....
Rochefortaise S.A.	200	214 20 d
Rochette-Cenpa	68 50	....
Rosario (Fin.)	192 40	200
Rougier et Fils	70	71 90
Sacer	179 90	....
Sacilor	23 90	23 50
SAFAA	748	719
Safic-Alcan	570	585
SAFT	1505	1400
Saga	319 80	307 o
St-Gobain C.I.	360	344 50
Salins du Midi	558	519 o
Santa-Fé	179	180
Satam	128	....
Saulnes	77 50	74 40
Saunier-Duval	63 50	59 20 o
Savoisienne (M)	155	145 50 o
SCAC	608	601
Senelle Maubeuge	521	511
S.E.P. (M)	225	225
Serv. Equip. Véh.	94 50	90 70 o
Sicli	160	153 60 o
Sicotel	415	405
Siemis	316	303 30
Siph (Plant. Hévéas)	345	359
SMAC Acieroïd	69 60	69 60
Sté Générale-CIP	1235	1200
Sofal financière	2043	2043
Soffo	340	340
Soficomi	915	920
S.O.F.I.P. (M)	140	139
Sofragi	1149	1189
Souchon Autog.	452 50	....
Sovabail	841	820
Speichim	86	84
S.P.I.	635	615
Suez (Fin. de)-CIP	1390	1300
Stemi	800	800
Taittinger	2139	....
Testut-Aequitas	431	....
Tour Eiffel	570	548
Ufiner S.M.D.	540	522
U.A.P.	2960	2850
Usinor	6 95	6 50
U.T.A.	2010	1999
Vicat	643	617
Virax	197	190
Waterman S.A.	552	570
Brass. du Maroc	140	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1120	....
Akzo	461	....
Alcan Alum.	208	208
Algemeine Bank	1690	1680
American Brands	650	....
Am. Petrofina	316	....
Arbed	430	....
Asturienne Mines	151	140
Bco Pop Espanol	365	359 50
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1010	....
B. Régl. Internat.	30200	31510
Br. Lambert	570	557
Canadian-Pacific	78	....
Commerzbank	1120	1070
Dart. and Kraft	422 50	408 90
De Beers (port.)	39 50	....
Dow Chemical	400	363 50
Gén. Belgique	480	478
Gevaert	985	....
Glaxo	101 50	98
Goodyear	226 10	....
Grace and Co	335	320
Gulf Canada Corp.	70	....
Honeywell Inc.	470	460
I.C. Industries	378	166 50
Int. Min. Chem	197	185
Johannesburg	790	840
Kubota	16 60	17
Latonia	292	288
Mannesmann	591	....
Midland Bank Plc	60 90	60
Mineral-Ressourc.	58 30	61 10
Noranda	100	....
Olivetti	45	45 10
Pakhoed Holding	191	192 50
Pfizer Inc.	435	419 90
Procter Gamble	520	....
Ricoh Cy Ltd	35 50	....
Rolinco	247 90	243 80
Robeco	275 50	272 10
Rodamco	399 50	397
Saipem	25 50	24 50
Shell fr. (port.)	90	....
S.K.F. Aktiebolag	300	320
Sperry Rand	519	506
Steel Cy of Can.	105	....
Stilfontein	45 10	47
Swedish Match	380	....
Tenneco	282	....
Thorn EMI	50	....
Thyssen c. 1 000	490	....
Toray indust. inc	30 25	28 60
Vieille Montagne	800	....
Wagons-Lits	930	815
West Rand	22	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	14 90	....
C.E.M.	....	....
Cochery	62	....
Coparex	370	....
Dubois Inv. (Casto.)	795	....
Hydro-Energie	300	....
Hoogovens	250	....
Nicolas	600	....
Révillon	259	....
Rorento N.V.	144 20	143 20
Sopelem	85 70	....
S.P.R.	211 80	....
Ufinex	359	....
Union Brasseries	137 20	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1470	....	Dauphin O.T.A.	1760	1770	Molex	301	....
Alain Manoukian	825	810	Devanlay	1920	1843	Navale-Delmas	810	....
Asystel	379 50	379 50	Deville	980	960 o	Om. Gest. Fin.	412	412
BAFP	765	735	Drouot-Assurances	585	555	Patemelle-R.D.	3600	....
B.I.P.	1450	1420	Editions Belfond	300	305	Petit Bateau	234 70	226 40 o
Bolloré Technologies	1082	....	Elect. S. Dassault	974	935	Petrofigaz	490	480
Buisson	509	500	Expand	397	396	Rezzi	930	893
Câbles de Lyon	925	888	Filipacchi	810	801	St-Gobain Emballage	1450	1419
Calberson	636	621	Gaintoli	380	365	St-Honoré Matignon	253 50	262 80
Cardif	3145	3210	Guy Degrenne	900	865	S.C.G.P.M.	229 90	....
Cap Gemini Sogeti	2350	2256	I.C.C.	310	310	Seine-Meuse	1019	979
C.D.M.E.	785	780	IN Informatique	489	397 o	S.E.P.	1300	1249
C. Equip. Elect.	223 50	220	Loca-Investissement	380	380	S.E.P.R.	1601	1550
C.E.G.I.D.	1279	1228	Manutan	555	533	S.M.T. Goupil	313	300
C.G.I. Informatique	545	523	Marlin Immobilier	475	480	Sofibus	380	345 60 o
C. Occid. Forestière	125	120 10	Métallurg. Minière	161	164 50	Supra	920	920
Dafsa	195 50	191	M.M.B	710	682	Valeurs de France	351 50	347

SICAV (sélection) — 12/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	733 80	715 90
Actions France	474 86	453 33
Actions sélectives	615 14	587 25
Aedificandi	694 10	662 63
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1221 54	1191 75
A.G.F. 5000	580 95	566 78
A.G.F. ECU	1228 55	1218 39
A.G.F. Interfonds	480 28	469 57
A.G.F. OBLIG.	1222 29	1216 21
Agfimo	688 80	672
Aladi	230 71	220 25
A.L.T.O.	211 53	201 94
America-Valor	772 08	737 07
Amérique Gestion	394 06	388 64
Arbitrages court terme	5093 47	5073 31
Argonautes	435 98	416 21
Associc	1261 67	1261 67
Aurecic	1368 51	1328 65
Bourse-Investiss.	481 19	459 37
Bred Associations	2704 52	2696 43
Capital Plus	1646 44	1646 44
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Colombie	874 39	834 74
Convertimmo	403 22	387 71
Cortal court terme	11989 33	11989 33
Cortena	944 71	901 87
Credidor	493 41	469 33
Croiss. Finance	292 81	280 20 ◆
Croiss. Mercure	2788 66	2707 44 ◆
Croiss. Immobil.	673 81	643 26 ◆
Croiss. Prestige	378 11	360 95 ◆
Démeter	12895 09	12895 09
Drouot-France	670 86	640 55 ◆
Drouot-Investiss.	1132	1080 67 ◆
Drouot-Sécurité	257 67	245 99 ◆
Drouot-Sélection	150 28	143 47 ◆
Ecucic	1189 65	1182 12
Elicoop Sicav	10913 89	10886 67
Energie	267 37	255 25
Epacic	2915 24	2909 42
Epaccourt Sicav	8106 32	8086 10
Epargne Associations	25397 30	25359 26
Epargne-Capital	8097 82	8017 64
Epargne-Croiss.	1542 47	1501 18
Epargne-Industr.	785 86	750 24
Epargne-Inter	647 21	629 89
Epargne-Long-Terme	1782 09	1734 39
Epargne-Oblig.	207 29	201 74
Epargne-Unie	1243 83	1187 43 ◆
Epargne-Valeur	428 02	417 54
Eparoblig	1332 78	1330 12 ◆
Eurocic	10448 08	10281 70
Euro-Croissance	568 99	552 42
Eurodyn	1068 44	1052 65
Francic Plus	27415 76	27144 32
Fructi? Placement	63841 92	63524 30
Fructi? Trimestriel	1170 24	1152 95
Fructi? Valorisation	13528 73	13263 46
Foncier Investiss.	1150 49	1122 43
Fonsicel	295 13	281 75
France Ecu Plus	10394 34	10291 43
France-Garantie	320 18	319 54
France-Investiss.	586 69	560 09
France-Net	127 47	126 21
France-Obligations	480 41	475 66
Francic	406 05	394 22
Fructi-Associations	1278 78	1278 78

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructicapi	314 58	309 93
Fructidor	267 57	263 62
Fructifrance	815 22	795 34
Fructivar	80459 57	80258 92
Fructi ECU	577 05	569 52
Fructi-Première	12657 44	12371 86
Futuroblig	1129 49	1128 36
Gestilion	80180 15	80030 07
Gestion Associations	153 61	150 23
Gestion Mobilière	737 22	703 80
Gest. Rendement	511 31	488 12
Gest. Sél. France	797 23	761 08
Haussmann Associat.	1297 59	1297 59
Haussmann court terme	1125 42	1125 42
Haussmann Epargne	1404 91	1404 91
Haussmann Europe	1995 44	1904 95
Haussmann France	1093 97	1044 36
Haussmann Oblicrois.	1331 89	1331 89
Haussmann Obligation	1602 18	1529 53
Horizon	1279 50	1242 23
I.M.S.I.	637 06	608 17
Indo-Suez Valeurs	806 54	789 97
Ind. française	14472 88	14189 10
Interoblig.	12060 67	11587 18
Intersélect France	483 23	461 32
Intervaleurs Indust.	680 10	649 26
Invest. net	14902 35	14872 60 ◆
Invest. Obligataire	17874 89	17839 21 ◆
Japacic	173 74	168 68
Jeune épargne	234 58	231 11
Laffitte-crt-terme	81650 98	81650 98
Laffitte-Expansion	852 74	814 07
Laffitte-France	353 82	337 78
Laffitte-Immobilier	262 24	250 35
Laffitte-Japon	335 22	320 02
Laffitte-Oblig.	155 48	148 41
Laffitte-Rend.	221 09	211 08
Laffitte-Tokyo	1271 36	1213 70
Lion-Associations	12031 28	12031 28
Lion-Institutionnels	25808 27	25743 91
Livrplus	76299 28	74553 74
Livret portefeuille	629 46	611 13
Médiacosila	172 81	164 78 ◆
Mondiale Investissem.	478 42	456 73
Monecic	5758 13	5758 13
Mond J.	51157 78	51157 78
Multi-Obligations	469 42	448 13
Mutuelle Unie Sél.	165 56	158 05 ◆
Natio-Assoc.	8818 09	8804 28
Natio-Epargne	13903 82	13765 96
Natio-Inter.	1203 70	1171 48
Natio-Obligations	577 56	582 10
Natio-Patrimoine	1439 68	1401 05
Natio-Placements	65140 71	65140 71
Natio-Revenus	1138 96	1127 68
Natio-Sécurité	53008 78	53008 78
Natio-Valeurs	767 20	738 93
Nord-Sud Développ.	1229 31	1226 86
Obli-coop Sicav	1508 37	1478 79
Oblifion	1174 68	1143 24
Optimavalor	650 96	621 44
Orient-Gestion	188 55	180 91
Paramérique	531 16	507 07
Parerope	856 98	818 12
Paribas Epargne	15643 26	15612 24
Paribas Gestion	641 92	615 75
Pamasse-Valor	1108 40	1107 38

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine-Retraite	1676 84	1643 96
Phénix Placements	281 46	280 06
Pierre Investiss.	777 03	741 79
Placement A	1043 86	1043 86
Placement crt-terme	71740 06	71740 06
Placement J	53377 14	53377 14
Placement Premier	50560 05	50560 05
Pré/Association	21832 07	21832 07
Province Investiss.	540 55	516 04
Rentacic	175 45	172 86
Revenus Trimestriels	6194 97	6133 63
Revenu Vert	1234 87	1233 64
Rivoli Plus	......	......
St-Honoré Assoc.	14311	14239 80
St-Honoré Bio-aliment.	726 12	693 19
St-Honoré Capital	......	......
St-Honoré Pacifique	541 51	516 95
St-Honoré P.M.E.	432 39	412 78
St-Honoré Réel	11069 30	11025 20
St-Honoré Rendement	12328 83	12267 49
St-Honoré Technol.	741 32	707 70
St-Honoré Valor	12624 69	12624 69
Sécuricic	10766 26	10755 50
Sécur. Mobilière	448 48	428 14
Sécuri Taux	10243 23	10243 23
Sélcourt terme	12273 92	12182 55
Sicav-dom (Caisse BP)	799 48	787 65 ◆
Sicav-Associations	1342 80	1340 12
S.F.I. fr. et étr.	601 97	584 44
Sicavimmo	802 74	766 34
Sicav 5000	360 71	351 08
Sivaliance	567 06	551 88
Sivam	424 09	412 74
Sivarente	226 59	220 53
Siviter	420 33	409 08
S.L.-Est	1300 15	1241 20
S.I.G.	933 25	890 52
S.N.I.	1218 76	1183 25
Sofinvest	553 34	530 78
Sogepargne	427 32	411 87
Sogeuce	54377 39	52793 58
Sogevar	1067 95	1019 52
Sogister	1327 09	1266 91
Soleil Investiss.	512 40	489 16
Technocic	1187 09	1152 51
U.A.P. Investiss.	406 11	387 69
Uni-Associations	111 97	111 97
Unifrance	476 83	455 21
Unifoncier	1368	1294 51
Uni-Garantie	1477 96	1449 94
Unigestion	907 23	866 09
Uni-Japon	1524 88	1455 73
Uni-Régions	2705 35	2582 67
Univers	2353 96	2278 56
Univar	169 75	169 75
Univers-Obligations	1678 89	1623 68
Valorem	514 82	502 26
Valoblig	61262 43	60855 87
Valorg	1445 05	1443 61
Valrenl	76288 96	76250 82

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	76 10	74
Casino	201	....
Créd. Foncier France	290	282
Pernod Ricard	254	....
Total	1120	1130
Souscription		
Oréal (L.)	480	4

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 770	6 795	6 450	6 950
ECU	6 881	6 878	....	....
Allemagne (100 DM)	327 360	327 250	317	337
Belgique (100 F)	15 810	15 806	15 150	16
Pays-Bas (100 fl.)	290 220	290 050	280	298
Danemark (100 krd)	86 510	86 380	82 500	90
Norvège (100 k)	91 820	91 800	87 500	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 028	10 035	9 650	10 350
Grèce (100 drachmes)	4 970	4 977	4 700	5 500
Italie (1 000 lires)	4 745	4 745	4 500	5
Suisse (100 f.)	403 180	403 960	389	410
Suède (100 krs)	97 360	97 390	93 500	99
Autriche (100 sch)	46 580	46 520	45 100	47 450
Espagne (100 pes.)	5 003	5 004	4 800	5 300
Portugal (100 esc.)	4 590	4 585	4 200	5 100
Canada ($ can 1)	4 890	4 913	4 650	5 100
Japon (100 yens)	4 388	4 385	4 170	4 350

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/9
Or fin (kilo en barre)	88000	90800
Or fin (en lingot)	88000	91000
Pièce française (20 fr)	535	550
Pièce française (10 fr)	408	.....
Pièce suisse (20 fr)	575	600
Pièce latine (20 fr)	510	530
Souverain	651	680
Pièce de 20 dollars	3305	3400
Pièce de 10 dollars	1800	1800
Pièce de 5 dollars	1090	.....
Pièce de 50 pesos	3305	3410
Pièce de 10 florins	531	545
Or Londres	407 50	418 75
Or Zurich	408 50	414 50
Or Hongkong	402 50	410
Argent Londres	5 95	5 77

Le Monde

M. Monory envisage la création d'un baccalauréat en deux volets

Un baccalauréat à la carte et en deux volets, c'est peut-être pour bientôt si la réforme actuellement en préparation au ministère de l'éducation nationale voit le jour. En répétant, dimanche 14 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1, que le bac est *« inadapté la société actuelle »*, M. Monory a discrètement levé le voile sur ses projets en la matière.

Il s'agirait de diminuer très nettement le nombre de séries du baccalauréat (il y en a actuellement huit de « A » à « H ») et de décomposer l'examen en deux volets : une épreuve classique sanctionnant un tronc commun de disciplines, et une autre forme d'évaluation – qui pourrait être le contrôle continu – pour des options, dont le nombre serait *accru et la fonction modifiée*. Chaque lycée aurait la liberté de définir, en liaison avec les établissements d'enseignement supérieur et les milieux économiques, les options de son choix.

L'idée serait d'instaurer des *passerelles plus étroites* entre le lycée et l'enseignement supérieur. La réussite dans telle matière optionnelle, sanctionnée soit par un simple certificat d'assuidité, soit par *un contrôle continu*, pourrait servir de passeport pour l'admission dans une filière précise du supérieur.

Les établissement post-baccalauréat (universités, grandes écoles, IUT, STS, etc.) *seraient ainsi incités à préciser* leurs critères de sélection en participant eux-mêmes à la définition des options proposées aux lycéens. De leur côté, les lycées seraient amenés à se *placer nettement* en position d'offre par rapport au supérieur.

Les options, laissées à l'initiative des lycées, pourraient être sanctionnées par la seule appréciation des professeurs de l'établissement, mais ne *suffiraient* pas pour accéder à l'enseignement supérieur, pour lequel l'examen terminal classique continuerait à être exigé.

Cette refonte du baccalauréat, qui s'accompagnerait d'une *réforme des études au lycée*, permettrait d'adapter le second cycle à l'afflux de lycéens soixante dix mille de plus cette année) et accompagnerait la prolongation *« naturelle » de la scolarité* jusqu'à dix-huit ans constatée depuis quelques années. L'ensemble de ce projet serait rendu public à la mi-octobre.

Ph. Be.

Après le nouvel attentat contre les « casques bleus » de la FINUL

Le Conseil de sécurité pourrait se réunir mercredi

La situation de la Force intérimaire des Nations unies (FINUL) au sud du Liban a été évoquée durant près d'une heure, dimanche soir 14 septembre, à New-York, au siège de l'ONU, par le représentant de la France, M. Claude de Kémoularia, qui a été reçu par *le* secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar.

L'entretien a eu lieu presque immédiatement après que M. Chirac eut ouvertement mis en cause le commandement de la FINUL à propos de l'attentat qui, samedi, coûta la vie à un « casque bleu » français et en blessa cinq autres. A la demande de la France, le Conseil de sécurité pourrait se réunir mercredi pour envisager un *renforcement du dispositif de sécurité* de la FINUL, qui, depuis quelques semaines, fait l'objet d'une recrudescence d'attaques de la part de miliciens chiites libanais pro-iraniens.

Le Conseil s'était déjà prononcé, le 5 septembre dernier, à l'unanimité, *en faveur d'une série de* mesures urgentes pour améliorer la sécurité des cinq mille huit cents soldats de cette force (dont mille quatre cents Français – le plus gros bataillon). Certaines de ces mesures auraient été mises en application dès la semaine dernière. D'ici quarante-huit heures, le secrétaire général adjoint, M. Marrack Goulding, doit être de retour d'une mission au Liban, en Syrie et en Israël, et M. de Cuellar présentera alors un nouveau *rapport sur la FINUL*.

Sur le terrain, la situation n'a cessé de se dégrader, comme en témoigne l'attentat de samedi, qui porte à vingt-deux le nombre de *« casques bleus » français de la* FINUL tués depuis le déploiement de cette force en 1978.

L'attaque a eu lieu très tôt dans la matinée, à 200 mètres de l'entrée nord du village de Baflay (une centaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth) : une charge télécommandée a explosé au passage d'un convoi de trois véhicules blindés de « casques bleus » français. L'engin – 15 à 20 kilos de TNT – était placé au bord de la piste empruntée *par le convoi. Le mouvement chiite* Amal (partisan du maintien de la FINUL dans la région) a annoncé, peu après, avoir arrêté deux suspects sur une colline surplombant le lieu de l'attentat. Celui-ci, toujours selon Amal, aurait pu être beaucoup plus meurtrier. Le mouvement chiite indique, en effet, que deux autres bombes télécommandées ont été désamorcées sur les lieux mêmes. La première, un obus de 120 mm relié à un détonateur électrique, était placée *dans un fossé, à 1 mètre de la* charge qui a explosée ; la seconde, une fusée Grad, était dissimulée sous de la paille.

Selon un photographe présent *quelques minutes* après *l'attentat*, les soldats français qui étaient dans le convoi ont sauté à terre dès l'explosion et ouvert le feu à l'arme automatique dans toutes les directions. Ils ont attendu l'*arrivée* des renforts du poste de Maaraké pour transporter les blessés ; l'un des blindés a été sérieusement endommagé.

Le 4 septembre dernier, une précédente attaque avait fait trois morts parmi les « casques bleus » *français, qui, avec les autres* contingents de la FINUL, se trouvent au cœur de la rivalité entre deux mouvements chiites : Amal, dirigé par M. Nabih Berri, qui entend que les « casques bleus » restent au sud du Liban, et le Hezbollah, pro-iranien, qui a juré de faire partir la FINUL de cette région.

Dans un communiqué diffusé samedi après l'attentat, le Hezbollah dénonce une nouvelle fois la résolution 425 des Nations unies qui créa la *FINUL et appelle à une intensification* de la Djihad, *« la guerre sainte » « contre les sionistes et leurs agents, contre les oppresseurs et les hérétiques »*. Pour le Hezbollah, la FINUL empêche en fait les *« militants nationalistes »* de lancer des opérations contre la zone de *sécurité établie par Israël à la frontière* et défendue par une milice armée et financée par l'Etat hébreu, l'Armée du *Liban sud (ALS). La* campagne du Hezbollah est soutenue, au moins politiquement, par l'Iran, qui, depuis le mois d'août, a multiplié les dénonciations de la FINUL et de la *résolution 425. Le* chargé d'affaires iranien à Beyrouth, M. Mahmoud Nourani, a récemment *« souligné »* auprès du ministère libanais des affaires étrangères que *« seuls les combattants nationalistes peuvent garantir la libération du Liban sud »*. Avertissement très clair et réaffirmé, dimanche, par le chef du Hezbollah de la Bekaa, cheik Sabhi Toufaili, devant une foule enthousiaste réunie à Baalbeck pour célébrer le deuil chiite de l'Achoura : *« Nous rejetons la résolution 425 et voulons établir sur cette terre le pouvoir de l'Islam »*, a dit le cheikh. – *(AFP.)*

● **Une organisation revendique l'enlèvement de deux Américains.** – Les Cellules révolutionnaires arabes-Forces d'Omar al Moukhtar ont revendiqué, le samedi 13 septembre, le rapt de deux Américains, Frank Herbert Reed et Joseph James Cicippio, récemment enlevés à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane). Dans un appel téléphonique à une agence de presse, un interlocuteur anonyme se réclamant de cette organisation a mis en garde *« l'administration américaine contre les conséquences de la poursuite de ses agressions contre les peuples de la région »*. Omar al Moukhtar est un héros de la résistance libyenne à la colonisation italienne. – *(AFP.)*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 septembre

Léger regain : + 0,22 %

La Bourse de Paris a légèrement progressé le 15 septembre en séance du matin, où l'indicateur de tendance a gagné 0,22 %. En hausse, on trouvait Crouzet (+ 6,31 %), Guyenne (+ 5,12 %), Schneider (+ 4,44 %), Leroy-Somer (+ 4,04 %), Docks de France (+ 3,48 %). En repli, figuraient Hachette (– 3,21 %), Bouygues (– 2,12 %), Dumez (– 0,96 %), L'Air liquide (– 0,95 %), Source Perrier (– 0,89 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	430	429	430
Agence Havas	1820	1831	1832
Air Liquide (L')	735	728	728
Alsthom	350	359	361
Bancaire (Cie)	1230	1225	1230
Bongrain	1980	1950	1959
Bouygues	1364	1330	1335
B.S.N.	4210	4210	4210
Carrefour	3440	3446	3455
Chargeurs S.A.	1281	1295	1300
Club Méditerranée	582	584	585
Dumez	1658	1635	1642
Eaux (Gén.)	1339	1310	1330
ELF-Aquitaine	331	334 50	333 50
Essilor	3185	3190	3185
Lafarge-Coppée	1335	1338	1343
Michelin	3100	3090	3100
Midi (Cie)	1589	1605	1615
Moët-Hennessy	2255	2280	2285
Navig. Mixtes	1105	1115	1100
Oréal (L')	3541	3541	3541
Pernod-Ricard	983	985	987
Peugeot S.A.	1135	1140	1134
Sanofi	746	748	750
Source Perrier	785	785	778
Télémécanique	2905	2905	2900
Thomson-C.S.F.	1548	1535	1556
Total-C.F.P.	456	454	454
T.R.T.	3020	3020	3020
Valéo	530	536	538

Sur le vif

A bâtons rompus

Il était bien, hein, mon Jacquot, hier, à « RTL-*le Monde* » ! Ferme, calme, décidé. Vachement costaud, son plan sécurité ! D'accord, on voit pas très bien comment nos consulats à l'étranger *pourraient* refuser un visa à des mecs qui ont des vrais faux passeports en béton, délivrés par les pays qui couvrent le terrorisme international. Lesquels ? Ça, on n'en a aucune idée. C'est le noir complet. Mais bon, c'est pas ça qui me chiffonne. C'est une question toute bête, toute sotte. Pourquoi il faut attendre de choper un terroriste pour le faire parler et arriver enfin à savoir qui c'est qui est derrière ?

Je croyais qu'on en avait déjà plusieurs sous la main. A commencer par celui à qui on doit – merci M'sieur Abdellah – toute cette ribambelle d'attentats. Enfin, je comprends pas, c'est pour le sortir de tôle que ses copains foutent des bombes un peu partout et bousillent le pauvre monde. Il doit les connaître quand même ! En cherchant bien, il pourrait aussi arriver à se rappeler d'où viennent les armes qu'on a piquées dans son appart et qui ont servi à abattre ce colonel américain et ce diplomate israélien. Il paraît qu'on lui a demandé, mais il a trouvé ça *indiscret, il s'est mis à bouder*. On n'a pas réussi à lui tirer un mot.

Le plus farce, c'est qu'on n'a même pas eu à l'arrêter. C'est lui qui est venu se livrer à la police. Il avait l'impression d'être suivi par des agents israéliens. En réalité, il était filé par la DST. Du coup, il a couru demander la protection des flics. Et ils lui ont donnée, normal, un accident est si vite *arrivé*. Les bavures, on sait ce que c'est.

Là, à Fleury-Mérogis, il est bien peinard, bien installé. Il a la télé, il reçoit des visites, tout ça. Sans vouloir ni le déranger ni l'importuner, et encore moins le vexer, on devrait peut-être solliciter un entretien. Causer à bâtons rompus. Bien gentiment, bien poliment.

Vous me direz : rien ne presse, on a tout le temps. On finira bien un jour par cravater un bavard. On lui demandera à ce moment-là. Suffit de patienter.

CLAUDE SARRAUTE.

● **Paris sans télévision pendant une heure.** – A 17 h 41, dimanche 14 septembre, un transformateur de 220 000 volts situé à Villejust, dans l'Essonne, disjoncte et prive de courant une partie de la banlieue sud, certains quartiers de Paris et les émetteurs de télévision implantés sur la tour Effel. C'est alors au tour des groupes électrogènes de secours, situés sous le pilier sud, de refuser alors de se mettre en marche. Et combie de malchance, quand le courant revient vers 18 h 9, les techniciens rencontrent des difficultés pour remettre en fonctionnement les émetteurs. Ceux de 10 kW repartent alors (Canal Plus, la « 5 » et TV 6), puis ceux, plus puissants (50 kW), des trois chaînes publiques. Il est 18 h 40. Une enquête est en cours pour expliquer ce qui restera comme l'une des plus longues pannes de l'histoire de la télévision.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 septembre 1986 a été tiré à 469 262 exemplaires